RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	E	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 27
Nombre de conseillers communautaires votants : 28

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-230 DÉCISIONS PRISES PAR LA PRÉSIDENTE SUITE AUX DÉLÉGATIONS DONNÉES PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nomenclature des actes : 5.4

La Présidente présente les décisions qu'elle a prises suite aux délégations données par le Conseil communautaire :

Numéro et titre de la décision	Compléments d'information	Montant
DP 2025-217 Attribution d'aides pour la réhabilitation des assainissements individuels non conformes – Programme 2025	PUAUD – Chantonnay DECARIS – Chantonnay CHARRIER – Chantonnay FENOT – Saint-Vincent-Sterlanges VRIGNAUD – Saint-Martin-des-Noyers PARAGE/JACKSON – Bournezeau	1 000,00 € 1 000,00 € 1 000,00 € 1 000,00 € 1 000,00 € 1 000,00 €

. . . / . . .

Numéro et titre de la décision	Compléments d'information	Montant
DP 2025-218 SAS CHOUETTE IMPACT ET SAS PREVENT'EURE Devis – Animations des journées pour le climat - Édition 2025		4 000,00 € HT 3 546,80 € HT
DP 2025-219C SAS MANUTAN COLLECTIVITÉS – Supports sur pied pour tablettes	-	2 925,00 € HT
DP 2025-220 SARL AGENCE MORGANE COMMUNICATION – Création et mise à jour des supports pour le réseau des bibliothèques	-	5 830,00 € HT
DP 2025-221 Attribution d'aide à la rénovation de l'habitat	CHOPOT – Saint-Prouant	2 250,00 €
DP 2025-222 Attribution du marché public n° 2025-06 relatif à l'élaboration d'un plan intercommunal de sauvegarde (PICS) pour la CCPC	Société SAS SECTOR - une tranche ferme > une tranche optionnelle n° 01 « Organisation d'un exercice de crise » > une tranche optionnelle n° 02 « Sensibilisation sur les risques »	37 986,00 € HT 27 681,00 € HT 5 475,00 € HT 4 830,00 € HT
DP 2025-223 SAS NEXPUBLICA – Forfait programme de formations mutualisées en ligne sur le logiciel CART@DS - 2025	-	1 920,00 € HT
DP 2025-224 Devis SARL SOFAREB – Fourniture et pose d'une voile d'ombrage pour le centre aquatique de « L'Odyss » à Chantonnay	-	6 800,00 € HT
DP 2025-225 SAS MEDIALEX - Publicité légale – Consultation des marchés de travaux – Réhabilitation et extension de la médiathèque intercommunale pour la CCPC et rénovation de l'espace jeunesse pour la ville de Chantonnay	-	1 529,56 € HT
DP 2025-226 SAS SAET – Contrat de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement des abords de la maison de santé de Chantonnay	Montant définitif des honoraires	1 971,21 € HT
DP 2025-227 Avenant n° 1 au marché public n° 2022-18 relatif à la maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de la zone d'activités du Vendéopole Vendée Centre - Bournezeau	+ 1 322 € HT, soit une augmentation de 2,23 % du montant initial	60 697,00 € HT
DP 2025-228 Association ACTIF EMPLOI – Distribution du magazine communautaire – Octobre 2025	-	5 262,50 €

. . . / . . .

Numéro et titre de la décision	Compléments d'information	Montant
DP 2025-229 Devis SCOP SA SANISPHÈRE – Contrat de maintenance – Toilettes écologiques – Zone de loisirs de la Morlière à Sigournais	Montant annuel pour une durée de 5 ans (soit un total de 3 300,00 € HT hors prestations complémentaires de S.A.V.)	660,00 € HT

Le Conseil communautaire prend acte de la présentation des décisions de la Présidente.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-231 COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU BUREAU COMMUNAUTAIRE

Nomenclature des actes : 5.7

Conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente rend compte des travaux du Bureau communautaire.

Le Conseil communautaire n'a pas délégué d'attribution au Bureau communautaire. Aussi, celui-ci ne prend pas de délibération.

Le Bureau communautaire s'est réuni aux dates suivantes : les 11 et 25 juin 2025.

. . . / . . .

Les principaux points abordés ont été :

- 11/06/2025 :
    - POUR AVIS : Aides économiques : conclusions du contrôle de légalité / Aides économiques : demande de la SAS « Légumes Secs Bio de Vendée » / Proposition de cession de la parcelle AH 44 située ZI de Pierre Brune (Chantonnay) à l'entreprise Gautron Construction / Devenir de l'ex-bâtiment des vétérinaires (Chantonnay) / Plan intercommunal de sauvegarde (PICS) : Avis de la CICP / Maison de santé : Voie d'accès et liquidation V-Architecture / Broyeur 150M : cession à Bournezeau / Partenariat avec le lycée Sainte-Marie : Option Santé / Invitation à rejoindre la Communauté de Santé Mentale de Vendée et désignation d'un membre / Positionnement de la CCPC face aux sollicitations des professionnels du bien-être / Convention d'aide à l'installation de médecins généralistes – Situation du Dr CLAVURIER.
    - POUR INFORMATION : Schéma directeur des énergies : séminaire des élus / GAB - Vendée Eau : réunion de présentation des enjeux eau et agriculture biologique / Animations 2025 du Guichet unique de l'habitat / Mise en place du relais baby-sitting / Arrêt de l'e.pass culture sport de la Région / Diagnostic informatique des équipements et logiciels des Communes du territoire / Déploiement de la Maison Sport Santé sur le territoire / Nouveau zonage de santé / Formation Premiers Secours en Santé Mentale pour les élus.
- 25/06/2025 :
    - POUR AVIS : Prolongation du dispositif d'aide pour la récupération des eaux pluviales / Proposition de réalisation d'une seconde étude avec l'agence LA ! LESTOUX : charte d'aménagement commercial et OAP commerce / Accompagnement de la rencontre nationale 2026 de l'agriculture biologique de conservation / Attribution d'une aide économique à la sas « Légumes Secs Bio de Vendée » (LSVB) / Proposition de cession de la parcelle AH 44 située ZI de Pierre Brune (Chantonnay) à l'entreprise Gautron Construction / Statuts : approbation du toilettage pour tenir compte du périmètre d'intervention de la Communauté de communes / Intérêt communautaire : abrogation de la délibération n° 2024-463 et approbation du toilettage pour tenir compte du périmètre d'intervention de la Communauté de communes / Recours à l'apprentissage en septembre 2025 pour le service communication et nouvelles technologies / Régime de maintien des primes et indemnités des agents dans certaines situations de congés (indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise) / Mise en place de la carte achat public au sein de la collectivité / Adoption du Contrat opérationnel de mobilité (COM) du bassin Centre Vendée / Entretien du réseau cyclable Vendée Vélo – Convention avec le Conseil départemental de la Vendée.
    - POUR INFORMATION : Atelier-relais Saint-Prouant : retour sur la CICP / Réhabilitation EHPAD les Érables : mise en service de la chaudière bois et avenants / Énergie en Pays de Chantonnay : installation d'une centrale photovoltaïque sur toiture à la salle de sport de Saint-Martin-des-Noyers / Filière bois – convention de partenariat pour l'approvisionnement de la chaufferie bois plaquette / PICS : date de réunion de lancement / PAT : Rencontre Réseau Local Vendée / Décision modificative n° 1 au budget principal 67000 « CCPC » / Décision modificative n° 1 au budget annexe 67005 « MSP ».

. . . / . . .

Le Conseil communautaire prend acte de cette présentation des travaux du Bureau communautaire.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 28

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-232 PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DU PAYS DE CHANTONNAY - RÉVISION N° 1 - APPROBATION

Nomenclature des actes : 2.1

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 153-11 et suivants et articles R. 153-1 et suivants, et plus particulièrement l'article L. 153-21 relatif à l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) ;

. . . / . . .

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2019-444, en date du 11 décembre 2019, portant approbation du PLUi ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021-449, en date du 29 septembre 2021, portant approbation de la procédure de déclaration de projet 0.1 pour permettre un projet d'hébergement touristique sur la commune de Bournezeau emportant mise en comptabilité n° 1 du PLUi ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2020-229, en date du 23 septembre 2020, portant approbation de la procédure de modification simplifiée 0.2 du PLUi ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2022-23, en date du 26 janvier 2022, portant approbation de la procédure de modification 0.3 du PLUi ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-484, en date du 04 décembre 2024, portant approbation de la procédure de modification 0.4 du PLUi ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-374, en date du 25 septembre 2024, portant approbation de la procédure de déclaration de projet 0.5 pour la création d'une centrale photovoltaïque sur la commune de Saint-Vincent-Sterlanges emportant mise en comptabilité n° 5 du PLUi ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-168, en date du 27 mars 2024, portant approbation de la procédure de modification simplifiée 0.6 du PLUi ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2023-31, en date du 25 janvier 2023, prescrivant la procédure de révision n° 1 du PLUi et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-208, en date du 24 avril 2024, portant débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi ;

Vu les délibérations des Conseils municipaux portant débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi, à savoir pour :

- Bournezeau, n° 24-052 en date du 9 avril 2024 ;
- Chantonnay, n° 20240325_D028 en date du 25 mars 2024 ;
- Rochetrejoux, n° D2024 04 15 01 en date du 15 avril 2024 ;
- Sainte-Cécile, n° DELCM2024-04/01 en date du 18 avril 2024 ;
- Saint-Germain-de-Prinçay, n° D2024-034 en date du 8 avril 2024 ;
- Saint-Hilaire-le-Vouhis, n° 16.2024 en date du 25 mars 2024 ;
- Saint-Martin-des-Noyers, n° 32-2024 en date du 9 avril 2024 ;
- Saint-Prouant, n°33/2024 en date du 25 mars 2024 ;
- Saint-Vincent-Sterlanges, n° 2024-04-Délib n°1 en date du 2 avril 2024.
- Sigournais, n° 25 en date du 8 avril 2024.

. . . / . . .

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-373, en date du 25 septembre 2024, tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision n° 1 du PLUi ;

Vu les délibérations des Conseils municipaux sur le projet de la révision n° 1 du PLUi ;

Vu les avis des Personnes Publiques Associées (PPA), de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) et de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) sur le projet de révision n° 1 du PLUi ;

Vu l'arrêté n° 2025-02 en date du 31 janvier 2025 de la Présidente de la Communauté de communes prescrivant l'enquête publique sur le projet de révision n° 1 du PLUi ;

Vu le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur en date du 23 avril 2025 ;

Vu la note récapitulative des observations des Conseils municipaux, des PPA, de la MRAe, de la CDPENAF et les conclusions du Commissaire enquêteur (annexes 1, 2, 3 et 4) ;

Vu la liste des modifications apportées au document pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations et du rapport du Commissaire enquêteur ;

Vu la conférence intercommunale des Maires réunie le 5 juin 2025 relative à la présentation des avis qui ont été joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur ;

Vu la convocation des membres du Conseil communautaire, à laquelle sont joints le projet de révision du PLUi soumis à approbation et son évaluation environnementale ainsi que les documents annexés à cette convocation ;

Vu la note explicative de synthèse et ses annexes jointes à la convocation contenant les informations relatives à l'objet de la présente délibération ;

Considérant que l'économie générale du projet n'est pas remise en cause par les changements apportés à la suite des observations du public, des observations des PPA et de celles du Commissaire enquêteur ;

Considérant les amendements apportés au projet par rapport à la version arrêtée le 25 septembre 2024, ci-annexés ;

Considérant que l'intégralité du dossier de PLUi révisé a été à disposition des conseillers communautaires au siège de la Communauté de communes ;

. . . / . . .

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à la majorité (1 abstention : Christophe GOURAUD) :

- d'approuver les modifications apportées au plan local d'urbanisme en vigueur telles que résultant de la révision n° 1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal présentée en séance et annexée à la présente délibération ;

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, le PLUi ne deviendra exécutoire qu'à compter de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'État, de sa publication dématérialisée sur le Géoportail national de l'urbanisme et de son affichage pendant un mois au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et dans les mairies des Communes membres concernées,

La mention de ces affichages sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le dossier approuvé pourra être consulté par le public sur le site internet et au siège de la Communauté de communes.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

Pays de Chantonnay
Communauté de communes

REVISION
DU PLAN LOCAL URBANISME INTERCOMMUNAL

Annexe 1 à la délibération

PLUREAL
FAÇONNONS DES TERRITOIRES D'AVENIR

RAPPEL

Enquête publique

- **Ouverture du 24 février au 28 mars 2025**

- **Remise du PV de synthèse du commissaire enquêteur le 2 avril**
  11 permanences, 56 personnes reçues
  110 observations (40 sur registre dématérialisé et 70 sur 9 registres papiers)

- **Mémoire en réponse au plus tard pour le 17 avril 2025**
  Classement des observations selon leur commune de référence
  7 avis PPA et 61 observations du public appelant une réponse de la CCPC

- **Remise du rapport final le 23 avril 2025 : avis favorable sans réserve**

Rencontre technique avec les services de l'Etat (DDTM) le 22 mai 2025

LES AVIS PPA ET PPC

11 Avis PPA et PPC :

- MRAe
- CDPENAF
- CHAMBRE D'AGRICULTURE
- HORS DELAIS : PREFET DE VENDEE

Voir rappel ci-après sur la justification de la procédure sur la base des objectifs de la délibération de prescription et du courrier au Préfet de janvier 2025

- CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VENDEE
- SNCF
- VENDEE EAU
- COMMUNE DE SAINT GERMAIN DE PRINCAY

Des observations portent sur des points qui ne font pas l'objet de la révision en cours. Les autres points sont étudiés plus loin.

- CHAMBRE DES METIERS ET DE L'ARTISANAT
- RTE
- HORS DELAIS : COMMUNE DE BOURNEZEAU

Observations n'appelant pas de réponse.

Avis CDPENAF

Lors de l'examen du projet de PLUi en date du 15 janvier 2025, les membres de la commission ont émis un avis favorable à :

- La délimitation à titre exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées ;
- L'extension des habitations existantes et de leurs annexes en zones A et N à l'exception de la partie du règlement ne répondant pas à la doctrine de la charte de gestion économe de l'espace pour les constructions inférieures à 150 m².

Un avis défavorable à :

- La méthode retenue pour établir le besoin en logements et les surfaces en extension qui en découlent. Le résultat est à revoir à la baisse en cohérence avec les dynamiques observées précédemment ;
- La réflexion sur les formes urbaines, qui doit être plus poussée, devant conduire à des densités plus ambitieuses ;
- A l'estimation des besoins pour les secteurs de développement économique qui doit être mieux justifiée notamment pour les réserves prévues au SCoT;

Avis Chambre d'Agriculture

Par courrier en date 25 janvier 2025 la Chambre d'agriculture transmet l'avis de la profession agricole.
L'avis est favorable sur l'identification des STECAL à conditions que des éléments soient apportés sur 3 STECAL, (Chêne Bertin, Nenr à St Prouant et un Nc) ainsi que sur l'absence d'impact sur l'activité agricole.
L'avis défavorable porte principalement sur les éléments suivants :

- Besoins de développement mal évalués.
- Absence de traitement des incidences agricoles et des compensations.
- Zonage à corriger (zones N à reclasser en A)
- Règlement : restrictions injustifiées sur les logements de fonction et annexes agricoles, nécessité d'autoriser certains travaux liés à l'exploitation (exhaussements, affouillements) et formulations non conformes à la Charte de gestion économe de l'espace.
- Règlement à adapter selon les observations. (Distance de 5 m avec haies/arbres trop restrictive, formulation sur zones humides à adapter selon la réglementation ERC en vigueur.

Avis hors délais : Préfecture

Ces documents réceptionnés hors délais sont réputés favorables conformément aux dispositions de l'article R.153-5 du code de l'urbanisme qui précise que l'avis sur le projet de plan arrêté, est rendu dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt du projet. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis pourtant défavorable est réputé favorable.

Avis MRAe, CDPENAF, Chambre d'Agriculture, Etat : Réponse de la CCPC

La révision en cours ne concerne que des points très ponctuels dont, principalement, la prise en compte du jugement du Tribunal administratif de Nantes du 11 mars 2021 qui nécessite de modifier le PADD du PLUi dans la mesure où le PADD n'envisage pas les constructions nouvelles en dehors des bourgs. Il a donc fallu modifier le PADD. En conséquence, une procédure de modification du PLUi n'a pas pu être envisagée. Une procédure de révision s'imposait. La prise en compte du jugement du Tribunal administratif de Nantes du 11 mars 2021 ne pouvait se faire par voie de simple modification du PLUi.

C'est dans ce contexte particulièrement complexe qu'il revenait à la CDPENAF de se prononcer, uniquement, sur les changements induits par la révision en cours, au regard des enjeux de réduction des surfaces naturelles, forestières et à vocation ou à usage, pas davantage.

Enfin, s'agissant de l'application de la loi « climat et résilience », les objectifs nationaux de réduction de la consommation d'espaces fixés par cette loi ne peuvent trouver à s'appliquer aux PLU (article 194), avant le 22 février 2028, qu'en cas de mise en conformité du SRADDET et du SCoT.

La circulaire du 4 août 2022 a rappelé que le législateur a souhaité laisser aux collectivités la possibilité de moduler l'application de la règle de réduction de la consommation d'espace en fonction des résultats d'une concertation qui doit être conduite localement dans le SCoT.

En l'occurrence, ni le SRADDET ni le SCoT n'ont décliné à leur échelle les objectifs de la loi.

La loi « climat et résilience » ne saurait donc être évoquée dans le cadre de la révision en cours.

Les observations de la CDPENAF sur les points qui ne font pas l'objet de la révision en cours (besoin en logements, réflexion sur les formes urbaines, besoins pour les secteurs de développement économique…) seront prises en compte lors d'une procédure d'évolution ultérieure du document d'urbanisme, notamment lorsqu'il s'agira de « climatiser » le PLUi en vigueur.

Avis Chambre des métiers

Par courrier en date 19 décembre 2024 la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Pays de la Loire transmet son analyse sur le projet de révision n°1 du PLUi.
Elle n'émet pas d'avis mais constate l'absence d'entrave à l'activité artisanale.

Avis RTE

L'avis de RTE (adressé au Préfet de la Vendée) précise que sur le territoire du Pays de Chantonnay sont implantées les liaisons aériennes 90 000 volts suivantes :

- Ligne aérienne 90kV N0 1 BEAUPUY-PUYBELLIARD
- Ligne aérienne 90kV N0 1 ESSARTS-MERLATIERE-PUYBELLIARD
- Ligne aérienne 90kV N0 1 POUZAUGES-PUYBELLIARD

RTE attire l'attention du Pays de Chantonnay sur les observations ci-dessous :

- Le report des servitudes d'utilité publique (servitudes I4), afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'occupation du sol.
- L'importance des servitudes qui doivent être parfaitement identifiées pour des raisons de sécurité et d'opposabilité notamment dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation du sol.
- Le règlement fait également l'objet de recommandations qui seront à prendre en compte par le Pays de Chantonnay.

Analyse du commissaire enquêteur :
RTE n'émet pas d'avis mais des recommandations notamment en matière de sécurité, de servitudes et de réglementation. Celles-ci n'appellent pas d'observation particulière.

Avis SNCF

Par courrier en date du 24 janvier 2025, la SNCF n'émet pas d'avis sur le projet de révision n°1 du PLUi du Pays de Chantonnay.
Le document de 8 pages rappelle ce que sont les contraintes ferroviaires du fait des lignes traversant le territoire.
Les servitudes d'utilité publique sont rappelées, ainsi que les dispositions à proximité des passages à niveau, ainsi que les contraintes de maîtrise de la végétation et l'incompatibilité des espaces boisés classés avec la servitude T1.
SNCF Réseau souhaite inscrire 3 emplacements réservés dans les documents d'urbanisme : les PIG, le périmètre de considération ainsi que les MGDU.
La nécessité de consulter SNCF pour les permis de construire ou lotissement jouxtant la plate-forme ferroviaire est rappelée.

Réponse de la CCPC

Les autres observations portent sur des points qui ne font pas l'objet de la révision en cours. Elles pourront être prises en compte lors d'une procédure d'évolution ultérieure du document d'urbanisme, notamment lorsqu'il s'agira de « climatiser » le PLUi en vigueur.

Les éléments relatifs à l'information sur la servitude d'utilité publique liée au réseau ferré sont annexés au PLUi.

Avis Conseil départemental de la Vendée

Le Conseil Départemental n'émet pas d'avis tout en listant les 8 exigences ci-dessous :

1. Classement en zone N de l'Espace Naturel Sensible (ENS) du « Fief du Rocher » à Chantonnay, en raison de sa haute valeur environnementale.
2. Demande similaire pour les secteurs « Fief de la Chauvetière » et « Le Moulin » à Sigournais, du fait de leur valeur patrimoniale.
3. Pour « Chantonnay - OAP 3 », privilégier l'accès par le giratoire existant.
4. Pour « Sigournais - OAP 2 », recommander un accès par la voie communale et non par un cheminement doux.
5. Sur Saint-Martin-des-Noyers, prévoir un aménagement spécifique sur la RD52 pour la zone 2AUh à l'ouest du bourg.
6. Modifier la formulation réglementaire concernant les accès aux routes départementales pour y inclure les zones en et hors agglomération, et harmoniser ce chapitre avec le règlement départemental de voirie.
7. Pour l'atlas des changements de destination, soumettre les conversions de granges en bordure de RD aux mêmes règles que les constructions neuves.
8. Enfin, il est recommandé d'anticiper les conditions d'accès aux futures zones constructibles afin d'éviter des complications lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Réponse de la CCPC

Les points 6 et 7 qui portent sur des évolutions du règlement écrit ont été évalués mais ne sont pas retenus dans le cadre de la révision n°1, considérant que:
Le point 6 n'est pas nécessaire car le règlement du PLUi prévoit des dispositions adaptées.
Le point 7 n'est pas retenu car il conduirait à ne pas autoriser certains changements de destination.

Avis Vendée Eau

Vendée Eau a adressé un document réceptionné le 10 janvier 2025, qui liste les arrêtés de DUP des périmètres de protection du territoire et émet quelques prescriptions sur les sites AEP inclus dans le projet :

L'Angle Guignard :

- La carrière de Pont Charron tout renouvellement d'exploitation doit faire l'objet d'un avis favorable d'un hydrogéologue agréé. Autorisation de déboisement pour extension de l'activité de la carrière : seules les activités d'extraction y sont autorisées. Défrichement au fur et à mesure des besoins.
- La base de loisirs de Touchegray située dans le PPRS (Rapproché sensible), toute la partie comprise dans la bande des 50m ne pourra faire l'objet de construction,
- Le site de Moulin Neuf est situé dans le PPRS et pour partie dans la bande des 50m. Toute la partie comprise dans la bande des 50m ne pourra faire l'objet de construction, elles devront être envisagées sur la partie hors bande des 50m

La retenue AEP de Rochereau, avec son secteur NL

- Base de loisirs de La Morlière ; Cette base de loisir de La Morlière est située dans le PPRS (Rapproché Sensible) et pour partie dans la bande des 50m. Toute la partie comprise dans la bande des 50m ne pourra faire l'objet de construction, elles devront être envisagées sur la partie hors bande des 50m :

La retenue AEP de la Vouraie.

Vendée Eau émet donc un avis favorable sous réserve de prise en compte de ses remarques visant à protéger les zones listées ci-dessus.

Réponse de la CCPC

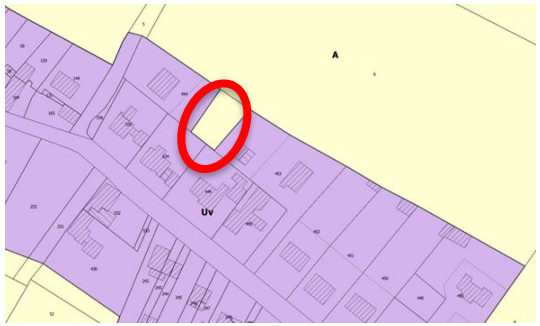
Les éléments relatifs aux servitudes d'utilité publique liée aux périmètres de protection de captage seront mis à jour dans l'annexe au PLUi.

SUITE À DONNER AUX AVIS PPA ET PPC

Avis Commune de Saint-Germain-de-Prinçay

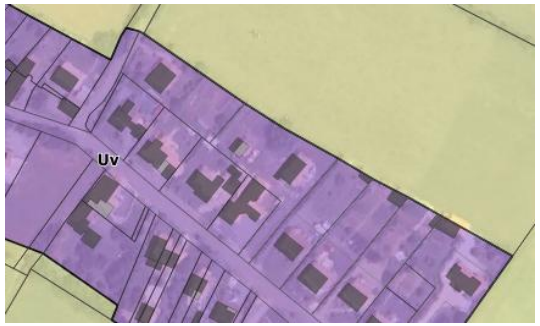
Par délibération en date du 13 janvier 2025, le Conseil Municipal à l'unanimité émet un avis favorable pour la révision n°1 du PLUi avec une remarque sur le contour de la parcelle F454, celle-ci doit être englobée dans la zone Uv sur le village de la Touche.

Réponse de la CCPC



La parcelle cerclée de rouge sera englobée dans la zone Uv considérant qu'elle correspond à un fond de jardin.

Modification retenue



SUITE À DONNER AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

57 OBSERVATIONS concernant 9 COMMUNES :

- BOURNEZEAU (11)
- CHANTONNAY (21)
- ROCHETREJOUX (1)
- SAINTE-CECILE (4)
- SAINT-GERMAIN-DE-PRINCAY (6)
- SAINT-HILAIRE-LE-VOUHIS (1)
- SAINT-MARTIN-DES-NOYERS (8)
- SAINT-PROUANT (2)
- SIGOURNAIS (3)

5 OBSERVATIONS d'ordre général

7 THEMATIQUES :

- OAP (12)
- VILLAGES (12)
- CONSTRUCTIBILITE EN ZONE A (11)
- ENVIRONNEMENT (10)
- ZAE/ECONOMIE (6)
- STECAL (3)
- AUTRES (8)

SUITE À DONNER AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

THEMATIQUE OAP : 12 OBSERVATIONS

BOURNEZEAU (4)

- OAP 2 (3)



- OAP 4 (1)



Réponse de la CCPC

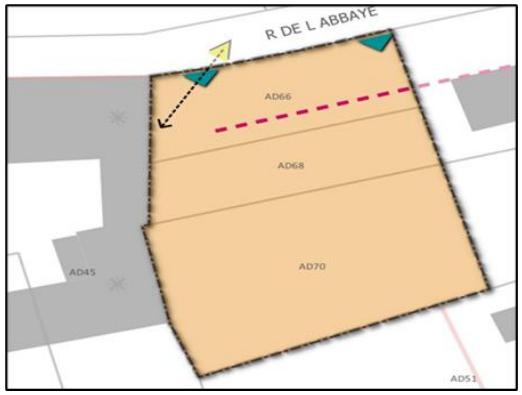
Points qui ne font pas l'objet de la révision en cours

SUITE À DONNER AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

THEMATIQUE OAP : 12 OBSERVATIONS

CHANTONNAY (7)

- OAP 14 à Puybelliard (1)



- OAP 15 à Puybelliard (5)



Réponse de la CCPC

Points qui ne font pas l'objet de la révision en cours

- OAP 17 à Saint-Philbert (1)

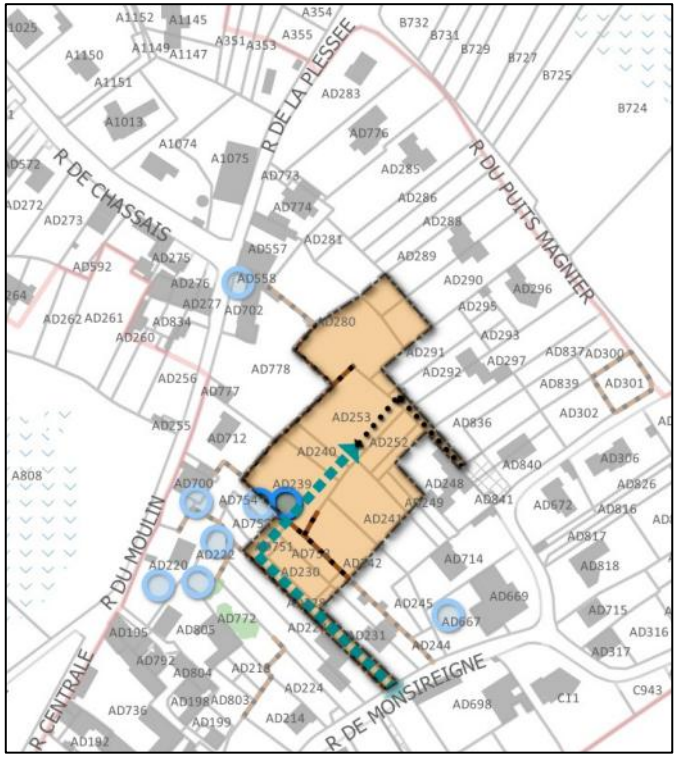


SUITE À DONNER AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

THEMATIQUE OAP : 12 OBSERVATIONS

SIGOURNAIS (1)

- OAP 6 (1)



Réponse de la CCPC

Point qui ne fait pas l'objet de la révision en cours

SUITE À DONNER AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

THEMATIQUE VILLAGES : 11 OBSERVATIONS

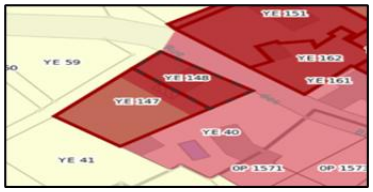
CHANTONNAY (6)

Modifications retenues





Le Fuiteau (1)





La Chataigneraie aux Coteaux (1)

Réponse de la CCPC

Possibilité de réajuster le périmètre en lien avec le principe de délimitation de l'enveloppe urbaine sur la base d'un périmètre de 20 m de profondeur depuis le bâti existant.

SUITE À DONNER AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

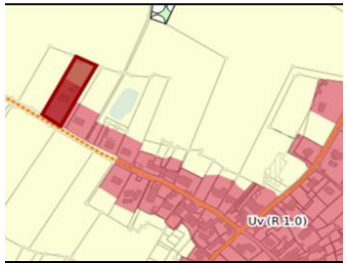
THEMATIQUE VILLAGES : 11 OBSERVATIONS

CHANTONNAY (6)



La Tabarière (1)





Vildé (2)

Réponse de la CCPC

Soit la situation en lieu-dit ne répond pas aux critères de délimitation des villages, soit la situation s'inscrit en extension et ne répond pas aux orientations du PADD pour justifier une extension de l'urbanisation.

SUITE À DONNER AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

THEMATIQUE VILLAGES : 12 OBSERVATIONS

SAINT-GERMAIN-DE-PRINCAY (6)



Modification retenue



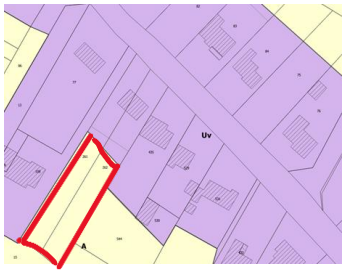
Réponse de la CCPC

Possibilité de réajuster le périmètre en lien avec le principe de délimitation de l'enveloppe urbaine sur la base d'un périmètre de 20 m de profondeur depuis le bâti existant.

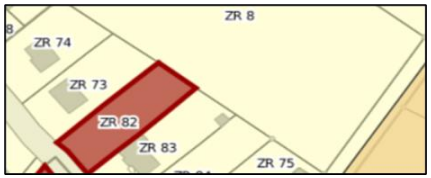
SUITE À DONNER AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

THEMATIQUE VILLAGES : 12 OBSERVATIONS

SAINT-GERMAIN-DE-PRINCAY (6)







Réponse de la CCPC

Soit la situation en lieu-dit ne répond pas aux critères de délimitation des villages, soit la situation s'inscrit en extension et ne répond pas aux orientations du PADD pour justifier une extension de l'urbanisation





Les 2 observations ci-contre n'appellent pas de réponse particulière

THEMATIQUE CONSTRUCTIBILITE EN ZONE A : 11 OBSERVATIONS

BOURNEZEAU (3)



La Croisée de la Boule (1)



Bourg (1)



L'Oiselière (1)

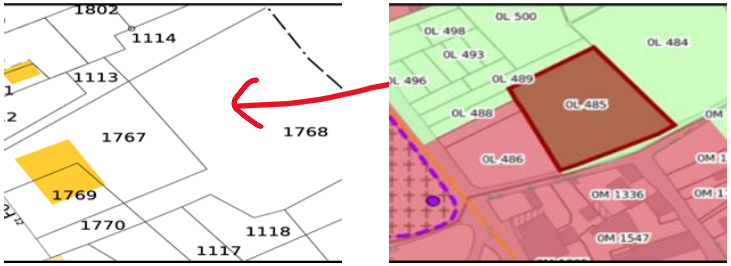
Réponse de la CCPC

Soit la situation en lieu-dit ne répond pas aux critères de délimitation des villages, soit la situation s'inscrit en extension et ne répond pas aux orientations du PADD pour justifier une extension de l'urbanisation

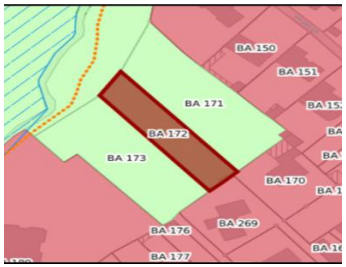
SUITE À DONNER AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

THEMATIQUE CONSTRUCTIBILITE EN ZONE A : 11 OBSERVATIONS

CHANTONNAY (5)



Saint Mars des Prés (2)



Bourg (1)



Rue des Barettes (1)



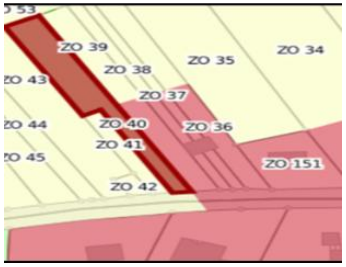
Le Temple (1)

Réponse de la CCPC

Soit la situation en lieu-dit ne répond pas aux critères de délimitation des villages, soit la situation s'inscrit en extension et ne répond pas aux orientations du PADD pour justifier une extension de l'urbanisation

THEMATIQUE CONSTRUCTIBILITE EN ZONE A : 11 OBSERVATIONS

SAINT-HILAIRE-LE-VOUHIS (1)



Bourg (1)

Réponse de la CCPC

La situation s'inscrit en extension et ne répond pas aux orientations du PADD pour justifier une extension de l'urbanisation

SUITE À DONNER AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

THEMATIQUE CONSTRUCTIBILITE EN ZONE A : 11 OBSERVATIONS

SAINT-PROUANT (1)

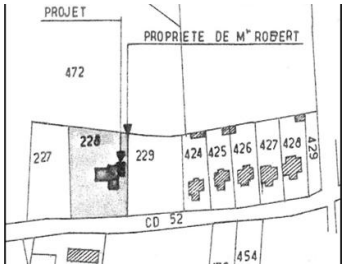


Les Gornières (1)

Réponse de la CCPC

Situation en lieu-dit : ne répond pas aux critères de délimitation des villages

SAINT-MARTIN-DES-NOYERS (1)



La Garmitière (1)

SUITE À DONNER AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

THEMATIQUE ENVIRONNEMENT : 10 OBSERVATIONS

- PROTECTION DES HAIES (5)
- ZONES HUMIDES (4)
- AGRICULTURE (2)
- PLAN SIMPLE DE GESTION (1)

Réponse de la CCPC

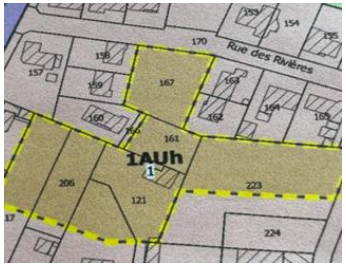
Demandes d'évolution n'entrant pas dans le champ de la révision n°1 :

- Inventaire des Haies : le PLUi ne contient pas d'inventaire sauf aux abords des bourgs.
- Zones humides : le PLUi n'a pas vocation à remettre en cause les inventaires
- Anciennes lagunes de l'entreprise Debien (Saint Martin des Noyers) le long du ruisseau des Rochettes à classer en zone A
- Plan simple de gestion récent non annexé car trop récent.

SUITE À DONNER AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

THEMATIQUE ZAE/ECONOMIE : 6 OBSERVATIONS

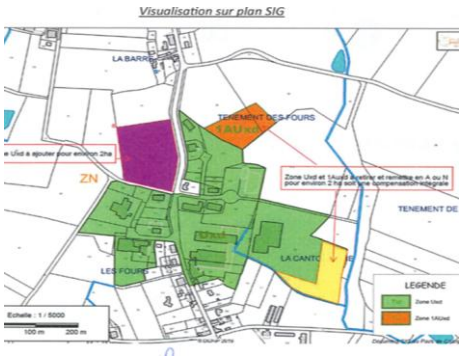
SAINT-MARTIN-DES-NOYERS (4)



Agrandissement garage



Agrandissement garage



ZAE Les Fours (1)

Demande de construction dans future ZAE (1)

Réponse de la CCPC

Les objectifs de la révision n°1 visent explicitement à ne pas modifier les emprises économiques afin de ne pas s'inscrire dans une révision générale qui aurait requestionné l'ensemble du foncier économique et l'ensemble du PLUi

SUITE À DONNER AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

THEMATIQUE STECAL : 3 OBSERVATIONS

BOURNEZEAU (1)



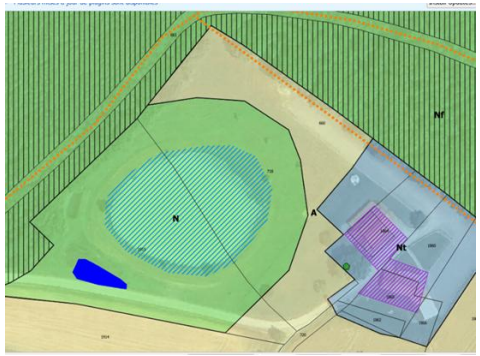
Abbaye de Trizay (1)

Réponse de la CCPC

N’appelle pas de réponse particulière

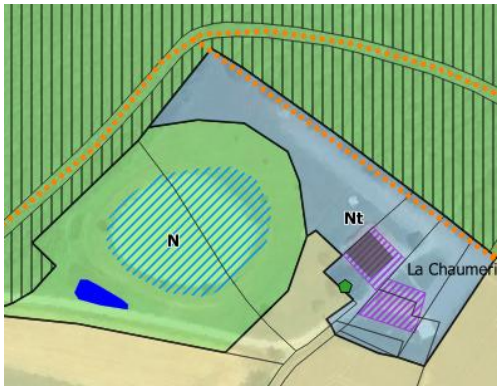
THEMATIQUE STECAL : 3 OBSERVATIONS

ROCHETREJOUX (1)



La Chaumerie (1)

Modification retenue



Réponse de la CCPC

Création d'un STECAL Nt, objet de la révision n°1

L'ajustement demandé est retenu, considérant qu'il porte sur une partie déjà artificialisée (parking) et que l'enveloppe constructible reste inchangée (article N3.1 du règlement écrit).



THEMATIQUE STECAL : 3 OBSERVATIONS

SAINT-MARTIN-DES-NOYERS (1)



Entreprise Thomas (1)

Modification retenue



Réponse de la CCPC

Demande de modification d'un STECAL existant permettant d'optimiser le projet de développement de l'entreprise de manière plus fonctionnelle et plus cohérente en termes d'incidences sur l'agriculture notamment

THEMATIQUE AUTRES : 8 OBSERVATIONS

- PATRIMOINE (2)

Réponses de la CCPC

Demande d'évolution n'entrant pas dans le champ de la révision n°1 :

- Identifier les cabanes de vigne en vue de leur protection à Sigournais
- Site de Pont Charron à Chantonnay : zone inondable qui ne permet pas de mettre en place un STECAL de type Nt.

SUITE À DONNER AUX OBSERVATIONS DU PUBLIC

THEMATIQUE AUTRES : 8 OBSERVATIONS

- CHANGEMENT DE DESTINATION (2)

Bournezeau



Saint-Prouant



Modification retenue



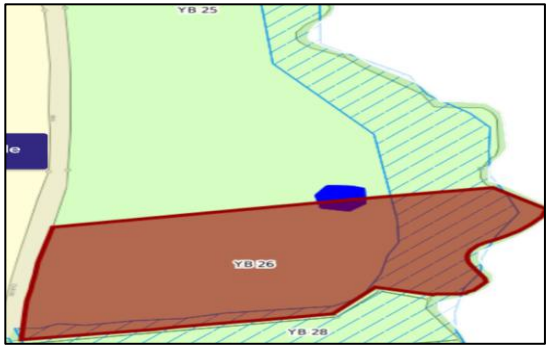
Réponses de la CCPC

Il n'est pas donné suite à cette demande de changement de destination à proximité de l'Abbaye de Trizay du fait de la proximité d'une exploitation agricole

Le changement de destination est retenu considérant qu'il répond aux critères définis dans le rapport de présentation

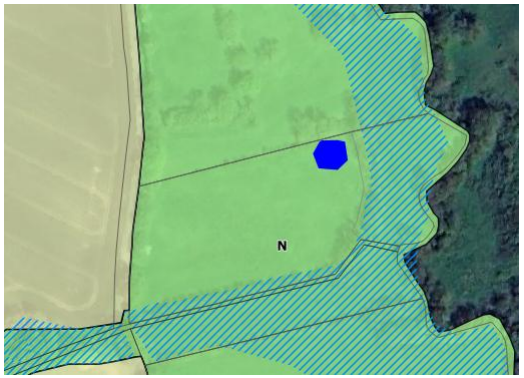
THEMATIQUE AUTRES : 8 OBSERVATIONS

- REGLEMENT GRAPHIQUE (3)



Erreur de localisation d'une mare en limite nord est de Sainte Cécile

Modification retenue



Réponse de la CCPC

L'erreur matérielle est rectifiée

SYNTHÈSE : ÉVOLUTIONS RETENUES

- Mise à jour des servitudes AEP
- Ajustements du périmètre du village de la Touche à Saint-Germain-de-Prinçay, du Fuiteau et de la Chataigneraie aux Côteaux à Chantonnay *à l'appui du principe de délimitation des enveloppes urbaines sur la base d'un périmètre de 20 m de profondeur depuis le bâti existant*
- Adaptation de la limite du STECAL Ntp de la Chaumerie à Rochetrejoux *en appui essentiellement sur une aire de stationnement existante*
- Adaptation de la limite du STECAL Nxc à Saint-Martin-des-Noyers *pour permettre le maintien et le développement de l'entreprise dans une emprise foncière fonctionnelle*
- Rectification de la localisation de la mare inventoriée à Sainte-Cécile : *erreur matérielle*
- Intégration d'un bâtiment pouvant changer de destination aux Reillauderies à Saint-Prouant *répondant aux critères permettant d'identifier les changements de destination*

Reçu le 17/01/2025
n° 88

Envoyé en préfecture le 15/01/2025
Reçu en préfecture le 15/01/2025
Publié le
ID : 085-218502201-20250113-D2025_008-DE

ARRONDISSEMENT DE LA ROCHE-SUR-YON
CANTON DE CHANTONNAY
COMMUNE DE SAINT GERMAIN DE PRINCAY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-cinq, le treize janvier, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT GERMAIN DE PRINCAY, dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Monsieur PAILLAT Dominique, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : le 7 janvier 2025

PRESENTS : Dominique PAILLAT, Catherine GOURMAUD, Philippe RIPAUD, Laure ROUET, Franck GUITTON, Benoit AVRIL, Benoit BARD, Odile DELACOTTE, Dominique EMERIT, Isabelle HELIE, Fabrice HERBRETEAU, Jean-Yves LOISEAU, Mickaël MACE, Nelly PIVETEAU.

ABSENTS EXCUSES : Nathalie BIZET, Françoise BODIN, Thomas CANDAIS.

SECRETAIRE DE SEANCE : Isabelle HELIE.

D2025-008 / OBJET : AVIS SUR PROJET DE REVISION 1.0 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Par courrier en date du 24 octobre 2024, Monsieur le Maire informe l'assemblée que la Communauté de communes du Pays de Chantonnay a arrêté le projet de révision 1.0 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.
En tant que Personne Publique Associée, et en application de l'article L.153.16 du Code de l'urbanisme ce projet nous a été notifié.
Le Conseil Municipal dispose d'un délai de 3 mois pour émettre des observations qui seront jointes au dossier d'enquête publique.
Monsieur le Maire rappelle les objectifs poursuivis de cette révision et notamment les enjeux sur le territoire communal.

Monsieur le Maire propose d'émettre un avis favorable avec une remarque sur le contour de la parcelle F 454, celle-ci doit être englobée dans la zone Uv.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité :
- émet un avis favorable pour la révision 1.0 du PLUi avec une remarque sur le contour de la parcelle F 454, celle-ci doit être englobée dans la zone Uv ;
- charge Monsieur le Maire de notifier cette décision à la Présidente de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay.

Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus,
Au registre sont les signatures ;
Pour copie conforme,
Le Maire,

Signé électroniquement par : Dominique Paillat
Date de la signature : 15/01/2025
Qualité : Maire de St Germain de Princay

Dominique PAILLAT

Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le et publication ou notification du

Envoyé en préfecture le 12/02/2025
Reçu en préfecture le 12/02/2025
Publié le
ID : 085-218500346-20250211-DELIB_25_014-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département de la Vendée (85)
Commune de Bournezeau

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

NOMBRE DE CONSEILLERS : En exercice : 23 Présents : 15 Votants : 16

L'an deux mille vingt-cinq, le 11 février, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de BOURNEZEAU, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la salle du Mitan Vendéen de Bournezeau, sous la présidence de Madame le Maire, Louisette BILLAUDEAU.

DATE DE LA CONVOCATION : 4 février 2025

PRÉSENTS : L. BILLAUDEAU, J. AUBINEAU, L. BOURGEOIS, J. DEBORDE, I. ZOUBAIRI, C. RINEAU, M. BROCHARD, D. GOINEAU, F. CHARRIER, G. SICOT, M. GILBERT, D. CHARNEAU, A. BAUDET, T. BALLET, F. DAVIEAU.

EXCUSÉS - POUVOIRS : A.-M. DAVIEAU a donné pouvoir à D. CHARNEAU,
A. PELON a donné pouvoir à M. GILBERT,
B. VINCENT a donné pouvoir à J. AUBINEAU,
J. BELAUD a donné pouvoir à J. DEBORDE,
T. DESSOIT a donné pouvoir à L. BILLAUDEAU.

ABSENTS : C. JACQUEMART, A. BITEAUD, J.-C. CHATAIGNER.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : J. DEBORDE

PUBLIÉ LE : 12 février 2025

****

OBJET : N° 25.014 – Urbanisme - Révision n°0.1 du Plan Local de l'Urbanisme Intercommunal (PLUi)

Vu l'article L153-40 indiquant que « Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 ;
Vu la délibération du Conseil Communautaire n°2023-31 en date du 25 janvier 2023 prescrivant la révision n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, la définition des objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;
Vu la délibération n°24-052 du Conseil Municipal du 9 avril 2024 prenant acte de la tenue du débat sur les orientations générales du P.A.D.D. dans le cadre de la révision 0.1 ;
Considérant dès lors que la Commune de Bournezeau est amenée à émettre un avis ;
Considérant que la révision n°0.1 du PLUI poursuit les objectifs suivants :

- tirer les conséquences du jugement du TA concernant les « villages » ;
- traduire les conclusions de l'étude stratégique sur les ZAE ;
- faciliter les conditions permettant la réalisation d'opérations d'aménagement pour l'habitat, l'économie, le tourisme et des équipements ;
- toiletter certains points du règlement (graphique et écrit) et des OAP.

Les principales caractéristiques des évolutions apportées par le projet de PLUi révisé sont les suivantes :

- création d'un secteur Uv sur la zone A correspondant à 5 secteurs de villages ;
- suppression de zones 1AUe (équipements) motivée par un reclassement en 1AUh (habitat) pour une et en Ue (centre aquatique Odyss) pour l'autre ;
- changement d'emplacement de la zone 1AUx des Fours à Saint-Martin-des-Noyers, sans modification de surface et avec adaptation de l'OAP ;
- création de STECAL Ntp ;
- modification d'OAP sectorielles « habitat » et de l'OAP thématique « Économie » (friches) ;
- phasage des zones AU comme mesure complémentaire de maitrise du rythme de développement pour l'habitat ;
- toilettage du règlement écrit et ajustements ponctuels du règlement graphique.

Envoyé en préfecture le 12/02/2025
Reçu en préfecture le 12/02/2025
Publié le
ID : 085-218500346-20250211-DELIB_25_014-DE

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :
Abstentions : 4.

- D'émettre un avis favorable au projet de révision n°0.1 du Plan Local de l'Urbanisme Intercommunal.

Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus,
Pour extrait conforme,

Le Maire,
Louisette BILLAUDEAU

Le secrétaire de séance,
Jeannick DEBORDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

MRAe
Mission régionale d'autorité environnementale
PAYS DE LA LOIRE

Avis délibéré sur le projet de révision n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes du Pays de Chantonnay (85)

N°MRAe PDL-2024-8280

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La MRAe Pays de la Loire a délibéré par échanges dématérialisés, comme convenu en réunion collégiale du 28 janvier 2025 pour l'avis sur le projet de révision n°1 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes du Pays de Chantonnay (85).

En application du règlement intérieur de la MRAe, chacun des membres délibérants atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis. Ont ainsi délibéré sur cet avis : Bernard Abrial, Vincent Degrotte, Paul Fattal et Olivier Robinet.

* *

La MRAe Pays de la Loire a été saisie pour avis par la communauté de communes du Pays de Chantonnay, l'ensemble des pièces constitutives du dossier ayant été reçu le 6 novembre 2024 par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire.

Cette saisine étant conforme aux dispositions de l'article R.104-21 du code de l'urbanisme relatif à l'autorité environnementale prévue à l'article L.104-6 du même code, il en a été accusé réception. Conformément à l'article R.104-25 du même code, l'avis doit être fourni dans un délai de trois mois.

Conformément aux dispositions de l'article R.104-24 du même code, la DREAL a consulté par courriel du 6 novembre 2024 l'agence régionale de santé des Pays de la Loire.

Sur la base des travaux préparatoires de la DREAL, et après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit.

Pour chaque plan et document soumis à évaluation environnementale, une autorité environnementale désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition de la personne responsable et du public.

Cet avis porte sur la qualité du rapport de présentation restituant l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il vise à permettre d'améliorer sa conception, ainsi que l'information du public et sa participation à l'élaboration des décisions qui s'y rapportent. L'avis ne lui est ni favorable, ni défavorable et ne porte pas sur son opportunité.

Le présent avis est publié sur le site des MRAe. Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public.

Synthèse de l'Avis

La communauté de communes du Pays de Chantonnay comprend 10 communes et compte 22 985 habitants (données INSEE 2020) sur un territoire d'environ 319 km². Elle est couverte par le SCoT du Pays du Bocage Vendéen approuvé en mars 2017.

Le territoire de la communauté de communes se caractérise par un réseau hydrographique dense où sont présents trois lacs de retenue et une trame bocagère encore très présente lui conférant une certaine attractivité aussi bien pour les résidents que les touristes .

Alors que cette révision remplace un PLUi approuvé en 2019, l'actualisation porte principalement sur des éléments relatifs au diagnostic socio-économique. L'analyse de l'état initial souffre de plusieurs lacunes relatives à la description des milieux naturels et de l'assainissement collectif et individuel.

Les choix, en termes de développement d'habitat et de zones économiques, sont exclusivement présentés par rapport aux objectifs du SCoT dont le bilan intermédiaire met déjà en évidence une surévaluation du besoin établi en 2017. Le projet de développement de la communauté de communes nécessite d'être établi sur la base d'un besoin exprimé au plus juste.

La collectivité a pour objectif d'augmenter sa population pour atteindre 26 950 habitants en 2032 et de développer les activités économiques ainsi que les équipements publics. Au regard des évolutions récentes ce scénario de croissance, reconduit à l'identique de celui du PLUi de 2019, apparaît très optimiste et interroge nécessairement sur la consommation foncière à dédier à l'habitat notamment au regard des niveaux de densité encore trop faibles. Les espaces consacrés au développement économique demeurent trop élevés pour inscrire le PLUi dans la trajectoire nationale de réduction par deux de la consommation d'espace, entre 2021 et 2031, par rapport à la décennie précédente.

Comme les enjeux relatifs à la préservation des milieux naturels, du paysage et des puits de carbone, la protection des espaces boisés et de la trame bocagère, identitaire du territoire, nécessite d'être renforcée et son dispositif de suivi complété.

La protection de la ressource en eau nécessite d'être assurée par une prise en compte effective des servitudes des périmètres de protection autour des trois captages de retenues d'eau du territoire. De la même manière les dispositions réglementaires du PLUi en matière de prévention du risque inondation doivent nécessairement s'inscrire en compatibilité avec le PPRI du Lay Amont.

Le PLUi ne démontre pas son ambition pour orienter de manière significative le développement du territoire dans le sens d'une trajectoire de réduction des consommations énergétiques, des émissions de gaz à effets de serre et de développement des énergies renouvelables, pourtant décidée par la collectivité dans le cadre de sa stratégie du plan climat air énergie territorial.

L'ensemble des observations et recommandations de la MRAe est présenté dans l'avis détaillé.

Avis détaillé

L'évaluation environnementale des projets de documents d'urbanisme est une démarche d'aide à la décision qui contribue au développement durable des territoires. Elle est diligentée au stade de la planification, en amont des projets opérationnels, et vise à repérer de façon préventive les impacts potentiels des orientations et des règles du document d'urbanisme sur l'environnement, à un stade où les infléchissements sont plus aisés à mettre en œuvre. Elle doit contribuer à une bonne prise en compte et à une vision partagée des enjeux environnementaux et permettre de rendre plus lisibles pour le public les choix opérés au regard de leurs éventuels impacts sur l'environnement.

Les textes réglementaires prévoient que certains documents d'urbanisme et leurs procédures d'évolution relèvent obligatoirement de la procédure d'évaluation environnementale. C'est le cas de l'élaboration des PLUi (article R.104-7 du code de l'urbanisme).

Le présent avis est produit sur la base des documents dont la MRAe a été saisie, à savoir le dossier d'arrêt de projet par délibération du conseil communautaire du 25 septembre 2024.

1. Contexte, présentation du territoire, du projet de révision du PLUi et de ses principaux enjeux environnementaux

1.1Contexte et présentation du territoire

L'intercommunalité comprend 10 communes[1] et compte 22 985 habitants (données INSEE 2020) sur un territoire d'environ 319 km². Elle est couverte par le SCoT du Pays du Bocage Vendéen approuvé en mars 2017.

Elle est située à l'est du territoire de La Roche-sur-Yon agglomération dont elle est limitrophe. Malgré la présence de gares ferroviaires à Bournezeau et Chantonnay (ligne La Roche-sur-Yon – Saumur – Tours) la voiture particulière reste le principal moyen de déplacement des habitants de ce territoire desservi par le réseau routier départemental connecté à l'autoroute A83 qui la traverse depuis le diffuseur avec la RD 948B sur la commune de Bournezeau et à proximité duquel se situe le Vendéopole (parc Grands Flux identifié au SCoT).

Ce territoire de bocage dispose d'un relief peu marqué avec un réseau hydrographique dense autour des Vallées du Grand Lay et du Petit Lay. Il s'inscrit presque en totalité sur le bassin versant du Lay. Seule une partie du territoire de la commune de Saint Martin-des-Noyers est également concernée par le périmètre du SAGE Logne, Boulogne Ognon, Grand Lieu. Sont présents trois[2] barrages de retenue d'eau superficielle sur les six que compte le bassin du Lay, ce qui est à l'origine du qualificatif donné au territoire de « Château d'eau de la Vendée ». Ces secteurs constituent également des espaces facteurs d'attractivité touristique et résidentielle.

Du point de vue du patrimoine bâti le territoire se caractérise par ses cœurs de bourgs anciens autour des églises et par ses châteaux et maisons bourgeoises.

La surface agricole utile représente près des trois quarts du territoire (7 %3 %), cette activité est encore dominée par l'élevage bovin (viande et Lait). L'industrie représente le premier secteur

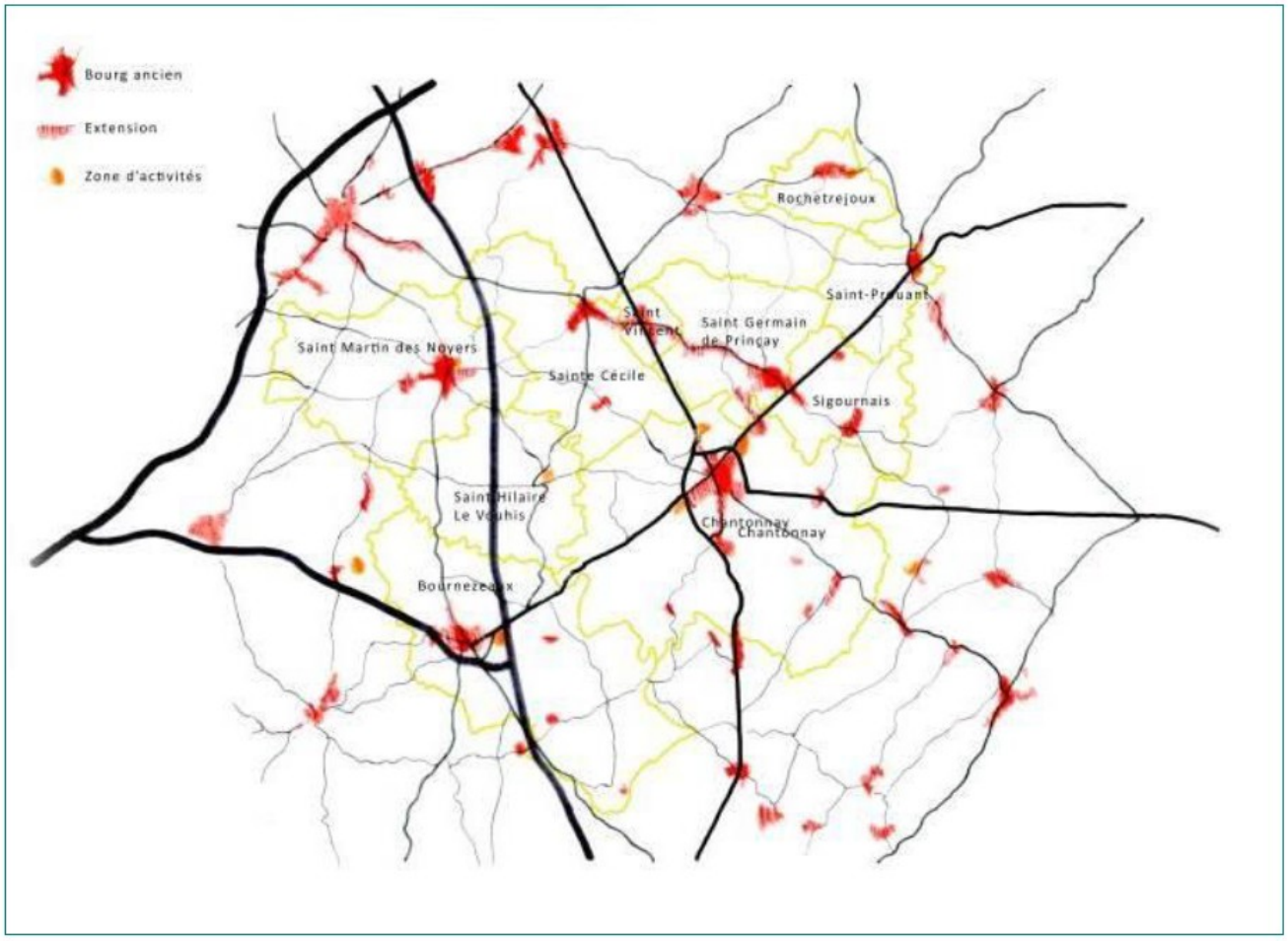
1 Commune de Chantonnay pôle structurant siège de l'EPCI , trois communes pôles d'appui : Bournezeau, Saint-Martin des Noyers et Saint Prouant et six communes pôles de proximité : Rochetrejoux, Saint Germain-de-Prinçay, Saint Hilaire-le-Vouhis, Saint Vincent-Sterlanges, Sainte Cécile et Sigournais.

2 Barrages de La Vouraie, de L'Angle Guignard et du Rochereau.

d'activité avec 32 % des emplois du territoire « industrie à la campagne ».

Il est recensé 22 zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) représentant environ 4 900 ha (15 % du territoire) dont 14 ZNIEFF de type I pour 1 118 ha et 8 ZNIEFF de type II pour 3 810 ha.

Le risque inondation est présent sur le territoire et se caractérise au travers du PPRi du Lay Amont[3] approuvé en février 2005 concernant 9 des 10 communes.



Taches urbaines et axes structurant du territoire (source dossier)

Le PLUi du Pays de Chantonnay a été approuvé le 11 décembre 2019, mais le 18 février 2021, le tribunal administratif de Nantes a annulé la délibération du 30 mai 2018 par laquelle le Conseil de la communauté de communes du Pays de Chantonnay avait approuvé la révision du PLU de la Ville de Chantonnay en tant qu'elle procédait au classement en zone agricole des villages de La Châtaigneraie, La Tabarière et le Fuiteau dans leur ensemble. Le PLUi ayant maintenu le classement de ces villages en zone agricole, la collectivité a prescrit une révision dite « thématique » de son PLUi pour intégrer les éléments du jugement ainsi que quelques ajustements réglementaires, tout en maintenant les objectifs initiaux de développement et l'échéance du projet à l'horizon 2032.

La collectivité ayant fait le choix d'initier une révision générale de son PLUi, cette procédure nécessite de prendre en compte notamment les attendus de la loi climat et résilience.

3 Concerne les rivières « Le Lay », le « Grand Lay » et le « Petit Lay ».

1.2Présentation du projet de révision du PLUI

Le projet d'aménagement et de développement durable du PLUi arrêté comporte trois grands axes d'ici 2030-2032 :

- Affirmer le positionnement du Pays de Chantonnay ;
- Renforcer le mode de développement du maillage des pôles en accord avec le tissu productif ;
- Favoriser la mise en œuvre des conditions d'aménagement et la stratégie territoriale.

Il fixe un objectif de croissance démographique de +1,1 % par an pour atteindre une population de 26 950 habitants en 2032, reposant sur la production de 172 logements par an à l'horizon du PLUi, en cohérence avec le rythme défini par le SCoT.

1.3Principaux enjeux environnementaux du projet de PLUi identifiés par la MRAe

Au regard des effets attendus du fait de la mise en œuvre du plan d'une part, et des sensibilités environnementales du territoire d'autre part, les principaux enjeux environnementaux du projet de révision du PLUi identifiés par la MRAe sont :

- la maîtrise de la consommation d'espaces et de l'artificialisation des sols ;
- la maîtrise du niveau de pression sur les milieux naturels et les paysages ;
- la préservation de la ressource en eau ;
- le risque inondation du Lay ;
- la sobriété énergétique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation du territoire au changement climatique.

2. Analyse du caractère complet et qualité des informations contenues dans le rapport de présentation

Le rapport de présentation du projet de révision du PLUi se présente sous la forme d'un ensemble de livrets correspondant aux différents éléments requis par le code de l'urbanisme.

2.1Diagnostic territorial et analyse de l'état initial de l'environnement

Le rapport présente une actualisation du diagnostic relatif aux dernières évolutions socio-économiques connues sur le territoire depuis l'approbation du PLUi.

Il met ainsi en évidence que la diversification de l'offre de logements n'est pas encore engagée puisque la part des maisons individuelles reste très nettement majoritaire (91,6 % en 2021) et stable depuis 2013 .

Alors que le PLUi tablait sur 1 733 nouveaux logements sur la période 2020-2030, il est constaté à l'échelle de l'EPCI que le rythme de construction a été supérieur à 195 logements par an durant la période 2020-2023 et notamment sur Chantonnay. Ainsi, en quatre années, le territoire a produit 45 % de ses objectifs de logements avec de fortes disparités, la ville de Chantonnay atteignant quant à elle 70 % de sa production attendue.

Il est par ailleurs constaté un rythme de consommation foncière supérieur de plus de 76 % pour les pôles d'appui alors même que la densité moyenne est supérieure aux objectifs de densité minimum du PLUi. Cette consommation est en progression de plus de 52 % pour Chantonnay avec une densité de construction de 18,5 logt/ha, légèrement inférieure à l'objectif de 19 logt/ha. Le rythme de construction plus faible sur les pôles de proximité permet une diminution de 11 % de leur prévision

de consommation d'espace.

Parallèlement, la croissance démographique ralentit (-0,65 % en moyenne/an) et s'écarte du taux de progression retenu pour établir le PLUi de 2019 (+1, %1 %) ne suivant pas ainsi le rythme de progression des constructions pourtant soutenu. Cette tendance gagne toutefois à être confirmée compte tenu du décalage temporel entre les dernières données de population disponibles et les données relatives à la construction de logements.

De la même manière le dossier propose une actualisation des informations relatives à l'état initial de l'environnement.

Parmi les éléments les plus marquant il est constaté que la principale station d'épuration de Chantonnay (Pré Bretault 13 700 EH) est non conforme en performance[4] depuis 2021 dans la mesure où elle présente une surcharge hydraulique occasionnant des rejets directs non épurés dans le milieu naturel.

Le dossier indique que la majorité des stations sont concernées par des eaux pluviales parasites, mais n'aborde pas la situation de la principale station de Bournezeau (Route de Mareuil 3 000 EH) non conforme également en performance.

Les deux plus gros équipements, en termes de capacité de traitement d'effluents, connaissent des dysfonctionnements pour lesquels des informations complémentaires sont attendues sur l'importance et la fréquence de ces dysfonctionnements dus à des surcharges hydrauliques ainsi que sur les dispositions prévues ou engagées dans le cadre du schéma directeur d'assainissements[5] afin de résorber ces situations.

Concernant l'assainissement individuel, le rapport présente un tableau (illustration 7) censé présenter le taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectifs sur la communauté de communes. Dans les faits celui-ci expose pour chaque commune : le nombre d'installations, la population desservie et la part de la population communale qu'elles représentent, mais en aucune manière il détaille le nombre ou le taux des installations conformes ou non conformes.

Au regard du nombre d'installations en jeu (3 525) et de la population desservie par celles-ci (8 250 habitants) en proportion de la population totale, le dossier devrait présenter les informations relatives au taux de non-conformités de ces installations et du nombre d'habitants concernés.

La MRAe recommande :

— de préciser l'ampleur et la fréquence des dysfonctionnements des deux stations d'épuration les plus importantes du territoire, celle de Pré Bretault à Chantonnay et celle route de Mareuil à Bournezeau ;

— de préciser le taux d'installations d'assainissement individuel non conformes et la part qu'elles représentent en termes de population desservie.

En ce qui concerne les milieux naturels, le rapport reprend les éléments de connaissance relatifs aux divers zonages susceptibles de concerner le territoire.

En l'absence de site Natura 2000 sur le territoire, il propose un tableau indiquant respectivement la

4 Le rapport indique à tort une non conformité en équipement.

5 En 2021 La MRAe Pays de la Loire avait eu à examiner les projets de zonages d'assainissement des eaux usées des 10 communes qu'elle avait alors dispensée d'évaluation environnementale.

distance d'éloignement (par rapport aux limites du territoire et au bourg de Bournezeau les plus proches) des sites de la « Plaine calcaire du sud Vendée » , de la « Forêt de Mervent-Vouvant et ses abords » et celui des « cavités à chiroptères de Saint Michel-Le-Cloucq et tunnel de Pissotte ». Cependant, il ne propose pas de cartographie permettant de les situer, ne rappelle pas les principales caractéristiques et enjeux, et omet de prendre en considération le site du Marais Poitevin irrigué par le Lay, en aval hydraulique du territoire et de ses divers points de rejets.

Si l'ensemble des ZNIEFF du territoire sont citées et cartographiées le dossier ne propose pas de rappel de leur description et des facteurs pouvant influencer l'évolution de ces zones.

Alors même que le dossier mentionne la SCAP143 Vallée du Lay à La Tabarière en rappelant que ce site, retenu au titre de la stratégie de création des aires protégées (SCAP), est identifié à l'échelle régionale à fort enjeu de conservation pour la biodiversité, il est à relever qu'aucune cartographie n'est proposée permettant d'en apprécier son périmètre sur le territoire. Cette cartographie permettrait notamment de faire le lien avec les cartes relatives à la détermination de la trame verte et bleu du territoire (TVB). La pièce 2.4 relative à l'identification de la TVB menée par le CPIE n'apparaît pas avoir mobilisé les informations relatives à cette SCAP .

La MRAe recommande :

— de présenter une cartographie de localisation des sites Natura 2000 vis-à-vis du territoire en intégrant le site du Marais Poitevin et en rappelant les principales caractéristiques et enjeux de préservation associés ;

— de rappeler les principales caractéristiques des ZNIEFF du territoire et les facteurs influençant leur évolution ;

— de présenter une cartographie à même d'établir le lien entre le périmètre de la SCAP143 « Vallée du Lay à La Tabarière » et sa prise en compte dans la trame verte et bleu définie à l'échelle du Pays de Chantonnay.

Concernant la thématique climat le dossier présente le bilan des consommations d'énergie, des émissions de gaz à effets de serre et d'objectifs réduction du territoire tels qu'issus du PCAET sans aucune actualisation. Ainsi la MRAe relève que les données de 2014 exploitées pour le diagnostic du PCAET nécessitent d'être actualisées pour être en mesure d'apprécier les évolutions des secteurs principalement en lien avec l'aménagement du territoire et la planification urbaine et d'en tirer les enseignements qui s'imposent en termes d'enjeux à prendre en compte. Le volet relatif à la vulnérabilité du territoire face au changement climatique n'est pas abordé.

La MRAe recommande d'actualiser l'analyse de l'état initial consacrée à l'air, l'énergie et le climat à partir des données plus récentes et d'exposer les enjeux, en lien avec la planification urbaine, concernant la vulnérabilité du territoire face au changement climatique.

2.2Articulation du projet de PLUi avec les autres plans et programmes

Cette partie du rapport de présentation a vocation à présenter comment le projet de PLUi assure sur son territoire la traduction des différents documents sectoriels établis à une échelle géographique plus large, avec lesquels il doit être compatible[6] ou qu'il doit prendre en compte.

Le dossier aborde successivement le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Pays de la Loire, le plan de gestion des risques d'inondation (PGRi) du bassin Loire-Bretagne, le schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Bocage

6 La règle de compatibilité implique non seulement une obligation de non contrariété vis-à-vis des orientations fondamentales de la norme supérieure, mais aussi une contribution à la réalisation de ses orientations.

Vendéen en vigueur depuis 2017, schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et les deux SAGE et le plan climat air énergie territorial (PCAET) de la communauté de communes.

S'agissant du SDAGE, alors qu'en introduction il est mentionné le SDAGE 2022-2027, le dossier reprend le tableau d'analyse produit lors de l'élaboration du PLUi de 2019 et n'aborde que 3 des dispositions du SDAGE 2015-2021. La MRAe souligne, qu'à la partie « contexte juridique du SDAGE, articulation avec les autres plans programmes », le SDAGE liste les orientations et dispositions (au nombre de 16) concernant les collectivités dans l'exercice des compétences urbanisme-aménagement du territoire. Si au regard du contexte et de la particularité du territoire, celles-ci ne sont peut-être pas toutes à prendre en considération, le dossier devrait, a minima, l'expliquer. La MRAe relève par ailleurs que notamment la disposition 8A-3 « interdiction de destruction de certains types de zone humide » ou encore la 8B-1 « mise en œuvre de la séquence ERC pour les projets impactant des zones humides » ne sont pas abordées.

Concernant la disposition 3D-1 « prévenir et réduire le ruissellement et la pollution des eaux pluviales » le dossier indique : « *intégration de principes dans le règlement écrit visant à privilégier l'infiltration des eaux pluviales (de manière générale, en attente du Schéma Directeur d'Assainissement des Eaux Pluviales en cours d'élaboration)* ». La MRAe rappelle que l'ensemble des dix procédures de révision des zonages d'assainissement pluviaux des communes du territoire ont fait l'objet d'un examen au cas par cas et de dispenses d'évaluation environnementale début 2021. Le SDAGE 2022-2026 (disposition 3D-1a) précise que ces zonages doivent être réalisés avant 2026. Les dix zonages avec les études de diagnostic du SDAEP correspondantes sont annexées au PLUi. Le dossier gagnerait à préciser à quelle échéance désormais le schéma sera finalisé afin de ne pas se limiter aux seuls principes annoncés.

Concernant la disposition du SAGE du bassin du Lay consacrée aux objectifs de qualité des eaux superficielles et souterraines d'une part et des eaux marines pour la valorisation du potentiel biologique et économique d'autre part, des précisions sont attendues à propos des rejets relatifs aux stations d'épuration du territoire non conformes en performance. À ce sujet, la MRAe indique qu'elle a récemment examiné le projet de nouvelle STEU de la Roche-sur-Yon[7], qui concerne ce même bassin, motivé notamment par des pollutions de l'Yon affluent du Lay irriguant le marais Poitevin avant son rejet en mer.

Alors qu'un bilan à six ans du SCoT a été mené en 2023, le dossier se limite à présenter comment les objectifs du PLUi s'inscrive en compatibilité par rapport aux objectifs initiaux du SCoT quelque peu datés mais sans tenir compte du décalage constaté avec la consommation observée à l'occasion de ce bilan.

L'analyse vis-à-vis du PCAET est simplement conduite au travers des diverses actions du plan sans apporter davantage d'argumentation du point de vue de la compatibilité du projet de PLUi avec les objectifs sectoriels définis dans la stratégie territoriale. Les principales remarques concernant cette articulation du PLUi avec le PCAET sont abordées à la partie 3-4 du présent avis.

La MRAe recommande de reprendre la partie consacrée à l'articulation du PLUi avec l'ensemble des orientations et dispositions du SDAGE Loire Bretagne 2022-2027 ainsi que du point de vue du SAGE du bassin du Lay notamment pour les aspects relatifs à la préservation de la qualité des eaux

7 Extrait Avis délibéré PDL 8291 / 2024APPDL80 DU 20-12-2024 « *La rivière L'Yon appartient au bassin du Lay dont elle constitue un affluent. La réduction de l'eutrophisation en luttant contre la pollution phosphorée et azotée est la priorité du schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) de ce bassin. Par ailleurs une étude « impact microbiologique des fleuves côtiers sur le Pertuis Breton 2003-2006 » (IFREMER 2007) a démontré l'importance de la contribution des bassins versants du Petit Lay et de l'Yon à la pollution microbiologique côtière… ».*

superficielles.

2.3Choix du parti retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement et des solutions de substitution raisonnables

La démarche de justification des choix accorde une large place aux besoins de construction de logement, d'espaces à vocation économique et à la consommation foncière associée et principalement justifiée en faisant référence aux objectifs du SCoT assignés pour le territoire du Pays de Chantonnay. La MRAe souligne qu'il est attendu une définition des propres besoins de la communauté de communes en date de la révision du PLUi. Ces besoins devant être confrontés, dans un second temps, aux objectifs du SCoT dans le but d'en apprécier la compatibilité. Le rapport apporte les éléments de justification des choix opérés quant aux entités urbaines de villages à l'écart des bourgs et expose les modalités de leur délimitation. De la même manière les différents STECAL (57) correspondant à des équipements ou activités déjà en place font l'objet d'une présentation. Le rapport expose les critères cumulatifs pris en compte pour établir la liste des 213 bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination sans que l'intégralité de l'analyse de ces bâtiments ne soit présentée. Les 66 emplacements réservés font l'objet d'aucune présentation et justification au regard des critères retenus par la collectivité, alors que cela revêt une importance particulière, notamment afin d'apprécier un éventuel conflit avec des enjeux environnementaux à préserver.

La MRAe recommande de compléter la démarche de justification des choix par rapport aux réels besoins du territoire à confronter aux objectifs du SCoT.

2.4Incidences notables probables du projet de PLUi et mesures pour éviter, réduire et compenser ses conséquences dommageables

L'analyse des incidences a pour objet d'identifier de façon préventive les effets bénéfiques et dommageables du projet de PLUi, afin de pouvoir corriger les seconds par la recherche, prioritairement, de mesures d'évitement, de réduction et, à défaut de solution satisfaisante, de compensation des impacts pressentis (démarche dite éviter-réduire-compenser, « ERC »).

S'agissant des sites Natura 2000, cette analyse doit être conduite au regard des habitats et espèces d'intérêt communautaire, dans les formes prévues à l'article R.414-23 du code de l'environnement. Au cas présent, alors que le site du Marais poitevin ne fait, au préalable, l'objet d'aucune description, il est indiqué que *« la seule incidence possible porterait sur les surcharges hydrauliques de certaines STEP »* induisant un risque de rejet d'eaux usées dans le milieu récepteur, et donc un risque de dégradation de la qualité des eaux du Lay dont l'estuaire se situe dans le marais poitevin. Toutefois les mesures correctives sont en cours d'établissement, en particulier pour la STEP de Sainte Cécile.

Le dossier relativise les enjeux associés aux sites Natura 2000 en raison d'une part de la distance séparant notamment les STEP du territoire et le site du Marais poitevin et d'autre partdes travaux déjà effectués, en cours et à venir sur les systèmes d'assainissement. Cette affirmation devrait reposer sur une analyse mieux argumentée au regard du nombre de stations concernées, de la fréquence des dysfonctionnements, de leur importance et de la période de l'année auxquels ils interviennent. Un rappel détaillé de la nature et du calendrier des actions engagées ou programmées parallèlement à l'accroissement de la population à raccorder du fait des prévisions du PLUi mériterait d'être présenté.

Pour les autres espaces naturels qui concernent directement le territoire, le dossier affirme, sans plus d'argumentation, la préservation des réservoirs de biodiversité et de continuités écologiques constitutifs de la trame verte et bleue. Ainsi l'exposé des principales dispositions réglementaires, des différentes zones (N, Ni, Nf) ou prescription (L 113-1 et 151-23du CU) affectées à ces secteurs, devrait aussi s'attacher à analyser les incidences de ce qui est autorisé en termes d'aménagements ou de travaux dans ces espaces.

À ce titre une analyse critique basée sur le retour d'expérience et du suivi des évolutions observées au sein de ces secteurs depuis la mise en œuvre du PLUi en 2020 aurait été éclairante. Il est à noter qu'à ce stade le tableau des indicateurs de suivi ne porte que sur les zones humides, les haies inventoriées et les espaces boisés classés, en rappelant simplement les données de 2019 et sans qu'il soit question de suivre, notamment, les travaux et aménagements autorisés par exception dans les zones naturelles.

La démarche ERC est simplement abordée pour deux zones 1AUh sur Sainte Cécile concernées par la présence d'une zone humide en faisant le constat d'absence d'alternative de moindre impact et en renvoyant cette prise en compte au stade opérationnel. En ce qui concerne l'emplacement réservé pour le contournement sud-ouest de Saint-Prouant dont une extrémité du tracé se superpose avec une zone humide et intersecte des haies à préserver, le rapport se limite à rappeler le principe d'interdiction de leur destruction sans davantage d'explication quant à la recherche d'alternatives pour la réalisation de cette liaison routière.

La MRAe recommande :

— de renforcer l'analyse des incidences vis-à-vis du site Natura 2000 du Marais poitevin, relié à son réseau hydrographique, dans lequel s'opèrent des rejets de stations d'épuration non conformes en performance ;

— d'exposer l'argumentation du point de vue de l'absence d'alternative de moindre impact au choix du tracé de la voie de contournement sud-ouest de Saint-Prouant ;

— de présenter une analyse argumentée visant à démonter le caractère non notable des effets induits du PLUi sur les zones naturelles recouvrant les réservoirs et corridors écologiques du territoire.

2.5Dispositif de suivi des effets du projet de PLUi sur l'environnement

Le dispositif de suivi et les indicateurs retenus établis lors de l'élaboration du PLUi de 2019 sont reconduit de manière identique. S'agissant des indicateurs propres au domaine de l'environnement, il est à noter que leur nombre et leur portée sont très limités s'attachant simplement à suivre les évolutions des éléments identifiés sans analyse d'autres éléments de patrimoine naturels plus ordinaires, qui pour autant assurent diverses fonctions écologiques. Leur érosion sous l'effet d'aménagements successifs peut conduire à des incidences notables qui nécessitent d'être suivies afin d'être en capacité de proposer, le cas échéant, les mesures correctrices qui s'imposeraient.

L'ajout d'indicateurs relatifs au suivi des capacités des stations d'épurations et au taux de conformité ainsi qu'aux contrôles effectués dans le cadre du service public d'assainissement non collectif, serait également utile.

La MRAe recommande d'enrichir le dispositif de suivi consacré à l'environnement notamment en ce qui concerne les travaux et aménagements permis sous conditions et/ou de manière restreinte en zones naturelles ainsi que sur la trame boisée non concernée par une identification particulière au titre des dispositions du PLUi.

2.6Méthodes

Le dossier comporte un rappel de la méthode d'évaluation environnementale mise en œuvre durant l'élaboration du projet de PLUi, sans retranscrire de démarche itérative inhérente à ce processus.

2.7Résumé non technique

Le résumé non technique synthétise les grandes orientations du PLUi et le rapport de présentation. Il permet une appréhension correcte par le public des enjeux, notamment environnementaux, du territoire mais souffre des mêmes faiblesses que les autres pièces du dossier et demande à ce titre à être actualisé pour la prise en compte des observations du présent avis.

3. Prise en compte de l'environnement par le projet de PLUi

Les thématiques identifiées par l'autorité environnementale qui nécessitent un éclairage particulier font l'objet de l'examen ci-après.

3.1Organisation spatiale et consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers

L'article L.151-4 du code de l'urbanisme implique que le projet de PLUi présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) au cours des dix années précédant l'arrêt du projet et qu'il justifie les objectifs chiffrés de limitation de cette consommation indiqués dans son PADD.

Le PADD indique un maximum de 60 hectares pour la consommation d'ENAF dédiée à l'habitat, les équipements et le développement touristique et de 24 hectares pour les projets à destination des zones d'activités économiques à l'horizon 2030 -2032.

Au regard de ce qui a été relevé précédemment concernant la justification du besoin, il ressort de l'analyse du dossier que le projet de PLUi semble établi exclusivement sur les besoins définis à l'échelle du SCoT en 2017 et dont le bilan établi en 2023[8] après six ans d'application met en évidence une dynamique de classement en zone AU plus forte que prévue ainsi que des objectifs du SCoT globalement surévalués en matière de production de logement.

Alors même que le rapport fait le constat d'une croissance démographique moins forte que prévue (+0,65 % par an) la collectivité n'ajuste pas le nombre de logements à produire sur la prochaine décennie en considérant ainsi procéder à un « rattrapage » qui ne paraît pas en adéquation avec le taux de croissance démographique actuel mais plutôt avec celui retenu antérieurement au PLUi de 2019 (+1,1 %).

Le rapport considère que la consommation maximale prévue au PLUi sera réduite de 50 % par rapport à la consommation des espaces naturels agricoles et forestiers de 173 ha constatée[9] sur la période 2011-2020 et serait ainsi compatible avec les objectifs de modération de la consommation d'espace définis par le SCoT. Il n'en demeure pas moins qu'au regard du bilan produit par le SCoT, le PLUi gagnerait à être plus ambitieux notamment en ce qu'il reste calé sur des niveaux de densité de logements qui étaient déjà considérés comme faibles au moment de l'élaboration du SCoT de 2017. Alors que le PLUi prévoit une proportion de logements dans les enveloppes urbaines de 42 % supérieure à celle du SCot (27 à 3 %0 %) le faible niveau de densité des constructions en extension interroge.

Dans la mesure où la collectivité dispose d'un potentiel d'environ 30 hectares au sein des zones d'activités, les 24 hectares prévus en extension par simple reconduction des surfaces « allouées » par le SCoT apparaissent à ce jour trop largement dimensionnés et insuffisamment justifiés.

Ainsi la prise en compte des espaces encore disponibles au sein des secteurs économiques conduit au final à considérer que la consommation d'espace maximale pourrait s'établir à 114 ha soit une

8 Rapport de Février 2023 – Analyse des résultats du SCoT du Pays du Bocage Vendéen.

9 Le rapport s'appuie sur les données de l'observatoire national sur l'artificialisation des sols.

réduction de l'ordre de 3 %5 % par rapport aux 173 ha. La MRAe rappelle le nécessaire respect du seuil de 50 % de réduction de consommation d'espace pour la période de 2021 à 2030 par rapport à celle constatée entre 2011 et 2020, en application de la loi Climat et Résilience.

La MRAe recommande :

— de rehausser le niveau d'ambition en termes de densité de logements pour les différentes typologies de pôles ;

— de tenir compte des espaces encore disponibles dans les zones d'activités pour une évaluation plus juste du besoin en foncier à vocation économique.

Si le projet prévoit de recentrer l'urbanisation au niveau des bourgs, il est à noter qu'il identifie 213 bâtiments en espace naturel ou agricole pouvant faire l'objet d'un changement de destination. Si tous ne connaîtront pas une mutation à l'horizon du PLUi, il n'en demeure pas moins que ces choix, sous couvert d'une volonté de préservation d'un certain patrimoine architectural, conduisent au mitage du territoire et soulèvent à la fois la question des conflits d'usages en imposant aux exploitants agricoles une adaptation de leurs pratiques (zones d'exclusion d'épandage et de non traitement) et des problématiques liées aux réseaux, à l'assainissement et à leur défense incendie.

3.2Préservation du patrimoine naturel et bâti

Le PLUi doit déterminer les modalités de protection des espaces nécessaires au maintien de la biodiversité et à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques. Le projet de PLUi combine différentes dispositions destinées à préserver la trame verte et bleue (TVB) de l'intercommunalité. Cependant, pour être pleinement cohérente, la mise en œuvre de cet objectif présente des marges d'amélioration. Dans le cadre de la définition de la trame verte et bleue du territoire, le rapport mettait en évidence un certain nombre d'infrastructures constituant des éléments de fractionnement de continuités écologiques du territoire. Le projet de PLUi n'apporte ni analyse ni justification quant à la réduction de ces discontinuités. À l'instar de ce que la collectivité entend mettre en œuvre lorsqu'il s'agit d'aménagements routiers ou urbains, elle pourrait s'emparer des outils (emplacements réservés par exemple) à sa disposition pour répondre à la restauration de continuités dégradées qu'elle jugerait prioritaire. À ce stade cette notion de restauration n'est prévue que dans le cadre des nouvelles opérations de constructions ou aménagements à réaliser.

Au sein de l'ensemble des zones naturelles le règlement laisse la possibilité de réaliser une multitude de nouvelles constructions et installations nécessaires à des équipements d'intérêt collectif ou à des services publics sous certaines réserves. Sans revenir sur cette disposition du code de l'urbanisme qui offre cette possibilité aux collectivités d'inscrire cette règle dans leur document, dès lors que l'évaluation environnementale n'est pas en mesure d'apprécier précisément les incidences cumulées que représenteraient ces réalisations en zone naturelle alors, le PLUi devrait, a minima, s'attacher à proposer un suivi de ces constructions et aménagements, autorisés par exception, qui peuvent être une source potentielle d'érosion et de morcellement de la trame verte et bleue.

La MRAe recommande d'intégrer au dispositif de suivi un ou des indicateurs relatifs aux constructions et aménagements autorisés sous conditions en zones naturelles.

Zones humides

La préservation des zones humides constitue un enjeu important et les documents d'urbanisme

doivent respecter les dispositions du SDAGE du bassin Loire-Bretagne 2022-2026, qui demande aux PLU de définir des zonages protecteurs, assortis le cas échéant de dispositions spécifiques dans le règlement ou les orientations d'aménagement et de programmation, tenant compte des fonctionnalités des zones humides identifiées.

Le rapport indique que l'inventaire des zones humides de la communauté de communes s'appuie sur l'inventaire du canton de Chantonnay de 2013, de l'inventaire communal de Saint Martin-des-Noyers de 2012 et de Sainte Cécile de 2012 actualisé en 2018.

Le territoire du PLUi étant concerné par deux périmètres de SAGE, il est attendu que soit précisé si les méthodologies employées reposent sur celles des cahiers des charges adoptées par les commissions locales de l'eau (CLE) du SAGE du Lay et du SAGE Logne Boulogne Ognon Grand Lieu.

Contrairement à ce qui est annoncé à l'état initial de l'environnement, les rapports d'inventaires de ces zones humides ne sont pas produits en annexe du dossier transmis. La carte relative à la présentation des 2 508 hectares de zones humides, figurant sous forme de vignette au rapport de présentation, n'est pas suffisamment lisible pour établir le lien avec le plan de zonage.

La pièce relative à l'explication des choix au sujet des zones humides indique l'existence d'un inventaire validé par la commission locale de l'eau (CLE) des SAGE comprenant 2 492,25 ha de zones humides, en indiquant que deux sources complémentaires ont été utilisées les ayant fait évoluer localement mais là encore sans que la pièce indiquée en bas de page ne soit annexée au dossier.

La MRAe recommande d'annexer au dossier les éléments de méthodologie et les inventaires validés par les commissions locales de l'eau des SAGE concernés.

Le règlement écrit, dans les dispositions applicables à toutes les zones, rappelle le principe d'interdiction de destruction de zones humides et les dispositions qui s'appliquent au titre du code de l'environnement au stade des projets. Le règlement nécessite d'être actualisé pour faire référence au SDAGE en vigueur (il est fait mention du document approuvé pour la période 2016-2021). La MRAe attire l'attention sur le fait que le SDAGE 2022-2027 mentionne désormais de manière explicite dans son orientation 8B la notion « d'espace périphérique proche des zones humides » à prendre en compte.

Aussi le règlement gagnerait à être complété en ce sens afin d'éviter que les porteurs de projet ne se limitent à une approche trop restrictive en ce qui concerne la préservation des zones humides.

Le règlement rappelle que ses dispositions s'appliquent aux zones humides identifiées par une trame reportée au plan de zonage, tout en précisant qu'elles ne revêtent pas un caractère exhaustif. Ainsi l'évitement est à rechercher prioritairement et les mesures de réduction et de compensation sont alors à prévoir en cas d'absence de démonstration d'alternative avérée.

La MRAe recommande que le règlement fasse référence de manière explicite à la notion d'espace périphérique proche des zones humides telle qu'indiquée au SDAGE en vigueur et à prendre en compte dans le but d'en préserver l'intégrité des fonctionnalités.

Boisements et plantations

Il est important d'assurer la protection des principaux boisements, mais également des arbres et boisements isolés des principaux massifs ou disséminés dans les zones naturelles et urbaines mais néanmoins intéressants pour des raisons écologiques ou paysagères. Les documents d'urbanisme disposent de trois outils : les articles L.113-1 et 2 (protection forte au titre d'espace boisé classé) et L.151-19 et 23 du code de l'urbanisme (protection plus souple issue de la loi « "Paysages"), ainsi que les orientations d'aménagement et de programmation (OAP), globales et sectorielles.

Au regard des 5 200 ha de projection de la canopée cartographiée (fig 5 TVB pièce 2.4) et de la densité du maillage bocager très présent sur le territoire (bien que le rapport reconnaisse qu'il n'existe pas d'inventaire homogène) le projet de PLUi n'identifie que 1 167 ha de parcelles boisées et de haies avec les outils « espace boisé classé – EBC » et loi « "Paysages" et 142 ha classés au titre de l'article L151-23. Seuls 35 arbres et 183 km d'alignement sont identifiés au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

À ce titre, dans son bilan de 2023, le SCoT soulignait que seulement 20 % du linéaire des haies de son territoire était protégé alors même que cette trame du bocage Vendéen constitue une caractéristique principale de l'identité du territoire à l'origine du nom du SCoT.

En l'absence d'inventaire plus précis, le PLUi se limite ainsi à suivre seulement l'évolution de ce qu'il entend préserver (cf remarque sur les indicateurs de suivi) alors que la proportion de haies et de boisements possiblement concernés par des travaux et aménagements est bien plus élevée et mérite que l'on s'attache à en suivre les évolutions et l'efficience des mesures.

La MRAe relève que l'OAP thématique relative à la Trame Verte et bleue n'apporte des orientations et prescriptions complémentaires que pour les éléments identifiés au règlement PLUi. La rédaction de cette OAP apparaît par ailleurs insuffisante voire obsolète en ce qu'elle indique notamment *« la synthèse des linéaires bocagers protégés par les documents d'urbanisme communaux que le PLUi va remplacer sera utilement consultée lors de tout projet d'aménagement afin d'évaluer les incidences de celui-ci sur le bocage, indépendamment de l'inventaire réglementaire au titre de l'article L 151-23 du code de l'urbanisme porté sur le règlement graphique du PLUi »*. Aussi, dans la mesure où ces inventaires communaux ne sont pas repris sous une forme ou une autre au sein du PLUi, il paraît difficile d'apprécier dans quelle mesure, au stade opérationnel, des dispositions particulières pourraient s'appliquer dès lors qu'elles ne sont pas énoncées clairement. Par ailleurs, leur prise en compte et le suivi de leur évolution apparaît plus qu'hypothétique et pourraient être une source d'érosion de cette trame bocagère contre laquelle il conviendrait, a minima, d'envisager des dispositions de nature à encadrer les abattages et arrachages lorsqu'ils s'avèrent indispensables à la conduite de travaux ou d'aménagement en prévoyant des dispositions adaptées à la préservation de la trame bocagère dans son ensemble.

La MRAe recommande de renforcer les dispositions en matière de préservation des boisements et de la trame bocagère au-delà des seuls éléments identifiés à ce stade au plan de zonage.

Sites, paysages et patrimoine

Comme évoqué précédemment, le projet de révision de PLUi intègre une liste de bâtiments, pouvant faire l'objet d'un changement de destination, établie selon plusieurs critères cumulatifs. La pièce 5.2 du dossier présente l'atlas proposant pour chaque bâtiment une vue aérienne de localisation et une photo, sans être assortie de commentaires permettant d'apprécier le respect des différents critères énoncés.

À la lecture de cet atlas l'inscription de certains bâtiments pose question au regard du critère « intérêt architectural du bâtiment en majorité en pierre » (par exemple : La Croisée de La Boule à Bournezeau et La Baudiere à Rochetrejoux) et d'autres au regard du critère de « Bon état du bâtiment » (La Sauzaie à Saint Vincent Sterlanges ou La Bréchoire à Rochetrejoux).

La MRAe recommande, pour chaque bâtiment identifié au titre d'une certaine qualité architecturale pouvant donner lieu a un changement de destination, de présenter l'analyse ayant conduit à les retenir au regard des critères cumulatifs énoncés.

Assainissement et ressource en eau

Captages d'alimentation en eau potable

Le territoire est concerné par les périmètres de protection instaurés autour des captages et retenues d'eau du barrage de l'Angle Guignard, de Rochereau et de La Sillonnière. Seuls les arrêtés de déclaration d'utilité publique en vigueur des deux premiers sont annexés parmi les servitudes à prendre en compte.

Les dispositions générales du règlement indiquent : « *Les périmètres de protection des captages d'alimentation en eau (rapprochée, immédiate) reportés sur le plan de zonage correspondent aux périmètres de protection immédiat définis par un arrêté préfectoral annexé au PLUi. Dans ces périmètres les constructions sous soumises à des dispositions particulières figurant dans l'arrêté correspondant annexé dans la rubrique « Servitudes » du PLUi. »*

La MRAe relève l'absence de mention dans le règlement graphique des informations relatives aux périmètres de protection des différents captages du territoire. Il en résulte par conséquent une difficulté quant à leur prise en compte notamment dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Assainissement

Au sein des dispositions générales le règlement rappelle le principe selon lequel les eaux pluviales doivent être prioritairement gérées à la parcelle, à l'unité foncière ou à l'aménagement.

Le règlement rappelle que les zonages d'assainissement des eaux pluviales des communes sont annexés et qu'ils fixent notamment un coefficient d'imperméabilisation propre à chaque commune en zone urbanisée et à urbaniser. Au regard du caractère très technique des éléments et de la masse d'information produite au sein des dix documents annexés à ces zonages, pour assurer une bonne appropriation par les porteurs de projet ainsi que par les services instructeurs de l'application du droit des sols, le règlement gagnerait à intégrer directement le rappel des coefficients d'imperméabilisation des zones U et AU de chaque commune.

Les zonages d'assainissement des eaux usées sont également annexés au dossier et le règlement rappelle les obligations de raccordement au système d'assainissement collectif ou, à défaut, de réalisation d'une installation individuelle conforme pour les secteurs hors zone d'assainissement collectif.

Au-delà de ces dispositions qui s'imposent aux constructeurs et aménageurs, la MRAe rappelle qu'il est de la responsabilité de la collectivité de s'assurer préalablement à toute urbanisation que les mesures destinées à assurer le traitement des eaux usées pour garantir des niveaux de rejets en adéquation avec la qualité du milieu récepteur, soient mises en œuvre. Au regard des dysfonctionnements observés sur les deux principales stations d'épuration conduisant à des non-conformités de leur performance, la collectivité devrait conditionner la réalisation du développement urbain des secteurs desservis par ces systèmes d'assainissement (tant dans l'enveloppe urbaine qu'en extension) à la réalisation effective des travaux de redimensionnement et/ou de mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées.

La MRAe recommande :

— d'annexer l'intégralité des arrêtés de déclaration d'utilité publique des trois captages du territoire et conformément aux dispositions générales du règlement d'en assurer le report sur le plan de zonage ;

— que soient intégrées, dans le règlement écrit, les indications relatives aux coefficients d'imperméabilisation des sols à prendre en compte en zone U et AU de chaque commune ;

— d'indiquer les actions engagées ou programmées par la collectivité afin de garantir la mise en conformité des deux stations d'épuration non conformes en termes de performance avant la poursuite du développement urbain des zones concernées.

3.3Prise en compte des risques naturels d'inondation

L'article L.101-2 du code de l'urbanisme assigne un objectif de prévention des risques naturels aux PLUi, qui a un rôle important pour la définition de prescriptions cadrant les zones de développement de l'urbanisation et l'édiction de mesures de réduction de la vulnérabilité. D'une façon générale, le principe est de ne pas augmenter la vulnérabilité des biens et des personnes, en ne favorisant pas de nouveaux habitants dans les zones exposées à un risque d'inondation, et de ne pas augmenter la vulnérabilité des populations déjà exposées.

Le territoire du PLUi est exposé notamment à des risques d'inondation. Il est concerné à ce titre par le plan de prévention des risques inondation (PPRi) du Lay Amont.

L'absence de cette servitude parmi les annexes (pourtant annoncé), ne permet pas d'apprécier la cohérence et la pertinence des zonages indicés en « i » proposés au règlement graphique. Il apparaît dès à présent que des dispositions du PLUi apparaissent plus permissives que celles du règlement de la servitude notamment parce qu'elles permettent l'extension d'habitation sans limite de surface alors que le PPRi limite celle-ci à 20 m².

La MRAe recommande d'annexer au dossier la servitude relative eu PPRi Lay Amont et de mettre en compatibilité les dispositions réglementaires (graphiques et écrites) du PLUi avec cette servitude.

3.4Contribution au changement climatique, énergie et mobilité

Le traitement par la collectivité des thématiques qui font l'objet du présent paragraphe a été fait dans le cadre de l'avis n° 2021APDL5 / PDL-2020-5072 du 16 mars 2021 de la MRAe sur le projet de PCAET, approuvé depuis.

La MRAe note une articulation insuffisante des orientations du projet de PLUi avec celles du projet de PCAET sur les thématiques concernées. Elle rappelle l'existence de l'outil GES Urba[10] notamment qui permet d'évaluer l'impact GES et énergétique d'un projet d'urbanisme ainsi que l'articulation entre le PLUi et le PCAET.

Ce territoire est très tributaire de l'automobile pour ses déplacements et le projet de développement, axé sur un renforcement des bourgs, ne peut contribuer à lui seul à réduire ces déplacements. La collectivité est autorité organisatrice de la mobilité sur son territoire. À ce titre elle

10 https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/applications/appli-ges-urba.

a adopté en 2024 un plan de mobilités simplifié et son schéma directeur cyclable sans qu'il en soit fait mention au rapport, ce qui ne permet pas d'apprécier comment le PLUi s'inscrit en cohérence avec les actions engagées dans ce domaine. La MRAe relève que le PLUi n'identifie pas d'emplacements réservés pour la mise en place de pôles d'échanges multimodaux au niveau des principaux pôles urbains, et rappelle que l'action 4-4 valoriser et développer les transports en commun existants prévoyait de mener une réflexion sur la multimodalité des transports en commun à l'échelle de la collectivité mais également avec les territoires limitrophes et de réaliser des aménagements permettant de favoriser et d'optimiser les transports en commun. De la même manière alors que le PCAET par son action 4-1 prévoit de « Développer le covoiturage », aucun aménagement n'est identifié au PLUi.

Au-delà des quelques principes de liaisons douces indiquées au sein des OAP des zones d'urbanisation futures, le projet de PLUi gagnerait à indiquer également comment ces aménagements trouveront un prolongement au-delà de leur périmètre pour constituer dans les faits de véritables liaisons entre les quartiers d'habitation et les équipements et services. Parallèlement à la poursuite de l'intensification urbaine attendue, le PLUi gagnerait à disposer d'un cadre urbain apaisé en privilégiant les modes doux et en conditionnant les opérations d'urbanisation à des aménagements en faveur des mobilités douces. A ce titre, l'action 4-3 du PCAET prévoyait de « densifier à la prise en compte des mobilités douces dans l'aménagement urbain ».

L'évaluation environnementale n'analyse pas les effets de l'urbanisation sur la séquestration de carbone du territoire et la nécessaire adaptation au changement climatique. En écho à ce qui a été indiqué précédemment concernant les enjeux de protection des boisements et de la trame bocagère, le PLUi gagnerait à préciser comment l'application de la séquence ERC relative à l'artificialisation a ainsi été prise en compte sur l'évaluation des puits de carbone qui en résultera. Aussi le règlement et les OAP gagneraient à préciser les objectifs et ambitions pour favoriser les îlots de fraîcheur, pour lutter contre le ruissellement et la sécheresse des sols et pour favoriser le stockage du carbone. À ce stade, au regard des dispositions en matière de préservation de la trame bocagère et d'artificialisation des sols par l'urbanisation on peine à comprendre comment le projet de PLUi peut véritablement s'inscrire en cohérence avec le PCAET qui prévoit de limiter l'imperméabilisation des sols, d'augmenter la place de la nature en ville (action 3-1) et de renforcer la séquestration du carbone (action 3-3).

Alors que le SCoT lui-même est peu précis à l'égard des documents de rang inférieurs en matière de conception bio-climatique, il est constaté que le projet porté par la collectivité ne s'est pas attaché à fixer un niveau d'ambition particulier au-delà des seules exigences réglementaires qui s'imposeront aux porteurs de projets en matière de performances énergétiques. La MRAe rappelle que le PCAET à son action 3-4 « *Mettre en œuvre le PLUi pour un aménagement du territoire raisonné* » il est question notamment de réfléchir à l'optimisation énergétique lors de l'aménagement de nouveaux quartiers. Aucune réflexion en ce sens ne transparaît au projet de PLUi.

En matière d'énergies renouvelables (EnR), le dossier se limite au rappel des études du recensement du potentiel théorique de gisement des différents types d'énergies renouvelables du territoire effectué lors de l'élaboration du PCAET et d'indiquer les quelques dispositions réglementaires peu allantes dans le domaine. Seul un secteur particulier Nenr relatif à un ancien centre d'enfouissement technique de déchets à Saint Vincent Sterlanges est prévu pour l'accueil d'une centrale photovoltaïque au sol[11].

Alors que la collectivité dans le cadre de la loi APER est appelée actuellement à définir les zones d'accélération de développement des EnR sur son territoire, force est de constater que ce travail n'est

11 Avis MRAe n° PDL-2024-7602&2024-7646 / 2024APPDL36 du 25 mars 2024PDL.

pas encore intégré au PLUi.

La MRAe recommande de préciser comment le PLUi s'est saisi des objectifs du PCAET, et comment il contribue à leur atteinte notamment en termes de réduction des émissions de GES au travers du développement des modes de déplacement alternatifs à la voiture, d'un aménagement urbain plus sobre en énergie, d'augmentation des puits de carbone et de développement des énergies renouvelables.

Nantes, le 5 février 2025

Pour la MRAe Pays de la Loire,



Bernard ABRIAL

PRÉFET
DE LA VENDÉE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires et de la mer

Service Habitat Aménagement Urbanisme et Construction
Unité Planification Urbaine

La Roche-sur-Yon, le 29 JAN. 2025

Dossier suivi par : Erwan Audran
Tél. : 02 51 44 32 70
Mail : ddtm-shauc-cdpenaf@vendee.gouv.fr

Madame la Présidente,

la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) a examiné, lors de la séance du 15 janvier 2025, le projet de révision de votre plan local d'urbanisme intercommunal.

Cet examen s'est déroulé dans le cadre de l'article L.151-12 du Code de l'urbanisme relatif aux dispositions du règlement du PLU sur les extensions et les constructions d'annexes aux habitations existantes dans les zones A et N et de l'article L.151-13 du même code relatif aux secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) et à leur délimitation à titre exceptionnel.

La CDPENAF s'est également autosaisie de ce dossier au titre de l'article L.112-1-1 4° du Code rural et de la pêche maritime qui prévoit que la commission peut demander à être consultée sur tout autre projet ou document d'aménagement ou d'urbanisme relatif à la réduction des surfaces naturelles, forestières et à vocation ou à usage agricole et sur les moyens de contribuer à la limitation de la consommation des espaces naturels, forestiers et à vocation ou à usage agricole.

Les membres de la commission ont pris acte des précisions apportées par la collectivité notamment sur le choix de la procédure d'évolution de son PLUi et les objectifs poursuivis. Il est souhaité que la collectivité puisse retravailler plus globalement son document d'urbanisme en association avec les personnes publiques associées et en concertation avec les communes de son territoire. Par conséquent, à l'issue des débats, les membres de la commission ont émis :

- un avis favorable au titre de la délimitation à titre exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (L.151-13 CU),

- un avis favorable au titre des extensions des habitations existantes et annexes à ces habitations en zone A et N (L.151-12 CU) à l'exception de la partie du règlement ne répondant pas à la doctrine de la charte de gestion économe de l'espace pour les constructions inférieures à 150 m^2,

- un avis défavorable aux motifs suivants :
  - la méthode retenue pour établir le besoin en logements et les surfaces en extension qui en découlent est à revoir à la baisse, en se rapprochant de celles constatées sur les périodes précédentes,

Madame Isabelle MOINET
Présidente de la communauté de communes du Pays de Chantonnay
65 avenue du Général de Gaulle
85110 Chantonnay

- une réflexion plus poussée sur les formes urbaines est attendue devant conduire à des densités plus ambitieuses,
- le besoin pour les secteurs de développement économique doit être mieux justifié, notamment pour les « réserves » prévues au SCoT.

De plus, le travail de repérage des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination doit être approfondi au stade du PLUi. Il doit conduire à une réduction du nombre, en prenant en considération les ZNT, les plans d'épandage, ainsi que la DECI afin de ne pas renvoyer leur prise en compte au seul stade opérationnel.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération la plus distinguée.

À votre disposition pour mobiliser les services de la DDTM et de la préfecture au titre du conseil pour vous appuyer. Bien à vous,

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale de la préfecture de la Vendée

Nadia SEGHIER

aGRICULTURES
& TERRITOIRES
CHAMBRE D'AGRICULTURE
VENDÉE

Direction Territoires
Pôle Aménagement - Urbanisme

Chambre d'agriculture de la Vendée
21 boulevard Réaumur
85013 La Roche-sur-Yon Cedex
Tél : 02 51 36 84 44
Fax : 02 51 36 84 67
territoire@vendee.chambagri.fr
www.agri85.fr

Monsieur le Président
Communauté de Communes du Pays de Chantonnay
65, avenue du Général de Gaule
BP 98
85111 Chantonnay

La Roche-sur-Yon, le 25 janvier 2025

Reçu le 28/01/2025
n° 166

Affaire suivie par : Natacha JEANNEAU (Tél : 02.51.36.83.07)
N/réf. : CA/NJ/
Objet : Avis sur projet de PLUi – Consultation des Personnes Publiques Associées

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de l'article L.153-16 et R153-6 du Code de l'Urbanisme, vous nous avez transmis, pour avis, **le projet de PLUi arrêté par le bureau communautaire en date du 25 septembre 2024.** Nous vous communiquons par le présent courrier les observations de la profession agricole que représente notre organisme consulaire, ainsi que notre avis à la suite de la réception de votre courrier en date du 28 octobre 2024.

Sur les perspectives d'évolution sur le territoire du Pays de Pouzauges, les élus de la Chambre d'agriculture attendent au regard de la réduction de la consommation des espaces agricoles que soient justifiés les besoins, soient optimisées et consommées en priorité les potentialités dans le cadre du renouvellement urbain, des dents creuses, friches industrielles… et qu'un travail de densification soit réalisé et ceci avant l'ouverture de nouvelles zones à urbaniser dans l'objectif :

- d'éviter les impacts des projets sur l'activité agricole,
- de réduire les impacts agricoles qui n'ont pu être évités,
- enfin et en dernier ressort, de compenser les impacts sur l'agriculture.

1 – Les besoins de la collectivité liés à l'habitat, aux activités économiques et aux activités de loisirs et d'équipements doivent être justifiés avec un scénario de développement cohérent et argumenté sur 10 ans avec une estimation du potentiel en renouvellement urbain, des dents creuses et des surfaces agricoles impactées pour les secteurs en extension.

Vous indiquez que l'hypothèse d'évolution de la population serait de +1.1%/an à l'horizon 2032 correspondant à +275 habitants/an pour atteindre 26 950 habitants contre +0.6%/an entre 2015 et 2021.

Selon votre analyse et les différents documents, cette hypothèse nécessiterait la 171 logements/an dont 659 logements au sein des enveloppes urbaines et lots libres, 50 changements de destination du bâti de caractère et 914 logements en extension urbaine.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
Loi du 03/01/1924
Siret : 188 500 516 00011
APE 9411Z

- Les 659 logements correspondent au potentiel retenu dans les dents creuses (265 logements sur 17,57 ha) et en renouvellement urbain (394 logements sur 21 ha) avec une densité moyenne de 15 logts/ha.

- Pas d'information sur la mobilisation de la vacance

- 213 bâtiments de caractère ont été identifiés dont 50 logements rentrent dans le calcul correspondant à % du bâti identifié.

- Absence de STECAL Habitat

- Les 914 logements prévus en extension urbaine présentent une densité moyenne de 14.4 logt/ha et nécessitent 53.5 ha.

Le Plui affiche des objectifs d'accueil de population et de production de logements très volontaristes en comparaison aux chiffres observés sur la période précédente et reprend les besoins inscrits dans le SCOT qui ne peut en lui seul justifier de ces objectifs. Les densité semblent également faibles. Il est donc souhaité de revoir à la baisse les surfaces prévues en extension pour l'habitat.

L'identification des granges doit prendre en compte les incidences sur l'activité agricole avant d'être identifiées (usage agricole, respect des distances de réciprocité, plan d'épandage et Zones de Non Traitement. Ces critères sont à prendre en compte.

Concernant l'économie sur votre territoire, les disponibilités actuelles seraient de 30.1 ha dans les zones économiques aménagées et de 24 ha pour les secteurs en extension. Certaines surfaces correspondant à la reconquête de friches (8.5 ha et 1.5 ha) ne sont pas reprises comme disponibles dans le projet de PLUi. Les propositions dépassent donc les objectifs fixés dans le SCOT.

2 – Les STECAL ne sont pas suffisamment détaillés et justifiés pour juger de leur pertinence pour certains. **Nous avons des observations sur 3 STECAL aujourd'hui au vu des éléments à notre disposition**.
Le STECAL Ntp du Chêne Bertin à Bournezeau est à revoir et adapter en respectant les distances de réciprocité de 100 mètres vis-à-vis de l'exploitation située à proximité.
Il doit être démontré pour le STECAL Nenr à Saint Prouant que les surfaces sont dégradées et ne pouvant pas revenir à l'agriculture. Ce qui semble ne pas être le cas pour une partie puisque des surfaces sont exploitées à des fins agricoles par le GAEC RINTAUD.
Le STECAL Nc doit être adapté uniquement à l'autorisation donné par arrêté préfectoral. Ce point doit être démontré.
Il est attendu des éléments sur les impacts de ces STECAL sur l'activité agricole tels que la présence de bâtiments agricoles, plans d'épandage et Zones de Non Traitement.

3 – L'identification des zones constructibles U, AU et STECAL doit être accompagnée de la définition de l'impact agricole qui doit être compensé pour maintenir le potentiel de production à l'échelle du territoire. Ce dernier point n'est pas présent dans les documents et l'évaluation des incidences agricoles restent sommaire.

4 – Concernant le règlement graphique, certaines zones naturelles N ont une vocation agricole. Nous demandons donc leur reclassement en zone agricole A comme cela avait été demandé lors de notre précédent avis sur le PLUi en date du 12 juillet 2019.

5 – Le règlement écrit appelle les observations suivantes :

- Dispositions générales :
  - p25, les nouvelles constructions sont interdites à une distance minimale de 5 mètres par rapport aux arbres et haies existants. Ce principe est à supprimer car il peut

engendrer des difficultés de maintien des exploitations agricoles.

- P27, nous demandons la suppression de « La destruction des zones humides est interdite » puisque la réglementation indique un principe d'évitement, de réduction et de compensation.

- Zone agricole A, nous demandons que :
  - le nombre limité de logement de fonction dans les exploitations agricoles sociétaires ainsi que les locaux de surveillance ou de permanence inférieur à 30 m² de surface de plancher soient retirés ne répondant pas à la Charte de Gestion Econome de l'Espace p80
  - les exhaussements et affouillements du sol liés à l'exploitation agricole soient rajoutés p80
  - le paragraphe sur les ICPE soit supprimé p81

- Zone naturelle N, nous demandons que soit rajouté les exhaussements et affouillements du sol liés à l'exploitation agricole p94

- En zones A et N, les extensions des habitations et la construction des annexes doivent reprendre les termes de la Charte de Gestion Econome de l'Espace.

Notre avis est favorable sur l'identification des STECAL à la condition que des éléments nous soient apportés sur trois STECAL ainsi que sur l'absence d'impact sur l'activité agricole (bâtiments, plan d'épandage et ZNT).

Notre avis est défavorable sur les points suivants qui sont à prendre en considération pour lever nos réserves.

- Retravailler l'analyse global du PLUi sur les besoins liés au développement de l'habitat et de l'économie
- Retravailler les incidences agricoles des projets de développement et engager le travail sur les compensations agricoles
- Reclasser plusieurs secteurs en zones naturelles N en zone agricole A en référence à notre avis PPA du 12 juillet 2019.
- Adapter le règlement des zones A et N et des dispositions générales

Nous nous tenons à votre disposition pour échanger sur les différents points et souhaitons être associés à la réunion suite à l'avis des Personnes Publiques Associées et aux conclusions du Commissaire Enquêteur.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

LE PRÉSIDENT,
Eric COUTAND

Reçu le 26 décembre 2024 - 1986

Chambre de Métiers et de l'Artisanat
PAYS DE LA LOIRE
VENDÉE

La Roche-sur-Yon, 19 DEC. 2024

Madame la Présidente de la Communauté de Communes Pays de Chantonnay
Madame Isabelle MOINET
65 Avenue du Général De Gaulle BP98
85111 CHANTONNAY CEDEX

Le président
Vos réf. : IM/PY/AH-n°24/667
Nos réf. : DL/DR/NR/AD 2024-83
Tél direct : 02.51.44.35.22
Courriel direct : direction85@cma-paysdelaloire.fr
Dossier suivi par Christelle BAUNY – SDET CMAR Vendée

Objet : Notification de l'arrêt du Plan Local d'Urbanisme intercommunal révisé

Madame la Présidente,

Vous nous informez par délibération de la séance communautaire du 25 septembre 2024, de l'arrêt du projet de révision n°1 du PLUi. Dans le cadre de la consultation des Personnes Publiques Associées, conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, vous souhaitez connaître nos observations.

La Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Pays de La Loire retient votre volonté à structurer le tissu économique en cohérence avec le positionnement territorial (en lien avec la loi « climat et résilience » et la loi ZAN). Nous avons à cœur de promouvoir, valoriser et développer le savoir-faire artisanal vendéen et nous restons vigilants sur les possibilités d'implantation et de développement des activités.

Nous saluons votre orientation à encourager l'exploitation des friches d'activités (étude stratégique sur les ZAE) pour accueillir de nouveaux projets. Elle doit notamment pouvoir inscrire la localisation en faveur d'activité économique à vocation artisanale. Parallèlement, nous insistons sur la nécessité à tenir compte des intérêts et besoins des entreprises artisanales situées hors ZAE, requérant des dispositions spécifiques (prise en compte de contraintes d'activité pour éviter conflits d'usage avec zones résidentielles).

Enfin, l'optimisation des zones ne doit pas aller à l'encontre de l'installation en centres- bourgs. Nous devons préserver leur attractivité et encourager leur animation. Favoriser la localisation des activités commerciales et artisanales dans les cœurs de bourg participe à dynamiser l'économie de proximité.

Nous constatons l'absence d'entrave à l'activité artisanale dans cette révision du PLUi et restons à votre écoute pour tous accompagnements futurs de nature à faciliter la réalisation de vos projets d'aménagement.

Restant à votre disposition, je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de mes sincères salutations.

Le Président de la CMA de niveau départemental - Vendée,
Vice-Président de la CMA de Région des Pays de la Loire

Cordialement

Daniel LAIDIN

VENDÉE
LE DÉPARTEMENT

VU le 26/01/25

REÇU LE 99
20 JAN. 2025

Madame Isabelle MOINET
Présidente de la Communauté de
Communes du Pays de Chantonnay
65 avenue du Général de Gaulle
BP 98
85111 CHANTONNAY

Pôle Infrastructures et Désenclavements
Direction Routes Mobilités Habitat

Dossier suivi par : Caroline PAS
N° à rappeler : 02.28.85.86.81
Mail : caroline.pas@vendee.fr
DRMH-SUF-24.0320

La Roche-sur-Yon, le 16 JAN. 2025

Madame la Présidente, chère Isabelle,

Vous saisissez le Département de la Vendée dans le cadre du projet arrêté de révision n°1 du PLUi du Pays de Chantonnay.

Après consultation des services départementaux, en matière d'Espaces Naturels Sensibles (ENS), il conviendrait d'envisager un classement en zone N de l'ENS « Fief du Rocher » situé à Chantonnay où quasiment tout le site à forte valeur environnementale (présence d'orchidées rares) est propriété du Département.

De même pour le secteur dit « Fief de la Chauvetière » et celui dit « Le Moulin » situés à Sigournais, anciennes parcelles agricoles en voie d'enfrichement, un classement en zone N serait à favoriser au regard de leur forte valeur patrimoniale.

En matière d'infrastructures routières départementales, concernant « Chantonnay - OAP 3 », l'accès au lotissement par le giratoire existant à proximité est à privilégier.

Concernant « Sigournais – OAP 2 », il serait souhaitable de prioriser l'accès par la voie communale existante et non par le cheminement doux.

Au regard du rapport de présentation « explication, choix retenus » et plus précisément la réalisation d'une zone 2AUh à l'ouest du bourg sur la commune de Saint-Martin-des-Noyers, un aménagement spécifique serait à prévoir sur la RD52.

Au sujet du chapitre 5 du règlement écrit dédié aux routes départementales, la phrase « hors agglomération toute création d'accès est soumise à autorisation sur les routes départementales » pourrait être remplacée par « en et hors agglomération, toute création d'accès est soumise à autorisation (...) ». De même, il conviendrait de vérifier la cohérence de tout ce chapitre avec le règlement départemental de voirie et d'y faire référence dans ce chapitre.

Par ailleurs, concernant « l'atlas des changements de destination », il pourrait être indiqué que les changements de destinations de granges en bordure de RD seront examinés avec les mêmes règles que les constructions neuves, ceci afin de résoudre les questions d'accès et de visibilité.

Enfin, votre attention est attirée sur l'importance d'étudier en amont les conditions d'accès des futures zones qui seront classées constructibles afin d'éviter les difficultés administratives et techniques lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme (CU, DP, PC).

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes respectueux hommages.

Le Président de la Commission,
Urbanisme, Habitat, Aménagement
du Territoire

Valentin JOSSE

Copies : Mme Alexandra GABORIAU et M. Cyrille GUIBERT, Conseillers départementaux du canton de Chantonnay

VOS RÉF. SHAUC/PU/PPA n°2024.14
NOS RÉF. TER-ART-2024-85051-CAS-203266-Q8R9K2
INTERLOCUTEUR : Romain COLLET
TÉLÉPHONE : 06.59.47.14.14
E-MAIL : rte-cdi-nts-scet@rte-france.com

DDTM Vendée
19 rue Montesquieu
BP 60827
85021 La Roche sur Yon

A l'attention de Mr Gaborit
ddtm-shauc-pu@vendee.gouv.fr
emmanuel.gaborit@vendee.gouv.fr

OBJET : ART -PLUI - **PAYS DE CHANTONNAY**

La Chapelle sur Erdre,
le 09/12/2024

Monsieur le Préfet de la Vendée,

Nous accusons réception du dossier du projet de révision du **PLUI de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay** arrêté par délibération en date du 25/09/2024 et transmis pour avis le 19/11/2024 par votre service.

RTE, Réseau de Transport d'Electricité, est le gestionnaire du réseau de transport d'électricité à haute et très haute tension sur l'ensemble du territoire métropolitain. Dans ce cadre, RTE exploite, maintient et développe les infrastructures de réseau et garantit le bon fonctionnement, la sécurité et la sûreté du système électrique dans le respect, notamment, de la réglementation technique (l'arrêté technique du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique).

A cet égard, nous vous informons que, sur le territoire couvert par ce document d'urbanisme, sont implantés des ouvrages du réseau public de transport d'électricité dont vous trouverez la liste ci-dessous.

Il s'agit de :

Liaisons aériennes 90 000 Volts :

Ligne aérienne 90kV N0 1 BEAUPUY-PUYBELLIARD
Ligne aérienne 90kV N0 1 ESSARTS-MERLATIERE-PUYBELLIARD
Ligne aérienne 90kV N0 1 POUZAUGES-PUYBELLIARD

RTE Réseau de transport d'électricité - société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 132 285 690 euros - R.C.S. Nanterre 444 619 258

Au regard des éléments précités, et afin de préserver la qualité et la sécurité du réseau de transport d'énergie électrique (infrastructure vitale), de participer au développement économique et à l'aménagement des territoires ainsi que de permettre la prise en compte, dans la planification d'urbanisme, de la dimension énergétique, RTE attire votre attention sur les observations ci-dessous :

1/ Le report des servitudes d'utilité publique (servitudes I4)

1.1 Le plan des servitudes

En application des articles L. 151-43 et L. 152-7 du Code de l'Urbanisme, il convient d'insérer en annexe du PLUi les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol, que constituent les ouvrages électriques listés ci-dessus (servitudes I4), afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

Nous vous informons que le tracé de nos ouvrages listés ci-dessus est disponible sur le site de l'Open Data de Réseaux Energies :

https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/

Vous pouvez télécharger les données en vous y connectant.

Pour information, conformément aux articles L. 133-1 à L. 133-5 du Code de l'Urbanisme, un Portail national de l'urbanisme au sein duquel seront insérées les servitudes d'utilités publiques affectant l'utilisation du sol existe. Vous pourrez vous y reporter sur le site du Géoportail qui sera alimenté au fil de l'eau par tous les acteurs bénéficiant de telles servitudes.

Après étude du plan de servitudes, nous constatons que les ouvrages électriques cités ci-dessus sont bien représentés.

1.2 La liste des servitudes

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), et en particulier dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation du sol, il convient de noter, au sein de la liste des servitudes, l'appellation complète et le niveau de tension des servitudes I4, **ainsi que le nom et les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux** chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur le territoire du Pays de Chantonnay :

RTE
Groupe Maintenance Réseaux Atlantique
4, rue du Bois Fleuri 44204
NANTES CEDEX 2

A cet effet, les coordonnées du GMR indiquées ci-dessus vous permettront de compléter la liste mentionnée dans l'annexe du PLUI.

2/ Le Règlement

Nous vous indiquons que les règles de construction et d'implantation présentes au sein de votre document d'urbanisme ne sont pas applicables aux ouvrages exploités par RTE.

Les ouvrages listés ci-dessus traversent les zones **U, Uj, Uxd, Uxb, A, N, Nir, NL, Nep, NLs** du territoire.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de bien vouloir indiquer les mentions suivantes dans les chapitres spécifiques de toutes les zones concernées par un ouvrage du réseau de transport public d'électricité :

2.1 Dispositions générales

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité constituent des *« équipements d'intérêt collectif et services publics »* (4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme), et entrent au sein de la sous-destination *« locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilées »* (4° de l'article R. 151-28 du même Code). A ce titre, nos ouvrages correspondent à des « constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics » (article 4 de l'arrêté du 10 novembre 2016 relatif aux sous-destinations) et peuvent ainsi être mentionnés au sein de cet article.

2.2 Dispositions particulières

A) Pour les lignes électriques HTB

S'agissant des occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

Il conviendra de préciser que *« les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques. »*

S'agissant des règles de hauteur des constructions

Nos ouvrages haute tension ou très haute tension présents sur ces zones pouvant largement dépasser les hauteurs spécifiées dans le règlement, nous vous demandons de préciser que :

« La hauteur n'est pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, sous-secteurs compris et que les travaux de maintenance ou de modification de ces ouvrages sont donc également autorisés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques. »

S'agissant des règles de prospect et d'implantation

Il conviendra de préciser que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux lignes de transport d'électricité « HTB » faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes.

S'agissant des règles d'exhaussement et d'affouillement de sol

Il conviendra de préciser que *« les exhaussements et affouillements de sol sont autorisés pour les constructions et installations nécessaires au fonctionnement des services publics ».*

B) Pour les postes de transformation

S'agissant des postes de transformations, il conviendra de préciser que *« les règles relatives à la hauteur et/ou aux types de clôtures / la surface minimale des terrains à construire / l'aspect extérieur des constructions / l'emprise au sol des constructions / la performance énergétique et environnementale des constructions /* aux *conditions de desserte des terrains par la voie publique / aux conditions de desserte par les réseaux publics / aux implantations par rapport aux voies publiques / aux implantations par rapport aux limites séparatives / aux aires de stationnement / aux espaces libres ne s'appliquent pas aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif que constituent nos ouvrages ».*

3/ Incompatibilité avec les Espaces Boisés Classés

Certains ouvrages du réseau public de transport d'électricité sont situés en partie dans un EBC. Or, nous attirons votre attention sur le fait que les servitudes I4 d'établissement et d'entretien des ouvrages RTE sont incompatibles avec le classement d'un terrain en EBC. Dans le cas d'une ligne électrique existante, un tel classement serait illégal. Cette absence de prise en compte serait par ailleurs de nature à fragiliser juridiquement le document d'urbanisme et pourrait conduire, en cas de contentieux, à son annulation (*Conseil d'Etat, 13 octobre 1982, Commune de Roumare, Conseil d'Etat, 14 novembre 2014, Commune de Neuilly-Plaisance*).

Dans le cadre des servitudes d'élagage et d'abattage d'arbres, RTE coupe les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages. La largeur de cette zone d'entretien dépend de la topologie des lignes. Elle est donc déterminée spécifiquement pour chaque portée par des experts.
Nous vous demandons par conséquent que, sur les documents graphiques, le report du tracé des ouvrages concernés soit réalisé de façon à faire apparaître clairement, par un surlignage sans ambiguïté, l'axe des implantations d'ouvrages et que soient retranchés des Espaces Boisés Classés les bandes suivantes :

- 20 m de part et d'autre de l'axe des lignes aériennes de tension 90 000 volts.

Conformément à ces indications, nous vous demandons de bien vouloir procéder au déclassement des EBC sous la ligne **90kV N0 1 BEAUPUY-PUYBELLIARD.**

Restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de notre considération très distinguée.

COLLET Romain

Signature numérique de COLLET Romain
Date : 2024.12.09 17:23:24 +01'00'

Le Directeur Adjoint,
Centre Développement Ingénierie Nantes,
P/o David PIVOT

Annexes :

- Liste des ouvrages implantés sur le territoire couvert par le PLUi de la CC du Pays de Chantonnay
- Schéma/tableau pratique pour déclasser les EBC
- Protocole de téléchargement des données RTE sur l'Open data énergies
- Recommandations à respecter aux abords des ouvrages électriques

Copie : CC du Pays de Chantonnay contact@cc-paysdechantonnay.fr

Liste par commune des Ouvrages du Réseau Public de Transport d'Electricité traversant le Territoire de la CC du Pays de Chantonnay :

BOURNEZEAU
Ligne aérienne 90kV N0 1 BEAUPUY-PUYBELLIARD
CHANTONNAY
Ligne aérienne 90kV N0 1 BEAUPUY-PUYBELLIARD
Ligne aérienne 90kV N0 1 ESSARTS-MERLATIERE-PUYBELLIARD
Ligne aérienne 90kV N0 1 POUZAUGES-PUYBELLIARD
POSTE 90kV N0 1 PUYBELLIARD
SAINTE-CECILE
Ligne aérienne 90kV N0 1 ESSARTS-MERLATIERE-PUYBELLIARD
SAINT-GERMAIN-DE-PRINCAY
Ligne aérienne 90kV N0 1 ESSARTS-MERLATIERE-PUYBELLIARD
Ligne aérienne 90kV N0 1 POUZAUGES-PUYBELLIARD
SAINT-HILAIRE-LE-VOUHIS
Ligne aérienne 90kV N0 1 BEAUPUY-PUYBELLIARD
SAINT-MARTIN-DES-NOYERS
Ligne aérienne 90kV N0 1 ESSARTS-MERLATIERE-PUYBELLIARD
SAINT-PROUANT
Ligne aérienne 90kV N0 1 POUZAUGES-PUYBELLIARD
SIGOURNAIS
Ligne aérienne 90kV N0 1 POUZAUGES-PUYBELLIARD

SNCF IMMOBILIER
DIRECTION IMMOBILIERE TERRITORIALE CENTRE OUEST
POLE VALORISATION IMMOBILIERE
9 rue Nina Simone. Bâtiment B
BP 34112
44 041 NANTES CEDEX 01

SNCF IMMOBILIER

REÇU LE
24 JAN. 2025

Communauté de Communes de Chantonnay
65 avenue du Général de Gaulle
BP 98
85 111 CHANTONNAY Cedex

A l'attention de Madame HERMOUET Audrey,
Assistante Pôle Aménagement

NANTES, le 20/01/2025

Réf. : N° 2501D01PVI-SG-RD
Contact : immobilier.urbanisme.ditco@sncf.fr

Objet : Arrêt de la révision n°1 du PLUi de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DE CHANTONNAY (85)

Monsieur Le Président, Madame La Présidente

Dans le cadre de la sollicitation pour avis concernant l'arrêt de la révision n°1 du PLUi de la communauté de communes de Chantonnay, vous avez sollicité en date du 28 octobre 2024 SNCF RESEAU afin que nous portions à votre connaissance toutes les informations nécessaires à la production de ce document.
Par la présente, nous vous remercions d'avoir associé le Groupe SNCF à cette procédure.

SNCF, agissant tant en son nom et pour son compte, pour les fonciers lui appartenant, qu'au nom et pour le compte de SNCF Réseau, SNCF Voyageurs, FRET SNCF, vous prie de bien vouloir prendre en compte les observations qui suivent :

Les informations portées ci-après visent en particulier à assurer la sécurité du domaine public ferroviaire et de ses riverains, son développement, et sa valorisation.

- LES CONTRAINTES FERROVIAIRES

La communauté de communes de Chantonnay est traversée par les lignes ferroviaires suivantes :

- 525 000 des Sables-d'Olonne à Tours
- 526 000 de Vouvant-Cezais à St-Christophe-du-Bois

SNCF IMMOBILIER
DIRECTION IMMOBILIERE TERRITORIALE CENTRE OUEST
POLE VALORISATION IMMOBILIERE
9 rue Nina Simone, Bâtiment B
BP 34112
44 041 NANTES CEDEX 01

Les lignes, raccordement ou voie mère, qui appartiennent au Réseau Ferré National (RFN) sont par conséquent du domaine public ferroviaire.

Le domaine public ferroviaire est protégé par le CG3P, le code civil ainsi que par la servitude dite " T1 ", codifiée par une ordonnance du 28 octobre 2010 dans le code des transports aux articles L. 2231-1 à L. 2231-9 modifiés par l'ordonnance n° 2021-444 du 14 avril 2021.

Les lignes ferroviaires du GPU n'appartenant pas au RFN ne sont pas soumises aux mêmes servitudes, mais il est important de prendre en compte leur statut de lignes ferroviaires, qui peut donc suggérer qu'elles peuvent être circulées.

I.1 Les servitudes d'utilité publique relatives à la protection du domaine public ferroviaire

L'ordonnance n° 2021-444 du 14 avril 2021 et son décret d'application n°1772-2021 du 22 décembre 2021 modifient le régime de protection du domaine public ferroviaire, constitué des servitudes administratives établies dans l'intérêt de la protection, de la conservation ou de l'utilisation du domaine public ferroviaire. De nouvelles règles de protection du domaine public ferroviaire sont entrées en vigueur au 1er janvier 2022.

Ces derniers précisent les nouvelles règles applicables à proximité du domaine public ferroviaire notamment les mesures de gestion de la végétation à ses abords ainsi que les règles encadrant la constructibilité des terrains riverains.

En particulier, le décret précise la consistance de l'emprise de la voie ferrée, définie à l'article R. 2231-2 du Code des Transports ainsi que les règles applicables en matière de constructions, d'installation, de terrassements, d'excavation, de fondation et de dépôts par rapport à cette emprise.

Le gestionnaire d'infrastructure doit également être informé des projets tiers d'une certaine importance à proximité de l'emprise de la voie ferrée ou des passages à niveau selon une distance qui sera prévue dans un futur arrêté préfectoral.

Les servitudes ferroviaires sont reprises dans la fiche relative aux servitudes d'utilité publiques dite « Fiche T1 – Servitudes de protection du domaine public ferroviaire » ci-annexée.

Ces servitudes doivent figurer en annexes des documents d'urbanisme, au document graphique ainsi que dans la liste des servitudes d'utilité publique.

A noter que la Fiche T1 a été numérisée sur le Geoportail de l'urbanisme.

I.2 Les passages à niveau

En complément des servitudes mentionnées ci-avant il est utile de préciser qu'il existe des *servitudes de visibilité aux abords des passages à niveau. Lorsqu'un Passage à Niveau est présent sur le territoire, SNCF a la qualité de Personne Publique Associée.*

SNCF IMMOBILIER
DIRECTION IMMOBILIERE TERRITORIALE CENTRE OUEST
POLE VALORISATION IMMOBILIERE
9 rue Nina Simone, Bâtiment B
BP 34112
44 041 NANTES CEDEX 01

Les dispositions mentionnées aux articles L. 114-1 à L. 114-6 du code de la voirie routière prescrivent des servitudes de visibilité « applicables, à la diligence de l'autorité gestionnaire de la voie, aux propriétés riveraines ou voisines du croisement à niveau d'une voie publique et d'une voie ferrée ».

Les servitudes de visibilité comportent, suivant le cas :

1° L'obligation de supprimer les murs de clôtures ou de les remplacer par des grilles, de supprimer les plantations gênantes, de ramener et de tenir le terrain et toute superstructure à un niveau au plus égal niveau qui est fixé par le plan de dégagement. Ce plan détermine, pour chaque parcelle, les terrains sur lesquels s'exercent des servitudes de visibilité et définit ces servitudes.

2° L'interdiction absolue de bâtir, de placer des clôtures, de remblayer, de planter et de faire des installations quelconques au-dessus du niveau fixé par le plan de dégagement ;

3° Le droit pour l'autorité gestionnaire de la voie d'opérer la résection des talus, remblais et de tous obstacles naturels de manière à réaliser des conditions de vue satisfaisantes.

Autres dispositions à proximité des passages à niveau :

La sécurité est une priorité majeure de SNCF Réseau, particulièrement aux passages à niveau.

SNCF RESEAU doit être consulté préalablement à tout travaux d'urbanisation et/ou routier à proximité d'un passage à niveau car des prescriptions spécifiques sont à respecter.

La collectivité territoriale est tenue d'évaluer l'impact de ces projets sur le volume et la nature des flux appelés à franchir les passages à niveau de la zone d'étude.
De plus, les préconisations en matière de visibilité et de lisibilité routière doivent être préservées, c'est-à-dire aucune construction, aucune implantation de panneaux publicitaires, etc.

D'une manière générale, il convient de saisir toute opportunité de suppression de passage à niveau. Ainsi, les projets d'extension des zones urbaines ou d'aménagements ne devront en aucun cas aggraver la complexité des futures opérations de suppression des passages à niveau.

Ainsi, tout projet qui serait susceptible d'accroître le trafic et ou d'en modifier la nature doit faire l'objet d'une concertation avec SNCF Réseau, en vue de déterminer les aménagements nécessaires à la conformité du passage à niveau.

Ce sera le cas par exemple :

- Pour la création de trottoir ou l'élargissement de la voirie routière aux abords d'un passage à niveau. Pour mémoire, la signalisation devra être adaptée et/ou complétée à chaque création ou modification de voirie.

SNCF IMMOBILIER
DIRECTION IMMOBILIERE TERRITORIALE CENTRE OUEST
POLE VALORISATION IMMOBILIERE
9 rue Nina Simone, Bâtiment B
BP 34112
44 041 NANTES CEDEX 01

- Pour l'implantation d'un carrefour à sens giratoire à proximité d'un passage à niveau dont la construction est vivement déconseillée pour des raisons de sécurité, liées au risque de remontée de file sur la voie ferrée.

- Pour l'implantation d'un feu tricolore à proximité d'un passage à niveau. La coordination du feu tricolore avec les annonces automatiques du PN pourrait être envisagée.

- Pour une modification du sens de circulation, à proximité d'un passage à niveau.

- Pour les passages à niveau inscrits au Programme de Sécurisation National : la commune concernée devra veiller à ce que le trafic ne soit pas augmenté aux abords de ce passage.

II- LES BESOINS POUR L'EXPLOITATION FERROVIAIRE

II-1 Cohérence des articles du règlement de zonage du PLU avec l'activité ferroviaire et industrielle du groupe SNCF.

De manière générale, le foncier ferroviaire devra être classé dans une zone dont le règlement devra autoriser à minima les équipements d'intérêts collectifs et services publics, notamment les locaux techniques et industriels d'administrations publiques et assimilés ainsi que les locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés. Des règles spécifiques concernant l'implantation de ces constructions et leur emprise au sol pourront être mises en place afin de prendre en considération les spécificités des installations ferroviaires.
Toutefois, afin de ne pas nuire à l'activité ferroviaire et à ses installations, les règlements devront intégrer des dispositions particulières autorisant la construction ou la gestion de structures nécessaires à l'activité ferroviaire. Comme indiqué précédemment, des exceptions à la règle, notamment en termes d'emprise et de gabarit, pourront ainsi être mises en place.

C'est pourquoi il est demandé dans le respect des directives nationales de bien vouloir maintenir les emprises ferroviaires dans un zonage banalisé.

Nous soulignons que les fonciers nécessaires à notre activité et l'ensemble des parcelles propriété du groupe SNCF, ne sont ni des fonciers agricoles, ni des fonciers à inscrire en zone naturelle.

II-2 La maîtrise de la végétation

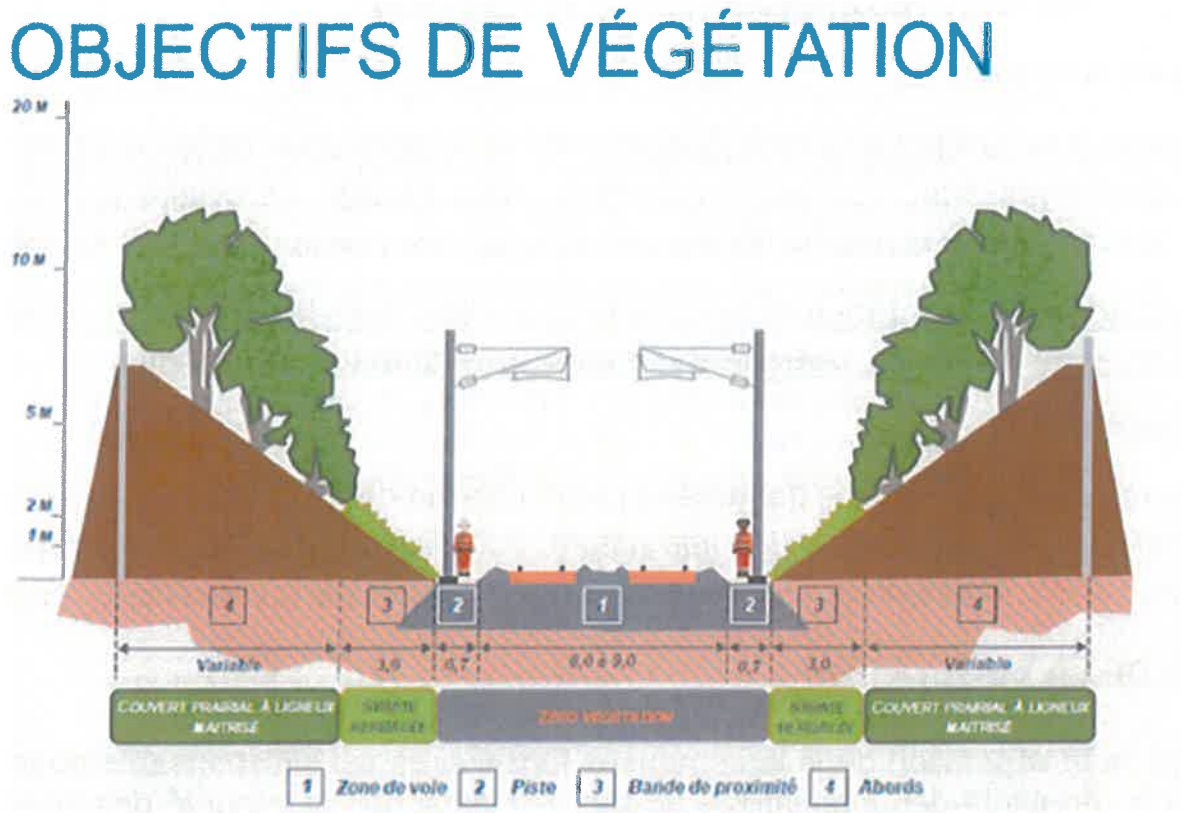
La maitrise de la végétation dans les emprises ferroviaires est indispensable pour garantir la sécurité et la régularité des circulations ferroviaires, la sécurité des agents et celle des riverains, ainsi que l'accès à l'infrastructure ferroviaire. Elle implique une maintenance et un entretien rigoureux des voies et de leurs abords. Dans ce contexte, la politique de maitrise de la végétation vise les objectifs suivants :

- Aucun végétal sur la partie ballastée et ses bas-côtés immédiats,

SNCF IMMOBILIER
DIRECTION IMMOBILIERE TERRITORIALE CENTRE OUEST
POLE VALORISATION IMMOBILIERE
9 rue Nina Simone, Bâtiment B
BP 34112
44 041 NANTES CEDEX 01

- Une végétation de hauteur limitée (type herbacée) sur les bandes de proximité (bandes de 3 m de large de part et d'autre des pistes qui longent les voies),

- Une végétation éparse de faible développement sur les abords.



Des plans de remise à niveau de la végétation dans les emprises ferroviaires sont en cours et continueront à être mis en œuvre dans les années à venir pour atteindre ces objectifs. Les documents d'urbanisme (PLU notamment) doivent nous permettre ce niveau de maitrise de la végétation.

Les Espaces Boisés Classés sont, quant à eux, des espaces à vocation strictement forestière, dont l'objectif est de créer, d'évoluer vers, ou de conserver des boisements naturels.

Les articles L. 113-1 et suivants du Code de l'Urbanisme relatifs aux espaces boisées classés, ou tout autre disposition d'urbanisme, peuvent être incompatibles avec la servitude T1 qui impose notamment de ne pas laisser des arbres, branches, haies ou racines empiéter sur le domaine public ferroviaire, compromettent la sécurité des circulations ou gênant la visibilité de la signalisation ferroviaire. Aussi, nous vous remercions de bien vous assurer que les périmètres et prescriptions que vous pourriez prévoir soient obligatoirement compatibles avec la servitude T1.

A cet effet, les propriétaires sont tenus de les élaguer, de les tailler ou de les abattre afin de

SNCF IMMOBILIER
DIRECTION IMMOBILIERE TERRITORIALE CENTRE OUEST
POLE VALORISATION IMMOBILIERE
9 rue Nina Simone, Bâtiment B
BP 34112
44 041 NANTES CEDEX 01

respecter cette interdiction. Pour des raisons impérieuses tenant à la sécurité des circulations ferroviaires, les opérations d'élagage, de taille ou d'abattage des arbres, branches, haies ou racines peuvent être effectuées d'office, aux frais du propriétaire, par le gestionnaire d'infrastructure.

La délimitation d'espaces boisés classés, de haies protégées ou d'arbres remarquables sur les emprises ferroviaires circulées contraindrait fortement la maitrise de la végétation et ne permettrait plus d'élaguer ou abattre les arbres qui risqueraient de tomber sur les voies et/ou les caténaires en particulier quand il est urgent d'intervenir et que cela doit être fait sans attendre. Il en est de même pour les riverains à qui il pourrait être demandé d'abattre certains arbres présentant un risque pour les circulations ferroviaires (cas des arbres situés très proches de nos emprises). Nous souhaitons en effet éviter tout accident du fait d'un entretien des emprises qui n'aurait pu être fait car empêché par le règlement du PLU.

Ainsi, le classement en Espace Boisé Classé du Domaine Public Ferroviaire n'est pas adapté aux contraintes de maintenance et de régénération du Réseau Ferré National. Il viendrait donc à les retirer obligatoirement sur les parcelles propriété du groupe SNCF, surtout pour les emprises ferroviaires circulées.

A préciser que la délimitation de zones naturelles sur nos emprises ferroviaires peut également nous contraindre dans la maitrise de la végétation.

III- LES BESOINS POUR LES PROJETS FERROVIAIRES

III-1 Les projets ferroviaires

La procédure de révision générale du PLU pour laquelle vous nous saisissez ne doit pas remettre en question les dispositions constructives des projets ferroviaires en cours et/ou à venir pour lesquels un travail itératif d'études et de concertation est mené entre les équipes SNCF Réseau, et l'ensemble des partenaires dont les services de l'Etat.

Si des évolutions réglementaires sont envisagées sur les zones traversées par les projets repris ci-dessous, nous vous remercions de bien vouloir nous en aviser au plus tôt.

III-2 Emplacements réservés au bénéfice du Groupe Public Unifié

Si Réseau Ferré de France est identifié comme étant bénéficiaire d'emplacements réservés pour équipement public et voirie, il conviendrait de modifier le nom du bénéficiaire, en remplaçant RFF par SNCF Réseau.

Dans le cadre de ses besoins, SNCF Réseau aimerait inscrire les Emplacements Réservés suivants, dans les documents d'urbanisme :

SNCF IMMOBILIER
DIRECTION IMMOBILIERE TERRITORIALE CENTRE OUEST
POLE VALORISATION IMMOBILIERE
9 rue Nina Simone, Bâtiment B
BP 34112
44 041 NANTES CEDEX 01

III-3 Les PIG

III-4 Le périmètre de considération

III-5 Les MEGDU

IV – LA VALORISATION DES ACTIFS

IV-1 - Intégration des emprises ferroviaires dans les zonages avoisinants

Il est important de mieux intégrer les emprises ferroviaires dans la ville et l'aménagement du territoire, et de participer à la mixité du tissu urbain. Il est préférable que les emprises ferroviaires soient intégrées dans un zonage cohérent avec l'environnement immédiat du domaine public ferroviaire, avec le PADD et les projets des entreprises ferroviaires tant en termes de mutation au profit de l'urbain, que de développement de projets ferroviaires. Idéalement, il serait intéressant d'avoir une cohérence de règlement sur un périmètre intercommunal traversé par une même ligne de voie ferrée.

La circulaire ministérielle du 5 octobre 2004 confirme que les dispositions du code de l'urbanisme n'imposent pas un traitement des emprises ferroviaires différencié, leur protection étant assurée par leur appartenance au domaine public ferroviaire et par les servitudes de protection du domaine public ferroviaire. Aussi, il apparait opportun d'effacer les périmètres de « Secteur affecté au domaine public ferroviaire », sans que cela contraigne l'activité ferroviaire.

IV-2 Les projets de valorisation des actifs

En sa qualité de propriétaire foncier, le Groupe SNCF souhaite participer activement aux politiques de renouvellement urbain et de mobilisation du foncier public pour la création de logements notamment sociaux soutenues par l'Etat et les collectivités. Dans cette optique, une charte d'engagement pour la mobilisation du foncier ferroviaire en faveur de la création de logements a été signée le 28 mai 2021 entre l'Etat et le Groupe SNCF.

Pour ce faire, il est nécessaire d'envisager l'évolution des documents d'urbanisme.

V- LA CONSULATION DE SNCF

V-1 La consultation dans le cadre de la procédure

Conformément à l'article L.153-16 du Code de l'Urbanisme, SNCF demande à être consultée et sollicite l'envoi du document arrêté pour avis.
SNCF Immobilier se tient à votre disposition pendant la phase d'association, en cas

SNCF IMMOBILIER
DIRECTION IMMOBILIERE TERRITORIALE CENTRE OUEST
POLE VALORISATION IMMOBILIERE
9 rue Nina Simone, Bâtiment B
BP 34112
44 041 NANTES CEDEX 01

d'interrogations relatives aux domaines de compétence du Groupe Public Ferroviaire.

V-2 La consultation dans le cadre des permis de construire

Je tiens à rappeler qu'il est nécessaire de consulter systématiquement SNCF pour les permis de construire ou lotissement jouxtant la plate-forme ferroviaire. Cette demande de consultation est fondée, d'une part sur l'article R111-2 et 3 du code de l'urbanisme qui interdit la réalisation de constructions qui peuvent causer un danger pour la sécurité publique, ou être elles-mêmes soumises à un danger, et d'autre part, sur l'article L 2231-5 du Code des Transports qui prévoit une servitude interdisant la construction de bâtiments à moins de deux mètres de la limite légale du chemin de fer.

A cet effet, je vous précise qu'il convient d'adresser les dossiers relevant du Service Urbanisme en rapport avec des travaux à réaliser en bordure des emprises ferroviaires à SNCF Immobilier dont voici l'adresse mail : tr.dito.patrimoine@sncf.fr
En outre, il conviendra de préciser à toute personne ayant choisi de s'établir à proximité de notre domaine qu'elle supportera ou prendra toutes les mesures complémentaires d'isolation acoustique conformes à la loi du 31 décembre 1992 et à ses décrets d'application et à l'arrêté ministériel du 30 mai 1996.

Nous vous remercions par avance pour la bonne prise en compte de nos retours et de bien vouloir nous tenir informé, nous associer au déroulement de la procédure.

Restant à votre disposition pour toute information complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur Le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Sylvain GOUTTENEGRE

SNCF IMMOBILIER
DIRECTION IMMOBILIERE TERRITORIALE CENTRE OUEST
Responsable Pôle Valorisation Immobilière
GOUTTENEGRE Sylvain
9 rue Nina Simone Bat B - BP 34112
44041 NANTES CEDEX 01

Responsable du Pôle Valorisation Immobilière

IMMOBILIER

Pièces jointes :

Notice bois classés et talus classés

Document explicatif de la servitude T1

Reçu le 10/01/2025
n° 42

Avis PLUI Communauté de Communes Pays de Chantonnay-Révision n°1

Conseiller environnement : Malika Hamon
Date : 12 Décembre 2024

1-Situation projet

Projet dans des Périmètres de Protection (PP) : oui

***Retenue AEP Angle Guignard : inclus en totalité PPI, PPRS, PPRC et PPE, commune de Chantonnay**

***Retenue AEP Rochereau : inclus en partie dans le PPI, PPRS, PPRC et PPE, communes de Sigournais et St Prouant**

***Retenue AEP La Vouraie : PPI, PPR, PPE communes de Bournezeau, St Hilaire le Vouhis et St Martin des Noyers**

2-Nature du projet

PLUI de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay-Révision n°1

3-Prise en compte arrêtés de DUP dans le projet

3.1 Retenue AEP de l'Angle Guignard

L'Arrêté Préfectoral (AP) de révision des périmètres de protection sur l'Angle Guignard a été approuvé le 27/02/2020. Ce nouvel AP vous a été notifié et est disponible sur le site de VE : https://www.vendee-eau.fr/retenue-angle-guignard/
Il convient donc de le prendre en compte.

Vous trouverez ci-dessous les remarques de Vendée Eau concernant votre projet de PLUi et l'application de l'AP :

***Secteur NC destiné à l'exploitation des richesses du sous-sol : Site de la Carrière de Pont Charron**
Vous proposez les règles suivantes et zonage :

gles applicables :

Article du règlement écrit	Règle
ARTICLE N 2 : TYPES D'ACTIVITES ET CONSTRUCTIONS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES	Sont admises les constructions et installations ayant les sous-destinations suivantes, à condition que les dispositions de l'article 3 soient respectées en termes d'emprise au sol et de hauteur : • « Industrie », « bureau » et « entrepôt », dès lors qu'elles sont liées à l'activité extractive du secteur primaire.
ARTICLE N 3.1 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS	**Dans une limite de 200 m² d'emprise au sol maximum supplémentaire de constructions nouvelles**
ARTICLE N 3.3 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS	La hauteur des constructions nouvelles et des extensions ne doit pas excéder la hauteur des constructions existantes **sauf pour impératifs techniques**



Carrière de Pont Charron - Chantonnay

La caractéristique limitée du secteur encadre le besoin potentiel de développement de
tout en maîtrisant celui-ci à travers les dispositions du règlement de la zone N et du se
règlement écrit via l'article N – 2.2 « Types d'activités » prévoit que dans le secteur Nc :

- « Sont également admis les types d'activités suivants :
  - L'ouverture et l'exploitation de carrières ;

- Les constructions nécessaires au fonctionnement de l'exploitation des r
  sous-sol ou au stockage de déchets inertes sous réserve :
  - d'une bonne intégration à l'environnement ;
  - que les constructions soient proportionnées pour répondre aux
    l'activité » ;
  - dans une limite de 200 m² d'emprise au sol maximum supplém
    constructions nouvelles ;
  - et que la hauteur des constructions nouvelles n'excède pa
    bâtiments existants sauf pour impératifs techniques.

Cette carrière du Pont Charron est située dans le PPRS (Rapproché Sensible). 2 prescriptions encadrent cette activité dont il faut tenir compte dans votre PLUI :

- Tout renouvellement d'exploitation doit faire l'objet d'un avis favorable d'un hydrogéologue agréé : extension de surface, en profondeur…
  « Sont interdits l'exploitation de toute nouvelle carrière à ciel ouvert ou en galerie souterraine. Le renouvellement d'exploitation d'une carrière (dès lors qu'il s'agit d'une extension de surface, en profondeur, d'une modification portant sur des rejets aqueux, …) peut être autorisée sous réserve de l'avis favorable d'un hydrogéologue agréé. »
- Autorisation de déboisement sur la zone définie sur la carte ci-dessous pour une extension de l'activité de la carrière : seules les activités d'extraction y sont autorisées. Défrichement au fur et à mesure des besoins.
  « Est interdit la suppression des espaces boisés(…) Est également toléré, le défrichement associé à l'exploitation de la carrière de Pont Charron dont l'activité est autorisée jusqu'en 2035. Au-delà de 2035, toute extension (et dans les futurs déboisements associés) pour être éventuellement autorisée est limitée à la zone définie à cet effet et présentée en annexe 3. Dans cette zone, en cas d'extension de la carrière, seules les activités d'extraction sont autorisées. Le défrichement y est réalisé par surfaces d'extensions réduites, au fur et à mesure de l'avancée des travaux. »



***Secteur NL** : destiné à des constructions, installations et aménagements légers ayant une vocation de loisirs, sportive, culturelle ou touristique, éducative ou pédagogique **-Base de loisirs de Touchegray**
Vous proposez les règles suivantes et zonage :

Règles applicables :

Article du règlement écrit	Règle
ARTICLE N 2 : TYPES D'ACTIVITES ET CONSTRUCTIONS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES	Sont admises les constructions et installations ayant les sous-destinations suivantes, à condition que les dispositions de l'article 3 soient respectées en termes d'emprise au sol et de hauteur : • « équipements d'intérêt collectif ou à des services publics », dès lors qu'ils sont liés aux activités de sport et loisirs extérieures et à l'ouverture au public d'espaces verts ou naturels et qu'ils ne nécessitent que des aménagements légers.
ARTICLE N 3.1 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS	L'emprise au sol cumulée de l'ensemble des bâtiments nouveaux sur l'unité foncière ne devra pas dépasser 50 m² par rapport à la date d'approbation du PLUi.
ARTICLE N 3.3 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS	La hauteur maximale des constructions (équipements d'intérêt collectif et services publics) ne peut excéder 4,50 mètres à l'égout du toit ou au sommet de l'acrotère.

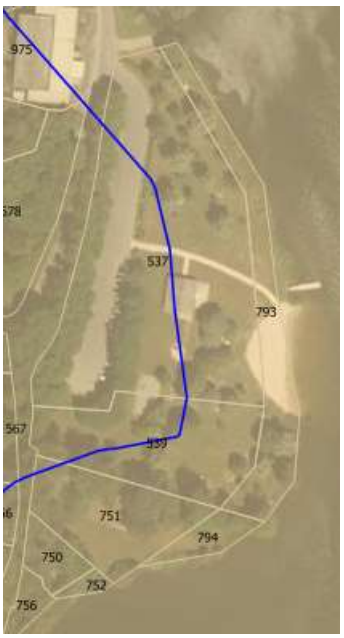


Base de loisirs de Touchegray - Chantonnay

Cette base de loisir de Touchegray est située dans le PPRS (Rapproché Sensible) et pour partie dans la bande des 50m. Toute la partie comprise dans la bande des 50m ne pourra faire l'objet de construction, elles devront être envisagées sur la partie hors bande des 50m :

« Est interdit toute nouvelle construction distante de moins de 50 mètres de la retenue (comptés en projection horizontale à partir du niveau légal de la retenue fixé à la cote 30 mètres NGF) ou des cours d'eau permanents hormis celle nécessitée par : - l'exploitation de la ressource en eau, - le changement d'affectation pour un usage d'habitation (création d'un seul logement à caractère mono-familial), - l'extension ou la rénovation de l'habitat existant, la création d'annexe à l'habitation 5 (accolée ou non) : sans création de logement supplémentaire, - l'intérêt général »

En bleu limite bande des 50m



***Secteur NL** Nt à destination principale d'hébergement et d'animation touristique-Site de Moulin Neuf
Vous proposez les règles suivantes et zonage :

Article du règlement écrit	Règle
ARTICLE N 2 : TYPES D'ACTIVITES ET CONSTRUCTIONS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES	Sont admises les constructions et installation ayant les sous-destinations suivantes, à condition que les dispositions de l'article 3 soient respectées en termes d'emprise au sol et de hauteur : • « Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle », • « Artisanat et commerce de détail », • « Hébergement hôtelier et touristique », • « Restauration », • « Bureau », si lié aux sous-destinations précédemment mentionnées.
ARTICLE N 3.1 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS	L'emprise au sol cumulée de l'ensemble des bâtiments nouveaux, hors extension des habitations existantes, sur l'unité foncière ne devra pas dépasser 200 m² par rapport à la date d'approbation du PLUi, hors HLL et piscines.
ARTICLE N 3.3 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS	La hauteur des constructions nouvelles ne doit pas excéder la hauteur des constructions existantes.



I-Restaurant du Moulin Neuf

Ce restaurant du Moulin Neuf est situé dans le PPRS (Rapproché Sensible) et pour partie dans la bande des 50m. Toute la partie comprise dans la bande des 50m ne pourra faire l'objet de construction, elles devront être envisagées sur la partie hors bande des 50m :
« Est interdit toute nouvelle construction distante de moins de 50 mètres de la retenue (comptés en projection horizontale à partir du niveau légal de la retenue fixé à la cote 30 mètres NGF) ou des cours d'eau permanents hormis celle nécessitée par : - l'exploitation de la ressource en eau, - le changement d'affectation pour un usage d'habitation (création d'un seul logement à caractère mono-familial), - l'extension ou la rénovation de l'habitat existant, la création d'annexe à l'habitation 5 (accolée ou non) : sans création de logement supplémentaire, - l'intérêt général »

En bleu limite bande des 50m



3.2 Retenue AEP de Rochereau

L'AP de révision des PP sur Rochereau a été approuvé le 17/07/2019. Ce nouvel AP vous a été notifié et est disponible sur le site de VE : https://www.vendee-eau.fr/retenue-de-rochereau/
Il convient donc de le prendre en compte.

Vous trouverez ci-dessous les remarques de Vendée Eau concernant votre projet de PLUi et l'application de l'AP :

***Secteur NL** : destiné à des constructions, installations et aménagements légers ayant une vocation de loisirs, sportive, culturelle ou touristique, éducative ou pédagogique -**Base de loisirs de La Morlière**
Vous proposez les règles suivantes et zonage :

Règles applicables :

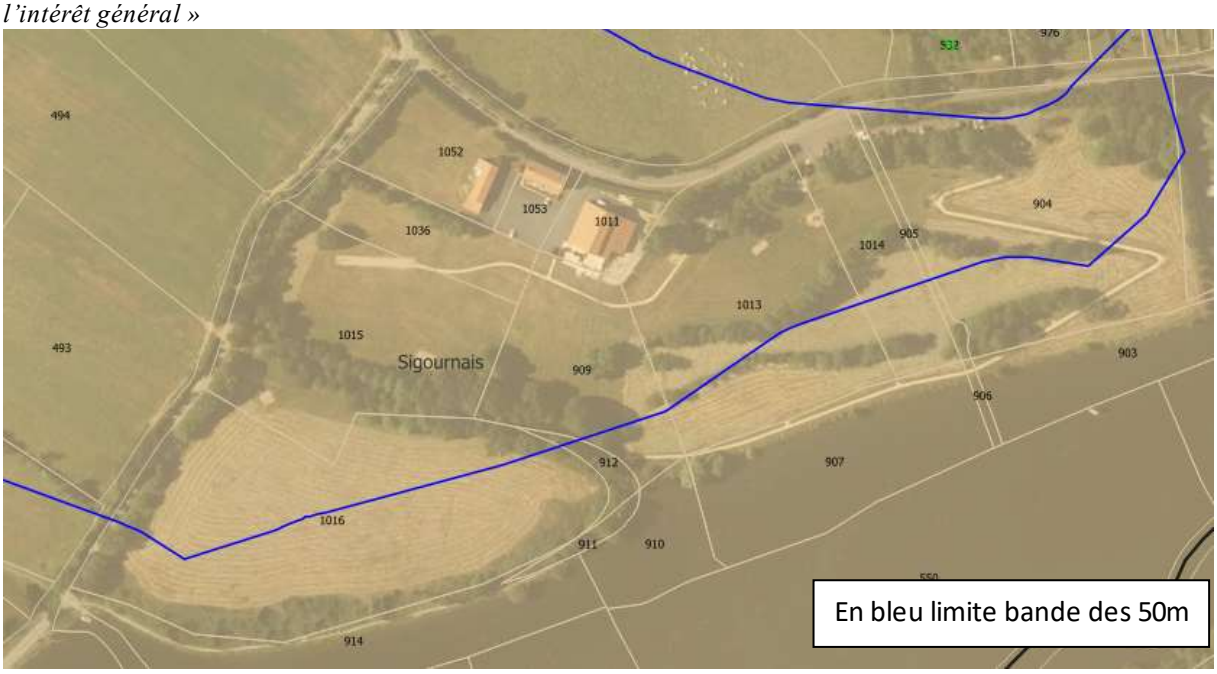
Article du règlement écrit	Règle
ARTICLE N 2 : TYPES D'ACTIVITES ET CONSTRUCTIONS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES	Sont admises les constructions et installations ayant les sous-destinations suivantes, à condition que les dispositions de l'article 3 soient respectées en termes d'emprise au sol et de hauteur : • « équipements d'intérêt collectif ou à des services publics », dès lors qu'ils sont liés aux activités de sport et loisirs extérieures et à l'ouverture au public d'espaces verts ou naturels et qu'ils ne nécessitent que des aménagements légers.
ARTICLE N 3.1 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS	L'emprise au sol cumulée de l'ensemble des bâtiments nouveaux sur l'unité foncière ne devra pas dépasser 50 m² par rapport à la date d'approbation du PLUi.
ARTICLE N 3.3 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS	La hauteur maximale des constructions (équipements d'intérêt collectif et services publics) ne peut excéder 4,50 mètres à l'égout du toit ou au sommet de l'acrotère.



Base de loisirs de la Morlière - Sigournais

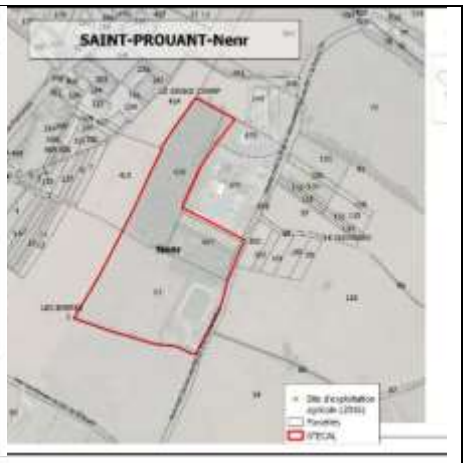
Cette base de loisir de La Morlière est située dans le PPRS (Rapproché Sensible) et pour partie dans la bande des 50m. Toute la partie comprise dans la bande des 50m ne pourra faire l'objet de construction, elles devront être envisagées sur la partie hors bande des 50m :

« Est interdit toute nouvelle construction distante de moins de 50 mètres de la retenue (comptés en projection horizontale à partir du niveau légal de la retenue fixé à la cote 30 mètres NGF) ou des cours d'eau permanents hormis celle nécessitée par : - l'exploitation de la ressource en eau, - le changement d'affectation pour un usage d'habitation (création d'un seul logement à caractère mono-familial), - l'extension ou la rénovation de l'habitat existant, la création d'annexe à l'habitation 5 (accolée ou non) : sans création de logement supplémentaire, - l'intérêt général »



***Secteur Nenr** : à destination principale d'installations de production d'énergie renouvelable
Site des Grisons St Prouant

Article du règlement écrit	Règle
ARTICLE N 2 : TYPES D'ACTIVITES ET CONSTRUCTIONS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES	Sont admises les constructions et installations ayant les sous-destinations suivantes, à condition que les dispositions de l'article 3 soient respectées en termes d'emprise au sol et de hauteur : • « Industrie » dès lors qu'ils sont liés aux équipements destinés à la production d'énergie renouvelable.
ARTICLE N 3.1 : EMPRISE AU SOL DES CONSTRUCTIONS	L'emprise au sol cumulée de l'ensemble des bâtiments nouveaux sur l'unité foncière ne devra pas dépasser 120 m² par rapport à la date d'approbation du PLUi.
ARTICLE N 3.3 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS	La hauteur maximale des constructions (équipements d'intérêt collectif et services publics) ne peut excéder 4,50 mètres à l'égout du toit ou au sommet de l'acrotère.



Le Grison

Ce site des Grisons est situé dans le PPE (Eloigné). Il n'y a pas de prescriptions. Néanmoins l'AP précise :
« Afin de réduire les risques de pollution accidentelle et d'en minimiser les impacts, les services instructeurs portent également une attention particulière aux dossiers relatifs à l'implantation d'installations classées ou de toute activité susceptible d'émettre des rejets dans le milieu naturel. A ce titre, les autorités chargées de l'instruction du dossier s'assurent que ces rejets ne sont pas préjudiciables aux eaux superficielles susceptibles de contribuer à l'alimentation de la retenue et d'autre part que toutes les mesures destinées à éviter une pollution accidentelle sont bien prises »



En bleu limite bande du PPE

3.3 Retenue AEP de la Vouraie

L'AP de définition sur La Vouraie a été approuvé le 23/01/1997. Cet AP est disponible sur le site de VE : https://www.vendee-eau.fr/retenue-de-la-vouraie/

4-Avis sur le projet de PLUi

Vendée Eau émet un avis favorable sous réserve de prise en compte des remarques précédentes.

Le Directeur des Services Techniques

Olivier DESPRETZ

PRÉFET
DE LA VENDÉE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires et de la mer

REÇU LE
24 FEV. 2025

Service Habitat, Aménagement, Urbanisme et Construction
Unité Planification Urbaine

La Roche-sur-Yon, le 14 FEV. 2025

Madame la Présidente,

Par délibération du 25 septembre 2024, votre conseil communautaire a arrêté le projet de révision générale n°1 de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). Vous m'avez transmis le dossier, visé en préfecture le 8 novembre 2024, aux fins de consultation et avis des services de l'État, tel que prévu à l'article L.153-16 du Code de l'urbanisme.

Après examen du dossier, j'ai l'honneur de vous faire part des observations de l'État.

D'une manière générale le projet prend en compte les enjeux du développement durable.

Toutefois, l'analyse du projet fait ressortir son caractère insuffisamment abouti en matière de sobriété foncière conduisant au non-respect du principe des 50 % de modération de consommation des espaces fixé par la loi climat et résilience, en l'absence d'un SRADDET « climatisé » au 22/11/2024. Par ailleurs, le projet s'appuie sur les enveloppes maximales constructibles du SCoT du Pays du bocage vendéen, relativement ancien et peu ambitieux, au lieu d'être établi au regard des besoins réels.

Dès lors, je considère qu'il subsiste des marges significatives de progrès à opérer, en particulier sur les points suivants :

- une politique d'économie d'espaces plus ambitieuse, réduisant la surface des extensions urbaines, est attendue au plan de l'habitat et des activités économiques s'inscrivant plus fortement dans la trajectoire nationale de sobriété foncière visant le zéro artificialisation nette d'ici à 2050. À cette fin, la méthodologie de détermination de la consommation d'espaces observée, et par voie de conséquence de la consommation d'espace planifiée, devra être revue en tenant compte du caractère effectif ou non de cette consommation afin de ne pas altérer l'appréciation portée aux efforts consentis par la collectivité pour réduire sa consommation d'espaces par rapport à la décennie précédente,

- les hypothèses démographiques retenues ne reflètent pas les évolutions récentes de l'INSEE. Ceci se traduit par un surdimensionnement des besoins en foncier pour l'habitat. La collectivité doit donc réduire ses zones constructibles passant par une intensification de l'urbanisation pour l'habitat à travers des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) plus approfondies en matière de formes urbaines durables et innovantes et en augmentant significativement les densités,

Madame Isabelle Moinet
Présidente de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay
65, avenue du Général de Gaulle
BP 98 – 85111 Chantonnay Cedex

19, rue Montesquieu – BP 60827
85021 La Roche-sur-Yon Cedex
Tél. : 02 51 44 32 32 – Télécopie : 02 51 05 57 63 – Mail : ddtm@vendee.gouv.fr
Ouverture au public : du lundi au vendredi, de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30

• au regard des disponibilités restantes, justifier du besoin en foncier économique, notamment concernant les « réserves », en dépassant la mobilisation de l'enveloppe maximale autorisée par le SCoT.

Dans ces conditions, compte-tenu de l'importance des remarques émises ci-dessus, je ne peux qu'émettre un avis défavorable et inciter votre collectivité à privilégier une reprise du dossier au moyen d'un nouvel arrêt plutôt qu'une mise à l'enquête publique en l'état.

En complément, je vous invite à prendre en compte l'annexe au présent avis récapitulant l'ensemble des observations de l'État, destinées à améliorer la qualité juridique, la compréhension et la lisibilité de votre document.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Le préfet,

Gérard GAVORY.

ANNEXE à l'avis de l'État au projet de révision générale du PLUi arrêté du Pays de Chantonnay

Sur la forme, la collectivité a initié une révision générale de son PLUi qu'elle qualifie de « thématique» se limitant ainsi à quelques évolutions réglementaires dont la prise en compte de la « chose jugée » concernant les villages de La Chataigneraie, Le Fuiteau, La Tabarière, Les Touches et Vildé suite à l'annulation du PLU de Chantonnay tout en maintenant les objectifs initiaux de développement et l'échéance du projet à l'échéance 2032. Cependant, au regard du choix procédural de la collectivité, celle-ci doit respecter tous les attendus requis par les textes et donc intégrer les principes édictés par la loi climat et résilience.

Le PADD débattu en conseil communautaire du 24 avril 2024, et présenté à la réunion des PPA du 11 juillet dernier, comportait page 5 *« un objectif de réduction d'au moins 50 % de la consommation d'espace par rapport à la période de référence 2011-2021 »* et page 22 *« Une réduction de la moitié de consommation foncière par rapport à la période 2011-2020 pour accueillir les logements et les équipements »* qui n'apparaissent pas dans le dossier arrêté. Ces modifications des orientations du PADD ne relevant pas des échanges du conseil communautaire auraient dû faire l'objet d'un second débat. Ceci apparaît de nature à fragiliser juridiquement le futur PLUi. Des justifications sont donc attendues sur ce point.

I – OBSERVATIONS DE FOND

Modération de la consommation d'espace : Le PADD ne respecte pas tous les attendus de l'article L151-5 du code de l'urbanisme. En effet, au lieu d'afficher un objectif explicite de modération, il exprime un objectif de consommation maximale en extension à l'horizon 2032 de l'ordre de 60 ha pour l'habitat, les équipements et le développement touristique et de 24 ha pour l'économie, sans mise en perceptive avec la consommation passée.

Le rapport de présentation (RP), qui reprend les données issues de l'observatoire national sur l'artificialisation des sols (ONAS), présente une analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, pour la période 2011-020 de 173 ha, ce qui est satisfaisant. Il inscrit ainsi un objectif chiffré de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain au regard de celui fixé par le SCoT, à savoir une réduction de 50 %.

Cependant, la justification des besoins ne peut se baser sur la simple reconduction des objectifs du SCoT, au vu de sa période de référence très éloignée. Une inversion de l'approche est donc attendue en partant des besoins réels en cohérence avec les dernières évolutions constatées.

Diagnostics : Le diagnostic agricole, qui évalue les incidences du PLUi sur l'activité agricole, devra être complété en exposant les mesures compensatoires individuelles établies pour pallier l'éventuelle perte d'exploitation générée par le projet et, le cas échéant, indiquer la nature exacte de ces dernières.
Le diagnostic forestier mériterait d'être complété conformément à l'article L.151-4 du code de l'urbanisme (surfaces concernées, principales caractéristiques, ...)

Choix de développement – Maîtrise de l'étalement urbain

Besoin en logements : Les hypothèses démographiques optimistes sur lesquelles s'appuie le document révisé (+1,1 % par an), proches de celles du SCoT, sont éloignées de celles constatées par l'INSEE sur les périodes récentes (2015-2021 : +0,6 % par an), ce qui interroge la justification des besoins fonciers réels.

À ce titre, le projet maintient son besoin annuel de 171 logements (contre 82 logts/an entre 2010 et 2021 – source SITADEL, logements commencés) et de 275 habitants (contre 145 entre 2015 et 2021- source INSEE).

Il prévoit ainsi environ 60 ha de zones 1AUh et 2AUh, soit une réduction de 36 % de la consommation observée entre 2011-2020 (94 ha).

19 rue Montesquieu – BP 60827 - 85021 LA ROCHE SUR YON Cedex
Téléphone : 02 51 44 32 32 - Télécopie : 02 51 05 57 63 – Mèl. : ddtm@vendee.gouv.fr

Logements vacants : Même si le territoire a connu une légère baisse de son taux (6,7 % en 2021 contre 7,8 % en 2015), le document révisé n'intègre pas les logements vacants mobilisables dans son potentiel, ce qui fausse légèrement le calcul de la densification urbaine. De plus, ceci ne répond pas à l'objectif du PADD « *Une remobilisation des logements existants vacants ou occasionnels* ».

Mixité sociale : Le PADD, en page 23, se fixe l'objectif de 10 % de la production totale consacrée aux logements sociaux qui n'est pas traduit dans les OAP et le règlement écrit. Il est donc attendu une mise en cohérence entre cet objectif et les moyens pour y parvenir.

Intensification urbaine : Le RP 6 p.44 affiche « *Les niveaux de densité démontrent l'engagement de la collectivité en faveur de l'optimisation du foncier* ». Or, même si la collectivité se retranche derrière le fait qu'elles correspondent à celles prescrites dans le SCoT qui est peu exigeant et de conception ancienne, les densités proposées restent faibles. En effet, avec 15 logts/ha pour de nombreux secteurs en extension, y compris les bourgs secondaires qui étaient à 17 et 19 logts/ha, le projet peine à s'inscrire dans la démarche d'intensification urbaine prônée par la collectivité.

Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) : Les grands principes d'aménagement évoqués en introduction de la partie traitant des OAP comme l'occupation de l'espace, l'efficacité énergétique, la prise en compte des paysages, des risques et nuisances ... ne semblent pas avoir été approfondis et déclinés sur l'ensemble des secteurs. En effet, les schémas d'aménagement ne font pas preuve d'une volonté d'intensification urbaine avec la recherche de densités différenciées. Le mode constructif privilégié (logement individuel prédominant) mériterait d'être réinterrogé en menant une réflexion plus approfondie sur des formes urbaines durables et innovantes facilitant la mixité sociale et le parcours résidentiel.
Bien que respectant les objectifs du SCoT, l'intensification urbaine proposée doit être réinterrogée, à l'heure où il est nécessaire d'infléchir fortement la consommation foncière. Il est donc attendu des densités plus fortes en réinterrogeant le mode constructif fondé sur le pavillonnaire hégémonique et en menant une réflexion approfondie sur des formes urbaines plus compactes.

Au final, en se limitant à reprendre les objectifs du SCoT en matière de taux de croissance démographique et d'intensification urbaine, le PLUi ne respecte pas la modération de 50 % requis par la loi climat et résilience. La collectivité doit donc revoir à la baisse les surfaces prévues en extension pour l'habitat.

Activités économiques : Le PADD précise que la collectivité dispose d'un potentiel d'environ 30 ha au titre des surfaces disponibles dans les zones d'activités économiques existantes. Le dossier intègre ainsi en zone Ux des espaces sous permis d'aménager encore vierges de toute urbanisation et encore exploités, ce qui fausse le calcul de la consommation effective. Par conséquent, le dossier devra retirer de la consommation effective les espaces non aménagés au profit de la consommation planifiée.
À titre d'exemple :



Zone d'activités Polaris Nord 2 à Chantonnay



ZAE des Fours à St Martin des Noyers

Le projet prévoit également une programmation de 24 ha en extension, en cohérence avec les orientations du SCoT. La collectivité considère ainsi que la totalité de l'enveloppe permise par le SCoT peut-être mobilisée, y compris les « réserves ». Or, le bilan du SCoT établi début 2023 relève que les traductions dans les documents d'urbanisme vont plus vite que ce qui était prévu et que les « réserves » n'ont pas vocation à être mobilisées à court terme pour faciliter l'émergence de projets difficilement anticipables.

Là encore, le raisonnement observé, qui ne procède pas d'une analyse du besoin mais d'une simple reprise des orientations du SCoT, mérite d'être explicité pour justifier de l'objectif de modération d'espaces au regard de la consommation passée de 62 ha.

À ce titre, certains choix opérés interrogent au regard du potentiel existant, et de l'impact sur les zones agricoles, pour lesquelles la collectivité est invitée à se réinterroger.




Nouvelle zone des Fours
St Martin-des-Noyers




Zone de Pierre-brune Sud
Chantonnay

Au final, le projet affiche pour l'activité économique une consommation planifiée de 24 ha en extension. Cela correspondrait à une modération de la consommation d'espace de 62 % par rapport à celle observée sur la période 2011-2020 de 62 ha. Cependant, ce constat qui est altéré par la méthodologie employée doit être revu. En effet, le dossier devra intégrer dans sa consommation planifiée le potentiel issu des espaces encore vierge de toute urbanisation. Les besoins en extension devront également être revus et justifiés au-delà des seules possibilités quantitatives octroyées par le SCoT.

Au global, selon le calcul de la DDTM, le projet prévoit une modération autour de 40 % de la consommation effective, ce qui ne répond pas aux attendus de la loi climat et résilience.

Commerce : le territoire comprend deux ensembles commerciaux zonés en UXcc (POLARIS et Chute Perrette) ayant déjà dépassé les 10 000m² de surface de vente. Or, le règlement autorise les extensions dans ces zones sans préciser que les nouvelles autorisations d'exploitation commerciale ne pourront être artificialisantes. Par voie de conséquence les extensions des surfaces de vente pourront se faire uniquement sur des espaces déjà artificialisés (cf : articles 215 et 216 de la loi climat et résilience). Le règlement gagnerait donc à être complété sur ce point.

Zones A et N

Changements de destination : Le projet a repéré 213 bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination pour un potentiel retenu de 50 logements. À cet égard, la collectivité n'a pas assez approfondi le travail de repérage, en ne retenant pas les zones de non traitement (ZNT) et les plans d'épandage dans les critères sélectifs, ce qui renvoie à l'opérationnel la faisabilité des projets. Ce procédé n'est pas adapté puisque c'est bien au stade de la planification d'examiner les conséquences globales des choix opérés. En outre, cela risque d'accélérer la déprise agricole et d'engendrer de nombreux refus de la part de la CDPENAF (pm : avis conforme).
De plus, le projet fait l'impasse sur la capacité de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) de ces nombreux changements de destination. Il est donc attendu une justification particulière sur ce point qui doit faire partie des critères de sélection.

Au final, un travail de repérage plus abouti, à l'appui d'une véritable analyse des impacts sur l'agriculture et plus particulièrement les zones de non traitement (ZNT) et les plans d'épandage ainsi que sur le volet DECI évoqué ci-avant. Cet examen approfondi devra concourir à une limitation des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination. Il s'agit d'une attente forte de l'État, étant aussi souligné que ces observations vont dans l'intérêt même de la collectivité afin notamment de ne pas donner de « faux-espoirs » aux éventuels porteurs de projets.

Règles constructives : Dans l'esprit de l'action n°13 de la charte pour une gestion économe de l'espace en Vendée, le règlement écrit doit limiter les extensions à 30 % pour toutes les habitations existantes, sans distinction de surfaces à 150 m² comme cela apparaît au document, tout en préconisant l'emprise au sol à 30 m².

Secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) : Le projet reconduit les 51 STECAL du PLUi en vigueur et identifie 5 nouveaux secteurs correspondants à des activités déjà en place.

Les incidences sur les exploitations en place sont présentées au regard de la présence d'un site d'exploitation à proximité mais aucune analyse sur les périmètres de réciprocité, les épandages, ...

Globalement, les justifications concernant la délimitation à titre exceptionnel des STECAL sont apportées. Cependant, des compléments sont attendus afin de mesurer les réels impacts de ces secteurs sur l'activité agricole et sur le milieu naturel par des éléments concernant, en autres, les plans d'épandages et les ZNT.

Risques

Les documents graphiques doivent indiquer les zones à risques naturels ou technologiques qui justifient que soient réglementées les constructions et installations de toute nature, conformément à l'article R151-34-1° du Code de l'urbanisme.
La lecture des documents graphiques ne permet pas d'apprécier pleinement la compatibilité avec les éléments ci-dessus. En effet l'identification du zonage réglementaire du PPRi n'est pas entièrement indicée en « i ».
Les secteurs Ni, qui correspondent à des sous-secteurs de la zone N, doivent respecter le règlement du PPRI. Or à la lecture du règlement du PLUi, il apparaît des incohérences entre les deux règlements, par exemple le PLUi autorise l'extension d'habitation sans limite de surface, mais pas le règlement du PPRi qui limite à 20m² de SHOB.
Le règlement contient un indice « i » qui identifie les secteurs de la zone U soumise au risque inondation, pour lesquels il convient de prendre des dispositions spécifiques. Or, on ne trouve aucune disposition réglementaire pour les sous-secteurs spécifiques Uei et Ui correspondant à des zones inondables.
Les dispositifs de clôtures autorisés dans le PLUi sont également incompatibles avec le règlement du PPRI (clôtures pleines interdites en zone rouge).
Les documents afférents au PPRI Lay Amont (cartographies règlement...) ne sont pas annexés conformément aux articles L151-43 et R151-51 du code de l'urbanisme et L. 562-4 du code de l'environnement.

Il est ainsi nécessaire de réaliser ce travail de mise en cohérence avec le zonage réglementaire du PPRi, qui doit être joint en annexe.

II – REMARQUES TECHNIQUES

Le projet n'a pas fait l'objet d'une actualisation complète de ses données, qui s'avèrent pour certaines anciennes. Il analyse sa compatibilité avec des documents devenus obsolètes, SDAGE 2016-2021, PGRI de 2015 et fait référence à un PCAET en cours de réalisation alors que celui-ci a été approuvé en septembre 2021. Tous ces éléments permettent difficilement d'analyser si le projet est bien compatible avec les documents de rang supérieur.

Le bilan à 6 ans du SCoT réalisé en 2023 met en évidence le décalage constaté entre les trajectoires du SCoT en matière de consommation foncière et la consommation observée et pose la question de leur traduction dans le PLUi.

Il est également à noter que la collectivité a très peu pris en compte les observations formulées dans l'avis de synthèse des services de l'État, du 17 juillet 2019, sur le PLUi en vigueur.

Résilience, adaptation au changement climatique :

Il est recommandé pour le PLUi d'intégrer dès maintenant la TRACC (trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique) qui prévoit un réchauffement de + 4 °C en France en 2100 par rapport à l'ère pré-industrielle. En effet, lorsque le PNACC 3 (troisième Plan National d'Adaptation au Changement Climatique) sera adopté, celui-ci devra être progressivement intégré dans l'ensemble des documents de planification.

Concernant le verdissement des quartiers, le PLUi pourrait imposer un niveau minimal d'espace vert et de sols végétalisés et perméables, pour favoriser les îlots de fraîcheur, pour lutter contre le ruissellement et la sécheresse des sols et pour favoriser le stockage du carbone.

Le territoire du Pays de Chantonnay devra veiller à bien mettre en œuvre le programme du PCAET. Ceci implique qu'il doit prévoir des zonages et règlements de zones facilitateurs pour favoriser l'émergence des projets allant en ce sens.
Notamment, sur l'aspect énergies renouvelables, il convient de préciser qu'il définit actuellement ses zones d'accélération des EnR dans le cadre de la mise en œuvre de la loi APER. Il serait souhaitable qu'il intègre ce zonage dans son PLUi et y clarifie les règles (possibilités, réserves et interdictions) régissant le développement des EnR pour les porteurs de projet.

Il conviendra également d'être particulièrement vigilant sur les aspects mobilité douce, adaptation au changement climatique, nature en ville, résilience à la chaleur en ville et qualité de vie en général. Le zonage devra prévoir toutes les servitudes appropriées et les règles permettant l'émergence de projets porteurs et innovants sur les aspects adaptation au changement climatique, développement et préservation de la biodiversité et économie de l'espace.

Le rapport de présentation (RP)

Nuisances

Un paragraphe est consacré aux nuisances sonores aux abords des infrastructures de transport. Toutefois, comme le suggère le projet de territoire au travers des mesures urbanistiques préventives (zones tampons, densification...) il conviendrait également de recenser les autres activités ou équipements susceptibles d'engendrer des nuisances de ce type (activités industrielles et artisanales, salle des fêtes,...) afin d'éviter de placer des zones d'habitation ou des bâtiments et équipements sensibles au bruit à proximité.
L'OAP n°2 sur la commune de Sigournais est impactée par la servitude d'utilité publique I3, relative au transport de gaz, concernant les effets pour la maîtrise de l'urbanisation. Cette information doit être reportée.

Équipements et tourisme : Le projet maintien (RP6 p.47) son secteur d'extension à vocation d'équipement de 5,7 ha sur la ville de Chantonnay. Or, le projet bascule cette zone en 1AUh. Une actualisation du dossier est donc attendue.

Mobilités : Le rapport de présentation ne fait pas état des capacités de stationnement sur le territoire. Il conviendrait d'établir un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités (article L 151-4 du code de l'urbanisme).
La note de présentation pourrait citer le PDMS (Plan de Mobilités Simplifiés) et le SDC (Schéma Directeur Cyclable) qui ont été adoptés en 2024 par la collectivité en tant qu'AOM (Autorité Organisatrice de la Mobilité).
Le PDMS permet de planifier et mettre en œuvre la politique de mobilité durable des personnes et des biens. Sur le territoire du Pays de Chantonnay, il vise notamment à pérenniser les transports en commun (trains, cars) à développer la mobilité sociale et solidaire, le transport à la demande, le covoiturage domicile – travail et les mobilités actives.
Le SDC planifie les aménagements cyclables sécurisés et les services autour du vélo sur le territoire.
Le PDMS et le SDC n'ont pas de lien juridique avec le PLUi mais leurs diagnostics et leurs programmes d'actions peuvent apporter des éléments pertinents pour la prise en compte des enjeux de mobilité dans le PLUi.
Compte-tenu de la configuration du territoire, le PLUi pourrait :

- identifier des emplacements réservés pour l'aménagement de pôles d'échanges multimodaux dans le pôle urbain structurant (Chantonnay), dans les pôles secondaires (Bournezeau, Saint-Martin-des-Noyers, Saint-Prouant) et aux abords des axes routiers de la RD 137 et de la RD 949,
- étudier l'opportunité de lignes de covoiturage le long des axes routiers de la RD 137 et de la RD 949, en vue de créer un environnement réglementaire incitatif.
- favoriser le déploiement des aires de covoiturage.

Pour respecter les objectifs fixés par l'article L 101-2 du code de l'urbanisme, ainsi que les objectifs du SCoT et du PCAET, le PLUi pourrait :

- développer un « urbanisme des courtes distances » en repensant la façon d'aménager,
  - prioriser l'ouverture à l'urbanisation à proximité des équipements publics et scolaires, accompagné de création de voies cyclables et/ou piétonnes,
  - redynamiser les centre-villes en apaisant la circulation, en donnant plus de places aux modes actifs et en veillant à l'accessibilité des voiries pour les personnes à mobilité réduite,
  - Utiliser des revêtements adaptés permettant de lutter contre le bruit et contre les îlots de chaleur,
- développer les trajets bas carbone vers les villes centre,
- repenser le partage de l'espace public,
- décarboner le transport de marchandises sur le territoire.

Pollution atmosphérique et pollution sonore
Le PLUi pourrait :

- agir sur les formes urbaines pour protéger l'urbanisation à proximité des routes bruyantes,
- imposer des distances minimales entre source de bruit et habitations,
- préserver des zones calmes par la création de zones tampon,
- imposer des espaces verts qui agissent comme « poumon vert »,
- végétaliser les villes et les bâtiments,
- assurer une cohérence entre urbanisation future et desserte du territoire par les transports en commun,
- réglementer l'isolation thermique et acoustique des bâtiments.

Pollution lumineuse
Concernant la lutte contre la pollution lumineuse, le PLUi pourrait intégrer l'enjeu de la trame noire avec par exemple la mise en place d'une charte ou d'un plan d'éclairages extérieurs favorable à la vie et aux déplacements de la faune nocturne. Le PLUi pourrait encadrer l'éclairage public et commercial et imposer des horaires d'extinction des enseignes lumineuses. Il pourrait aussi définir des zones de protection du ciel nocturne.

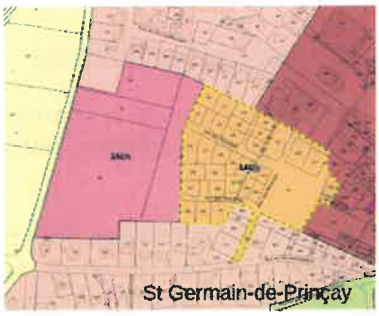
Le règlement graphique (plans de zonage)

En termes de lisibilité et de compréhension, il conviendrait de préciser le nom des communes voisines et la matérialisation des amorces des limites communales extracommunautaires.

Les plans doivent faire apparaître en légende les zonages, avec leur dénomination et description et indiquer le Nord.

La collectivité a approuvé le 04/12/24 la modification n°4 de son PLUi en vigueur, portant principalement sur l'ouverture à l'urbanisation de zones 2AU à Bournezeau et St Germain de Prinçay qui n'est pas reprise dans le dossier d'arrêt, ce qui interroge :





Le règlement écrit

L'article II-4-3 du règlement ne semble pas respecter les obligations minimales pour le stationnement des vélos. Il n'impose pas de dispositif sécurisé des vélos en cas de construction de commerces ou de services publics.
Les articles L113-18 à L113-20 du code de la construction et de l'habitation fixent les conditions d'obligation d'infrastructures pour le stationnement sécurisé des vélos.
L'article R113-12 du code de la construction et de l'habitation précise que l'espace de stationnement doit être à minima couvert et que les équipements doivent comporter des dispositifs fixes permettant de stabiliser et d'attacher les vélos par le cadre et au moins une roue.

Sites, sols pollués et santé publique

Toute pollution contenue dans le sol constitue, quelle que soit sa forme, une menace dont il convient de s'assurer qu'elle ne présentera pas un risque pour l'homme ou pour l'environnement.
Dans un document publié en 2017 à l'attention des collectivités territoriales pour faciliter l'intégration des sites et sols pollués dans les PLU, la DGPR pointe du doigt une information incomplète apportée au public et aux maîtres d'ouvrage, en particulier :
– un manque d'attention aux sites BASIAS, qui doivent « inciter les maîtres d'ouvrage à réaliser des études complémentaires »
– « des informations pas toujours cartographiées et des zones cartographiées qui ne sont pas délimitées à l'échelle de la parcelle cadastrale, échelle de référence en urbanisme »
– « des services instructeurs qui prennent peu en comptes les données BASOL & BASIAS »
– dans les documents d'urbanisme « Il s'agit de communiquer de façon simple à l'attention du plus grand nombre quant aux enjeux et obligations réglementaires liés à la prise en compte du risque de pollution des sols en amont des projets d'aménagement ».
Pourtant, le projet de règlement et les documents graphiques ne permettent pas de les localiser et compromettent leur devenir. À minima, l'utilisateur du règlement pourrait être orienté dans sa lecture par un renvoi explicite à une source d'information abordant ce point.

Défense contre les incendies

Le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) a été approuvé par arrêté préfectoral n°17 DSIS 1789 le 29 août 2017. Bien que ce nouveau cadre réglementaire fixe les normes à respecter, l'annexe sur la défense incendie vise un document daté (1991) et n'offre pas d'informations détaillées sur les équipements existants en matière de défense contre l'incendie, notamment si les distances, débits et pressions réglementaires des poteaux incendie sont suffisants. Pourtant, le projet de règlement (ex. p.14). impose des prescriptions en la matière.

L'annexe ne présente également aucune information sur l'existence ou non d'un Schéma Communal de Défense Extérieure Contre l'Incendie (SCDECI).
Pourtant, au titre du pouvoir de police, le maire doit notamment s'assurer de la suffisance des moyens de lutte contre l'incendie et de l'entretien des bouches à incendie. D'ailleurs en ce sens, le ministre chargé de l'urbanisme a précisé que « le plan local d'urbanisme doit interdire la construction dans des secteurs où la sécurité contre l'incendie ne peut être assurée » (réponse ministérielle 62943, JOAN du 3 nov. 2009).
S'agissant d'éléments d'information et d'aide à la décision dans le cadre d'un diagnostic de document de planification, conformément à l'article L.151-4 du code de l'urbanisme, une réinterrogation de cette thématique conforterait la connaissance de l'état de fonctionnement du réseau existant et de son adéquation avec la mise en œuvre du projet de territoire.

Zones agricoles, naturelles et forestières

Extension des constructions existantes et construction d'annexes

Il est attendu en la matière le respect des dispositions de la charte GEE, action 13 (p.22) relative à la mise en œuvre des règles de constructions en espace agricole, naturel et forestier.

Diversification de l'activité agricole
En p.80, en zone A, sont admis les activités de diversification d'un site agricole existant.
La loi ÉLAN du 23 novembre 2018 a modifié l'article L.151-11 du code de l'urbanisme pour ajouter que les demandes d'autorisation d'urbanisme pour les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles sont soumises pour avis à la CDPENAF. Le projet de règlement pourrait signaler cette disposition pour informer ainsi le porteur de projet l'exercice d'un contrôle renforcé.

Servitudes d'utilité publique (SUP)

Le plan de synthèse ainsi qu'une liste présentent l'ensemble des servitudes affectant le territoire. Toutefois, il conviendra d'intégrer l'ensemble des fiches types réactualisées qui concernent le territoire communal disponibles sur le site :
http://www.geoinformations.developpement-durable.gouv.fr/servitudes-d-utilite-publiques-sup-r978.html

Servitude de type AS1, le territoire est concerné par les périmètres de protection instaurées autour des retenues d'eau de l'Angle Guignard et de Rochereau dont l'eau est destinée à la consommation humaine. Les arrêtés de déclaration d'utilité publique en vigueur devront être joints aux annexes sanitaires. Par ailleurs, comme indiqué dans le porter à connaissance, ces périmètres sont en cours de révision et le projet aurait pu anticiper dans la mesure du possible les futures servitudes.

Dans les dispositions générales du règlement écrit il est stipulé, *Les périmètres de protection des captages d'alimentation en eau (rapprochée, immédiate) reportés sur le plan de zonage correspondent aux périmètres de protection immédiat définies par un arrêté préfectoral annexé au PLUi. Dans ces périmètres les constructions sous soumises à des dispositions particulières figurant dans l'arrêté correspondant annexé dans la rubrique « Servitudes » du PLUi.* Or, aucune de ces informations n'est reportée dans le PLUi.

Servitude de type I3, relative au transport de gaz, le RP (p.95 et 114 EIE) ne fait pas mention de la liste des ouvrages et de leurs SUP d'implantation et de passages. En annexe, le détail de la servitude I3 doit être rappelé en précisant la largeur de la zone non-aedificandi et non-sylvandi des canalisations.

Le règlement écrit et graphique doit signaler la présence des ouvrages GRTgaz avec le rappel des SUP d'implantation et de passage et des distances d'effets pour la maîtrise de l'urbanisation.

SUP I4 : certains ouvrages du réseau public de transport d'électricité sont situés en partie dans un EBC ce qui est incompatible avec la servitude fragilisant juridiquement votre document.

Il est donc demandé de procéder au déclassement de l'EBC sous la ligne 90Kv n°1 Beaupuy-Puybelliard comme indiqué dans le courrier qui vous a été envoyé par RTE le 09/12/24.

E24000213/85

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA VENDEE

ENQUETE PUBLIQUE

REVISION N°1 DU PLUi DU PAYS DE CHANTONNAY

Réalisée du lundi 24 février au vendredi 28 mars 2025

Commissaire Enquêteur : Jacky RAMBAUD

1Ere PARTIE : RAPPORT D'ENQUETE

2ème PARTIE : CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVE

Table des matières

1. GENERALITES 4
1.1. Le territoire et le cadre général du projet 4
1.2. Objet de l'enquête 4
1.3. Cadre juridique et réglementaire 5
2. LE PROJET ENJEUX NATURE ET CARACTERISTIQUES 5
2.1. Le contexte et les objectifs 5
2.2. Le PADD (Projet d'Aménagement et de développement 6
2.3. La Concertation préalable 8
2.4. La compatibilité du projet avec les documents de rang supérieur 9
2.4.1. Le SCoT 9
2.4.2. Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) 10
2.4.3. Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) 10
2.4.4. Le PCAET 10
2.5. Le territoire et son organisation 11
2.6. Economie et emploi 12
2.7. L'Environnement 12
2.8. Mobilités 12
2.9. Les choix retenus et leur mise en œuvre 13
2.9.1. Le Règlement et les zonages 13
2.9.2. L'évaluation environnementale 13
2.9.3. La maîtrise de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain 13
2.9.4. Pérennisation de l'activité agricole 13
2.9.5. La préservation de la biodiversité et des milieux naturels 13
2.9.6. Gestion de l'eau et prévention des risques hydrologiques 14
2.9.7. Transition énergétique et qualité de l'air 14
2.9.8. Gestion des déchets et nuisances 14
2.10. Les OAP 14
2.10.1. Tableau du nombre d'OAP Sectorielles Habitat 15
2.10.2. Les OAP sectorielles économie 15
2.10.3. L'OAP Sectorielle activité 15
2.10.4. L'OAP Economie 16
2.10.5. L'OAP Trame Verte et Bleue 17
2.11. Les STECAL (Secteur de Taille et de Capacité Limité) 17
2.12. Le Règlement 20
2.13. Composition du dossier d'enquête publique 20
2.13.1. Les documents de procédure : 20
2.13.2. Les pièces constitutives du dossier d'enquête publique : 21
2.13.3. Analyse du commissaire enquêteur sur le dossier d'enquête 23
2.13.4. Synthèse des réponses des avis PPA 23
3. ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE 25
3.1. La désignation du commissaire enquêteur 25

3.2. L'arrêté d'ouverture d'enquête 25
3.3. Publicité-affichage-information du public 25
3.4. Chronologie des événements avant l'enquête 25
4. DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE 26
4.1. Chronologie des événements pendant l'enquête 26
4.2. Chronologie des événements après clôture des registres d'enquête 26
4.3. Déroulement 26
4.4. Accueil du public 27
4.5. Clôture de l'enquête 27
5. AVIS EMIS LORS DE L'ELABORATION DES PROJETS 27
5.1. Avis de la MRAe 27
5.2. Avis des PPA après notification 34
5.2.1. Avis de la CDPENAF-Préfet de La Vendée (Résumé) 34
5.2.2. Avis de La Chambre d'Agriculture 34
5.2.3. Avis de la Chambre des métiers et de l'artisanat 35
5.2.4. Avis du Département de la Vendée 35
5.2.5. Avis de Vendée Eau 35
5.2.6. Avis de RTE (Réseau de Transport Electricité) 36
5.2.7. Avis de la SNCF 37
5.2.8. Avis de Saint Germain de Prinçay 37
6. AVIS REÇU HORS DELAIS 37
6.1.1. Préfet de la Vendée-Services de l'Etat 37
6.1.2. Commune de Bournezeau 40
7. ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC 40
7.1. Etat quantitatif des observations du public 40
7.2. Les observations détaillées du public 42
7.3. Le Procès-verbal de synthèse-Questions du commissaire enquêteur 42
7.4. Le mémoire en réponse aux observations des PPA 42
8. LISTE DES PIECES DU DOSSIER 43

1. GENERALITES

1.1. Le territoire et le cadre général du projet

La Communauté de Communes du Pays de Chantonnay est issue du regroupement au 1er janvier 2017 des 8 communes de la Communauté de communes historique du Pays de Chantonnay :

- Chantonnay, Bournezeau, Saint-Hilaire-le-Vouhis, Saint-Germain-de-Prinçay, Saint-Vincent-Sterlanges, Sigournais, Saint-Prouant, Rochetrejoux ;

Et des 2 communes historiquement rattachées à la Communauté de Commune du Pays des Essarts :

- Sainte Cécile et Saint Martin des Noyers

Le PLUi couvre le territoire de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay
Le nombre d'habitants de la CC du Pays de Chantonnay continue sa progression depuis les années 2000 au point de dépasser les 23000 habitants (23 054 habitants en 2021).

Cette révision N°1 du PLUi de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay prescrite par délibération en date du 25 janvier 2023 est particulièrement motivée par la volonté de consolider juridiquement le PLUi sur la thématique des « villages » **sans remettre en cause l'économie générale du PADD du PLUi en vigueur**.

Elle s'inscrit dans les objectifs de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain définis par le SCoT en vigueur approuvé en 2017.

1.2. Objet de l'enquête

Par délibération en date du 25 septembre 2024 le Conseil communautaire a engagé la révision n°1 du PLUi du Pays de Chantonnay en poursuivant les objectifs ci-dessous :

- Tirer les conséquences du jugement du Tribunal Administratif de Nantes concernant les "villages" ;
- Traduire les conclusions de l'étude stratégique sur les ZAE ;
- Faciliter les conditions permettant la réalisation d'opérations d'aménagement pour l'habitat, l'économie, le tourisme et des équipements ;
- Toiletter certains points du règlement (graphique et écrit) et des OAP.

L'enquête publique vise à informer et à recueillir les observations, suggestions et contributions du public et des Personnes Publiques Associées sur les modifications envisagées.

1.3. Cadre juridique et réglementaire

L'enquête publique est prescrite au titre :

- Du Code général des collectivités territoriales ;
- le Code de l'urbanisme ;
- Du Code de l'environnement et notamment les articles L123-1 et suivants, ainsi que R123-1 et suivants ;
- Du décret n°2005-935 du 2 août 2005
- Du décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement;
- De l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2015 par lequel la Communauté de communes du Pays de Chantonnay devient compétente en matière de documents d'urbanisme ;
- De la délibération du Conseil communautaire n° 2023-31, en date du 25 janvier 2023, prescrivant la procédure de révision n°1 du PLUi du Pays de Chantonnay, la définition des objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;
- Des délibérations des communes du Pays de Chantonnay relatives à la tenue des débats sur le PADD au sein de leur Conseil municipal ;
- De la délibération du Conseil communautaire n° 2024-208, en date du 24 avril 2024, relative à la tenue du débat sur le PADD au sein du Conseil communautaire ;
- De la délibération du Conseil communautaire n°2024-373 en date du 25 septembre 2024 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision du PLUi ;
- De la notification aux Personnes Publiques Associées et concertées en date du 28/10/2024 pour avis sur le projet arrêté de révision 1 du PLUi ;
- De la saisine de la MRAe en date du 05/11/2024 ;
- De la saisine de la CDPENAF en date du 19/11/2024 au titre des STECAL ;
- Des listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2024 et 2025 ;
- De la décision n° E24000213/85 du Président du Tribunal Administratif de Nantes, en date du 13 décembre 2024, portant désignation du commissaire enquêteur ;
- De l'arrêté d'ouverture d'enquête publique n° 2025-02 en date du 31 janvier 2025.

2. LE PROJET ENJEUX NATURE ET CARACTERISTIQUES

2.1. Le contexte et les objectifs

Le 1er objectif de cette révision n°1 est de donner une suite favorable à la décision du Tribunal Administratif de Nantes du 11 mars 2021 visant à reclasser en zone Uv les villages de La Chataigneraie, de Vildé, de la Tabarière et du Fuiteau.
Il s'est avéré pour cela nécessaire de modifier le PADD actuel dans la mesure où celui-ci n'envisage pas les constructions nouvelles en dehors des bourgs, imposant ainsi une procédure de révision.

Cette procédure est également mise à profit pour toiletter certains points du règlement écrit et graphique ainsi que certaines OAP "habitat", "économiques" et "activités"

Elle s'inscrit dans un cadre d'aménagement durable visant à concilier développement économique, préservation de l'environnement et amélioration du cadre de vie.

Ce projet territorial s'aligne sur les grandes orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays du Bocage Vendéen et repose sur un diagnostic approfondi des dynamiques démographiques, économiques et environnementales.

2.2. Le PADD (Projet d'Aménagement et de développement

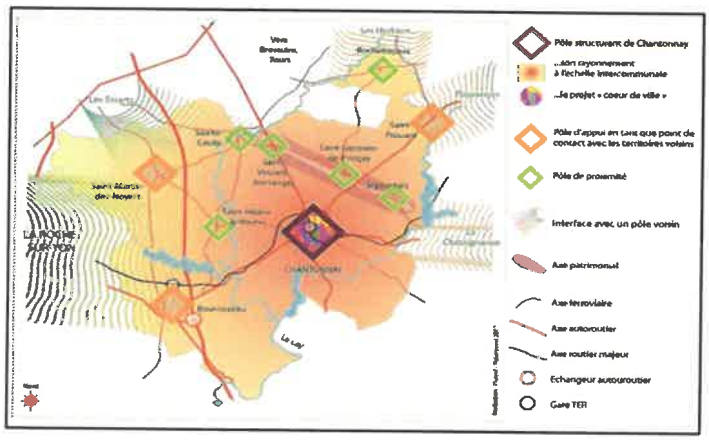
Le **Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)** constitue la vision stratégique du territoire du Pays de Chantonnay pour les prochaines années. Il définit les grandes orientations en matière d'urbanisme, d'économie, d'environnement et de cadre de vie.
Structuré autour de trois axes majeurs, il vise à renforcer l'attractivité du territoire tout en assurant un développement harmonieux et durable.

Les 3 axes sont et précisés ci-dessous :
AXE 1 : Affirmation du positionnement du Pays de Chantonnay, il se décline sous les orientations consistant :

- **A la valorisation de la ressource en eau** : Le territoire est surnommé le *« château d'eau de la Vendée »* en raison de ses trois lacs. L'eau est un élément central du développement territorial, tant pour son rôle dans l'approvisionnement en eau potable que pour son potentiel touristique.
- **Au renforcement du pôle urbain de Chantonnay au bénéfice d'une meilleure connexion aux territoires voisins :** Pour gagner en lisibilité et consolider les flux sur le territoire, il s'agit de renforcer la polarité en s'appuyant sur le pôle urbain de Chantonnay et sur les pôles d'appui de Bournezeau, Saint Prouant et Saint Martin des Noyers en mettant l'accent sur une approche qualitative du développement.

  La ville doit jouer un rôle de centralité renforcé en améliorant sa connexion aux territoires voisins et en structurant son développement autour d'un aménagement qualitatif.

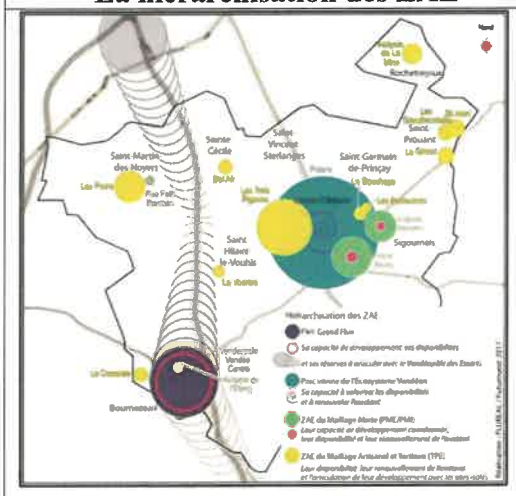
Les pôles du Pays de Chantonnay



AXE 2 : Renforcer le mode de développement du maillage des pôles en accord avec le tissu productif il se décline sous les orientations consistant :

- ❖ A une structuration du **tissu économique** en cohérence avec le positionnement du territoire confortée par les 24 ha de projets prévus ;
- ❖ A Une augmentation **du niveau de services** permise par une mutualisation et une prise en compte de l'accessibilité ;
- ❖ A un développement des **capacités d'accueil** développée selon l'armature urbaine, tablant sur une progression de + **275 habitants/an**, soit un objectif de 26 950 habitants à l'horizon 2032, pour une production moyenne annuelle de l'ordre de **172 logements nouveaux**.
  La production d'un parc de logements abordables et d'un parc de locatif social (10% de la production totale, localisée majoritairement à Chantonnay et dans les pôles d'appui est également prévue.

La hiérarchisation des ZAE



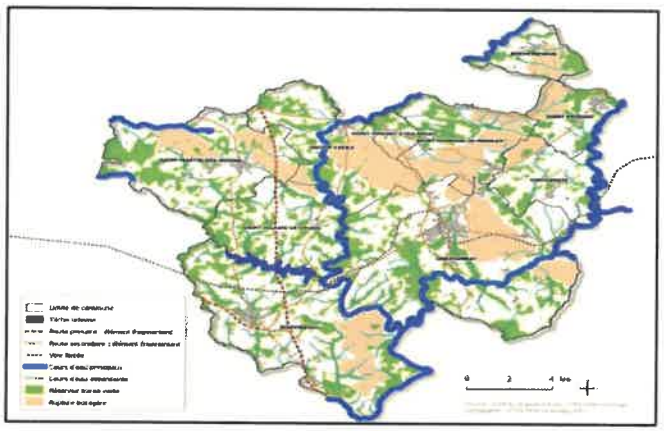
Le logement

Pôles	Nombre de logements construits par an			Objectif minimum 2017-2031 inclus de logements par an	Part minimum des construction dans l'enveloppe urbaine (SCoT
	1999-2008 inclus	2009-2013 inclus	2014-2016 inclus		
Pôle structurant	66	36	25	65	30%
Pôle d'appui	55	45	38	58	30%
Pôle de proximité	48	34	17	48	27%
CC Pays de Chantonnay	170	115	80	172	

AXE 3: Favoriser la mise en oeuvre des conditions d'aménagement de la stratégie territoriale par :

- ❖ **Une amélioration de la qualité et de la visibilité des bourgs par un urbanisme intégré**
  Le PADD prévoit le recentrage de la production de nouveaux logements dans les bourgs principaux et dans les bourgs secondaires de Puybelliard, Saint Mars-des-Prés, Saint-Philbert-du- Pont-Charrault, Saint-Vincent-Puymaufrais et la maitrise de la constructibilité dans les villages, écarts, hameaux, et pour les constructions isolées. Seuls les villages correspondant aux espaces urbanisés comprenant un nombre d'habitations et une densité suffisante pourront accueillir de nouvelles constructions au sein de leur enveloppe urbaine, en dehors des bourgs principaux et secondaires.

❖ La **trame verte et bleue** mise au profit d'une intégration des enjeux environnementaux, de la gestion des risques et des énergies renouvelables.
Les espaces naturels et agricoles sont préservés pour maintenir la biodiversité et garantir un cadre de vie de qualité.
Des mesures sont mises en place pour réduire les risques d'inondation et de pollution.
Le PADD favorise l'installation d'infrastructures de production d'énergie renouvelable (solaire, méthanisation) et encourage les constructions économes en énergie.



2.3. La Concertation préalable

La concertation s'est appuyée sur plusieurs dispositifs pour assurer l'information et la participation du public :

- Les registres publics disponibles en mairie et au siège de la Communauté de communes ;
- La diffusion d'informations via le site internet, bulletins municipaux et presse locale ;
- Les réunions publiques organisées à différentes étapes de la procédure ;
- Exposition d'un panneau au siège de la communauté de communes ;
- Le recueil des observations par courrier ou courriel à destination de la Présidente de la Communauté de communes.

Un cadre structuré a été mis en place pour encadrer cette révision, avec un Comité de Pilotage (COPIL) comprenant les élus locaux et les représentants des communes, un Comité Technique (COTECH) pour l'analyse des aspects techniques.
Au total 22 réunions ont été organisées, dont :

- 1 conférence des maires (16/11/2022).
- 2 conseils communautaires (25/01/2023 et 24/04/2024).
- 4 réunions techniques (COTECH).
- 13 réunions du COPIL, incluant 7 ateliers thématiques.
- 2 réunions avec les Personnes Publiques Associées (PPA).

Les principaux sujets abordés et préoccupations exprimées lors de la concertation sont :

- La densification urbaine et les préoccupations quant aux conflits de voisinage engendrés et à la prise en compte de l'ensemble des communes de l'intercommunalité, et non seulement celles du pôle de Chantonnay.
- Les besoins en habitat avec une demande d'informations sur la production réelle de logements en regard des projections établies en 2019.
- La construction en zone inondable avec une interrogation sur l'évolution de la réglementation concernant les agrandissements en zones à risque.

Pour affiner les échanges avec la population, une seconde série de réunions publiques a été organisée en septembre 2024 :

- Mardi 3 septembre : Chantonnay et Saint-Prouant.
- Mercredi 11 septembre : Saint-Martin-des-Noyers et Bournezeau.

Environ 90 participants ont pris part à ces réunions

Le bilan met en évidence un processus de concertation structuré et participatif, bien que certaines préoccupations aient émergé, notamment sur la densification urbaine et la prise en compte des communes hors pôle de Chantonnay.

L'implication des citoyens et des acteurs institutionnels a permis de recueillir des observations utiles pour la poursuite de la révision du PLUi.

2.4. La compatibilité du projet avec les documents de rang supérieur

2.4.1. Le SCoT

Le SCoT du Pays du Bocage Vendéen a été approuvé le 19 mars 2017 et constitue un cadre stratégique pour l'urbanisme, l'habitat, l'économie et l'environnement. Le PLUi doit être compatible avec ce document et en décliner les orientations :

- Prise en compte de la Trame Verte et Bleue du SCoT :
  - Le SCoT intègre des prescriptions précisant la protection des réservoirs de biodiversité, ainsi que la continuité écologique des corridors.
  - À l'échelle du Pays de Chantonnay, les réservoirs de la Trame Verte identifiés dans le SCoT couvrent
  - 20% de la superficie du territoire.
- Densité urbaine :
  - Le PLUi assure une densité minimale conforme aux objectifs du SCoT en matière de développement urbain maîtrisé (pôles structurants : 23 logements/ha, pôles d'appui : 17 logements/ha, pôles de proximité : 15 logements/ha).
  -
- Objectifs en matière d'économie et d'urbanisation :
  - Les orientations retenues respectent la politique du SCoT visant à limiter l'étalement urbain et optimiser le foncier disponible.

2.4.2. Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux)

Le PLUi prend en compte les orientations du SAGE du Lay approuvé le 4 mars 2011
et du SAGE Logne, Boulogne, Ognon, Grand Lieu, approuvé le 17 avril 2015, notamment en ce qui concerne :

- La préservation de la ressource en eau et la réduction des pollutions.
- Les objectifs de continuité écologique des cours d'eau et de gestion hydraulique du bassin.

2.4.3. Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux)

Le PLUi intègre pleinement les enjeux du SDAGE Loire-Bretagne en adoptant des mesures spécifiques pour la gestion de l'eau et la préservation des milieux aquatiques :

- Protection des cours d'eau et zones humides :
  - Prise en compte de la qualité physico-chimique des eaux et des fonctions écologiques des cours d'eau.
  - Application de marges de recul de 10 mètres pour éviter l'imperméabilisation excessive.
- Gestion des risques liés à l'eau :
  - Intégration des risques d'inondation et des périmètres de protection des captages d'eau potable.

2.4.4. Le PCAET

Le PCAET de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay a été adopté le 29 septembre 2021 et définit les objectifs énergétiques et climatiques :

- Énergies renouvelables et réduction des émissions :
  - Le potentiel du territoire est estimé à 1 025 GWh, principalement en éolien (700 GWh) et photovoltaïque (163 GWh).
  - Le PLUi permet l'installation de fermes photovoltaïques et encourage les projets de méthanisation.
- Stratégie de réduction des gaz à effet de serre (GES) :
  - Objectif de -75% d'émissions de GES d'ici 2050.
  - Promotion des modes doux de déplacement et de l'efficacité énergétique des bâtiments

Le projet de révision n°1 du PLUi de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay **est compatible** avec les documents de rang supérieur mentionnés ci-dessous :

Le SCoT : Respect des densités urbaines, de la lutte contre l'étalement urbain et de la préservation de la Trame Verte et Bleue.
Le SDAGE et le SAGE : Intégration des objectifs de protection de l'eau et de gestion durable des milieux aquatiques.
Le PCAET : Cohérence avec les objectifs climatiques et énergétiques, notamment en matière de production d'énergie renouvelable et de réduction des émissions.

2.5. Le territoire et son organisation

Le territoire est marqué par une forte identité rurale et industrielle. Il connaît une évolution contrastée. Si l'urbanisation progresse autour des pôles structurants comme Chantonnay, certaines communes rurales connaissent une stagnation.

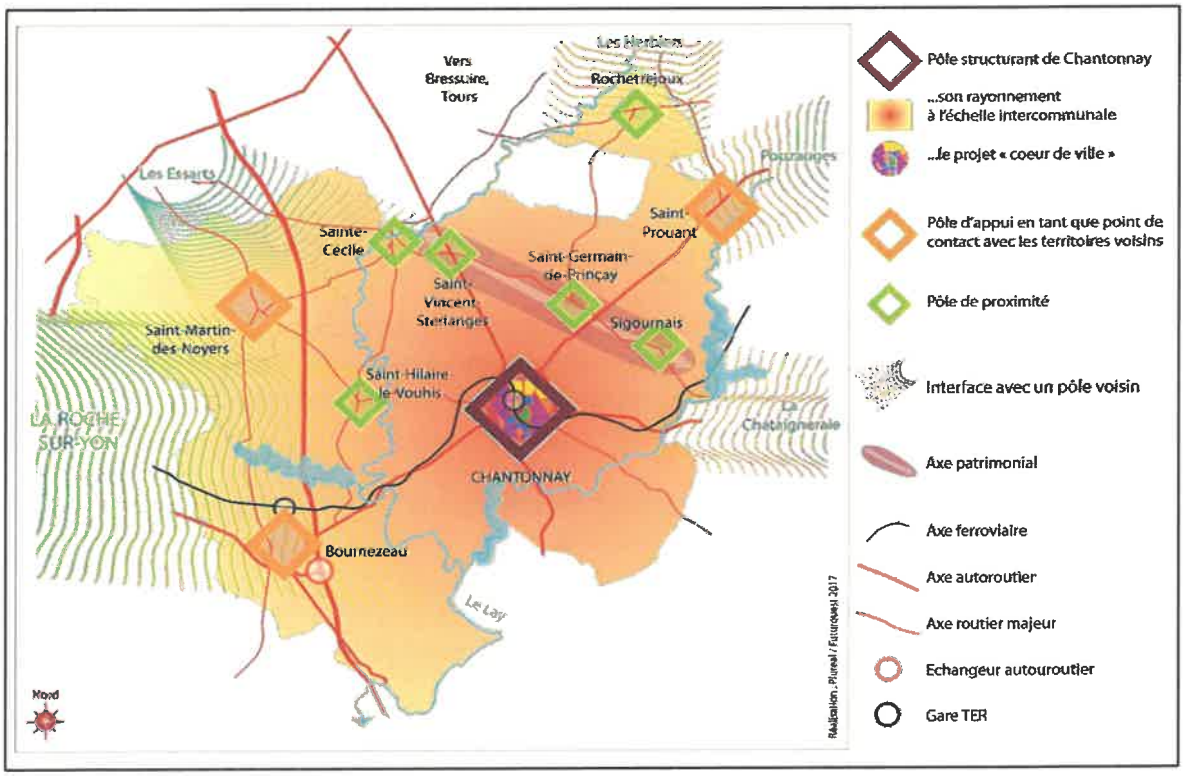
L'objectif du PLUi est d'accompagner cette croissance tout en limitant l'étalement urbain, en diversifiant l'offre résidentielle et en consolidant les activités économiques.

Il est structuré autour de pôles urbains hiérarchisés :

- **Chantonnay**, en tant que pôle structurant ;
- **Bournezeau, Saint-Martin-des-Noyers et Saint-Prouant** sont consolidés comme pôles secondaires.
- **Les bourgs et hameaux** font l'objet d'une gestion différenciée afin de limiter l'étalement urbain tout en maintenant une répartition équilibrée des services.

L'un des objectifs majeurs du projet est de **réduire la consommation foncière** et de promouvoir un développement plus compact et durable. Ainsi, l'urbanisation future doit privilégier :

- La densification des centres-bourgs par le renouvellement urbain.
- L'intégration de logements diversifiés dans les pôles structurants.
- Une réduction des extensions urbaines afin de préserver les espaces agricoles et naturels.



2.6. Economie et emploi

Le territoire du Pays de Chantonnay bénéficie d'un tissu économique diversifié, combinant industrie, agriculture et services. Certaines mutations économiques nécessitent une adaptation des stratégies d'aménagement.

La révision du PLUi prévoit :

- Le développement des zones d'activités, avec une extension maîtrisée du Vendéopôle et la consolidation des zones artisanales et commerciales.
- Le soutien à l'agriculture, en maintenant un équilibre entre développement urbain et préservation des terres agricoles.
- L'encouragement des circuits courts et des filières locales, afin de dynamiser le commerce de proximité et de valoriser les productions locales.

Le secteur de la construction et de l'industrie connaît une évolution contrastée, avec une réduction de l'emploi industriel sur la dernière décennie, notamment à Chantonnay. La révision du PLUi s'efforce de répondre à cette problématique en adaptant l'offre de foncier économique aux besoins des entreprises et en soutenant l'innovation et la diversification des activités.

2.7. L'Environnement

La préservation de l'environnement est un axe prioritaire de la révision du PLUi. Plusieurs mesures sont mises en place pour assurer un développement respectueux des ressources naturelles :

- La protection des espaces agricoles et naturels, avec une limitation de l'artificialisation des sols.
- La mise en valeur de la trame verte et bleue, en préservant les corridors écologiques, les zones humides et les cours d'eau.
- La gestion des risques naturels et technologiques, notamment les risques d'inondation et les nuisances liées aux infrastructures industrielles.

Le territoire est également engagé dans une transition énergétique avec :

- Le développement des énergies renouvelables, telles que le solaire et la méthanisation.
- La réduction des consommations énergétiques, en favorisant une urbanisation plus compacte et moins consommatrice en ressources.

Une attention particulière est portée à la qualité de l'air et à la réduction des nuisances sonores, en lien avec les infrastructures routières et industrielles.

2.8. Mobilités

L'accessibilité et les mobilités constituent un enjeu clé pour le développement du territoire. La révision du PLUi vise à :

- Améliorer les connexions entre les pôles urbains et les zones économiques, en optimisant les infrastructures existantes.

- Développer les mobilités alternatives, avec un renforcement des liaisons douces et du covoiturage.
- Favoriser l'intermodalité, en améliorant les connexions entre les différents modes de transport.

La dépendance à l'automobile reste un défi majeur, notamment pour les déplacements domicile-travail. Le PLUi encourage le développement d'initiatives visant à limiter l'usage de la voiture individuelle et à renforcer l'attractivité des modes de transport alternatifs.

2.9. Les choix retenus et leur mise en œuvre

2.9.1. Le Règlement et les zonages

Le règlement du PLUi définit plusieurs types de zones :

- Zones urbaines (U) : secteurs déjà urbanisés, destinés à l'habitat, aux commerces et aux équipements.
- Zones à urbaniser (AU) : réserves foncières destinées à une urbanisation future, encadrée par des critères de densité et de mixité fonctionnelle.
- Zones agricoles (A) : préservées pour l'exploitation agricole et forestière.
- Zones naturelles (N) : protégées pour leur intérêt écologique, paysager ou patrimonial.

Chaque zone est assortie de règles spécifiques afin de garantir un développement harmonieux et cohérent avec les objectifs du PLUi.

2.9.2. L'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale de la révision du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Pays de Chantonnay analyse les impacts du projet sur les milieux naturels, la biodiversité, les ressources et la qualité de vie des habitants. Elle vise à garantir un développement durable en conciliant croissance urbaine et préservation de l'environnement, pour les thèmes listé ci-après.

2.9.3. La maîtrise de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain

Le PLUi cherche à limiter l'artificialisation des sols en favorisant la densification des centres-bourgs et en encadrant les extensions urbaines. L'objectif est de préserver les terres agricoles et naturelles, en concentrant l'habitat et les activités économiques autour des pôles structurants.

2.9.4. Pérennisation de l'activité agricole

L'agriculture joue un rôle clé dans l'économie et l'identité du territoire. La révision du PLUi vise à protéger les terres agricoles en limitant leur conversion en zones constructibles. La viticulture et les circuits courts sont encouragés pour renforcer l'économie locale.

2.9.5. La préservation de la biodiversité et des milieux naturels

Le territoire abrite des espaces écologiques sensibles, notamment des zones humides et des corridors biologiques (trame verte et bleue). L'évaluation met en évidence les risques de fragmentation des habitats liés à l'urbanisation. La Protection réglementaire des zones écologiques, le maintien des

continuités écologiques, la limitation de l'imperméabilisation des sols sont inscrits dans les objectifs de cette révision du PLUi.

2.9.6. Gestion de l'eau et prévention des risques hydrologiques

L'approvisionnement en eau potable et la gestion des eaux pluviales sont des enjeux majeurs. Le territoire est situé en amont du site Natura 2000 du Marais Poitevin. Il nécessite une vigilance accrue sur la qualité des eaux, avec la protection des captages d'eau potable, intégration des risques d'inondation dans le zonage, ainsi que des solutions d'infiltration pour limiter le ruissellement.

2.9.7. Transition énergétique et qualité de l'air

Le PLUi intègre des mesures pour réduire l'empreinte carbone du territoire en favorisant les énergies renouvelables (solaire, méthanisation) et en limitant la dépendance aux énergies fossiles. La qualité de l'air est également un enjeu, notamment en raison des infrastructures de transport.
La promotion des mobilités douces et du covoiturage, ainsi que l'intégration des énergies renouvelables dans l'aménagement du territoire sont indispensables.

2.9.8. Gestion des déchets et nuisances

L'augmentation de la population entraîne une hausse des déchets. L'objectif est d'améliorer le tri et la valorisation, tout en réduisant l'impact environnemental du transport des déchets. Les nuisances sonores et la pollution des sols sont également prises en compte.

2.10. Les OAP

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) **définissent les principes d'aménagement du territoire du Pays de Chantonnay en cohérence avec le** Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)**. Elles précisent les modalités de mise en œuvre du PLUi en encadrant le développement urbain, économique et environnemental.**

Les OAP visent à :

- Limiter l'étalement urbain en densifiant les centres-bourgs.
- Diversifier l'offre de logements pour répondre aux besoins des habitants.
- Encadrer le développement économique en structurant les zones d'activités.
- Protéger l'environnement en intégrant la trame verte et bleue.

Les objectifs de densité varient entre 15 et 38 logements/hectare minimum. Ces objectifs ont été mis à jour en lien avec la modification des densités sur les bourgs secondaires. Plus précisément, ils varient entre 15 et 38 logements/hectare minimum sur le pôle structurant de Chantonnay, avec des densités moyennes de l'ordre de : 22,6 logements/ha si l'on considère l'ensemble des sites d'OAP en renouvellement urbain et 23,8 logements/ha à l'échelle de Chantonnay si l'on considère l'ensemble des sites d'OAP en extension des enveloppes urbaines.
Ils varient entre 15 et 25 logements/hectare minimum sur les pôles d'appui, et entre 15 et 24 logements/hectare minimum sur des communes de proximité.
Ils sont de 15 logements/hectare minimum sur les bourgs secondaires.

2.10.1. Tableau du nombre d'OAP Sectorielles Habitat

Commune	En enveloppe urbaine	En extension	Total général
Bournezeau	3	3	5
Chantonnay	10	11	21
Rochetrejoux	1	2	3
Saint Germain de Prinçay	3	1	4
Sainte-Cécile	1	2	3
Saint-Hilaire-le-Vouhis	2	1	3
Saint-Martin-des-Noyers	5	2	7
Saint-Prouant	4	0	4
Saint-Vincent-Sterlanges	1	3	4
Sigournais	4	1	5
Total général	34	25	59

2.10.2. Les OAP sectorielles économie

Commune	Nom de l'OAP	Enjeux/Objectifs
Bournezeau	Vendéopôle	Accueillir de nouvelles entreprises, développer des lots de grande taille, préserver la qualité paysagère et environnementale.
Saint-Martin-des-Noyers	Les Fours	Accueillir de nouvelles entreprises valorisant un réseau de proximité, préserver la Trame verte et bleue, insérer le projet dans le bocage.
Saint-Prouant	Les Grands Montains	Accueillir de nouvelles entreprises, préserver la Trame verte et bleue, assurer la transition entre la ZAE et l'espace agricole ouvert.

2.10.3. L'OAP Sectorielle activité

Le site s'inscrit dans un triangle routier entre l'A83 à l'Est la RD 949b à l'Ouest et la rue de l'Archereau. La pente globale du site est orientée vers le Sud-Ouest.
L'A83 se situe en surplomb du site en raison du franchissement de la RD 949b au Nord et d'une voie communale au Sud.

Le site comprend une façade importante sur l'A83, de l'ordre de 620 m dont la majeure partie (470 m) est bordée par une double haie bocagère en sommet et en pied de talus (1).

Il existe donc une fenêtre unique sur la zone d'activité sur sa pointe nord, visible depuis l'autoroute avant l'arrivée sur l'échangeur de Bournezeau (2).

Le site a fait l'objet d'un aménagement global en lien avec l'arrivée de l'Autoroute et les réaménagements de voiries associées, notamment le giratoire d'entrée du site.

Les parcelles concernées constituent les espaces verts du site. Elles sont enherbées et disposent de quelques alignements d'arbres et arbres isolés. L'ambiance générale, une fois le giratoire franchit est celle des usines à la campagne (3).

Le site ne comprend pas de surface en eau permanente mais un fossé d'évacuation des eaux pluviales borde le secteur le long de la RD 949.

La zone d'activité se situe à proximité de réservoirs de biodiversité (Bocage et Bois). Le contexte est cependant très artificialisé (infrastructures routières, zones d'activités).

2.10.4. L'OAP Economie

L'OAP Économie vise à renforcer l'identité productive du territoire en structurant les zones d'activités économiques selon plusieurs niveaux.

Les pôles majeurs :

- Vendéopôle de Bournezeau : zone stratégique à l'échangeur de l'A83, favorable aux industries et à la logistique.
- Polaris à Chantonnay : pôle structurant intégrant des activités industrielles, tertiaires et commerciales.

Le maillage mixte de l'écosystème vendéen

- Garantit la réactivité des entreprises vis-à-vis des grands donneurs d'ordre.
- Inclut des zones comme l'Actipôle de Benêtre et la zone des Fours à Saint-Martin-des-Noyers.

Le maillage artisanal et tertiaire de proximité

- Soutient l'économie locale par le développement de parcs d'activités artisanales au sein des communes.
- Favorise l'installation de nouvelles entreprises via des solutions de mutualisation et des incubateurs comme la pépinière d'entreprises de Benêtre à Sigournais.

Une approche qualitative des zones d'activités

- Encourager un aménagement durable en valorisant les ressources en eau et les infrastructures locales.
- Promouvoir la biodiversité à travers l'éco-pâturage, la plantation de haies bocagères et l'installation de mobilier éco-conçu.

Optimisation du foncier économique

- Priorité donnée à la densification et à la réhabilitation des zones existantes plutôt qu'à la création de nouvelles zones.

- Intégration d'outils de gestion comme L'Observatoire des Zones d'Activité Economique (OZAE) pour optimiser l'utilisation du foncier et identifier les terrains sous-exploités.
- Programme de reconquête des friches industrielles et économiques.

2.10.5. L'OAP Trame Verte et Bleue

L'objectif principal est de préserver et renforcer les continuités écologiques du territoire à travers quatre axes.

Préserver le bocage
- Maintien des haies et replantation obligatoire en cas de destruction.
- Amélioration du maillage écologique en reliant les corridors bocagers et les espaces naturels.
- Promotion de la biodiversité par la plantation d'essences locales adaptées.

Continuité de la trame verte et bleue dans les zones urbanisées
- Intégration systématique des corridors écologiques dans les projets d'aménagement.
- Création d'espaces verts urbains connectés aux milieux naturels environnants.

Protection et gestion des zones humides et cours d'eau.
- Gestion des ripisylves (végétation en bord de rivière)
- Maintien et entretien des berges pour préserver la qualité de l'eau et prévenir l'érosion.
- Conservation des arbres morts et diversification des espèces végétales pour protéger la faune aquatique.

Conservation des lentilles calcaires
- Protection des pelouses calcaires, milieux rares et fragiles abritant une biodiversité spécifique.
- Maintien de l'ouverture des paysages en limitant la colonisation par les arbustes.

2.11. Les STECAL (Secteur de Taille et de Capacité Limité)

On distingue les secteurs :
Secteur Nc : secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) lié à l'exploitation des richesses du sous-sol,

Secteur Nep : secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) destiné à des constructions, installations et aménagements légers d'intérêt public et collectif liés et nécessaires au traitement des eaux usées et aux déchetteries.

Secteur NL : secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) destiné à des constructions, installations et aménagements légers ayant une vocation de loisirs, sportive, culturelle ou touristique, éducative ou pédagogique.

Il convient de noter que le secteur NL comprend des équipements publics de loisirs situés en continuité des agglomérations et considérés comme appartenant à l'espace urbanisé et d'autres espaces isolés en campagne considérés en tant que STECAL

Secteur NLs : secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) destiné à des constructions, installations et aménagements liés et nécessaires à l'exercice des sports mécaniques.

Secteur Ntp : secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) à destination principale d'hébergement et d'animation touristique, correspondant à des ensembles bâtis à caractère patrimonial où les dispositions relatives au permis de démolir s'appliquent.

Secteur Nt : secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) à destination principale d'hébergement et d'animation touristique.

Secteur Nv : secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) à destination principale d'aire d'accueil des gens du voyage.

Secteur Nenr : secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) à destination principale d'installations de production d'énergie renouvelable.

Secteur Nx : secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) destiné aux activités économiques isolées sans lien avec le caractère de la zone, décliné en sous-secteurs **Nxd et Nxc**.

La révision entraine:

- la création de 5 STECAL à vocation d'hébergements touristique à l'appui systématique de constructions d'intérêt patrimonial existantes, évitant ainsi le mitage par des constructions nouvelles au sein de l'espace agricole ou naturel en vue de conforter l'animation touristique de la CCPC.
- La réduction de certains STECAL, notamment pour minimiser l'impact sur les zones agricoles et naturelles ;
- La clarification des règles d'implantation et de constructibilité, avec des limites précises sur l'emprise au sol et la hauteur des nouvelles constructions.

L'emprise au sol supplémentaire autorisée par STECAL se limite à 200m² et n'est pas constitutive de consommation d'ENAF.

Au regard du territoire de La Communauté de communes du Pays de Chantonnay, et de ses 10 communes, ce nombre de STECAL correspond à l'esprit de la loi ALUR qui précise que les STECAL doivent être identifiés « à titre exceptionnel ».

Tableau récapitulatif sur les secteurs constitutifs de STECAL :

Secteurs et nombre de sites	Surface totale (ha)	Part des surfaces sur l'ensemble du territoire en %	Surface constitutive de consommation d'ENAF en ha	Emprises au sol cumulées des nouvelles constructions	Hauteur maximale autorisée	Implantation des constructions
Nc (2)	99,9	0,31		200m²	Celle des constructions existantes sauf impératifs techniques	5 m de recul mini par rapport à l'alignement des voies publiques et privées Le long de l'A83 : 100 mètres minimum par rapport à l'axe de la voie ; Le long de la RD137 : 75 mètres minimum par rapport à l'axe de la voie ; Le long des RD 949b, 960b : 25 mètres minimum par rapport à l'alignement de la voie ; Le long des autres RD : 15 mètres minimum par rapport à l'alignement de la voie. 10 m des cours d'eau
Nep (12)	14,5	0,05		L'emprise au sol des constructions autorisées dans le secteur doit répondre aux besoins techniques liés aux modes de traitement des eaux usées.	4,50 m à l'égout sauf impératifs techniques	
NL (4)	13,8	0,04		50m²	4,50 mètres à l'égout du toit ou au sommet de l'acrotère.	
NLs (4)	18,3	0,06		50m²	La hauteur des constructions nouvelles ne doit pas excéder la hauteur des constructions existantes.	
Ntp (13)	28,4	0,09		200m²	La hauteur des constructions nouvelles ne doit pas excéder la hauteur des constructions existantes.	
Nt (6)	7,3	0,02		200m²	La hauteur des constructions nouvelles ne doit pas excéder la hauteur des constructions existantes.	
Nv (1)	1,2	0,004		50 m²	4,50 mètres à l'égout du toit ou au sommet de l'acrotère.	
Nenr (1)	5,6	0,02		120 m²	4,50 mètres à l'égout du toit ou au sommet	
Nx (6)	14,5	0,04	1,84	Inférieures ou égales à 50% de l'emprise au sol du bâti initial.	Celle des constructions existantes	
Nxd (7) /Nxdi (1)	5,5	0,02	0,24	Inférieures ou égales à 50% de l'emprise au sol du bâti initial.		

Les STECAL encadrent de manière effective les possibilités de confortation et de développement des équipements publics et collectifs, ainsi que de l'offre touristique et des entreprises isolées.

Il convient de noter qu'ils contribuent à hauteur de 2,08 ha à la consommation d'ENAF.

2.12. Le Règlement

Le règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay. Il est constitué :

- d'un préambule et d'un lexique explicitant la manière dont doivent être interprétés certains termes utilisés dans le présent document (**Titre I**),
- de dispositions générales applicables à l'ensemble des zones délimitées sur les documents graphiques du règlement (**Titre II**), 7
- de dispositions spécifiques applicables aux zones urbaines (**Titre III**),
- de dispositions spécifiques applicables aux zones à urbaniser (**Titre IV**),
- de dispositions spécifiques applicables aux zones agricoles (**Titre V**),
- de dispositions spécifiques applicables aux zones naturelles et forestières (**Titre VI**)
- d'annexes au règlement (**Titre VII**) comprenant :
  - ✓ une liste de plantations recommandées,
  - ✓ une liste d'espèces interdites,
  - ✓ une liste des bâtiments de caractère susceptibles de changer de destination en secteurs A ou N (Pièce 5.2 : Annexe au règlement écrit – Inventaire du potentiel en changement de destination).

Ces zones sont délimitées sur les documents graphiques du règlement,

2.13. Composition du dossier d'enquête publique

2.13.1. Les documents de procédure :

- ❖ L'arrêté préfectoral du 27 novembre 2015 par lequel la Communauté de communes du Pays de Chantonnay devient compétente en matière de documents d'urbanisme ;
- ❖ La délibération du Conseil communautaire n° 2023-31, en date du 25 janvier 2023, prescrivant la procédure de révision n°1 du PLUi du Pays de Chantonnay, la définition des objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;
- ❖ Les délibérations des communes du Pays de Chantonnay relatives à la tenue des débats sur le PADD au sein de leur Conseil municipal ;
- ❖ La délibération du Conseil communautaire n° 2024-208, en date du 24 avril 2024, relative à la tenue du débat sur le PADD au sein du Conseil communautaire ;
- ❖ La délibération du Conseil communautaire n°2024-373 en date du 25 septembre 2024 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision du PLUi ;
- ❖ De la notification aux Personnes Publiques Associées et concertées en date du 28/10/2024 pour avis sur le projet arrêté de révision 1 du PLUi ;
- ❖ De la saisine de la MRAe en date du 05/11/2024 ;
- ❖ De la saisine de la CDPENAF en date du 19/11/2024 au titre des STECAL ;
- ❖ Des listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2024 et 2025 ;
- ❖ De la décision n° E24000213/85 du Président du Tribunal Administratif de Nantes, en date du 13 décembre 2024, portant désignation du commissaire enquêteur ;
- ❖ De l'arrêté d'ouverture d'enquête publique n° 2025-02 en date du 31 janvier 2025.

- De l'avis d'enquête publique ;
- Annonces légales : le 1er avis d'enquête a été publié dans Ouest France et la Vendée Agricole le mercredi 5 février 2025 et le vendredi 7 février dans la Vendée Agricole. Le 2ème avis d'enquête publique a été publié le vendredi 28 février, dans Ouest France et la Vendée agricole ;
- Les certificats d'affichages des avis d'enquête publique.

2.13.2. Les pièces constitutives du dossier d'enquête publique :

LES PIECES ADMINISTRATIVES

1. Pièce PAO Suivi des avis des Personnes Publiques
2. RTE Réseau de Transport Electricité
3. CMA Chambre des Métiers et de l'Artisanat
4. Vendée Eau
5. Commune de Saint Germain de Prinçais
6. Département de la Vendée
7. SNCF
8. Chambre d'Agriculture de la Vendée
9. Le Préfet de la Vendée
10. La MRAe Mission Régionale Autorité environnementale
11. Pièce 10 Délibération de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay prescrivant la révision du PLUi, et les modalités de la Concertation
12. Pièce 11 Délibération de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay sur le bilan de la Concertation et l'arrêt du projet de révision n°1
13. Pièce 12 Bilan de la concertation
14. Pièce 13 Textes régissant l'enquête publique
15. Pièce 14 Arrêté de la Présidente de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay sur l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de révision n°1 du PLUi du Pays de Chantonnay
16. Pièce 15 Avis d'enquête publique

LE RAPPORT DE PRESENTATION (élaboration par le cabinet PLUREAL)

Pièce 2.1 Préambule
Pièce 2.2 Actualisation du diagnostic socio-économique
Pièce 2.3 Etat initial de l'environnement
Pièce 2.4 Identification de la Trame Verte et Bleue
Pièce 2.5 Diagnostic agricole
Pièce 2.6 Explication des choix retenus
Pièce 2.7 Incidences sur l'environnement
Pièce 2.8 Indicateurs de suivi
Pièce 2.9 Articulation avec les documents supra
Pièce 2.10 Méthodologie
Pièce 2.11 Résumé non technique
Pièce 3 Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)
Pièce 4.1.1 Préambule Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Pièce 4.1.2 OAP Sectorielles activités
Pièce 4.1.2b OAP Sectorielles activités Etude Loi Barnier Secteur Uxa du Vendéopôle
Pièce 4.2.1 OAP Economie
Pièce 4.2.2 OAP Thématique Trame verte et bleue
Pièce 5.1 Règlement écrit
Pièce 5.3 Liste des emplacements réservés

LES ANNEXES
Pièce 7.1 Servitudes
Pièce 7.1.2 Liste des servitudes
Pièce 7.1.3 Retenue de Rochereau et Retenue de l'Angle Guignard
Pièce non numérotée : Atlas des changements de destination

LES PLANS DE ZONAGE
Un zonage du territoire de la communauté de communes
Pièce n° 6.0 - C.C du Pays de Chantonnay
Un zonage des centre-bourgs et abords immédiats
Pièce n° 6.1 - BOURNEZEAU Nord
Pièce n° 6.2 - BOURNEZEAU Sud
Pièce n° 6.3 - BOURNEZEAU – Saint Vincent Puymaufrais
Pièce n° 6.4 - CHANTONNAY Nord
Pièce n° 6.5 - CHANTONNAY Sud
Pièce n° 6.6 - CHANTONNAY Nord-Est
Pièce n° 6.7 - CHANTONNAY – Saint Mars des Près
Pièce n° 6.8 - CHANTONNAY – St Philbert du Pont Charrault
Pièce n° 6.9 – ROCHETREJOUX
Pièce n° 6.10 - SAINTE CECILE
Pièce n° 6.11 - SAINT GERMAIN DE PRINCAY
Pièce n° 6.12 - SAINT HILAIRE LE VOUHIS
Pièce n° 6.13 - SAINT MARTIN DES NOYERS
Pièce n° 6.14 - SAINT PROUANT
Pièce n° 6.15 - SAINT VINCENT STERLANGE
Pièce n° 6.16 - SIGOURNAIS
Plan du Règlement Graphique du territoire du Pays de Chantonnay
Pièces n° 6.27 Règlement graphique de chaque commune
BOURNEZEAU
CHANTONNAY
ROCHETREJOUX
SAINTE CECILE
SAINT GERMAIN DE PRINCAY
SAINT HILAIRE LE VOUHIS
SAINT MARTIN DES NOYERS
SAINT PROUANT
SAINT VINCENT STERLANGE

SIGOURNAIS

2.13.3. Analyse du commissaire enquêteur sur le dossier d'enquête

A la lecture de l'ensemble des pièces qui le composent, le commissaire enquêteur constate que le dossier présenté est complet et conforme à l'article R123-8 du code de l'environnement.
Il est bien documenté. Les documents graphiques sont de bonne qualité avec un regret sur l'absence de certains noms de lieu-dit.

2.13.4. Synthèse des réponses des avis PPA

Sur un total de 30 notifications le porteur de projet a reçu les réponses ci-dessous.

PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES	Date Notification	Date Limite Avis	Date Avis	Avis Favorable	Avis Favorable sous Réserve	Avis Défavorable	Observations sans avis	Sans Observation
PREFECTURE DE LA VENDEE	08/11/2024	08/02/2025		Avis réceptionné hors delai donc réputé tacitement favorable				
DDTM	08/11/2024	08/02/2025		Avis réceptionné hors delai donc réputé tacitement favorable				
DREAL	08/11/2024	08/02/2025						
MRAe	06/11/2024	06/02/2025	06/02/2025				X	
CDPENAF	29/11/2024		29/01/2025	X		X		
CASS	28/10/2024	28/01/2025	27/01/2025			X		
CCI 85	28/10/2024	28/01/2025						
CMA85	28/10/2024	28/01/2025	26/12/2024				X	
CONSEIL DEPARTEMENTAL VENDEE	28/10/2024	28/01/2025	20/01/2025				X	
CONSEIL REGIONAL PAYS DE LA LOIRE	28/10/2024	28/01/2025						
SCOT PAYS DU BOCAGE VENDEEN	28/10/2024	28/01/2025						
CC DU PAYS DE LA CHATAIGNERAIE	28/10/2024	28/01/2025						
CC DU PAYS DE POUZAUGES	28/10/2024	28/01/2025						
CC DU PAYS DE ST FULGENT LES ESSARTS	28/10/2024	28/01/2025						
CC DU PAYS DES HERBIERS	28/10/2024	28/01/2025						
CC SUD VENDEE LITTORAL	28/10/2024	28/01/2025						

	Date Notification	Date Limite Avis	Date Avis	Avis Favorable	Avis Favorable sous Réserve	Avis Défavorable	Observations sans avis	Sans Observation
COMMUNES MEMBRES DE LA CCPC								
MAIRIE DE BOURNEZEAU	28/10/2024	28/01/2025						
MAIRIE DE CHANTONNAY	28/10/2024	28/01/2025						
MAIRIE DE ROCHETREJOUX	28/10/2024	28/01/2025						
MAIRIE DE SAINTE CECILE	28/10/2024	28/01/2025						
MAIRIE DE SAINT GERMAIN DE PRINCAIS	28/10/2024	28/01/2025	13/01/2025	X				
MAIRIE DE SAINT HILAIRE LE VOUHIS '	28/10/2024	28/01/2025						
MAIRIE DE SAINT MARTIN DES NOYERS	28/10/2024	28/01/2025						
MAIRIE DE SAINT PROUANT	28/10/2024	28/01/2025						
MAIRIE DE SAINT VINCENT STERLANGES	28/10/2024	28/01/2025						
MAIRIE DE SIGOURNAIS	28/10/2024	28/01/2025						
PERSONNES PUBLIQUES CONSULTEES								
SNCF	28/10/2024	28/01/2025	24/01/2025				X	
RTE	28/10/2024	28/01/2025	10/12/2024				X	
VENDEE EAU	28/10/2024	28/01/2025	10/01/2025		X			

Soit sur 10 avis exprimés (hormis les hors délais) :

- ✓ 2 favorables
- ✓ 1 avec favorable sous réserve
- ✓ 2 défavorables + 2 défavorables réceptionné hors délai
- ✓ 2 observations sans avis

3. ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE

3.1. La désignation du commissaire enquêteur

Par décision N° E2400213/85 en date du 13 décembre 2024 Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nantes a désigné le commissaire enquêteur pour la conduite de l'enquête publique relative à la révision N°1 du PLUi de la communauté de communes du Pays de Chantonnay.

3.2. L'arrêté d'ouverture d'enquête

Par arrêté N° 2025-2, Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay a prescrit l'enquête publique organisant les modalités relatives aux permanences du commissaire enquêteur à la publicité, l'affichage et l'information du public.

3.3. Publicité-affichage-information du public

L' "Avis au Public" se référant à l'arrêté 2025-2, format A2 est resté affiché, visible de jour comme de nuit du lundi 24 février au vendredi 28 mars au siège de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay, dans les 11 mairies de la communauté de communes ainsi qu'à proximité des OAP et STECAL selon le plan ci-dessous :
Le plan des affichages est joint en annexe.
Le 1er avis d'enquête a été publié dans Ouest France le 5 février 2025 et le 7 février 2025 dans la Vendée.
Le 2ème avis d'enquête publique a été publié le vendredi 28 février dans Ouest France et La Vendée Agricole.
L'information du public a également fait l'objet d'une mise en ligne du dossier complet sur le site internet de la communauté de communes du Pays de Chantonnay
Le public pouvait exprimer ses observations, soit par courrier postal, soit par inscription sur le registre dématérialisé, soit par inscription dans les registres papiers disponibles en mairies, soit par courriel à l'adresse internet dédiée à cet effet, mentionnée dans l'arrêté et dans l'avis d'enquête publique.

3.4. Chronologie des événements avant l'enquête

Lundi 16 décembre 2024 : réception par le Commissaire Enquêteur de sa désignation par le Président du Tribunal Administratif de Nantes sous le N° E24000213/85;
Jeudi 9 janvier 2025: à 9 heures réunion de présentation du projet et de ses enjeux par Madame YOU Chargée de mission PLUi et Habitat en présence de Monsieur Jean-François ROUHAUD, avocat, cabinet LEXCAP (en visio), Madame Chantal BARBEAU, PLUREAL (en visio), Madame Corinne PREAULT, responsable pôle Aménagement et Environnement de la CC du Pays de Chantonnay, Monsieur Diégo RODRIGUEZ, responsable service ADS de la CC du Pays de Chantonnay.
Vendredi 7 février 2025 : publication de l'arrêté 2025-02, affichage des avis d'enquête publique ;
Jeudi 13 février : visite des lieux et paraphe des dossiers et des 11 registres d'enquête publique en vue de l'ouverture le lundi 24 février à 14h.

Mercredi 5 février : publication du 1er avis dans Ouest France.
Vendredi 7 février : publication du 1er avis dans la Vendée Agricole.

4. DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

4.1. Chronologie des événements pendant l'enquête

Lundi 24 février 2025 : 1ère permanence au siège de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay de 14h à 17h. 3 courrier reçus et 8 Visiteurs
Mercredi 26 février : 2ème permanence en mairie de Sainte Cécile de 9h à 12h. 6 visiteurs.
3ème permanence en mairie de Saint Germain de Prinçay de 14h à 17h. 1 courrier et 8 visiteurs.
Lundi 3 mars : 4ème permanence en mairie de Saint Martin des Noyers de 9h à 12h. 8 visiteurs.
5ème permanence en mairie de Bournezeau de 14h à 17h. 7visiteurs
Jeudi 13 mars : 6ème permanence en mairie de Saint Hilaire le Vouhis de 9h à 12h. 2 visiteurs.
7ème permanence en mairie de Saint Vincent Sterlanges de 14h à 17h. Pas de visites.
Mardi 25 mars : 8ème permanence en mairie de Saint Prouant de 9h à 12h . 1 courrier et 4 visiteurs.
9ème permanence en mairie de Sigournais de 14h à 17h. 4 visiteurs. 4 visiteurs.
Vendredi 28 mars : 10ème permanence en mairie de Rochetrejoux de 9h à 12h. 1 courrier, 1visiteur.
11ème et dernière permanence au siège de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay de 14h à 17h. 2 courriers, 1 pétition et 7 visiteurs.
Clôture de l'enquête publique à 17h00.

4.2. Chronologie des événements après clôture des registres d'enquête

Mercredi 2 avril à 11h30 :
Conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté 2025-2, le commissaire enquêteur remet son procès-verbal de synthèse en mains propres à Madame Isabelle MOINET, Présidente de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay en présence de Madame YOU Chargée de mission PLUi et Habitat, de Madame Corinne PREAULT, responsable pôle Aménagement et Environnement de la CC du Pays de Chantonnay et de Monsieur Diégo RODRIGUEZ, responsable service ADS de la CC du Pays de Chantonnay, afin de lui communiquer les observations écrites et orales recueillies durant l'enquête, en l'invitant à produire ses observations éventuelles dans un délai maximal de 15 jours.
Le 17 avril 2025, réception via internet du mémoire en réponse signé par la Présidente du Pays de Chantonnay. Le document original est réceptionné par courrier en recommandé le **19 avril 2025**.

Mercredi 23 avril à 11h30 :
1. Remise du dossier d'enquête publique, du registre, du rapport, des conclusions et avis à Madame YOU Chargée de mission PLUi et Habitat.
2. Transmission du rapport, conclusions et avis au Président du Tribunal Administratif de Nantes.

4.3. Déroulement

L'enquête s'est déroulée pendant 33 jours consécutifs, sans incident, du lundi 24 février au vendredi 28 mars inclus aux jours et heures fixés par l'arrêté 2025-2 du 31 janvier 2025, avec 11 permanences du commissaire enquêteur.

Pendant toute la durée de l'enquête, les registres d'enquête et les dossiers complets de présentation sont restés à la disposition du public, aux heures et jours habituels d'ouverture des bureaux.
Les observations du public étaient accessibles sur les sites Internet du Pays de Chantonnay.

Le Commissaire Enquêteur a reçu toute l'aide nécessaire à l'accomplissement de sa mission. pendant la phase préparatoire, durant l'enquête et plus particulièrement pendant ses permanences.

4.4. Accueil du public

Durant toute la durée de l'enquête, il était assuré au siège de la communauté de communes du Pays de Chantonnay pendant les heures habituelles d'ouverture au public.
Un poste informatique ainsi que le dossier papier et son registre étaient à la disposition des personnes voulant consulter le projet de Révision n°1 du PLUi dans chacune des 10 communes du Pays de Chantonnay.

4.5. Clôture de l'enquête

Le vendredi 28 mars à 17h, terme officiel de l'enquête, conformément à l'article 7 de l'arrêté 2025-2 le Commissaire Enquêteur a procédé à la clôture des registres d'enquête publique.

5. AVIS EMIS LORS DE L'ELABORATION DES PROJETS

5.1. Avis de la MRAe

La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) en date du 5 février 2025 a rendu son avis sur la révision du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) du Pays de Chantonnay, qui concerne 10 communes et environ 23 000 habitants. Cet avis ne donne pas d'opinion favorable ou défavorable au projet, mais vise à améliorer la prise en compte de l'environnement et à informer le public.

Parmi les points essentiels elle constate que l'analyse de l'état initial souffre de plusieurs lacunes relatives à la description des milieux naturels et de l'assainissement collectif et individuel.

Au regard des évolutions récentes, le scénario de croissance retenu, reconduit à l'identique celui du PLUi de 2019, apparaissant très optimiste, avec une consommation foncière dédiée à l'habitat qui interroge au regard des niveaux de densité encore trop faibles.

Les espaces consacrés au développement économique demeurent trop élevés pour inscrire le PLUi dans la trajectoire de réduction par deux de la consommation d'espace entre 2021 et 2031 par rapport à la décennie précédente.

La préservation des milieux naturels, des paysages, des espaces boisés, de la trame bocagère nécessite d'être renforcée.

La protection de la ressource en eau nécessite d'être assurée par une prise en compte des servitudes des périmètres de protection.

La MRAe recommande une prise en compte approfondie de ses observations. L'avis de la MRAe a fait l'objet d'un mémoire en réponse qui reprend chaque recommandation de l'avis et apporte les éclaircissements et éléments de justification adaptés.

Ces éléments seront développés dans les pièces correspondantes du dossier de PLUi.

Recommandations de la MRAe	Proposition de réponse
2.1 Diagnostic territorial et analyse de l'état initial de l'environnement *La MRAe recommande :* *— de préciser l'ampleur et la fréquence des dysfonctionnements des deux stations d'épuration les plus importantes du territoire, celle de Pré Bretault à Chantonnay et celle route de Marcuil à Bournezeau ;* *— de préciser le taux d'installations d'assainissement individuel non conformes et la part qu'elles représentent en termes de population desservie.*	La STEP de Chantonnay est sujette à des déversements dans le milieu : une mise en demeure de réaliser des travaux en 2025 a été effectuée par l'Etat. Ces disfonctionnements n'affectent pas la capacité de traitement des effluents supplémentaires induits par la densification de 4 villages et le passage de 1AUe à 1AUh prévus par la révision du PLUi. Un audit de la STEP sera conduit ainsi que des travaux sur le poste d'entrée, la déconnexion d'avaloirs et des travaux de réduction des eaux claires parasites. En fonction des conclusions de l'audit, le dimensionnement du bassin tampon préconisé pourra être précisé puis inscrit au programme prévisionnel d'investissement pour 2026. Les objets de la procédure de révision du PLUi n'ont pas de lien avec les désordres indiqués pour la STEP de Bournezeau. Le PLUi est en vigueur et continue de s'appliquer. La révision partielle en débat ne concerne pas les dispositions du PLUi qui ne connaissent aucune évolution. Un tableau des conformités des assainissements non collectif sur le territoire est disponible dans le Rapport Public sur la Qualité du Service (RPQS) et est joint en annexe n°1 au présent mémoire.
La MRAe recommande : *— de présenter une cartographie de localisation des sites Natura 2000 vis-à-vis du territoire en intégrant le site du Marais Poitevin et en rappelant les principales caractéristiques et enjeux de préservation associés ;* *— de rappeler les principales caractéristiques des ZNIEFF du territoire et les facteurs influençant leur évolution ;* *— de présenter une cartographie à même d'établir le lien entre le périmètre de la SCAP143 « Vallée du Lay à La Tabarière » et sa prise en compte dans la trame verte et bleu définie à l'échelle du Pays de Chantonnay.*	L'analyse des incidences sur les sites NATURA 2000 sera complétée par celle sur la Directive Habitat « Marais Poitevin ». Les conclusions de l'évaluation environnementale ne sont pas remises en cause : les liens fonctionnels du territoire avec le site NATURA 2000 s'effectuant principalement via le réseau hydrographique. Les compléments sur les ZNIEFF du territoire seront effectués dans l'état initial de l'environnement. Les objets de la procédure de révision du PLUi ne prévoient pas de revenir sur la trame verte et bleue. Les modifications apportées au zonage et au règlement en lien avec les objets de la révision ne remettent pas en cause la volonté de préserver la vallée du Lay à la Tabarière et donc avec la Stratégie de Création des Aires Protégées.

3

La MRAe recommande d'actualiser l'analyse de l'état initial consacrée à l'air, l'énergie et le climat à partir des données plus récentes et d'exposer les enjeux, en lien avec la planification urbaine, concernant la vulnérabilité du territoire face au changement climatique	Le bilan à mi-parcours du PCAET permettra d'actualiser les données du territoire du diagnostic du rapport de présentation. Pour autant, les actions mises en place nécessitent un temps long avant d'en mesurer l'impact.
2.2 Articulation du projet de PLUi avec les autres plans et programmes *La MRAe recommande de reprendre la partie consacrée à l'articulation du PLUi avec l'ensemble des orientations et dispositions du SDAGE Loire Bretagne 2022-2027 ainsi que du point de vue du SAGE du bassin du Lay notamment pour les aspects relatifs à la préservation de la qualité des eaux superficielles.*	Les données ont été actualisées.
2.3 Choix du parti retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement et des solutions de substitution raisonnables *La MRAe recommande de compléter la démarche de justification des choix par rapport aux réels besoins du territoire à confronter aux objectifs du SCoT.*	Le contenu de la procédure de révision du PLUi ne porte pas sur la remise en cause des orientations du PLUi de 2019.
2.4 Incidences notables probables du projet de PLUi et mesures pour éviter, réduire et compenser ses conséquences dommageables *La MRAe recommande :* *— de renforcer l'analyse des incidences vis-à-vis du site Natura 2000 du Marais poitevin, relié à son réseau*	Les précisions sont apportées dans le point 2.1 ci-avant concernant l'analyse des incidences sur le site NATURA 2000 du Marais Poitevin et l'assainissement des eaux usées. En complément, on rappellera les points suivants : - Les travaux de réhabilitation de la STEP de Sainte Cécile ont été réalisés depuis l'approbation de l'élaboration du PLUi. - Le syndicat mixte du bassin versant du Lay mène actuellement une étude de modélisation des flux bactériologiques sur le bassin du Lay dans laquelle la STEP de Bournezeau est identifiée comme déversant et

4

hydrographique, dans lequel s'opèrent des rejets de stations d'épuration non conformes en performance ; *— d'exposer l'argumentation du point de vue de l'absence d'alternative de moindre impact au choix du tracé de la voie de contournement sud-ouest de Saint-Prouant ;* *— de présenter une analyse argumentée visant à démonter le caractère non notable des effets induits du PLUi sur les zones naturelles recouvrant les réservoirs et corridors écologiques du territoire.*	pouvant impacter la zone NATURA 2000. Des travaux concernant la lutte contre les eaux claires parasites sont en cours de réalisation. La capacité de traitement de cette STEP n'est pas remise en question. Les objets de la procédure de révision du PLUi ne concernent pas le projet de contournement de Saint-Prouant. Les objets de la procédure de révision du PLUi ne remettent pas en cause les mesures de protection de la trame verte et bleue, motivant en particulier la mise en place de la zone N, la protection des haies, boisements et zones humides.
2.5 Dispositif de suivi des effets du projet de PLUi sur l'environnement *La MRAe recommande d'enrichir le dispositif de suivi consacré à l'environnement notamment en ce qui concerne les travaux et aménagements permis sous conditions et/ou de manière restreinte en zones naturelles ainsi que sur la trame boisée non concernée par une identification particulière au titre des dispositions du PLUi.*	Dans la mesure où la révision entraine la création de STECAL, il peut être envisagé de créer un indicateur de suivi pour « les travaux et aménagements permis sous conditions et/ou de manière restreinte en zones naturelles ». Concernant la trame boisée non concernée par une identification particulière au titre des dispositions du PLUi : le PLUi ne dispose pas des outils pour pouvoir mener cette évaluation, considérant que l'évolution sort de son champ d'application. La CCPC apporte cependant les précisions suivantes concernant le renforcement du suivi en termes d'assainissement et du bocage : • Le transfert de la compétence Assainissement à la CCPC puis à Vendée Eau au 1/01/2025 permettra d'obtenir des données et indicateurs sur la capacité des STEP du territoire tels que prévus par le RPQS. • Dans le cadre du PCAET, une action de connaissance des milieux boisés avec une collaboration du CNPF a permis d'établir un état des lieux. Des accompagnements sont proposés aux propriétaires pour la moitié des communes du territoire. Dans le cadre de la mise en place d'une filière locale bois-bocage, la prise en charge financière par la collectivité de plans de gestion durable des haies permettra également de parfaire la connaissance puis d'envisager des actions d'entretiens et de plantations, dans un objectif de confortation de la trame bocagère.
	5

3.1 Organisation spatiale et consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers *La MRAe recommande :* *— de rehausser le niveau d'ambition en termes de densité de logements pour les différentes typologies de pôles ;* *— de tenir compte des espaces encore disponibles dans les zones d'activités pour une évaluation plus juste du besoin en foncier à vocation économique.*	Ces recommandations ne correspondent pas aux objets de la procédure de révision du PLUi.
3.2 Préservation du patrimoine naturel et bâti *La MRAe recommande d'intégrer au dispositif de suivi un ou des indicateurs relatifs aux constructions et aménagements autorisés sous conditions en zones naturelles.*	Cf 2.5 ci-avant Dans la mesure où la révision entraine la création de STECAL, il peut être envisagé de créer un indicateur de suivi pour « les travaux et aménagements permis sous conditions et/ou de manière restreinte en zones naturelles ».
Zones humides *La MRAe recommande d'annexer au dossier les éléments de méthodologie et les inventaires validés par les commissions locales de l'eau des SAGE concernés.* *La MRAe recommande que le règlement fasse référence de manière explicite à la notion d'espace périphérique proche des zones humides telle qu'indiquée au SDAGE en vigueur et à prendre en compte dans le but d'en préserver l'intégrité des fonctionnalités.*	La méthodologie d'inventaire des zones humides est celle basée sur les cahiers des charges rédigés par les SAGE concernés. La notion d'espace périphérique proche des zones humides nécessite d'apporter des précisions qui ne sont pas dans les objets de la délibération de prescription de la révision du PLUi, pour pouvoir faire l'objet d'une traduction règlementaire opérante dans le PLUi.
Boisements et plantations *La MRAe recommande de renforcer les dispositions en matière de préservation des boisements et de la trame bocagère au-delà des seuls éléments identifiés à ce stade au plan de zonage*	Cf point 2.5

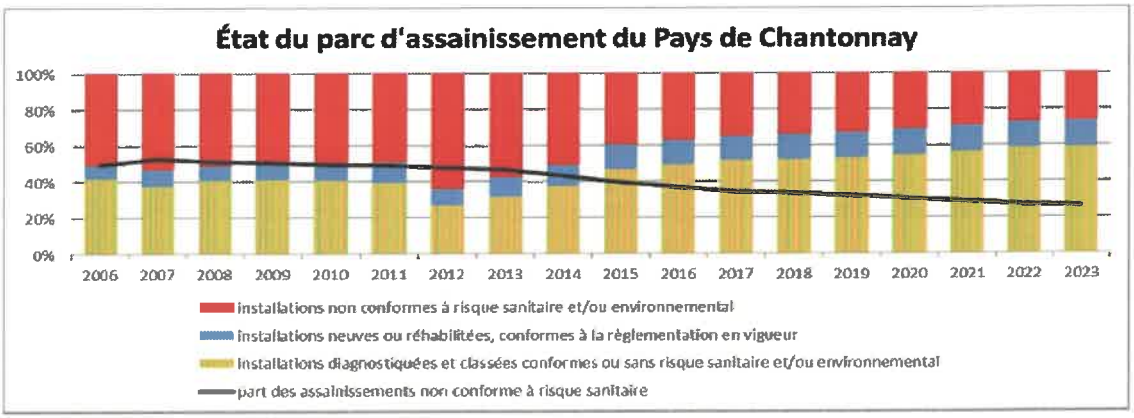
6

Sites, paysages et patrimoine *La MRAe recommande, pour chaque bâtiment identifié au titre d'une certaine qualité architecturale pouvant donner lieu à un changement de destination, de présenter l'analyse ayant conduit à les retenir au regard des critères cumulatifs énoncés.*	L'inventaire a été réalisé par les communes sur la base des critères définis et repris dans le rapport de présentation.
Assainissement et ressource en eau *La MRAe recommande :* *— d'annexer l'intégralité des arrêtés de déclaration d'utilité publique des trois captages du territoire et conformément aux dispositions générales du règlement d'en assurer le report sur le plan de zonage ;* *— que soient intégrées, dans le règlement écrit, les indications relatives aux coefficients d'imperméabilisation des sols à prendre en compte en zone U et AU de chaque commune ;* *— d'indiquer les actions engagées ou programmées par la collectivité afin de garantir la mise en conformité des deux stations d'épuration non conformes en termes de performance avant la poursuite du développement urbain des zones concernées.*	L'annexe des servitudes sera complétée. Coefficients d'imperméabilisation : Ce type d'évolution n'entre pas dans les objets de procédure de révision du PLUi. Assainissement cf point 2.5
3.3 Prise en compte des risques naturels d'inondation *La MRAe recommande d'annexer au dossier la servitude relative eu PPRi Lay Amont et de mettre en compatibilité les dispositions réglementaires (graphiques et écrites) du PLUi avec cette servitude.*	L'annexe des servitudes comprendra le PPRi. Le lien vers le PPRi est le suivant : *https://www.vendee.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Prevention-des-risques-naturels-et-technologiques/Plans-de-prevention-des-risques-naturels-PPRI-PPRL/PPR-Inondation/Lay-Amont/PPRI-du-Lay-Amont-approuve-le-18-fevrier-2005* Il convient de rappeler qu'un indice i a été mis en place sur les secteurs concernés par la servitude lors de l'élaboration du PLUi

7

3.4 Contribution au changement climatique, énergie et mobilité ***La MRAe recommande de préciser comment le PLUi s'est saisi des objectifs du PCAET, et comment il contribue à leur atteinte notamment en termes de réduction des émissions de GES au travers du développement des modes de déplacement alternatifs à la voiture, d'un aménagement urbain plus sobre en énergie, d'augmentation des puits de carbone et de développement des énergies renouvelables.***	La transposition du PCAET n'entre pas dans les objets de la délibération de prescription de la révision du PLUi

Annexe n°1 : tableau des conformités des ANC



Analyse du Commissaire Enquêteur

La MRAe émet 24 recommandations à prendre en compte à l'issue de l'enquête publique relative à la révision n°1 du PLUi qui sera soumise à l'approbation du Conseil Communautaire.
Elles sont importantes et conduisent quasiment toutes à la préservation des espaces et des ressources et au final contribuent à l'adaptation du territoire au changement climatique, même si la procédure de révision ne remet pas en cause les orientations du PLUi de 2019, notamment en matière de densification (cf 3.1)
Bien que certaines questions soient considérées "comme ne correspondant pas aux objets de la procédure de révision du PLUi" les réponses de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay s'avèrent précises et documentées. Ces éléments de réponses montrent, la prise de conscience par la collectivité, de la nécessité d'améliorer le projet sur les points essentiels fléchés par l'Autorité Environnementale. (adaptation du territoire au changement climatique et amélioration sensible du projet en consommation d'espaces agricoles et naturels)

5.2. Avis des PPA après notification

5.2.1. Avis de la CDPENAF-Préfet de La Vendée (Résumé)

Lors de l'examen du projet de PLUi en date du 15 janvier 2025, les membres de la commission ont émis un **avis favorable** à :

- La délimitation à titre exceptionnel des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées;
- Au titre des extensions des habitations existantes et annexes à ces habitations en zones A et N (L.152-12 CU) à l'exception de la partie du règlement ne répondant pas à la doctrine de la charte de gestion économe de l'espace pour les constructions inférieures à 150 m².

Un **avis défavorable** à :

- La méthode retenue pour établir le besoin en logements et les surfaces en extension qui en découlent en se rapprochant de celles constatées sur les périodes précédentes ;
- Une réflexion plus poussée sur les formes urbaines est attendue devant conduire à des densités plus ambitieuses ;
- le besoin pour les secteurs de développement économique qui doit être mieux justifié notamment pour les réserves prévues au SCoT.

Analyse du commissaire enquêteur
Les motifs conduisant pour partie à un avis défavorable sont précis. Quelles sont les intentions du Pays de Chantonnay par rapport aux attentes de la CDPENAF?

5.2.2. Avis de La Chambre d'Agriculture

Par courrier en date 25 janvier 2025 la Chambre d'agriculture transmet l'avis de la profession agricole.

L'avis est favorable sur l'identification des STECAL à conditions que des éléments soient apportés sur 3 STECAL, (Chêne Bertin, Nenr à St Prouant et un Nc) ainsi que sur l'absence d'impact sur l'activité agricole.

L'avis défavorable porte principalement sur les éléments suivants :

- Besoins de développement mal évalués.
- Absence de traitement des incidences agricoles et des compensations.
- Zonage à corriger (zones N à reclasser en A)
- Règlement : restrictions injustifiées sur les logements de fonction et annexes agricoles, nécessité d'autoriser certains travaux liés à l'exploitation (exhaussements, affouillements) et formulations non conformes à la Charte de gestion économe de l'espace.
- Règlement à adapter selon les observations. (Distance de 5 m avec haies/arbres trop restrictive, formulation sur zones humides à adapter selon la réglementation ERC en vigueur.

Analyse du commissaire enquêteur
Comme pour la CDPENAF l'avis de la Chambre d'Agriculture porte sur des éléments parfois sensiblement identiques.
Les intentions du Pays de Chantonnay seront questionnées dans le cadre du PV de synthèse.

5.2.3. Avis de la Chambre des métiers et de l'artisanat

Par courrier en date 19 décembre 2024 la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Pays de la Loire transmet un son analyse sur le projet de révision n°1 du PLUi.
Elle n'émet pas d'avis mais constate l'absence d'entrave à l'activité artisanale dans cette révision du PLUi.

Analyse du commissaire enquêteur
Cet avis n'appelle pas d'observation particulière.

5.2.4. Avis du Département de la Vendée

Le Conseil Départemental émets les recommandations techniques ci-après :

1. Classement en zone N de l'Espace Naturel Sensible (ENS) du « Fief du Rocher » à Chantonnay, en raison de sa haute valeur environnementale.
2. Demande similaire pour les secteurs « Fief de la Chauvetière » et « Le Moulin » à Sigournais, du fait de leur valeur patrimoniale.
3. Pour « Chantonnay - OAP 3 », privilégier l'accès par le giratoire existant.
4. Pour « Sigournais - OAP 2 », recommander un accès par la voie communale et non par un cheminement doux.
5. Sur Saint-Martin-des-Noyers, prévoir un aménagement spécifique sur la RD52 pour la zone 2AUh à l'ouest du bourg.
6. Modifier la formulation réglementaire concernant les accès aux routes départementales pour y inclure les zones en et hors agglomération, et harmoniser ce chapitre avec le règlement départemental de voirie.
7. Pour l'atlas des changements de destination, soumettre les conversions de granges en bordure de RD aux mêmes règles que les constructions neuves.
8. Enfin, il est recommandé d'anticiper les conditions d'accès aux futures zones constructibles afin d'éviter des complications lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Analyse du commissaire enquêteur
Le Conseil Départemental n'émet pas d'avis sur le projet de révision n°1 du PLUi, mais une liste de recommandations techniques précises. Quelles sont les intentions du Pays de Chantonnay par rapport aux attentes du Conseil Départemental?

5.2.5. Avis de Vendée Eau

Vendée Eau a adressé un document réceptionné le 10 janvier 2025, qui liste les arrêtés de DUP des périmètres de protection du territoire et émet quelques prescriptions sur les sites AEP inclus dans le projet :

L'Angle Guignard :

- *La carrière de Pont Charron tout renouvellement d'exploitation doit faire l'objet d'un avis favorable d'un hydrogéologue agréé. Autorisation de déboisement pour extension de l'activité de la carrière : seules les activités d'extraction y sont autorisées. Défrichement au fur et à mesure des besoins.*
- *La base de loisirs de Touchegray située dans le PPRS (Rapproché sensible), toute la partie comprise dans la bande des 50m ne pourra faire l'objet de construction,*
- *Le site de Moulin Neuf est situé dans le PPRS et pour partie dans la bande des 50m. Toute la partie comprise dans la bande des 50m ne pourra faire l'objet de construction, elles devront être envisagées sur la partie hors bande des 50m*

La retenue AEP de Rochereau, avec son secteur NL

- *Base de loisirs de La Morlière ; Cette base de loisir de La Morlière est située dans le PPRS (Rapproché Sensible) et pour partie dans la bande des 50m. Toute la partie comprise dans la bande des 50m ne pourra faire l'objet de construction, elles devront être envisagées sur la partie hors bande des 50m :*

La retenue AEP de la Vouraie.
Vendée Eau émet donc un avis favorable sous réserve de prise en compte de ses remarques visant à protéger les zones listées ci-dessus.

Analyse du commissaire enquêteur
L'avis de Vendée Eau est précis et documenté. Quelles sont les intentions du Pays de Chantonnay sur la prise en compte des remarques exprimées?

5.2.6. Avis de RTE (Réseau de Transport Electricité)

L'avis de RTE (adressé au Préfet de la Vendée) précise que sur le territoire du Pays de Chantonnay sont implantées les liaisons aériennes 90 000 volts suivantes :

- Ligne aérienne 90kV N0 1 BEAUPUY-PUYBELLIARD
- Ligne aérienne 90kV N0 1 ESSARTS-MERLATIERE-PUYBELLIARD
- Ligne aérienne 90kV N0 1 POUZAUGES-PUYBELLIARD

RTE attire l'attention du Pays de Chantonnay sur les observations ci-dessous :

- Le report des servitudes d'utilité publique (servitudes I4), afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'occupation du sol.
- L'importance des servitudes qui doivent être parfaitement identifiées pour des raisons de sécurité et d'opposabilité notamment dans le cadre de l'instruction des demandes d'autorisation du sol.
- Le règlement fait également l'objet de recommandations qui seront à prendre en compte par le Pays de Chantonnay.

Analyse du commissaire enquêteur
RTE n'émet pas d'avis mais des recommandations notamment en matière de sécurité, de servitudes et de réglementation. Celles-ci n'appellent pas d'observation particulière.

5.2.7. Avis de la SNCF

Par courrier en date du 24 janvier 2025, la SNCF n'émet pas d'avis sur le projet de révision n°1 du PLUi du Pays de Chantonnay.
Le document de 8 pages rappelle ce que sont les contraintes ferroviaires du fait des lignes traversant le territoire.
Les servitudes d'utilité publique sont rappelées, ainsi que les dispositions à proximité des passages à niveau, ainsi que les contraintes de maîtrise de la végétation et l'incompatibilité des espaces boisés classés avec la servitude T1.
SNCF Réseau souhaite inscrire 3 emplacements réservés dans les documents d'urbanisme : les PIG, (Programme le périmètre de considération ainsi que les MGDU. (Mesures Éventuelles de Gestion Durable de l'Urbanisation)
La nécessité de consulter SNCF pour les permis de construire ou lotissement jouxtant la plate-forme ferroviaire est rappelée.

Analyse du commissaire enquêteur
Les exigences sont précises. Quelles sont les intentions du Pays de Chantonnay par rapport aux attentes de la SNCF?

5.2.8. Avis de Saint Germain de Prinçay

Par délibération en date du 13 janvier 2025, le Conseil Municipal à l'unanimité émet un avis favorable pour la révision n°1 du PLUi avec une remarque sur le contour de la parcelle F454, celle-ci doit être englobée dans la zone Uv.

Analyse du commissaire enquêteur
La remarque de la commune sur la parcelle F454 est précise. Quelle est la position du Pays de Chantonnay sur cette demande?

6. AVIS REÇU HORS DELAIS

6.1.1. Préfet de la Vendée-Services de l'Etat

Ces documents réceptionnés hors délais sont réputés favorables conformément aux dispositions de l'article R.153-5 du code de l'urbanisme qui précise que l'avis sur le projet de plan arrêté, est rendu dans un délai de trois mois à compter de l'arrêt du projet. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis pourtant défavorable est réputé favorable.

Avis du Préfet de la Vendée (résumé de l'avis)

Le Préfet de la Vendée par courrier en date du 14 février 2025, réceptionné hors délai, tenant compte des remarques importantes des services de l'Etat a émis un **avis défavorable.**
Il apparait que le projet de révision n°1 du PLUi est insuffisamment abouti en matière de sobriété foncière, alors qu'il s'agit d'un enjeu majeur du territoire sur lequel le projet devra évoluer.

Le Préfet de la Vendée considère qu'il subsiste des marges significatives de progrès à opérer, portant sur les points résumés ci-dessous :
Une sobriété foncière insuffisante, car le projet ne respecte pas l'objectif de réduction de 50 % de la consommation d'espace, fixé par la loi Climat et Résilience, faute de SRADDET à jour au 22 novembre 2024. Le recours aux enveloppes maximales du SCoT (ancien et peu ambitieux) est jugé inadapté.
Une économie d'espace à renforcer est attendue par une réduction significative des surfaces dédiées aux extensions urbaines tant pour l'habitat que pour les zones d'activités économiques, en cohérence avec l'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050.
La méthode de mesure de la consommation d'espace observée et planifiée doit être révisée pour mieux distinguer les espaces réellement consommés, et ainsi évaluer plus justement les efforts de sobriété accomplis.
Sur le plan démographique, les projections ne tiennent pas compte des dernières données de l'INSEE, ce qui entraîne un surdimensionnement des besoins en logements. Il convient de revoir ces hypothèses et de réduire les zones constructibles.
Les OAP : l'intensification de l'urbanisation doit passer par des OAP plus abouties, intégrant des formes urbaines durables et innovantes, ainsi qu'une densification significative des zones constructibles.
Besoins économiques un effort de justification est demandé notamment en cas de dépassement des enveloppes prévues par le SCoT.

Annexe à l'avis de l'Etat
Observations de fond (résumé des observations)

1. Consommation d'espace :
   Le projet affiche une consommation d'espace excessive (84 ha) sans réelle stratégie de modération, ni mise en relation avec les consommations passées. Il ne respecte pas pleinement l'esprit de l'article L151-5 du code de l'urbanisme.
2. Diagnostics à compléter :
   Les volets agricole et forestier du diagnostic sont jugés insuffisants. Ils manquent d'informations sur les mesures compensatoires, les surfaces concernées et leurs caractéristiques.
3. Prévisions démographiques surestimées :
   La croissance projetée (+1,1 %/an) est supérieure aux tendances réelles (+0,6 %/an), entraînant une surévaluation des besoins en logements. Le taux de vacance et les formes urbaines alternatives ne sont pas pris en compte.
4. OAP peu ambitieuses :
   Les Orientations d'Aménagement manquent de déclinaisons concrètes et favorisent un modèle pavillonnaire peu économe en foncier. Une densité plus forte et une mixité urbaine sont attendues.
5. Activités économiques :
   La création de nouvelles zones (24 ha) n'est pas suffisamment justifiée au regard du potentiel existant (30 ha) partiellement aménagé. Une analyse plus fine des besoins est nécessaire.
6. Commerce :
   Les extensions commerciales ne sont pas conditionnées à la réutilisation de surfaces déjà

artificialisées, ce qui contrevient aux prescriptions de la loi Climat. Le règlement doit être ajusté.

7. Changement de destination :
   Le repérage des bâtiments à réhabiliter (213) est partiel et ne prend pas en compte certaines contraintes agricoles et techniques (ZNT, DECI). Un travail plus rigoureux est requis.
8. Risques :
   Les documents graphiques manquent de clarté sur les zones à risques. Des contradictions existent entre le PLUi et le PPRI, appelant une mise en cohérence complète.

Remarques techniques (Résumé des observations)

1. Référentiels obsolètes
   Le projet repose sur des documents caducs (anciens SDAGE, PGRI, PCAET), ce qui rend l'analyse de compatibilité incertaine avec les orientations actuelles. Le SCoT 2023 souligne un écart non pris en compte entre objectifs et consommation foncière.
2. Adaptation au changement climatique
   Une meilleure intégration de la TRACC (trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique) est conseillée. Les actions de verdissement urbain, de gestion des eaux, de développement des énergies renouvelables et de mobilité douce doivent être renforcées pour accroître la résilience du territoire.
3. Nuisances et risques
   La prise en compte des nuisances sonores est partielle. Des servitudes, telles que celle du gaz à Sigournais, ne sont pas intégrées. Un inventaire élargi des risques est requis.
4. Mobilités
   L'absence d'un recensement des places de stationnement est notée. Les documents existants Plan de Mobilité Simplifié, (DMS) , Schéma Directeur Cyclable (SDC) doivent guider les aménagements (pôles d'échanges, covoiturage, mobilités douces, urbanisme de proximité).
5. Pollutions atmosphériques, sonore et lumineuse
   Le traitement des nuisances lumineuses et sonores reste perfectible (trame noire, zones tampons). Les pollutions de l'air et des sols (BASIAS, BASOL) sont insuffisamment prises en compte.
6. Défense contre les incendies
   Les données sur les réseaux de défense incendie sont incomplètes ou datées. Le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie, (RDDECI) est daté du 29/08/2017 alors que l'annexe sur la défense incendie vise un document daté de 1991. Cette annexe ne présente aucune information sur l'existence ou non d'un Schéma Communal de Défense Extérieur Contre l'Incendie, (SCDECI) appelant à une mise à jour conforme aux responsabilités municipales.
7. Zonage et règlement
   Des erreurs cartographiques sont relevées. Le règlement écrit ne mentionne pas les obligations de stationnement vélo. Certaines servitudes d'utilité publique sont absentes ou incompatibles avec le zonage.
8. Espaces agricoles, naturels et forestiers
   La charte GEE doit être respectée dans les projets d'extension. L'encadrement de la diversification agricole mérite d'être renforcé selon l'avis de la CDPENAF.

Analyse du commissaire enquêteur
Les observations soulevées par l'avis du Préfet ainsi que celles mentionnées dans l'annexe à l'avis de l'Etat sont résumées ci-dessous.
L'avis étant réputé favorable, il appartient toutefois au Pays de Chantonnay d'y apporter la réponse qu'elle juge nécessaire.

6.1.2. Commune de Bournezeau

Par délibération en date du 11 février 2025, le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré décide d'émettre un avis favorable au projet de révision n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Analyse du commissaire enquêteur
Cet avis n'appelle pas de remarque particulière.

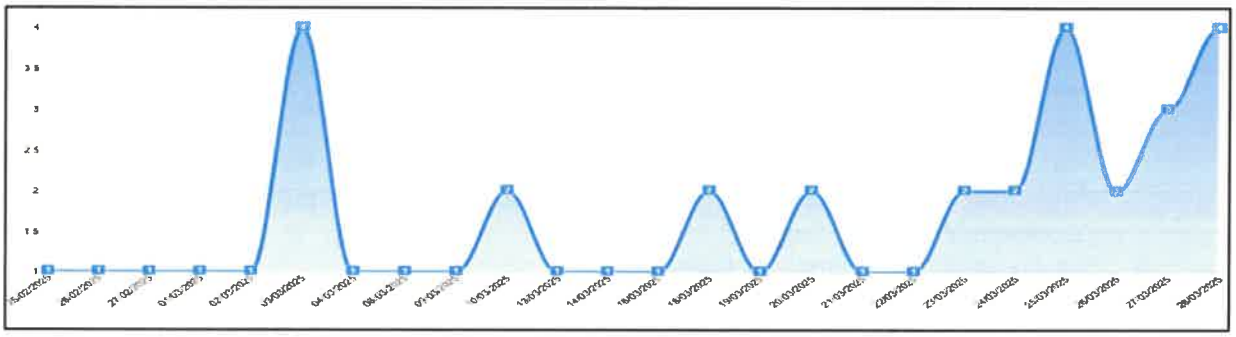
7. ANALYSE DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

7.1. Etat quantitatif des observations du public

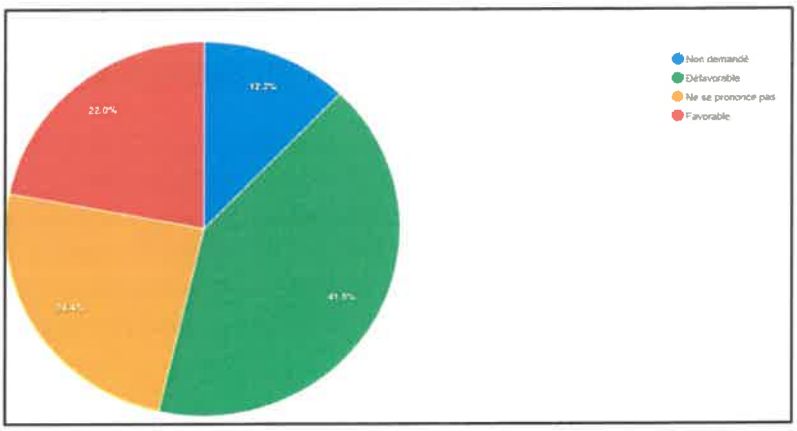
L'analyse du tableau de bord du registre dématérialisé permet de dénombrer 2207 visiteurs dont 285 uniques pour un total de 1235 téléchargements.

Observations :
Registre numérique : 39 dont 1 doublon.
Registres papiers : 70, dont 5 doublons
Soit un total de 104 observations du public
Lors de ses 11 permanences, le commissaire a reçu 55 personnes, venues prendre conseil afin de consulter les documents et de déposer leurs observations.

Courbe des dépositions par jour

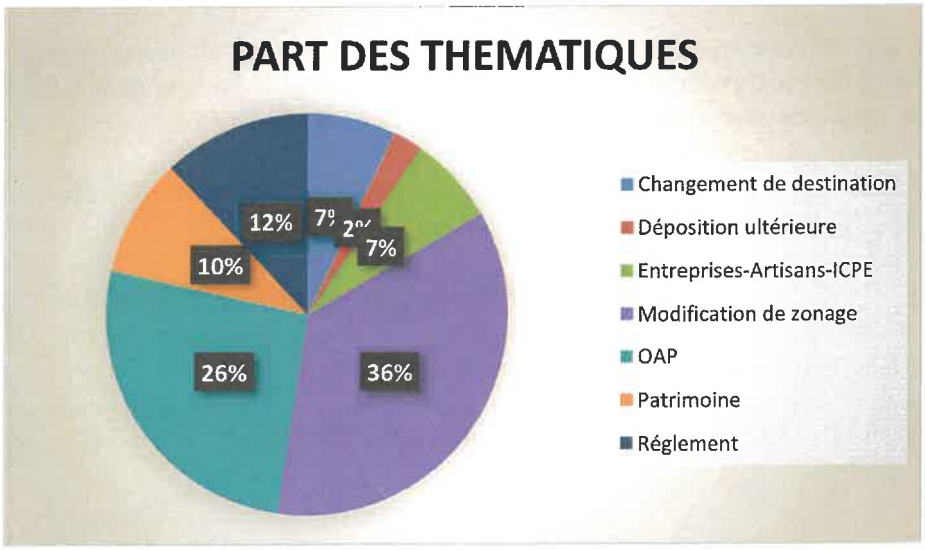


Répartition par type d'avis : Favorable (rouge 22%) Défavorable (vert 41.5%), Non demandé (bleu 12.2%) Ne se prononce pas (marron 24.4%)



Ce graphe n'est pas significatif en termes d'avis "favorable ou défavorable au projet" du fait d'une incompréhension du public. Plusieurs personnes ont interprétés le favorable comme correspondant à l'exposé de leur propre question!
Dans son ensemble le projet de PLUi n'a été que très peu contesté ou remis en cause par le public.

Les observations par thématiques



Ce sont essentiellement les thématiques liées au zonage à la parcelle et aux OAP qui ont focalisé l'attention. A ce titre, il est à noter que la quasi-totalité des personnes qui sont intervenues étaient impactées à titre personnel.
Les OAP représentent le second point d'intérêt avec notamment une pétition défavorable aux OAP 14 et 15 sur la commune de Chantonnay. (49 signatures)

7.2. Les observations détaillées du public

Elles sont toutes inscrites dans le procès-verbal de synthèse afin d'être prises en compte par la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay dans le cadre de son mémoire en réponse.

7.3. Le Procès-verbal de synthèse-Questions du commissaire enquêteur

Dans le délai imparti après la clôture du registre d'enquête, le 2 avril 2025, le procès-verbal de synthèse sur le déroulement de l'enquête et les observations formulées a été remis à Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay en l'invitant à produire dans un délai de 15 jours ses observations aux interrogations formulées par le commissaire enquêteur.
Afin de forger ses conclusions motivées avant avis, celui-ci souhaite obtenir les réponses du Pays de Chantonnay sur les observations et préconisations formulées par les Personnes Publiques Associées. Ainsi qu'aux contributions du public.

7.4. Le mémoire en réponse aux observations des PPA

Le mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse a été réceptionné par le commissaire enquêteur, par courriel dans les délais impartis le 17 avril 2025, confirmé par courrier postal en recommandé avec accusé de réception le 19 avril 2025.

Il répond à la totalité des questions formulées, s'avérant précis et documenté.
Il est joint en annexe au présent rapport.

Ce jour, le commissaire enquêteur remet dans les délais impartis à Madame Isabelle MOINET les registres d'enquête, le dossier, les pièces annexes, son rapport et dans un document séparé ses conclusions motivées et avis sur le projet de révision N°1 du PLUi.

Une copie de ce rapport d'enquête, des conclusions motivées et avis, seront adressés à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de NANTES.

Fait aux Sables d'Olonne, le mercredi 23 avril 2025

Jacky RAMBAUD,

Commissaire Enquêteur

8. LISTE DES PIECES DU DOSSIER

ENQUÊTE PUBLIQUE POUR REVISION N°1 DU PLUi DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY LISTE DES PIECES DU DOSSIER		
Dossier d'enquête publique (1204 pages de documents)		
1.2 Bilan de la concertation	09/2024	11
1.3 Textes régissant l'enquête publique	22/01/2025	24
2.1 Préambule au rapport de présentation	22/01/2025	7
2.2 Actualisation du diagnostic socio-économique	22/01/2025	5
2.3 Etat initial de l'environnement	22/01/2025	112
2.4 Identification de la trame verte et bleue	22/01/2025	53
2.5 Diagnostic agricole	22/01/2025	109
2.6 Explication des choix retenus	22/01/2025	135
2.7 Incidences sur l'environnement	22/01/2025	38
2.8 Les indicateurs de suivi	22/01/2025	7
2.9 Articulation avec les documents supra	22/01/2025	28
2.10 Méthodologie	22/01/2025	6
2.11 Résumé non technique	22/01/2025	63
3 Projet d'Aménagement et d développement durable	22/01/2025	30
4.1.1Orientations d'Aménagement et de Programmation	22/01/2025	159
4.1.2 OAP Sectorielle activités	22/01/2025	11
4.1.2b OAP Sectorielles activités Loi Barnier	22/01/2025	8
4.2.1 OAP Economie	22/01/2025	10
4.2.2 OAP Thématique trame verte et bleue	22/01/2025	23
5.1 Règlement écrit	22/01/2025	111
5.2 Atlas des changements de destination	22/01/2025	205
5.3 Liste des emplacements réservés	22/01/2025	8
6 Plans de Zonage Règlement graphique – arrêt PLUi 6.1 Bournezeau Nord, 6.2 Bournezeau Sud, 6.3 Bournezeau-Saint Vincent Sterlanges, 6.4Chantonnay Nord, 6.5 Chantonnay Sud, 6.6 Chantonnay Nord-Est, 6.7 Chantonnay Saint Mars des Prés, 6.8 Chantonnay-Saint Philbert du Pont Charrault, 6.9 Rochetrejoux, 6.10 Sainte Cécile, 6.11 Saint Germain de Prinçay, 6.12 Saint Hilaire le Vouhis, 6.13 Saint Martin des Noyers, 6.14 Saint Prouant, 6.15 Saint Vincent Sterlanges, 6.16 Sigournais	Octobre 2024	17 plans
6.27 Règlement Graphique : Bournezeau, Chantonnay, Sainte Cécile, Saint Germain de Prinçay, Saint Hilaire le Vouhis, Saint Martin des Noyers, Saint Prouant, Rochetrejoux, Sigournais, Saint Vincent Sterlanges	Octobre 2024	10 plans
7.1 et 7.1.1 Plan des servitudes	22/01/2025	1
7.1.2 Liste des servitudes	22/01/2025	6
7.1.3 Retenue d'eau de Rochereau	22/01/2025	13

7.1.3 Retenue de l'Angle Guignard-Carrière du Pont Charron	22/01/2025	18
7.3 Classement sonore des infrastructures	22/01/2025	2
7.4 Plan simple de gestion CRPF	22/01/2025	1
PIECES ADMINISTRATIVES	**Date émission**	**Nombre de Pages**
Délibération du Conseil communautaire n°2023-31prescrivant la procédure de révision n°1 du PLUi du Pays de Chantonnay, la définition des objectifs poursuivis et les modalités de la concertation	27/01/2023	3
Délibération du Conseil communautaire n°2024-208 relative à la tenue du débat sur le PADD au sein du Conseil Communautaire	24/04/2024	3
Délibération du Conseil communautaire n°2024-373 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision n°1 du PLUi du Pays de Chantonnay	30/09/2024	3
Notifications aux personnes publiques associées et concertées pour avis sur le projet de révisionn°1 du PLUi	28/10/2024 et 08/11/2024	30 notifications
La saisine de la MRAe	05/11/2024	1
La saisine de la CDPENAF au titre des STECAL	19/11/2024	1
Désignation du commissaire enquêteur par le Tribunal Administratif de Nantes n°E24000213/85	13/12/2024	1
Arrêté n° 2025-02 de Madame la Présidente de la Communauté de Communes du Pays de Chantonnay prescrivant l'ouverture de l'enquête publique	31/01/2025	5
Avis d'enquête publique	31/01/2025	1
Plan des 143 affichages d'avis d'enquête publique (photos aériennes)	31/01/2025	4
Attestations Médialex 1er et 2ème affichages	31/01/2025	6
1ères annonces légales Ouest France	05/02/2025	1
2ème annonce légale Vendée Agricole	07/02/2025	1
2ème annonce légale Ouest France et La Vendée Agricole	28/02/2025	1
AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ET MRAe		
Avis délibéré de la MRAe	05/02/2025	19
Mémoire en réponse à l'avis de la MRAe	22/03/2025	8
Avis du Préfet de la Vendée	14/02/2025	2
Annexe à l'avis de l'Etat	14/02/2025	8
CDPENAF	29/01/2025	2
SNCF	20/01/2025	8
RTE	09/12/2025	6
Vendée Eau	10/01/2025	6
Département de la Vendée	16/01/2025	2
CMA Chambre des Métiers et de l'artisanat	19/12/2024	1
Chambre d'Agriculture de la Vendée	25/01/2025	3
Commune de Bournezeau	12/02/2025	2
Commune de Saint Germain de Prinçay	15/01/2025	1

DOCUMENTS D'ENQUÊTE		
Registres d'enquête de 24 feuillets paraphés et signés du commissaire enquêteur avec pièces jointes pour chaque commune de la CCPC : Chantonnay, Bournezeau, , Chantonnay, Sainte Cécile, Saint Germain de Prinçay, Saint Hilaire le Vouhis, Saint Martin des Noyers, Saint Prouant, Rochetrejoux, Sigournais, Saint Vincent Sterlanges	28/0382025	11
Procès-verbal de synthèse	02/04/2025	51
Mémoire en réponse	17/04/2025	57
Certificats d'affichages CC Pays de Chantonnay, Bournezeau, , Chantonnay, Sainte Cécile, Saint Germain de Prinçay, Saint Hilaire le Vouhis, Saint Martin des Noyers, Saint Prouant, Rochetrejoux, Sigournais, Saint Vincent Sterlanges	28/03/2025	11
Rapport	23/04/2025	44
Conclusions motivées et avis	23/04/2025	11

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-233 STATUTS : APPROBATION DU TOILETTAGE POUR TENIR COMPTE DU PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Nomenclature des actes : 5.7

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment son article L. 5211-20, prévoyant que « *L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale délibère sur les modifications statutaires autres que celles visées par les articles L. 5211-17 à L. 5211-19 et autres que celles relatives à la dissolution de l'établissement* » ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay approuvés par arrêté préfectoral n° 2025-DCL-BICB-138, en date du 10 mars 2025 ;

. . . / . . .

Considérant qu'il convient de mettre à jour les statuts de la Communauté de communes, en mentionnant notamment les domaines et actions mis en œuvre au niveau communautaire, à savoir :

- l'organisation de représentations culturelles sur plusieurs Communes, comme le festival « Les Petits détours » ;
- le Contrat Local d'Éducation Artistique et Culturelle (CLEA) ;
- la micro-folie itinérante ;
- la coordination de l'organisation de la natation scolaire (et la prise en charge, hors transport, des coûts pour les établissements du second degré) ;
- le circuit Amanéa ;
- le Contrat Local de Santé (CLS) ;
- la maison de santé ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 25 juin 2025 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver, tel que joint en annexe, le projet de toilettage des statuts de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay ;
- d'autoriser Madame la Présidente :
    - à notifier la présente délibération à l'ensemble des Communes membres de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay afin que les Conseils municipaux puissent en délibérer dans les trois mois suivants cette notification ;
    - à prendre et à signer tous les actes y afférents ;

Étant précisé qu'à défaut de délibération dans ce délai, la décision de la Commune membre est réputée favorable et cette modification statutaire entrera en vigueur au moment de la publication ou de la notification de l'arrêté préfectoral, en cas de majorité qualifiée des délibérations de l'ensemble des Communes membres, adoptée dans les conditions requises pour la création de l'établissement, dans le respect des articles L. 5211-5 et L. 5211-20 du CGCT.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MONET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

STATUTS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

ARTICLE 1 : COMPOSITION

La Communauté de communes « Pays de Chantonnay » est constituée entre les communes suivantes qui y adhèrent : Bournezeau, Chantonnay, Rochetrejoux, Saint-Germain-de-Prinçay, Saint-Hilaire-le-Vouhis, Saint-Martin-des-Noyers, Saint-Prouant, Saint-Vincent-Sterlanges, Sainte-Cécile, Sigournais.

ARTICLE 2 : DURÉE

La Communauté de communes est instituée pour une durée illimitée.

ARTICLE 3 : SIÈGE

Le siège de la Communauté de communes est situé 65, avenue du Général de Gaulle à CHANTONNAY. Le Bureau et le Conseil communautaire pourront valablement se réunir et délibérer dans l'une ou l'autre des Communes membres.

ARTICLE 4 : COMPÉTENCES DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

La Communauté de communes exerce de plein droit, conformément à l'article L. 5214-16 du CGCT, en lieu et place des Communes membres, les compétences suivantes :

4.1 COMPÉTENCES OBLIGATOIRES

4.1.1 – Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale.

4.1.2 – Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 du CGCT ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme dont la création d'offices du tourisme, sans préjudice de l'animation touristique qui est une compétence partagée, au sens de l'article L. 1111-4, avec les communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre.

4.1.3 - Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'environnement.

4.1.4 – Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis au 1° et 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.

4.1.5 – Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

4.1.6 – Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8, sans préjudice de l'article 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux Communautés de communes.

4.1.7 – Eau, sans préjudice de l'article 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux Communautés de Communes.

4.2 COMPÉTENCES SUPPLÉMENTAIRES

>Liées à la définition de l'intérêt communautaire

4.2.1 – Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant, dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie : pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire.

4.2.2 – Politique du logement et du cadre de vie : pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire.

4.2.3 – Création, aménagement et entretien de la voirie communautaire : pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire.

4.2.4 – Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire : pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire.

4.2.5 – Action sociale d'intérêt communautaire : pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire.

>Liées au domaine de la mobilité

4.2.6 – Organisation de la mobilité dans les conditions prévues à l'article L. 1231-1-1 du Code des transports.

>Liées au domaine de l'emploi

4.2.7 – Gestion et fonctionnement d'une maison de l'emploi.
Actions en faveur de l'information des demandeurs d'emploi et des jeunes.

>Liées au développement éducatif, culturel, sportif, de loisir et associatif

4.2.8 – Actions en faveur de la prévention routière auprès des écoles maternelles, primaires et collèges.

4.2.9 – Organisation de manifestations culturelles et d'actions, telles que « Les Petits Détours » ou en lien avec :

- le Contrat Local d'Éducation Artistique et Culturelle (CLEA) de la Communauté de communes, intégrant potentiellement le transport sur le lieu de la manifestation au bénéfice des établissements scolaires publics ou privés de la Communauté de communes ;
- le Contrat Territoire Lecture (CTL) ;
- la Micro-Folie itinérante.

4.2.10 – Coordination, animation, soutien et développement d'un réseau de lecture publique, intégrant toutes actions en faveur d'un réseau de bibliothèques dont notamment l'élaboration et la mise en place d'un schéma intercommunal de développement de la lecture publique, l'acquisition de collections, mobiliers communautaires et matériels informatiques, la mise en réseau informatique avec logiciel de gestion commun et de services en ligne, l'intervention d'un personnel intercommunal, la mise en œuvre de navettes des fonds et d'actions dans et hors les murs.

4.2.11 – Coordination de l'organisation de la natation scolaire pour les établissements scolaires publics ou privés du territoire et prise en charge (hors transport) pour les établissements du second degré.

4.2.12 – Achat, aménagement, construction, gestion de locaux pour l'action des associations caritatives qui ont une action sur l'ensemble du Pays de Chantonnay.

>Liées au domaine des partenaires en matière de financements et d'ingénierie

4.2.13 – Actions pour la coordination, l'animation des maîtres d'ouvrage, la gestion, l'évaluation des programmes d'actions dans le cadre des dispositifs contractuels avec le Département, la Région, l'État, l'Union européenne ou tout autre organisme.

>Liées au domaine du tourisme

4.2.14 – Création, aménagement et gestion d'équipements touristiques des lacs de la Vouraie, de Rochereau et de l'Angle Guignard.

4.2.15 – Création et entretien du sentier artistique « Amanéa » et de ses aménagements.

4.2.16 – Création et entretien de la signalétique et du petit mobilier pour l'ensemble des circuits de randonnées situés sur le territoire communautaire.

4.2.17 – Détection des besoins en formations des acteurs locaux du tourisme et participation à la mise en œuvre et au financement d'actions de formation.

>Liées au domaine des télécommunications

4.2.18 – Communications électroniques, sur le fondement de l'article L. 1425-1 du CGCT, la Communauté de communes est compétente pour :

- La réalisation et l'exploitation de réseaux de communications électroniques à partir des points d'arrivée des réseaux d'intérêt départemental sur le territoire communautaire jusqu'aux points de mutualisation inclus, tels que ces points sont définis par la décision n°2010-1312 de l'ARCEP du 14 décembre 2010 précisant les modalités d'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones très denses ou jusqu'aux points d'intérêt intercommunaux.
- La réalisation, l'exploitation et la maintenance de points de raccordements mutualisés conformément à la décision de l'ARCEP n° 2011-0668 du 14 juin 2011 et de l'offre de référence de France Télécom pour la création de points de raccordement mutualisés dans sa version en vigueur à la date de réalisation de ces points de raccordement mutualisés.
- La réalisation et l'exploitation de réseaux de communications électroniques situés en aval des points de mutualisation, plus particulièrement en ce qui concerne leur zone arrière, tels que ces points et zones sont définis par la décision n° 2010-1312 de l'ARCEP du 14 décembre 2010 précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones très denses.
- Le financement, seule ou concurremment avec d'autres financeurs, des réseaux de communications électroniques initiés par elle-même et/ou par d'autres maîtres d'ouvrages.

>Liées au domaine de la sécurité des populations

4.2.19 – Construction et gestion d'une caserne de gendarmerie.

4.2.20 – Versement du contingent départemental pour les secours et la lutte contre l'incendie au Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

>Liées au domaine des énergies renouvelables

4.2.21 – Aménager, exploiter, faire aménager et faire exploiter les installations communautaires de production d'électricité photovoltaïque d'une puissance inférieure à 30 kWc.

4.2.22 – Aménager, exploiter, faire aménager et faire exploiter les installations communautaires de production d'électricité éolienne d'une puissance inférieure à 500 kW.

>Liées au domaine de la santé

4.2.23 – Coordination, animation, développement et soutien aux actions de santé, notamment dans le cadre des Contrats Locaux de santé conclus avec l'Agence Régionale de Santé (ARS).

4.2.24 – Études, construction, extension, entretien et fonctionnement de la maison de santé située sur la commune de Chantonnay.

4.3 HABILITATIONS

Habilitation à instruire les dossiers de demande d'autorisation d'urbanisme et de publicité extérieure pour les maires des communes membres qui le souhaitent.

ARTICLE 5 : ADHÉSION À UN SYNDICAT MIXTE OU À UN AUTRE ORGANISME

En application de l'article L. 5214-27 du CGCT, la Communauté de communes peut adhérer à un syndicat mixte sur simple décision du Conseil communautaire.

La Communauté de communes peut adhérer à tout autre organisme sur simple délibération du Conseil communautaire.

ARTICLE 6 : PRESTATIONS DE SERVICES

La Communauté de communes peut confier, par convention conclue avec les collectivités territoriales ou les établissements publics concernés, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à tout autre collectivité territoriale ou établissement public.
Dans les mêmes conditions, ces collectivités territoriales et établissements publics peuvent confier à la Communauté de communes la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions.

ARTICLE 7 : CONSEIL COMMUNAUTAIRE

La Communauté de communes est administrée par un Conseil communautaire qui est composé conformément aux dispositions de l'arrêté du Préfet qui fixe le nombre et la répartition des sièges en application des dispositions du CGCT.

ARTICLE 8 : BUREAU

Le Bureau communautaire est composé conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du CGCT.

Le Conseil communautaire peut décider de déléguer certaines de ses attributions au Bureau, dans les limites fixées à l'article L. 5211-10 du CGCT.

ARTICLE 9 : RESSOURCES DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Les recettes du budget de la Communauté de communes sont celles prévues à l'article L. 5214-23 du CGCT.

ARTICLE 10 : TRÉSORIER

Les fonctions de receveur sont exercées par le Service de Gestion Comptable (SGC) Yon-Vendée.

ARTICLE 11 : AUTRES DISPOSITIONS

Pour toutes dispositions non prévues aux statuts, il sera fait application du CGCT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-234 INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE : ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 2024-463 ET APPROBATION DU TOILETTAGE POUR TENIR COMPTE DU PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Nomenclature des actes : 5.7

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment l'article L. 5214-16-IV précisant que « *Lorsque l'exercice des compétences mentionnées aux I et II est subordonné à la reconnaissance de leur intérêt communautaire, cet intérêt est déterminé par le conseil de la communauté de communes à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés* » ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay approuvés par arrêté préfectoral n° 2025-DCL-BICB-138, en date du 10 mars 2025 ;

. . . / . . .

Considérant qu'il convient de mettre à jour la définition de l'intérêt communautaire, en mentionnant notamment les domaines, actions et voiries gérés actuellement par la Communauté de communes, à savoir :

- le système d'information géographique (SIG) ;
- le Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) ;
- le jumeau numérique ;
- la veille foncière des cessions des parcelles ;
- le guichet unique de l'habitat ;
- les aides financières à la primo-accession et la réhabilitation d'assainissement non collectif ;
- les participations au Fonds de Solidarité Logement (FSL) et au Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) ;
- la rue des Noyers située sur Chantonnay, pour l'accès à la zone Polaris, et le chemin piétonnier non carrossable à l'arrière de l'atelier relais de Polaris Nord ;
- le soutien à la parentalité, avec les Lieux d'Accueil Enfants/Parents (LAEP) et le Réseau Parentalité ;
- la convention Territorial Globale (CTG) ;
- le soutien à la Mission Locale et l'accompagnement aux actions de soutien social des professionnels du monde agricole ;
- le conseil en numérique ;
- spécifiquement au Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS), l'étude, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'actions relatives au parcours résidentiel de la personne senior sur le territoire ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 25 juin 2025 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'abroger, à compter du caractère exécutoire de la présente délibération, la délibération du Conseil communautaire n° 2024-463, en date du 4 décembre 2024, approuvant la définition de l'intérêt communautaire ;
- d'approuver, tel que joint en annexe et à compter de cette même date précitée, le toilettage de la définition de l'intérêt communautaire ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

Pays de Chantonnay
Communauté de communes

DÉFINITION D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

COMPÉTENCES OBLIGATOIRES :

Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire :
Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :

- La constitution de réserves foncières pour l'exercice des compétences communautaires.
- La mise en œuvre d'un système d'information géographique pour le bloc local pour l'exercice des compétences.
- La prise en charge financière, pour le bloc local, du Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS), du jumeau numérique intégrant le cadastre solaire et de la veille foncière des cessions des parcelles sur le territoire communautaire.

Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire :
Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :

- La Mise en place d'un observatoire des dynamiques commerciales.
- Le soutien financier aux entreprises commerciales et artisanales, dans les conditions prévues à l'article L. 1511-3 du Code général des collectivités territoriales, concernant les points de vente d'une surface inférieure à 400 m², ouverts au public et situés en cœur de bourg d'une commune membre de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay :
    - En matière de loyers ;
    - En matière d'immobilier d'entreprises (rénovation, modernisation, mise aux normes et travaux de façade).

65 avenue du Général de Gaulle
BP 98 - 85111 CHANTONNAY Cedex
02 51 94 40 23

contact@cc-paysdechantonnay.fr
www.paysdechantonnay.fr
Retrouvez-nous sur

COMPÉTENCES SUPPLÉMENTAIRES :

Protection et mise en valeur de l'environnement, pour des actions d'intérêt communautaire le cas échéant, dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie :
Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :

- L'élaboration, la mise en œuvre (stratégies et actions) et le suivi du Plan Climat Air Énergie Territorial, dans les conditions prévues à l'article L. 229-26 du Code de l'environnement.
- L'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.
- Les actions et soutien financier pour la réalisation d'interventions spécifiques au territoire communautaire pour le contrôle et la lutte contre les organismes nuisibles pour les cultures et le milieu aquatique.

Politique du logement et du cadre de vie pour des actions d'intérêt communautaire :
Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :

- L'élaboration du programme local de l'habitat.
- La gestion d'un observatoire de l'habitat.
- La coordination des demandes communales de logements sociaux.
- La mise en œuvre des opérations en faveur de l'amélioration de l'habitat :
    - guichet unique de l'habitat (conseil à la rénovation énergétique, à l'adaptation au logement, au solaire, et animations de territoire sur ces thématiques) dans le cadre du Pacte Territorial ;
    - aides financières aux habitants du territoire (primo-accession, réhabilitation d'assainissement non collectif).
- Les opérations d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes défavorisées : subvention PA LO POD.
- L'opération d'intérêt communautaire en faveur de la sauvegarde du patrimoine : adhésion à la Fondation du Patrimoine.
- La participation au Fonds de Solidarité Logement (FSL).

Création, aménagement et entretien de la voirie communautaire :
Sont d'intérêt communautaire :

- Les voies d'accès suivantes :
    - située entre la Route de Nantes et la déchetterie implantée à Chantonnay, au niveau du lieu-dit « Le champ roux » ;
    - « rue des Noyers » à la Zone POLARIS située à Chantonnay ;
- Le rond-point d'accès à la zone POLARIS sur la voie de contournement Nord Est de Chantonnay ;
- Le chemin piétonnier non carrossable reliant la zone Polaris Nord à la rue La Touche située sur Saint-Germain-de-Prinçay.
- Les circuits de randonnée suivants :
    - Sentier de l'ancienne voie de chemin de fer Chantonnay – Saint Vincent Sterlanges ;
    - Passerelle de la « Javelière ».

Action sociale d'intérêt communautaire :

>Gestion par la Communauté de communes

Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :

- La création et gestion d'un Relais Petite Enfance (RPE) pour l'information et l'accompagnement des familles, dans les conditions prévues à l'article L. 214-1-3-2° du Code de l'action sociale et des familles, et des assistantes maternelles.
- Le soutien à la parentalité, intégrant notamment les lieux d'accueil et d'échanges enfants/parents (LAEP) et le Réseau Parentalité.
- La coordination de la politique contractuelle de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et de la Mutualité Sociale Agricole (MSA).
- La participation au Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ).
- Le soutien à l'action des Missions Locales en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes du territoire de moins de 25 ans.
- L'accompagnement aux actions de soutien social des professionnels du monde agricole.
- La mise en place d'actions itinérantes pour favoriser l'accès et le développement de la pratique et de l'inclusion numérique.

>Gestion par le Centre Intercommunal d'Actions Sociales (CIAS)

Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :

- La Création, l'entretien et la gestion de structures d'hébergement pour personnes âgées, à savoir :
    - Les Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) :
        - Les Humeaux (Bournezeau) ;
        - Les Érables (Saint-Prouant) ;
        - L'Assemblée (Chantonnay) ;
    - Les Résidences autonomie :
        - Les Grands-Parents (Sainte-Cécile) ;
        - Le Tail Fleuri (Saint-Germain-de-Prinçay).
- Le portage de repas au domicile des personnes seniors porteuses ou non d'un handicap.
- Les actions de prévention destinées aux seniors dans les domaines de la santé et de l'autonomie.
- La création et la gestion d'un Service d'Accompagnement et d'Aide à Domicile (SAAD) exclusivement destinés aux résidents des résidences autonomies gérées par le CIAS du Pays de Chantonnay.
- L'Étude, l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'actions relatives au parcours résidentiel de la personne senior sur le territoire.

Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire

Sont d'intérêt communautaire les équipements suivants :

- Le Centre aquatique L'Odyss ;
- La médiathèque intercommunale située à Chantonnay.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-235 RECOURS À L'APPRENTISSAGE EN SEPTEMBRE 2025 POUR LE SERVICE COMMUNICATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Nomenclature des actes : 4.2

Vu l'article L. 424-1 du Code général de la fonction publique précisant que « *Les modalités d'accueil et de formation des apprentis recrutés dans le secteur public non industriel et commercial sont fixées par le chapitre VII du titre II du livre II de la sixième partie du code du travail.* » ;

Vu le Code du travail, notamment les articles L. 6222-1 et suivants, D. 6222-1 et suivants, L. 6227-1 à L. 6227-12 et D. 6271-1 à D. 6275-5 ;

Vu la loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 modifiée, portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le Code du travail ;

. . . / . . .

Vu le Décret n° 92-1258 du 30 novembre 1992 modifié, portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public ;

Vu le Décret n° 93-162 du 2 février 1993, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 23 juin 2025 ;

Considérant que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge supérieur d'entrée en formation concernant les travailleurs en situation de handicap) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration, et que cette formation en alternance aboutit à la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

Considérant que ce dispositif présente un intérêt, tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises pour le bon fonctionnement desdits services ;

Considérant que ce dispositif peut répondre au besoin de renfort du service communication, notamment pour répondre au développement de nouveaux projets, outils et supports, servant les intérêts de la population et des services communautaires ;

Considérant que cette démarche nécessite de nommer un maître d'apprentissage au sein du personnel de l'établissement, ayant pour mission de contribuer à l'acquisition, par l'apprenti, de compétences correspondant à la qualification recherchée ou au titre ou au diplôme préparé par ce dernier ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver le principe de recours à l'apprentissage ;
- de conclure, à compter du 1er septembre 2025, un contrat d'apprentissage conformément au tableau suivant :

Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la Formation
Communication et nouvelles technologies	1	Bachelor en Communication Pluri Média	1 an

- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2025 et le seront en 2026 ;
- d'autoriser Madame la Présidente à signer tout document relatif à l'engagement dans le recours à l'apprentissage, et notamment tout contrat et convention à ratifier avec les Centres de Formation d'Apprentis ou établissements scolaires, en vue du contrat d'apprentissage précité.

. . . / . . .

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-236 RÉGIME DE MAINTIEN DES PRIMES ET INDEMNITÉS DES AGENTS DANS CERTAINES SITUATIONS DE CONGÉS (INDEMNITÉ DE FONCTIONS, DE SUJÉTIONS ET D'EXPERTISE)

Nomenclature des actes : 4.5

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 714-1 et L. 714-4 à L. 714-13 portant sur les régimes indemnitaires des agents ;

. . . / . . .

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés, modifié par le décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu l'avis favorable du Comité social territorial en date du 23 juin 2025 ;

Considérant que les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'État ;

Considérant que les employeurs territoriaux sont tenus d'appliquer les conditions de modulation ou de suppression d'une prime pendant les absences dès lors qu'un texte prévoit ;

Considérant qu'il en va notamment ainsi pour les congés de maternité, naissance, pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant, pour lesquels l'article L. 714-6 du Code général de la fonction publique imposent que les primes soient maintenues dans les mêmes proportions que le traitement ;

Considérant qu'en l'absence de dispositions spécifiques, il appartient à l'intercommunalité de déterminer les modalités de maintien des primes en cas d'absences ;

Considérant que dans ce cas, compte tenu du principe de parité, ces modalités ne doivent pas être plus favorables que celles prévues dans la Fonction Publique de l'État par le décret n° 2010-997 précité ;

. . . / . . .

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de fixer les modalités de maintien de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise durant certaines situations de congés et périodes, à compter du 6 juillet 2025, comme suit :

Type de congés/périodes	Sort de l'IFSE
- congé de maladie ordinaire - congé de maternité - congé de naissance - congé pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption - congé d'adoption - congé de paternité et d'accueil de l'enfant - congé d'invalidité temporaire imputable au service	Maintien dans les mêmes proportions que le traitement
- service à Temps Partiel pour raison Thérapeutique (TPT)	Proratisé en fonction du temps de travail exercé en TPT
- période de préparation au reclassement	Maintien dans les mêmes proportions que le traitement mais conditionné à l'exercice de fonction y ouvrant droit
- congé de longue maladie - congé de grave maladie	Maintien à hauteur de 90 % pendant toute la durée du congé *(Cependant, lorsque l'agent est placé en congé de longue ou grave maladie à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie lui demeurent acquises.)*
- congé de longue durée	Suspension *(Cependant, lorsque le fonctionnaire est placé en congé de longue durée à la suite d'une période de congé de longue maladie rémunérée à plein traitement, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de longue maladie lui demeurent acquises.)*

- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-237 DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 AU BUDGET PRINCIPAL 67000 « CCPC »

Nomenclature des actes : 7.1

Vu la norme comptable M57 ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la ville de Chantonnay n° 20250224_D023, en date du 24 février 2025 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-66, en date du 5 mars 2025, relative à la délégation de mandat de maîtrise d'ouvrage entre la ville de Chantonnay et la Communauté de communes pour la réalisation de travaux de réhabilitation de l'Espace jeunesse de la ville, dans le cadre des travaux de construction de la médiathèque intercommunale ;

. . . / . . .

Considérant la nécessité d'apporter des corrections aux inscriptions budgétaires initiales, notamment pour intégrer la délégation de maîtrise d'ouvrage précitée ainsi qu'une étude complémentaire sur le commerce ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver la décision modificative n° 1 du Budget principal 67000 « CCPC » suivante, à la section d'investissement :

EN SECTION D'INVESTISSEMENT :

Dépense	Montant TTC	Recettes	Montant TTC
Article 458136 « Opérations sous mandat dépenses espace jeunesse »	+ 600 000,00 €	Article 458236 « Opérations sous mandat recettes espace jeunesse	+ 600 000,00 €
Chapitre 20 – Article 202 « Frais d'études ... Urbanisme »	+ 15 000,00 €		
Chapitre 23 – Article 2313 « Constructions »	- 15 000,00 €		
TOTAL	+ 600 000,00 €	TOTAL	+ 600 000,00 €

- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-238 DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 AU BUDGET ANNEXE 67005 « MSP »

Nomenclature des actes : 7.1

Vu la norme comptable M57 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2025-115, en date du 26 mars 2025, relative au vote du budget annexe n° 67005 « Maison de Santé Pluridisciplinaire » pour l'exercice 2025 ;

. . . / . . .

Considérant la nécessité d'apporter des corrections aux inscriptions budgétaires initiales afin :

- d'intégrer la création d'une voie de sortie des véhicules à l'arrière du bâtiment de la Maison de Santé Pluridisciplinaire, dans l'objectif de faciliter et de sécuriser les circulations du parking ;
- de prendre en compte le nouveau montant de subvention attribué par l'Agence Régionale de Santé (ARS) ;
- de contractualiser avec un nouveau maître d'œuvre, en raison de la liquidation judiciaire de celui initialement retenu ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver la décision modificative n° 1 du Budget annexe 67005 « Maison de Santé Pluridisciplinaire » suivante, en section d'investissement :

Dépenses	Montant TTC	Recettes	Montant TTC
Chapitre 20 – Article 2031 Frais d'études	+ 21 689,60 €	Chapitre 13 Article 1318 Autres subventions	+ 50 000,00 €
Chapitre 21 – Article 2128 Autres agencements et aménagement	+ 20 500,00 €	Chapitre 16 – Emprunt en euros	- 7 410,40 €
Chapitre 16 – Article 165 Dépôt et cautionnements reçus	+ 400,00 €		
TOTAL	+ 42 589,60 €	TOTAL	+ 42 589,60 €

- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-239 MISE EN PLACE DE LA CARTE ACHAT PUBLIC AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Nomenclature des actes : 7.1

Vu le Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le Décret n° 2023-209 du 27 mars 2023 relatif à l'exécution de la dépense publique par carte d'achat, complété par l'arrêté du 22 mai 2023 ;

Vu la norme comptable M57 ;

. . . / . . .

Considérant les besoins croissants de la Communauté de communes en achat de fournitures ou services ne pouvant se faire que sur internet et imposant un paiement par carte bancaire ;

Considérant la proposition sur la carte d'achat public faite par la Caisse d'Épargne Bretagne Pays de Loire, ainsi que le projet de convention sur la mise en œuvre de cette carte ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

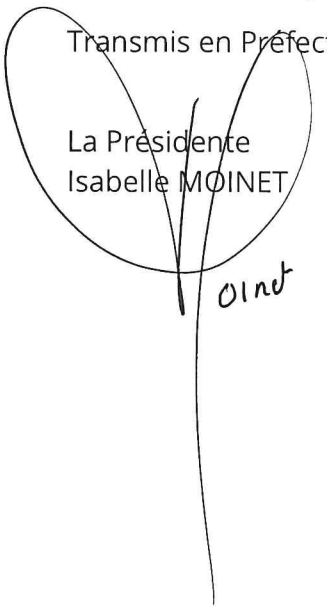
- d'approuver le recours à la carte d'achat public comme outil d'optimisation de la gestion d'achat de fournitures et de services ;
- d'approuver, telle que jointe en annexe, la convention sur la mise en œuvre de ladite carte d'achat public avec la Caisse d'Épargne Bretagne Pays de Loire ;
- d'autoriser Madame la Présidente à signer ladite convention ainsi que tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET



Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD



CARTE ACHAT PUBLIC

☒ **Ouverture** ☐ **Avenant :**

ENTRE :

XXXXXXXX, aux termes de la délibération adoptée le XX/XX/XX dont le caractère exécutoire est certifié par XXXXXXXXX en qualité de XXXXXXX,

Ci-après dénommée l' « Entité Publique » ou l' « Entité »

ET

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 – 59, avenue Pierre Mendes France – 75013 Paris

Ci-après dénommée la « Caisse d'Epargne » ou l'« Emetteur »

la Caisse d'Epargne et l'Entité Publique sont ci-après aussi désignées individuellement une « Partie » et ensemble les « Parties ».

Il a été convenu ce qui suit

L'Entité Publique a décidé de recourir au paiement par carte d'achat de ses commandes de biens et de services et, pour ce faire, de souscrire le présent contrat auprès de la Caisse d'Epargne.

La Caisse d'Epargne consent à l'Entité Publique, qui l'accepte, le présent contrat de souscription de Carte, formé par les présentes « Conditions Particulières », « Conditions Générales » et ses Annexes, ci-après désigné « le contrat ou la convention ».

Le présent contrat a été adressé à l'Entité Publique en deux (2) exemplaires originaux signés et paraphés par un représentant de la Caisse d'Epargne.

L'acceptation de l'Entité Publique devra être reçue par la Caisse d'Epargne au plus tard le XXXXXXX sous la forme d'un exemplaire du présent contrat signé et paraphé par la personne habilitée, accompagné de la copie de la délibération adoptée en date du XXXXXXXX, rendue exécutoire préalablement à la date de signature du présent contrat et autorisant le représentant mandaté à contracter et à signer ledit contrat.

Le présent contrat sera formé et deviendra définitif dès sa notification par l'Entité Publique à la Caisse d'Epargne au plus tard à la date mentionnée ci-dessus et selon les modalités indiquées, sous peine de caducité.

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

Contrat Carte Achat Public	
Numéro de contrat :	XXXXXX
Référence Marché :	XXXXXX
Date de début de contrat :	XXXXXX
Durée du contrat :	Fixe, pour une durée de 36 mois

Client Entité Publique

Raison sociale (sur 30 caractères maximum) : XXXXX

N° SIRET : XXXX

Dénomination de l'entité publique à graver sur les cartes d'achat (sur 18 caractères maximum) : XXXX

Nombre maximum de Cartes d'achat : XXXX cartes

Montant Plafond Global accordé à l'Entité (cf. article 6.2 des conditions générales) : XXXX euros Annuel

Choix d'administration

Périodicité du Relevé d'opérations : Mensuelle

Délai de paiement total à la Caisse d'Epargne du Relevé d'opérations : XX jours après réception du Relevé d'opérations

Administration par l'Entité Publique des plafonds de paiement par Carte Achat Public : ☒

Administration par l'Entité Publique du référencement des fournisseurs du programme : ☒

Conditions Financières	
Cotisation Forfait Cartes incluant une Carte	35,00 Euros / mois
Cotisation par Carte supplémentaire	35,00 Euros / mois
Commission par transaction *Appliquée sur chaque opération de paiement par Carte*	0 % du montant de l'opération de paiement par Carte

Frais à l'acte liés à la gestion des Cartes	
Re-fabrication d'une Carte d'achat	10,00 euros (frais à l'acte)
Réédition du code confidentiel de la Carte :	10,00 euros (frais à l'acte)

Autres prestations sur devis soumises ou non à la TVA

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)



- Divers non soumis à la TVA : Animation de réunion / formation individuelle ou en groupe au sein de la Caisse d'Epargne ou dans les locaux de l'Entité Publique, du représentant de l'Entité Publique ou des collaborateurs utilisateurs de la Carte Achat Public	400,00 euros par demi-journée
- Divers soumis à la TVA : Animation réunion Fournisseurs Accepteurs :	400,00 euros par demi-journée

Taux d'intérêt des pénalités de retard :	3 fois le taux d'intérêt légal, majoré de l'indemnité de frais de recouvrement fixée à 40 euros

Déclaration d'adresse	
Caisse d'Epargne	Caisse d'Epargne Bretagne Pays de Loire 15 avenue de la jeunesse – CS30327 44703 ORVAULT
Entité Publique	

Protection des données personnelles

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.

Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Fait à le 17 juin 2025 en deux exemplaires originaux

Signature du demandeur (précédée de la mention « lu et approuvé »)	Cachet et visa de la Caisse d'Epargne

Exemplaire 1 : Entité Publique – Exemplaire 2 : Caisse d'Epargne

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

CONDITIONS GENERALES

La Carte d'Achat Public est un moyen de paiement répondant aux dispositions :

- du Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et,

- du Décret n° 2023-209 du 27 mars 2023 relatif à l'exécution de la dépense publique par carte d'achat, complété par l'arrêté du 22 mai 2023.

Ces décrets et leurs textes d'application autorisent les entités publiques à recourir, sous certaines conditions, à la Carte d'Achat Public comme modalité d'exécution des marchés publics.

La Carte d'Achat Public est confiée à des agents de l'Entité Publique dûment habilités par cette dernière afin d'effectuer des achats, pour le compte de l'Entité Publique, auprès de fournisseurs référencés par l'Entité Publique (ci-après dénommés « Accepteurs »).

Ces achats se font dans la limite du Plafond Global des Paiements de l'Entité Publique et des plafonds d'utilisation accordés à chaque Porteur par l'Entité Publique. Le Porteur de la Carte peut être tout agent de l'Entité Publique auquel a été délégué un droit de commande.

Le paiement par Carte d'Achat éteint la créance née du marché, écrit ou non écrit, avec l'Accepteur et clôture le délai de paiement avec ce dernier.

La Caisse d'Epargne règle l'Accepteur dans un délai allant de 24 heures à 4 jours ouvrés suivant la date de la transaction (le délai varie suivant les circuits de compensation interbancaire utilisés et les dispositions du contrat acquéreur souscrit entre l'Accepteur de l'Entité Publique et son prestataire de services de paiement) et avance les sommes représentatives de la créance née de la transaction d'achat effectuée avec cet Accepteur, en réglant directement ce dernier. Le montant des fonds transférés au prestataire de services de paiement de l'Accepteur est inscrit au débit d'un Compte technique, ouvert dans les livres de la Caisse d'Epargne au nom de l'Entité Publique, dédié au présent Contrat.

La Caisse d'Epargne tient la comptabilité des transactions et présente en fin de mois un Relevé d'opérations qui totalise l'ensemble des achats représentant la créance détenue par la Caisse d'Epargne. L'Entité Publique règle le montant global du Relevé d'opérations afin de créditer le Compte technique.

L'objet des présentes est de déterminer les conditions, limites et modalités de délivrance et fonctionnement de la Carte d'Achat Public et des services associés.

DEFINITIONS

« Accepteur » désigne le titulaire d'un marché public ou toute personne acceptant le paiement par Carte d'Achat Public, qui doit, sauf exception pour les transactions effectuées à l'étranger, avoir fait l'objet d'un référencement préalable par l'Entité Publique auprès de la Caisse d'Epargne.

« Carte d'Achat Public » ou « Carte » désigne la ou les Carte(s) d'Achat Public, co-badgée(s) CB - VISA délivrée(s) à un ou plusieurs Porteur(s) lui/leur permettant de passer des ordres d'achat exclusivement pour compte de l'Entité Publique chez les Accepteurs référencés acceptant les cartes CB et/ou VISA, et pour laquelle s'applique les dispositions du décret n°2023-209 du 27 mars 2023.

« CB » désigne le schéma de Cartes de paiement CB qui fixe un ensemble de règles, pratiques, normes, et/ou lignes directrices de mise en œuvre, régissant l'exécution d'opérations de paiement réalisées sous la marque CB avec une Carte portant cette marque, auprès des Accepteurs adhérant au schéma de Cartes de paiement CB, dans le cadre des seules dispositions et procédures définies ou homologuées par le Groupement des Cartes Bancaires CB.

« Compte technique » désigne le compte support des opérations réalisées par Carte d'Achat Public qui enregistre les opérations, au débit comme au crédit, effectuées avec la Carte ainsi que les règlements effectués par l'Entité Publique sur la base notamment du Relevé d'opérations transmis. Le RIB/RICE du Compte technique figure sur le Relevé d'opérations.

« Emetteur » désigne l'émetteur des Cartes d'Achat Public CB - VISA. En l'espèce, la Caisse d'Epargne.

« Entité Publique » désigne la personne morale de droit public dotée d'un comptable public signataire du présent Contrat.

« Equipement Electronique » désigne les terminaux de paiement électroniques (ci-après « TPE ») et les automates.

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

« Jour Ouvrable » désigne un jour au cours duquel la Caisse d'Epargne ou la banque du bénéficiaire ainsi que tous les autres intervenants à l'exécution d'une opération de paiement exercent une activité permettant d'exécuter celle-ci.

« Outils de gestion » désigne les outils qui permettent principalement de demander la création, la modification et la suppression des Cartes, de paramétrer les Cartes et le référencement des Accepteurs, de consulter les opérations effectuées par Carte, de recevoir les Relevés d'opérations. Ces Outils de gestion des Cartes d'Achat Public, disponibles via internet et décrits au titre II des Conditions Générales sont :

- CE net SP et,
- le Site d'administration des Cartes d'Achat Public, accessible soit par l'intermédiaire de CE net SP ou depuis une URL dédiée et communiquée par la Caisse d'Epargne.

« Plafond de paiement par Carte » désigne le montant maximum autorisé en paiement par Carte, sur la période de référence. La période de référence est la même que celle définie dans les Conditions Particulières pour le Plafond Global des paiements de l'Entité Publique.

« Plafond Global des paiements de l'Entité Publique » désigne le montant maximum des paiements fixé pour l'Entité Publique pour l'ensemble de ses Cartes d'Achat Public, sur la période de référence définie aux Conditions Particulières.

« Porteur » ou « Titulaire de la Carte Achat » désigne toute personne physique majeure, agent de l'Entité Publique et désignée par celle-ci comme Porteur de la Carte (une Carte par Porteur), engageant l'Entité Publique en utilisant la Carte.

« Relevé d'Intérêts de Retard » désigne le document récapitulant les pénalités de retard dues à la Caisse d'Epargne en cas de retard de paiement d'une quelconque somme due par l'Entité Publique.

« Relevé d'opérations » désigne le document émis par la Caisse d'Epargne reprenant toutes les créances nées de l'utilisation de la ou les Carte(s) et justifiant la demande de paiement de la Caisse d'Epargne auprès de l'Entité Publique. Ce document mentionne le détail des opérations exécutées par Carte. Il est mis à disposition de l'Entité Publique selon la périodicité précisée dans les Conditions Particulières.

« Responsable de Programme » désigne la ou les personne(s) physique(s) qui sont dûment habilitées par l'Entité Publique vis-à-vis de la Caisse d'Epargne à la représenter pour la gestion opérationnelle de l'émission, du fonctionnement des Cartes et de toutes autres activités liées aux Cartes.

« Service » ou « Centre de délégation » désigne l'élément de structure organisationnelle de l'Entité Publique (tel qu'une direction, un département, un service, ...). L'Entité Publique peut choisir de s'organiser en Services.

« VISA » désigne le schéma de Cartes de paiement VISA qui détermine les règles, pratiques, normes et/ou lignes directrices de mise en œuvre, régissant l'exécution d'opérations de paiement réalisées sous la marque VISA avec une Carte portant la marque VISA, auprès des Accepteurs adhérant au schéma de Cartes de paiement VISA, dans le cadre des seules dispositions et procédures définies ou homologuées par le schéma de Carte VISA.

TITRE I : FONCTIONNEMENT DE LA CARTE ACHAT PUBLIC

ARTICLE 1. RESPONSABLE DE PROGRAMME

1.1. Le Responsable de Programme représente l'Entité Publique pour la gestion des Cartes dans les Outils de gestion mis à disposition par la Caisse d'Epargne : transmission des demandes de délivrance de Cartes, modification ou retrait d'une Carte, paramétrage des Cartes, etc.

Le Responsable de Programme administre et gère les Cartes à partir des Outils de gestion décrits au Titre II du Contrat. Il est l'interlocuteur privilégié de la Caisse d'Epargne et des Porteurs, que ce soit à l'égard de l'Entité Publique ou de la Caisse d'Epargne.

1.2. Le Responsable de Programme est désigné par l'Entité Publique. La Caisse d'Epargne devra en être informée, par écrit, par l'Entité Publique représentée par la personne dûment habilitée.

En cas de changement affectant la situation du Responsable de Programme (départ de l'Entité Publique, perte de la qualité de Responsable de Programme etc.), la Caisse d'Epargne devra être avisée immédiatement et par écrit par l'Entité Publique. Jusqu'à ce qu'il en soit ainsi, la Caisse d'Epargne s'adresse valablement au Responsable de Programme préalablement désigné.

1.3. Le Responsable de Programme peut déléguer, sous sa seule responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

plusieurs responsables de Service. Les fonctions concernées, accessibles depuis CE net SP, sont les suivantes :

- la consultation des opérations de paiement par Carte,
- la consultation des mouvements sur le Compte technique,
- l'accès à la consultation et au téléchargement du Relevé d'opération.

ARTICLE 2. OBJET DE LA CARTE

La Carte d'Achat Public est une modalité d'exécution des marchés publics, conformément aux conditions et limites prévues par le décret 2023-209 du 27 mars 2023 relatif à l'exécution de la dépense publique par Carte d'Achat.

La Carte est dédiée aux achats de proximité, c'est-à-dire en face à face avec une utilisation physique de la Carte, ou à distance (par téléphone, internet…), de biens ou de prestations de services effectués par les Porteurs auprès des Accepteurs affichant la marque CB ou VISA.

ARTICLE 3. CARACTÉRISTIQUES DE LA CARTE

La Caisse d'Epargne délivre un produit Carte d'Achat Public dont les spécificités techniques sont les suivantes :

- Carte portant la dénomination de l'Entité Publique et le nom du Porteur,
- Carte co-badgée CB-VISA,
- Carte à autorisation systématique préalablement à toute demande de paiement : tout achat effectué par un Porteur d'une Carte, en proximité comme en vente à distance, fait l'objet d'une demande d'autorisation de la part de l'Accepteur, dès le premier euro,
- Retrait : Retrait d'espèces non autorisé,
- Plafonds de paiement : par Carte, par Accepteur, par marché, par Service et par transaction. Le Responsable de Programme peut paramétrer tous ces plafonds excepté le Plafond Global des Paiements de l'Entité Publique qui est paramétré par la Caisse d'Epargne,
- Code confidentiel pour les paiements de proximité,
- Cryptogramme visuel,
- Dispositif d'authentification forte pour les paiements sur internet (décrit à l'article 5.2 des présentes Conditions Générales).

ARTICLE 4. DELIVRANCE DE LA CARTE

4.1. Nombre de Cartes d'Achat Public

L'Entité Publique peut demander à la Caisse d'Epargne la délivrance ou la suppression d'une ou de plusieurs Cartes d'Achat Public conformément à la procédure communiquée par cette dernière. Le nombre maximal de Cartes attribuées à l'Entité Publique est mentionné aux Conditions Particulières.

L'Entité Publique pourra toutefois, en fonction de ses besoins, demander des Cartes supplémentaires que la Caisse d'Epargne pourra lui accorder ou non en fonction de ses propres critères. En cas d'acceptation par la Caisse d'Epargne, et si le nombre maximum de Cartes prévu aux Conditions Particulières est dépassé, un avenant au Contrat sera signé entre la Caisse d'Epargne et l'Entité Publique pour déterminer le nouveau nombre maximal de Cartes attribuées à l'Entité Publique.

4.2. Désignation des Porteurs

L'Entité Publique désigne sous sa seule responsabilité et selon ses propres critères d'appréciation, notamment de compétence et d'organisation interne, ceux de ses agents auxquels elle souhaite voir confier une Carte, à savoir les Porteurs.

Un règlement interne, charte de fonctionnement ou tout autre document approprié, établi et diffusé aux Porteurs par l'Entité Publique, pose les conditions d'utilisation de la Carte.

L'Entité Publique fait son affaire des délégations données aux Porteurs. Par conséquent, la Caisse d'Epargne ne saurait

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

encourir à ce titre une quelconque responsabilité.

Les noms et prénoms des Porteurs désignés, leur numéro de téléphone mobile et leur adresse e-mail individuelle ainsi que leur document d'identité requis seront communiqués à la Caisse d'Epargne par l'intermédiaire du Responsable de Programme.

La Caisse d'Epargne demandera à chaque Porteur de lui confirmer son numéro de téléphone mobile et son adresse e-mail individuelle lors du processus de son enrôlement au dispositif d'authentification forte nécessaire aux achats par Carte sur Internet.

L'information collectée par la Caisse d'Epargne sur chaque Porteur se limite aux informations nécessaires à la délivrance, à la gestion et au fonctionnement des Cartes d'Achat Public.

La demande et la délivrance de la Carte d'Achat Public se font suivant les conditions et modalités fixées par la Caisse d'Epargne dans le présent Contrat.

4.3. Mise à disposition de la Carte et engagements de l'Entité Publique sur l'utilisation de la Carte

Sous réserve de l'acceptation de la demande de Carte par la Caisse d'Epargne, la Carte est mise à disposition de l'Entité Publique par la Caisse d'Epargne dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés après réception par cette dernière des informations requises pour la demande de Carte conformément à la procédure communiquée par la Caisse d'Epargne.

La Carte sera adressée par courrier au Responsable de Programme qui doit veiller, sous la responsabilité de l'Entité Publique, à sa transmission au Porteur accompagnée du « Guide utilisateur Carte Achat Public ». A défaut, l'Entité Publique devra en informer immédiatement la Caisse d'Epargne afin que cette-dernière procède à l'annulation de la Carte.

L'Entité Publique (le Responsable de Programme) doit, dès réception des Cartes, assurer la garde et la conservation des Cartes qui lui sont délivrées par la Caisse d'Epargne, ainsi que la sécurité et la confidentialité du numéro des Cartes, de leur cryptogramme visuel et de leur date de validité.

L'Entité Publique garantit à la Caisse d'Epargne une utilisation de la Carte et/ou de ses données, ainsi que du dispositif d'authentification forte par le Porteur, conformément aux présentes Conditions Générales. A cette fin, l'Entité Publique, sous son entière responsabilité, s'engage à informer chaque Porteur des obligations correspondantes issues des présentes Conditions Générales.

Ces Conditions Générales doivent de plus être portées à la connaissance du Porteur par l'Entité Publique sous sa seule responsabilité. Le non-respect des règles issues de ces Conditions Générales par le Porteur est inopposable à la Caisse d'Epargne.

La Carte est rigoureusement personnelle, le Titulaire de la Carte devant, dès réception, y apposer obligatoirement sa signature dès lors qu'un espace prévu à cet effet existe sur le support de la Carte. L'absence de signature sur ladite Carte justifie son refus d'acceptation. Il est strictement interdit au Titulaire de la Carte de la prêter ou de s'en déposséder.

La Caisse d'Epargne interdit au Porteur de la Carte d'apposer des étiquettes adhésives ou des autocollants ou de procéder à toute inscription sur la Carte à l'exception de la signature visée ci-dessus.

Il lui est également strictement interdit d'apporter toute altération fonctionnelle ou physique à la Carte de quelque nature qu'elle soit et notamment susceptible d'entraver son fonctionnement et celui des Equipements Electroniques de quelque manière que ce soit. Il est notamment interdit au Porteur de la Carte de transférer la puce de la Carte sur un autre support.

La Carte reste la propriété de la Caisse d'Epargne.

Le Titulaire de la Carte s'engage à utiliser la Carte ainsi que les données liées à son utilisation, exclusivement dans le cadre du(des) schéma(s) de cartes de paiement dont la (l'une des) marque(s) est apposée sur la Carte.

ARTICLE 5. DONNEES DE SECURITE PERSONNALISEES ET AUTHENTIFICATION FORTE

Les données de sécurité personnalisées sont des données personnalisées fournies au Titulaire de la Carte d'Achat Public par la Caisse d'Epargne à des fins d'authentification.

La Caisse d'Epargne met en place un dispositif d'authentification forte du Titulaire de la Carte d'Achat Public pour les opérations de paiement par Carte initiées par ce dernier dans les conditions et selon les modalités prévues par la législation en vigueur, lorsque l'application de cette authentification forte est requise par celle-ci.

La Caisse d'Epargne pourra appliquer des exceptions à la mise en place de dispositifs d'authentification forte du Titulaire de

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

la Carte dans les conditions et selon les limitations prévues par la législation en vigueur.

Un dispositif d'authentification forte mis en place par la Caisse d'Epargne repose sur l'utilisation d'au moins deux éléments appartenant aux catégories « connaissance » (quelque chose que seul le Titulaire de la Carte connaît), « possession » (quelque chose que seul le Titulaire de la Carte possède) et « inhérence » (quelque chose que le Titulaire de la Carte est).

5.1. Code confidentiel (ci-après le « Code »)

La Caisse d'Epargne met à la disposition du Titulaire de la Carte un Code pour l'utilisation de sa Carte physique, qui lui est communiqué confidentiellement, à son attention exclusive et uniquement par courrier « Personnel » envoyé à l'adresse professionnelle du Porteur, indiquée par le Responsable de Programme.

5.2. Autres données de sécurité personnalisées et dispositifs d'authentification forte

L'Emetteur peut mettre à disposition du Titulaire de la Carte d'autres données de sécurité personnalisées et dispositifs d'authentification forte.

En particulier pour effectuer des opérations de paiement à distance avec sa Carte sur les sites internet affichant le logo « CB » ou « Verified by Visa », le Titulaire de la Carte d'Achat Public doit utiliser un code à usage unique qui lui est adressé par sms sur son numéro de téléphone portable communiqué à la Caisse d'Epargne, le cas échéant renforcé par son mot de passe personnel de 8 chiffres qu'il a préalablement créé sur le site Internet d'enrôlement au dispositif d'authentification forte.

Lors de l'opération de paiement sur le site internet de l'Accepteur, le Titulaire de la Carte saisit son numéro de Carte, sa date d'expiration et les trois chiffres du cryptogramme visuel figurant au dos de sa Carte et valide sa saisie.

Il doit ensuite saisir sur la page d'authentification affichant le logo de la Caisse d'Epargne :

- le code à usage unique qu'il a reçu par sms,

- ainsi que, le cas échéant, son mot de passe personnel de 8 chiffres précité.

5.3. Obligations à des fins de sécurité du Titulaire de la Carte

L'Entité Publique fait savoir sous son entière responsabilité à chaque Porteur :

- qu'il doit utiliser les données de sécurité personnalisées et les dispositifs d'authentification forte mis en place par la Caisse d'Epargne chaque fois qu'il en reçoit l'instruction par les dispositifs d'acceptation de sa Carte, sous peine d'engager sa responsabilité,

- qu'il doit prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de celle-ci et du Code et plus généralement de toutes données de sécurité personnalisées (et notamment du code à usage unique reçu par sms et du mot de passe de 8 chiffres). Il doit donc tenir absolument secrets son Code, le code à usage unique et le mot de passe de 8 chiffres utilisés lors d'un paiement sur internet et ne pas les communiquer à qui que ce soit, même à la Caisse d'Epargne qui ne peut en avoir connaissance et qui ne les lui demandera jamais. Il ne doit pas notamment inscrire son Code sur la Carte, ni sur tout autre document. Il doit veiller à le composer à l'abri des regards indiscrets,

- que, de façon générale, lors de l'utilisation d'un dispositif d'authentification forte mis en place par la Caisse d'Epargne, le Porteur doit prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter (i) la divulgation à des tiers non autorisés des facteurs d'authentification appartenant à la catégorie « connaissance », et/ou (ii) la copie des facteurs d'authentification appartenant à la catégorie « possession », et/ou (iii) toute utilisation non autorisée de facteurs appartenant à la catégorie « inhérence »,

- que le nombre d'essais successifs de composition du code confidentiel est limité à trois (3) sur les Equipements Electroniques et qu'au troisième essai infructueux, le Porteur provoque l'invalidation de sa Carte et le cas échéant sa capture,

- qu''il doit également assurer son obligation de garde et la confidentialité et la sécurité du numéro de la Carte, de son cryptogramme visuel et de sa date de validité, utilisés pour les achats à distance ; il veille à ne les communiquer en aucun cas à un tiers autre que l''Accepteur.

ARTICLE 6. GESTION DE LA CARTE

6.1. Paramétrage de la Carte

La Caisse d'Epargne met à disposition de l'Entité Publique un site d'administration des Cartes, dans les conditions fixées au

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

Titre II du Contrat.

6.2. Plafond Global des paiements de l'Entité Publique

L'ensemble des dépenses réalisées par l'ensemble des Cartes d'Achat Public de l'Entité Publique ne pourra excéder le Plafond Global des paiements de l'Entité Publique dont le montant et la périodicité sont fixés aux Conditions Particulières des présentes.

Ce plafond correspond au cumul des achats maximum par les Porteurs pouvant être effectués pendant la période fixée. La périodicité du plafond peut être mensuelle, trimestrielle ou annuelle.

A la demande du Responsable de Programme et sous réserve d'acceptation par la Caisse d'Epargne, ce plafond peut être modifié, à la hausse ou à la baisse, par avenant au Contrat.

6.3. Plafonds de paiement par Carte

6.3.1. Plafond de paiement par Carte

L'Entité Publique doit paramétrer pour chacune des Cartes le Plafond de paiement par Carte.

L'Entité Publique gère les plafonds de paiement par Carte, dans la limite de son Plafond Global des paiements.

6.3.2. Autres plafonds d'utilisation de la Carte

Chaque plafond de paiement par Carte peut être précisé par Accepteur, par marché et/ou par montant de transaction.

6.3.3. Dispositions communes

Le paramétrage des plafonds s'effectue sur le site d'administration des Cartes.

L'attribution des plafonds est effectuée sous la seule responsabilité de l'Entité Publique, par l'intermédiaire du Responsable de Programme. Il est expressément convenu entre les Parties que la Caisse d'Epargne ne saurait en aucun cas être tenue responsable de ce chef.

6.4. Plafond de paiement par Service

Dans le cas où l'Entité Publique comporte des Services, cette dernière doit paramétrer sur le site d'administration des Cartes, un plafond de paiement pour l'ensemble des Cartes attaché à chaque Service concerné.

Ce paramétrage s'effectue par le Responsable de Programme.

6.5. Encours Cartes

L'encours Cartes se définit comme les sommes dues par l'Entité Publique à la Caisse d'Epargne, au titre des dépenses effectuées par Carte, avant leur remboursement par l'Entité Publique, dans les délais convenus de paiement des Relevés d'opérations.

Si un Plafond Global des paiements de l'Entité Publique est défini sur une périodicité mensuelle dans les Conditions Particulières, alors l'encours Cartes ne peut dépasser 3 fois ce montant mensuel.

6.6. Référencement des Accepteurs

Les achats par Carte doivent être réalisés uniquement chez les Accepteurs préalablement référencés par l'Entité Publique sur le site d'administration des Cartes.

Le référencement des Accepteurs est effectué sous la seule responsabilité de l'Entité Publique, par l'intermédiaire du Responsable de Programme. Il est expressément convenu entre les Parties que la Caisse d'Epargne ne saurait en aucun cas être tenue responsable de ce chef.

ARTICLE 7. MODALITES D'UTILISATION ET DE FONCTIONNEMENT DE LA CARTE

7.1. Activation de la Carte

Lorsqu'elle est réceptionnée par le Responsable de Programme, la Carte d'Achat Public est inactive. Il appartient au Responsable de Programme de l'activer à partir du site d'administration des Cartes, en définissant le Plafond de paiement par Carte.

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

7.2. Usage de la Carte pour les achats de biens et prestations de services

L'Entité Publique peut recourir à la Carte d'Achat Public comme modalité d'exécution des marchés publics, sous certaines conditions, conformément au Décret 2023-209 du 27 mars 2023 relatif à l'exécution de la dépense publique par carte d'achat. Les Accepteurs obtiennent un paiement dans les conditions fixées au présent Contrat.

L'Entité Publique s'engage à informer chaque Porteur que la Carte ne doit être utilisée que pour opérer des achats de biens et des prestations de services pour compte de l'Entité Publique et autorisés par la règlementation en vigueur applicable à la Carte d'Achat Public, à des Accepteurs adhérents au(x) schéma(s) de cartes de paiement dont la (l'une des) marque(s) est apposée sur la Carte.

Les achats par Carte ne sont possibles que dans la limite du Plafond Global des paiements de l'Entité Publique convenu avec la Caisse d'Epargne et dans la limite du Plafond de paiement par Carte et, le cas échéant des autres plafonds définis à l'article 6, fixée par l'Entité Publique sur le Site d'administration des Cartes d'Achat Public.

Le Porteur est informé de l'ensemble des Plafonds de paiement applicables à sa Carte par et sous la responsabilité de l'Entité Publique.

Toute modification ou annulation de ces Plafonds de paiement par Carte et/ou du référencement d'un ou plusieurs Accepteurs est saisie directement par le Responsable de Programmes sur le Site d'administration des Cartes d'Achat Public, et doit être portée à la connaissance du Porteur par l'Entité Publique.

Ces modifications sont prises en compte par la Caisse d'Epargne dans un délai de vingt-quatre (24) heures à compter de leur saisie sur le site d'administration des Cartes. Pendant ce délai, et avant prise en compte par la Caisse d'Epargne, l'Entité Publique est responsable de toute utilisation non conforme de la Carte par le Porteur.

L'acceptation de la Carte est effectuée selon les conditions et procédures techniques en vigueur chez les Accepteurs en proximité ou à distance, conformément aux dispositions du présent Contrat (et notamment de l'article 7.3 ci-après), avec une demande d'autorisation systématique à chaque opération.

La Caisse d'Epargne n'est pas responsable des conséquences de demandes d'autorisations successives faites par l'Accepteur pour une même transaction et qui aboutirait à limiter momentanément l'usage de la Carte sur la période faute de plafond disponible.

Le Titulaire de la Carte peut enregistrer les données liées à sa Carte dans des environnements digitaux marchands (sites de e-commerce, applications mobiles, …). Ces données liées à la Carte peuvent aussi être conservées sous la forme de jetons liés à des appareils et/ou à un domaine d'usage spécifique, qui sont utilisés à des fins de paiement (le ou les « Token(s) »). Chaque Token a un numéro unique, et peut être activé ou désactivé indépendamment de la Carte. Lorsque l'Accepteur conserve les données liées à la Carte, y compris sous la forme d'un Token donné par l'Emetteur, les données liées à la Carte et ce Token peuvent être mises à jour automatiquement par la Caisse d'Epargne (sous réserve de la disponibilité du service de mise à jour automatique) en cas de renouvellement de la Carte. Les paiements par Carte pourront ainsi continuer à être effectués chez cet Accepteur, sans que le Titulaire de la Carte n'ait eu à renseigner les données de sa nouvelle Carte au lieu et place des données de la Carte qu'il avait initialement enregistrées.

Le Titulaire de la Carte peut s'opposer à cette mise à jour automatique des données de sa Carte et/ou des Tokens enregistrés chez les Accepteurs dans les conditions indiquées à l'article 25.3.

La Caisse d'Epargne peut également mettre à la disposition de l'Entité Publique (Responsable de Programme) une option lui permettant d'activer ou de désactiver la fonction paiement à distance de la Carte de chaque Porteur, sur le site d'administration des Cartes d'Achat Public.

7.3. Forme du consentement pour réaliser une opération de paiement

Lors d'une opération de paiement à un Accepteur, l'Equipement Electronique et/ou le système d'acceptation à distance propose – sous réserve de disposer de la technologie nécessaire - au Porteur de la Carte de choisir l'une des marques CB ou VISA figurant sur sa Carte, qu'il souhaite utiliser pour réaliser l'opération de paiement, dans la mesure où l'Accepteur accepte les marques concernées.

L'Accepteur peut proposer la sélection prioritaire d'une marque que le Porteur est libre de modifier en choisissant une autre marque apposée sur sa Carte.

7.3.1 Principes

La Caisse d'Epargne et l'Entité Publique conviennent que le Porteur donne son consentement pour réaliser une opération de

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

paiement avant ou après la détermination de son montant :

- par la frappe de son Code sur le clavier d'un Equipement Electronique, en vérifiant la présence de la (l'une des) marque(s) apposée(s) sur la Carte,
- par l'introduction de sa Carte dans un Equipement Electronique dépourvu de clavier destiné à la frappe du Code et affichant la (l'une des) marque(s) apposée(s) sur la Carte,
- à distance, par la communication à l'Accepteur affichant la (l'une des) marque(s) apposée(s) sur la Carte et/ou confirmation des données liées à l'utilisation à distance de sa Carte, notamment, lorsque cela est requis, par le respect de tout dispositif d'authentification forte mis en place par l'Emetteur,
- par le respect de tout dispositif d'authentification forte mis en place par l'Emetteur pour valider l'utilisation de la Carte,
- par l'apposition de sa signature manuscrite sur les tickets émis par l'Equipement Electronique tant à destination de l'Accepteur VISA que du Porteur. Du fait qu'il n'existe pas de panonceau de signature sur la Carte, l'Accepteur peut vérifier la conformité de la signature utilisée avec celle qui figure sur la pièce d'identité présentée par le Porteur.

7.3.2 Irrévocabilité de l'ordre de paiement

L'opération de paiement est autorisée si le Porteur a donné son consentement sous l'une des formes définies ci-dessus. Dès ce moment, l'ordre de paiement est irrévocable.

Toutefois, le Titulaire de la Carte peut faire opposition au paiement en cas de procédure de redressement ou de liquidation judiciaires de l'Accepteur, tant que le compte du prestataire de services de paiement de l'Accepteur n'a pas été crédité du montant de l'opération de paiement.

La Caisse d'Epargne reste étrangère à tout différend autre que celui relatif à l'ordre de paiement, pouvant survenir entre l'Entité Publique/ le Titulaire de la Carte et l'Accepteur. L'existence d'un tel différend ne peut en aucun cas justifier le refus de l'Entité Publique d'honorer son paiement.

L'Entité Publique, sous son entière responsabilité, informe chaque Porteur des dispositions ci-dessus.

ARTICLE 8. APPROBATION DES TRANSACTIONS

Dès que le Porteur a donné son consentement sous l'une des formes définies ci-dessus, l'ordre de paiement est irrévocable et l'opération est considérée comme approuvée par l'Entité Publique si les conditions de l'article 6 sont réunies lors de la demande d'autorisation de la transaction.

La Caisse d'Epargne paie par conséquent à l'Accepteur la créance née par le paiement par Carte, et ce paiement est opposable aux tiers.

Cette opération est débitée du Compte technique puis inscrite sur le prochain Relevé d'opérations. L'Entité Publique devra rembourser la Caisse d'Epargne du montant de cette opération dans les conditions de l'article 9.

ARTICLE 9. RELEVE DES OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LA CARTE D'ACHAT PUBLIC ET PAIEMENT DE LA CAISSE D'EPARGNE

9.1. Forme et périodicité du Relevé d'opérations

Le Relevé d'opérations est fourni selon la périodicité (mensuelle/bimensuelle) définie aux Conditions Particulières.

Il est consultable en ligne sur CE net SP.

9.2. Présentation et contenu détaillé du Relevé d'opérations

Les dépenses engagées par la Carte et approuvées conformément à l'article 8 font l'objet d'un Relevé d'opérations.

Ce Relevé d'opérations établi par la Caisse d'Epargne fournit les données réglementaires mentionnées dans le Décret n°2023-209 du 27 mars 2023 relatif à l'exécution de la dépense publique par carte d'achat.

Le Relevé d'opérations présente en outre le détail des opérations effectuées en fonction des éléments restitués automatiquement par les Accepteurs lors de l'achat.

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

1. Niveau 1 : niveau de référence « CB » / « VISA »
   - identifiant carte
   - identifiant commerçant (Siret ou Siren pour le réseau CB et code MCC pour le réseau VISA)
   - date d'opération
   - montant TTC
2. Niveau 2 : données complémentaires :
   - taux et montant TVA par article commandé
   - montant HT
   - référence de la commande
3. Niveau 3 (uniquement en Vente A Distance) : s'ajoute aux données de niveau 2, le détail par ligne de commande :
   - désignation de l'article
   - code article
   - quantité commandée
   - avoir ou remise

Le niveau 2 du Relevé d'opérations ne peut être proposé seul. En revanche, le niveau 3 est présenté à l'Entité Publique, enrichi par les informations des niveaux 1 et 2, ainsi que par les détails de la commande.

La Caisse d'Epargne fournit le numéro d'engagement et le code marché si ces données sont transmises par la banque acquéreur.

Depuis CE net SP, il est également possible d'ajouter pour chaque achat effectué, hors dernier jour du mois, les détails suivants :

- le numéro de marché fournisseur
- le numéro d'engagement
- le numéro de commande
- le numéro de facture

Ces éléments sont alors directement intégrés dans le Relevé d'opérations.

Si les opérations par Carte d'Achat Public effectuées le dernier jour du mois sont enrichies, alors le Relevé d'opérations ne sera plus disponible le 1er jour ouvré du mois suivant mais le 3ème jour ouvré du mois suivant.

Le Relevé d'opération fait foi entre les Parties des opérations portées au débit et au crédit du Compte technique.

Il appuie la demande de paiement de la Caisse d'Epargne adressée périodiquement à l'Entité Publique.

9.3. Délai de paiement du Relevé d'opérations

A réception du Relevé d'opérations, l'Entité Publique fait procéder au paiement du montant total porté sur celui-ci correspondant à la créance de la Caisse d'Epargne, afin de créditer le Compte technique et de rembourser ainsi cette dernière.

Le paiement du Relevé d'opérations s'effectue dans le délai maximum prévu aux Conditions Particulières. Au-delà de ce délai conventionnel, des intérêts de retard sont facturés dans les conditions fixées à l'article 9.4 ci-après.

Le paiement du Relevé d'opérations s'effectue soit au moyen d'un virement bancaire, soit, sous réserve de disponibilité, au moyen d'un prélèvement automatique à mettre en place dans les conditions applicables à l'Entité Publique, et après signature d'un mandat de prélèvement SEPA entre cette dernière et la Caisse d'Epargne.

Le numéro du Relevé d'opérations sur 16 caractères indiqué dans celui-ci doit obligatoirement être repris dans le libellé du virement.

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)



9.4. Pénalités de retard : Relevé d'Intérêts de Retard

En cas de non-paiement du Relevé d'opérations dans le délai prévu à l'article 9.3, et après trois relances mensuelles restées sans suite de la Caisse d'Epargne, cette dernière bloquera l'utilisation de l'ensemble du parc de Cartes de l'Entité Publique et par conséquent l'ensemble des paiements effectués avec les Cartes d'Achat Public de l'Entité Publique, jusqu'à paiement des sommes dues. La Caisse d'Epargne se réserve le droit de ne pas renouveler le Contrat.

De façon cumulative, la Caisse d'Epargne, en l'absence de paiement du Relevé d'opérations dans le délai prévu à l'article 9.3 ci-dessus peut appliquer des pénalités de retard à l'Entité Publique sur les sommes dues. Ces pénalités sont calculées sur la base du taux d'intérêt de retard fixé aux Conditions Particulières, à compter du lendemain de la date d'échéance du paiement jusqu'à la date du paiement par l'Entité Publique.

Ces pénalités de retard sont facturées dans le cadre du Relevé d'Intérêts de Retard qui est adressé à l'Entité Publique et sont payables par virement. Lors du paiement, il convient de reprendre obligatoirement dans le libellé du virement le numéro dudit Relevé d'Intérêt de Retard indiqué sur ce même Relevé.

Le non-paiement de tout ou partie de ces pénalités de retard dans un délai de trente (30) jours à compter de la fin du délai de paiement du Relevé d'Opérations prévu à l'article 9.3 ci-dessus, pourra entraîner le versement de pénalités de retard complémentaires calculées sur la base du taux d'intérêt susvisé majoré de deux (2) points.

ARTICLE 10. RECEVABILITE DES DEMANDES DE BLOCAGE (OPPOSITION) DE LA CARTE

10.1. Demande de blocage à la Caisse d'Epargne

Dès qu'il a connaissance de la perte ou du vol de la Carte, de son détournement ou de toute utilisation frauduleuse de la Carte ou des données liées à son utilisation, le Porteur doit en informer sans tarder la Caisse d'Epargne aux fins d'opposition/blocage (ci-après dénommé blocage) de la Carte en indiquant les motifs pour lesquels le blocage est demandé.

Cette demande de blocage doit être faite par le Porteur au centre d'opposition Caisse d'Epargne ouvert sept (7) jours par semaine en appelant le numéro de téléphone suivant : 09 69 36 39 39 (appel non surtaxé), fourni lors de la remise de sa Carte et mentionné sur le Guide Utilisateur de la Carte d'Achat Public.

L'Entité Publique s'engage à informer le Porteur de son obligation de procéder à la demande de blocage de sa Carte dans les cas et selon les modalités décrites ci-dessus.

10.2. Numéro d'enregistrement

La demande de blocage est immédiatement prise en compte.

Un numéro d'enregistrement de cette demande de blocage est communiqué au Porteur.

Une trace de cette demande de blocage est conservée pendant dix-huit (18) mois par la Caisse d'Epargne qui la fournit à la demande du Porteur et/ou de l'Entité Publique pendant cette même durée.

10.3. Responsabilité

La Caisse d'Epargne ne saurait être tenue pour responsable des conséquences d'une demande de blocage par téléphone qui n'émanerait pas du Porteur.

Dans l'hypothèse où la Carte faisant l'objet de la demande de blocage serait en la possession de l'Entité Publique, ou dans l'hypothèse où elle reviendrait en sa possession, celle-ci s'engage à la restituer immédiatement à la Caisse d'Epargne.

En cas de demande de blocage tardive, l'Entité Publique sera responsable dans les conditions des articles 11 et 12 ci-après.

ARTICLE 11. RESPONSABILITES AVANT ET APRES LA DEMANDE DE BLOCAGE

11.1. Obligations de l'Entité Publique et du Porteur

Afin de permettre au Porteur de contrôler les opérations qu'il a effectuées, d'identifier d'éventuelles opérations frauduleuses et, le cas échéant, de procéder à la demande de blocage de sa Carte puis de contester les opérations concernées, l'Entité Publique s'engage à informer le Porteur que ce dernier a la possibilité de contacter régulièrement, et au moins une fois par mois, la Caisse d'Epargne au numéro de téléphone suivant : 01 58 32 26 26 (appel non surtaxé), afin d'obtenir communication du relevé de ses opérations sur la période écoulée.

L'Entité Publique s'engage à informer le Porteur des mesures de sécurité qu'il a l'obligation de respecter lors de l'utilisation

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

de sa Carte mentionnées à l'article 5.3 du Contrat.

L'obligation par le Porteur d'effectuer une demande de blocage de la Carte dans les conditions fixées à l'article 10 ci-dessus, ne dispense pas l'Entité Publique d'une responsabilité vis-à-vis de la Caisse d'Epargne en cas de non-respect, par le Porteur de la Carte, des conditions d'utilisation de cette Carte, notamment en cas de faute lourde dans la conservation de sa Carte et/ou de son code confidentiel et/ou de son dispositif d'authentification forte, ou d'une utilisation non conforme.

L'Entité Publique assume les conséquences de l'utilisation de la Carte tant que le Porteur n'a pas fait une demande d'opposition (ou de blocage) dans les conditions prévues à l'article 10 du Contrat.

11.2. Opérations non autorisées effectuées avant la demande de blocage

Les opérations consécutives à la perte ou au vol de la Carte sont à la charge de l'Entité Publique dès le premier euro et sans limitation de montant.

Toutefois sa responsabilité n'est pas engagée, lorsque la perte de la Carte est due à des actes ou à une carence d'un salarié, d'un agent ou d'une succursale de la Caisse d'Epargne ou d'une entité vers laquelle la Caisse d'Epargne a externalisé ses activités.

Les opérations non autorisées du fait de la contrefaçon de la Carte ou de l'utilisation non autorisée des données liées à l'utilisation de la Carte sont à la charge de la Caisse d'Epargne.

11.3. Opérations effectuées après la demande de blocage

Les opérations effectuées après la demande de blocage sont à la charge de la Caisse d'Epargne, à l'exception des opérations effectuées par les Porteurs des Cartes.

11.4. Exceptions

Toutes les opérations non autorisées sont à la charge de l'Entité Publique, sans limitation de montant en cas :

- de manquement intentionnel ou par négligence grave de l'Entité Publique et/ou du Porteur eu égard aux obligations visées notamment aux articles 4, 5, 7, 10 et 11 du présent Contrat ;
- d'agissements frauduleux de l'Entité Publique et/ou du Porteur.

ARTICLE 12. OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

12.1. Obligations de l'Entité Publique : Responsabilités

L'Entité Publique s'engage à communiquer à chaque Porteur de Carte :

- les présentes Conditions Générales,
- le Guide Utilisateur de la Carte Achat Public, ainsi que
- Un Règlement Interne à établir par l'Entité Publique détaillant les conditions d'utilisation de la Carte et les obligations à la charge du Porteur en vertu du présent Contrat.

L'Entité Publique s'engage au respect par ses Porteurs des procédures d'utilisation et de conservation de la Carte. L'Entité Publique est seule responsable du respect de ces conditions d'utilisation par les Porteurs.

L'Entité Publique s'engage à garder la Caisse d'Epargne indemne de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'utilisation des Cartes par un Porteur, notamment dans l'hypothèse où les informations, communiquées à la Caisse d'Epargne, relatives à l'identité ou à la qualité d'un Porteur seraient inexactes ou erronées, et en cas de non-respect par un Porteur des conditions d'utilisation de la Carte.

La Caisse d'Epargne n'est pas tenue pour responsable en cas de non-respect par l'Entité Publique d'une réglementation qui lui est applicable, relative notamment au respect des règles propres à ses délégations internes et au respect des règles de passation des marchés publics avec les Accepteurs.

L'Entité Publique assume toutes les conséquences qui pourraient résulter d'une utilisation de la Carte par son Porteur à des fins personnelles ou non autorisées par l'Entité Publique.

L'Entité Publique est tenue responsable des conséquences financières résultant de tous dommages financiers occasionnés par le Porteur au titre de la conservation de la Carte, du dispositif de sécurité personnalisé qui lui est attaché, notamment de son code confidentiel ou du dispositif d'authentification forte, et de leur utilisation jusqu'à la date de fin de validité de la Carte

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

ou, en cas de retrait par l'Entité Publique de la Carte confiée au Porteur, jusqu'à restitution de la Carte à la Caisse d'Epargne.

L'Entité Publique est responsable de toutes les conséquences directes ou indirectes d'une demande de blocage tardive, c'est à dire non effectuée dans les meilleurs délais et, compte tenu notamment des habitudes d'utilisation de la Carte par son Porteur, ou d'un défaut de demande de blocage.

L'Entité Publique s'engage à informer ses Porteurs des limites d'utilisation de la Carte notamment en montant et fait son affaire personnelle de toutes conséquences résultant d'un refus d'autorisation en cas de dépassement de ces limites.

L'Entité Publique est responsable de la bonne exécution des obligations contractuelles résultant du présent Contrat par ses Porteurs et son Responsable de Programme et supporte toutes conséquences dommageables en cas de non-respect de ces obligations ou en cas de remise de la Carte à une personne autre qui n'est pas le Titulaire désigné sur la Carte.

12.2. Obligations de la Caisse d'Epargne : Responsabilités

Les enregistrements des Equipements Electroniques et des systèmes d'acceptation à distance ou leur reproduction sur un support informatique constituent la preuve des opérations de paiement effectuées au moyen d'une Carte et la justification de leur inscription sur le Relevé d'opérations. La preuve contraire peut être apportée par tous moyens.

La Caisse d'Epargne n'intervient en aucune manière dans les relations contractuelles pouvant exister entre l'Entité Publique et le(s) Accepteurs(s) auxquelles elle reste tierce.

En conséquence, elle ne saurait être responsable des relations contractuelles qui existent ou pourraient exister, qui sont conclues ou pourraient être conclues directement entre l'Entité Publique et un Accepteur et ne saurait garantir à quelque titre que ce soit la formation, l'exécution ou la résiliation des dites relations ou les produits et services, objet de ces relations.

De même, la Caisse d'Epargne ne saurait être tenue responsable des conséquences de tout différend ou litige pouvant survenir entre l'Entité Publique et l'Accepteur, notamment en cas de décision de non-paiement, quelle qu'en soit la cause, comme de tout litige qui surviendrait entre l'Entité Publique et le Porteur, comme enfin, de tout litige qui opposerait l'Entité Publique et le Comptable public.

La Caisse d'Epargne est responsable de tout dommage direct subi par l'Entité Publique dû à une déficience technique du système « CB » ou « VISA » sur lequel la Caisse d'Epargne a un contrôle direct, mais dans la limite maximale du montant des commissions sur flux facturées durant l'année écoulée au titre du contrat (telles que visées dans les Conditions Particulières).

Toutefois, la Caisse d'Epargne n'est pas responsable d'une perte due à une déficience technique du système « CB » ou « VISA » si celle-ci est signalée au Porteur et/ou à l'Entité Publique sur l'Equipement Electronique ou d'une autre manière visible, ni en cas de force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure outre ceux communément admis par la jurisprudence, les grèves, incendies, dégâts des eaux, indisponibilité des réseaux de télécommunication.

La responsabilité de la Caisse d'Epargne pour exécution erronée de l'opération est limitée au montant débité au compte.

Lorsque le Porteur a contribué à la faute, la responsabilité de la Caisse d'Epargne est réduite à due concurrence.

ARTICLE 13. DUREE DE VALIDITE - RETRAIT ET RESTITUTION DE LA CARTE

La date de fin de validité de la Carte est inscrite sur la Carte, étant entendu qu'à l'échéance du présent Contrat les Cartes seront rendues inactives par la Caisse d'Epargne. Pour les marchés supérieurs à la durée de validité des Cartes, ces dernières seront renouvelées puis désactivées à l'échéance du Contrat.

La Carte est activée par l'Entité Publique (Responsable de Programme) sur le site d'administration des Cartes d'Achat Public comme indiqué à l'article 7.1 des présentes. L'Entité Publique (Responsable de Programme) peut activer ou désactiver temporairement l'utilisation de la Carte.

L'Entité Publique (Responsable de Programme) est seule habilitée à demander à la Caisse d'Epargne le retrait d'une carte.

La Caisse d'Epargne peut bloquer la Carte pour des raisons de sécurité ou de présomption d'opération non autorisée ou frauduleuse ou en cas de risque sensiblement accru ou avéré que l'Entité Publique soit dans l'incapacité de s'acquitter de son obligation de paiement.

La Caisse d'Epargne peut également décider de retirer, de faire retirer, ou de limiter l'usage de l'ensemble ou d'une des Cartes d'Achat Public mises à disposition de l'Entité Publique par le Contrat, à tout moment.

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

La décision de retrait est motivée, et notifiée dans tous les cas à l'Entité Publique (Responsable de Programme).

Le Porteur doit, en conséquence, restituer la Carte à la première demande et l'Entité Publique engage sa responsabilité si, après notification du retrait de la Carte par simple lettre, le Porteur continue à en faire usage.

ARTICLE 14. CONTESTATIONS

14.1. Le Titulaire de la Carte a la possibilité de contester une opération auprès de la Caisse d'Epargne, si possible en présentant le ticket émis par le TPE ou un justificatif de l'ordre de paiement sur lequel porte le litige, et cela le plus rapidement possible, et dans un délai maximum de soixante-dix jours (70) à compter de la date du débit de l'opération de paiement contesté sur le Compte technique, sous peine de forclusion.

14.2. Le Titulaire de la Carte peut demander le remboursement d'une opération de paiement autorisée et effectuée au sein de l'Espace Economique Européen, si l'autorisation donnée n'indiquait pas le montant exact de l'opération et si le montant de l'opération de paiement dépasse le montant auquel le Titulaire de la Carte peut raisonnablement s'attendre. Dans ce cas, la Caisse d'Epargne peut demander au Titulaire de la Carte de fournir tous les éléments relatifs au remboursement demandé.

La demande de remboursement doit être présentée avant l'expiration d'une période de huit (8) semaines à compter de la date du débit de l'ordre de paiement objet de la demande de remboursement sur le Compte technique.

L'Emetteur effectue le remboursement ou justifie son refus d'y procéder.

14.3. Les Parties conviennent d'apporter les meilleurs soins à leur information réciproque sur les conditions d'exécution de l'opération.

14.4. Le Titulaire de la Carte formule sa contestation par téléphone au numéro suivant : 09 69 36 83 38 (appel non surtaxé).

14.5. Dans le cadre de sa contestation, le Titulaire de la Carte est invité à décrire les circonstances de la perte ou du vol de la Carte et/ou de toute utilisation frauduleuse de la Carte ou de détournement des données liées à son utilisation.

En cas de vol ou d'utilisation frauduleuse de la Carte ou de détournement des données liées à son utilisation, la Caisse d'Epargne peut demander une copie d'un dépôt de plainte effectué auprès des services de la police nationale ou de la gendarmerie nationale ou du signalement en ligne, sur la plateforme Percev@l du ministère de l'Intérieur, d'un usage frauduleux de la Carte lors d'un achat en ligne.

Cette demande ne constitue pas une condition au remboursement des opérations contestées.

Le Titulaire de la Carte autorise la Caisse d'Epargne à utiliser les informations qu'il lui aura communiquées à l'occasion de la contestation, notamment pour que la Caisse d'Epargne puisse déposer plainte.

ARTICLE 15. REMBOURSEMENT DES OPERATIONS NON AUTORISEES OU MAL EXECUTEES

15.1. Opération de paiement non autorisée

L'Entité Publique est remboursée immédiatement et au plus tard, le premier Jour Ouvrable suivant la réception de la contestation de l'opération :

- du montant de l'opération contestée de bonne foi par le Titulaire de la Carte dans le cas de perte et/ou vol, d'utilisation frauduleuse et/ou de détournement de sa Carte et des données qui y sont liées, survenue avant la demande d'opposition (ou de blocage) dans les conditions prévues à l'article 11 du Contrat ;

- du montant de l'opération contestée de bonne foi par le Titulaire de la Carte, survenue après la demande d'opposition (ou de blocage) conformément à l'article 11 du Contrat.

Dans tous les cas énumérés ci-dessus, le Compte technique est rétabli dans l'état où il se serait trouvé si le débit des montants contestés n'avait pas eu lieu et à bonne date de valeur.

La Caisse d'Epargne pourra néanmoins contre-passer le montant du remboursement ainsi effectué, en informant l'Entité Publique dans l'hypothèse où la Caisse d'Epargne serait à même, soit d'établir que l'opération en cause a bien été autorisée ou soit de fournir les éléments prouvant la fraude ou la négligence grave commise par le Titulaire de la Carte.

Toutefois, conformément aux dispositions légales, la Caisse d'Epargne ne procédera pas au remboursement dans le délai susvisé si elle a de bonnes raisons de soupçonner une fraude du Titulaire de la Carte. Dans ce cas, la Caisse d'Epargne en

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

informe la Banque de France.

15.2. Opération de paiement mal exécutée

Le Titulaire de la Carte est remboursé, si besoin et sans tarder, du montant de l'opération mal exécutée, selon les modalités prévues à l'article 12.2.

15.3. Dispositions communes

Il appartient au Titulaire de la Carte de rapporter la preuve de la mauvaise exécution ou du caractère non autorisé de l'opération de paiement.

Aucun autre motif de remboursement ne peut être recevable.

TITRE II : MODALITES D'UTILISATION DES OUTILS DE GESTION DES CARTES D'ACHAT PUBLIC»

ARTICLE 16. DISPOSITIONS GENERALES

Les Outils de gestion des Cartes d'Achat Public, disponibles via internet, sont :

- CE net SP,
- Site d'administration des Cartes d'Achat Public.

ARTICLE 17. CE NET SP

Préalablement à la signature du Contrat, l'Entité Publique doit avoir souscrit au service de banque à distance CE net SP.

L'Entité Publique est invitée à se référer au contrat CE net SP qu'elle a conclu, lequel décrit les conditions d'accès et d'utilisation de ce service qui permet en particulier de :

- consulter les opérations effectuées par les Porteurs d'une Carte,
- consulter les mouvements comptabilisés sur le Compte technique,
- télécharger le Relevé d'opérations,
- accéder au site d'administration du programme Carte Achat Public de l'Entité Publique.

L'Entité Publique est responsable de la bonne exécution des obligations mises à sa charge au titre de l'utilisation de CE net SP par le Responsable de Programme et les autres personnes habilitées (Porteurs de Carte, …). L'Entité s'engage à faire respecter ces obligations à ces derniers, et supporte toutes les conséquences dommageables au cas de non-respect de celles-ci.

Toute opération résultant de l'utilisation de CE net SP est considérée comme émanant de l'Entité Publique.

ARTICLE 18. SITE D'ADMINISTRATION DES CARTES

Le site d'administration des cartes est accessible :

- depuis CE net SP,
- depuis une url communiquée par la Caisse d'Epargne.

Le site d'administration des Cartes n'est accessible qu'au seul Responsable de Programme. Dans le cas d'un accès au site d'administration des Cartes depuis une url dédiée, la Caisse d'Epargne communiquera au Responsable de Programme un identifiant et un mot de passe.

Le site d'administration des Cartes permet au Responsable de Programme de :

- paramétrer les plafonds des Cartes, dont les plafonds de paiement nécessaires à leur activation,
- paramétrer les plafonds par Service (Centre de Délégation), dans le cas où les Cartes sont rattachées à des Services dans l'Entité Publique,
- référencer les Accepteurs autorisés,

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

- suivre les encours des Cartes par Porteur ou par Service (Centre de Délégation),
- suivre les opérations en temps réel et consulter les motifs de refus d'autorisation.

Les délégations accordées par le Responsable de Programme à un agent de l'Entité Publique pour la gestion des paramètres des Cartes sont faites sous la seule et entière responsabilité de l'Entité Publique.

De convention expresse, les Parties décident que l'Entité Publique décharge la Caisse d'Epargne de toute responsabilité pouvant résulter des conséquences de l'utilisation erronée, abusive ou frauduleuse des moyens de communication mis à sa disposition et uniquement accessibles à l'aide d'un identifiant et du mot de passe que celui-ci aura choisi.

TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 19. FACTURATION DES PRESTATIONS ET SERVICES

La délivrance et l'utilisation de Cartes d'Achat Public donnent lieu au paiement :

- d'une cotisation mensuelle Forfait Cartes incluant une Carte, exprimée en euros,
- le cas échéant, d'une cotisation mensuelle par Carte supplémentaire, exprimée en euros,
- d'une commission par transaction exprimée en pourcentage du montant de l'opération de paiement par Carte,
- de divers frais liés à la gestion des Cartes payables à l'acte et exprimés en euros,
- de prestations sur devis accepté par l'Entité Publique et exprimées en euros.

Ces cotisations, commissions et autres frais sont mentionnés dans les Conditions Particulières et font l'objet d'une facture adressée par trimestre civil à l'Entité Publique.

Cette facture est payable par virement au crédit du Compte technique ouvert au nom de l'Entité Publique dans les livres de la Caisse d'Epargne et indiqué sur la facture.

Lors du paiement du montant porté sur la facture, l'Entité Publique doit obligatoirement reprendre dans le libellé du virement le numéro de la facture indiqué sur la facture.

La facture doit être réglée dans le délai maximum de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception de la facture par l'Entité Publique.

En cas de non-paiement de la facturation des prestations et services, dans le délai maximum prévu ci-dessus, et après trois relances restées sans suite de la Caisse d'Epargne, cette dernière bloquera l'utilisation de l'ensemble du parc de Cartes de l'Entité Publique et par conséquent l'ensemble des paiements effectués avec les Cartes d'Achat Public de l'Entité Publique, jusqu'à paiement des sommes dues. La Caisse d'Epargne se réserve le droit de ne pas renouveler le Contrat

De façon cumulative, au-delà du délai maximum de règlement de la facture des pénalités de retard pourront être appliquées par la Caisse d'Epargne à l'Entité Publique sur les sommes dues. Ces pénalités de retard sont calculées sur la base du taux d'intérêt de retard fixé aux Conditions Particulières, à compter du lendemain de la date d'échéance du paiement jusqu'à la date du paiement par l'Entité Publique.

Ces pénalités de retard sont facturées dans le cadre du Relevé d'Intérêts de retard objet de l'article 9.4, adressé à l'Entité Publique, et payables selon les mêmes modalités.

Le non-paiement de tout ou partie de ces pénalités de retard dans un délai de trente (30) jours à compter du jour suivant la date de mise en paiement de la facture, pourra entraîner le versement de pénalités de retard complémentaires calculées sur la base du taux d'intérêt suscité majoré de deux (2) points.

ARTICLE 20. REGLES DE PREUVE - SECURITE

Il est expressément convenu entre l'Entité Publique et la Caisse d'Epargne que les données contenues dans le système d'information de la Caisse d'Epargne (enregistrements informatiques etc.) et dans les systèmes « CB » et « VISA » constituent une preuve des opérations de paiement par Carte effectuées. La preuve contraire peut être apportée par tout moyen par l'Entité Publique.

L'Entité Publique et la Caisse d'Epargne s'engagent à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires et suffisants à la préservation, tant du respect du secret professionnel et de la confidentialité que de la sécurité de toutes les opérations qui

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

leur sont confiées et de tous les documents afférents à leur traitement.

L'Entité Publique et la Caisse d'Epargne conviennent, qu'en cas d'atteintes à la sécurité du système de paiement par Carte pour quelle que raison que ce soit, la Caisse d'Epargne peut suspendre l'accès au système et/ou prendre des mesures sécuritaires le cas échéant, en informant l'Entité Publique avant de mettre en œuvre cette suspension et/ou ces mesures.

ARTICLE 21. NOTIFICATION

A l'exception de l'utilisation des Outils de gestion, les communications, demandes ou notifications effectuées en vertu du Contrat et dont les modalités ne sont pas précisées dans le présent Contrat peuvent être effectuées par email ou lettre recommandé avec accusé de réception adressé à l'une ou l'autre des parties aux adresses indiquées aux Conditions Particulières.

La date de réception des communications, demandes ou notifications est la date de réception de l'email ou de la lettre recommandée adressée à l'une des Parties par l'autre.

ARTICLE 22. MODIFICATIONS DES CONDITIONS GÉNÉRALES

Les dispositions des présentes Conditions Générales peuvent évoluer en raison de mesures législatives ou réglementaires ; en ce cas, les modifications prennent effet à la date d'entrée en vigueur des mesures concernées, le cas échéant sans préavis.

ARTICLE 23. DUREE, EXTINCTION ET RESILIATION

23.1. Contrat à durée déterminée

Le Contrat est consenti à compter d'une date de départ et pour une durée fixée aux Conditions Particulières, sous réserve de la réalisation des conditions définies au Contrat.

En cas d'option pour une durée d'un (1) an renouvelable, le présent Contrat sera conclu pour une durée d'un (1) an, renouvelable deux (2) fois, par période d'une (1) année (soit une durée maximale de trois (3) ans), ceci dans les conditions suivantes :

- En cas d'option pour un renouvellement par reconduction expresse, le Contrat sera renouvelable selon les modalités suivantes :
  - l'Entité Publique devra faire connaître sa décision de renouvellement au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours calendaires avant l'extinction de chaque période du Contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Caisse d'Epargne. L'Entité Publique sera considérée ne pas avoir renouvelé le Contrat si aucune lettre en ce sens n'a été adressée à la Caisse d'Epargne dans le délai sus indiqué ;
  - quelle que soit la décision prise par l'Entité Publique, la Caisse d'Epargne pourra lui faire part, au moins quatre-vingt-dix (90) jours calendaires avant l'extinction de chaque période du Contrat de sa volonté de se dégager de ce Contrat.
- En cas d'option pour un renouvellement par tacite reconduction, le Contrat sera renouvelable deux fois, automatiquement par période d'une année, pour une durée totale maximale de trois ans. Chacune des deux Parties pourra dénoncer le présent Contrat par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre Partie au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours calendaires avant l'extinction de chaque période du Contrat.

En cas de non-renouvellement du Contrat, que l'on se situe dans le cas de reconduction expresse ou bien tacite, la Caisse d'Epargne restera cependant engagée jusqu'à la fin de la période en cours.

La non-reconduction du Contrat par la Caisse d'Epargne par application du présent article n'ouvrira droit à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

23.2. Résiliation pour manquement

En cas de manquement grave ou répété par l'une des Parties à ses obligations au titre du Contrat, après avoir adressé à la Partie défaillante, par lettre recommandée avec avis de réception, une mise en demeure de faire cesser le manquement restée infructueuse dans un délai de 30 jours calendaires, la Partie victime du manquement peut résilier de plein droit le Contrat à la date stipulée dans sa notification de résiliation sans formalité judiciaire et sans préjudice de tous autres droits et recours dont elle disposera.

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

23.3. Conséquences de la fin du Contrat

A l'extinction du Contrat, l'Entité Publique s'engage à restituer les Cartes objets du Contrat et à régler l'intégralité de la créance de la Caisse d'Epargne née de la délivrance et de l'utilisation de ces Cartes et ce jusqu'à complète extinction de cette créance y compris celle provenant de télécollectes qui auraient été effectuées par les Accepteurs au-delà de la date d'extinction du Contrat.

ARTICLE 24. SECRET PROFESSIONNEL

La Caisse d'Epargne est tenue au secret professionnel conformément aux dispositions du Code monétaire et financier en vigueur.

Cependant, le secret est levé en vertu de dispositions légales, réglementaires ou de conventions conclues par la France à des fins fiscales, notamment à l'égard de l'administration fiscale et des douanes, de la Banque de France, des organismes de sécurité sociale, de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, de l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale, ainsi que dans le cadre d'une procédure civile, ou lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.

La Caisse d'Epargne peut partager avec les personnes ci-après visées avec lesquelles elle négocie, conclue ou exécute notamment les opérations ci-après énoncées des informations confidentielles concernant l'Entité Publique dès lors que ces informations sont nécessaires à celles-ci, ce que l'Entité Publique accepte expressément :

- avec les entreprises qui assurent la mise en place ou la gestion d'un produit ou d'un service souscrit par l'Entité Publique aux seules fins d'exécution des obligations contractuelles vis-à-vis de la Caisse d'Epargne et de l'Entité Publique et plus généralement avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles (par exemple la gestion des cartes bancaires) ;

- avec les entreprises qui assurent ou garantissent les crédits de ses clients (entreprises d'assurances, sociétés de caution mutuelle, par exemple) ;

- les entreprises qui octroient des crédits à ses clients (à la consommation par exemple) ;

- avec des entreprises de recouvrement ;

- des entités appartenant au même groupe que la Caisse d'Epargne (BPCE, Banques Populaires/Caisses d'Epargne, BPCE Assurances, BPCE Financement, BPCE Lease et plus généralement toute autre entité du Groupe BPCE), pour l'étude ou l'élaboration de tous types de contrats ou d'opérations concernant ses clients ;

- des entreprises tierces en cas de cession de créances.

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel.

L'Entité Publique victime d'une fraude ou d'une tentative de fraude autorise expressément la Caisse d'Epargne à communiquer aux autorités judiciaires et policières son nom, son adresse, ainsi que son identifiant et plus généralement toute information nécessaire à la dénonciation de faits constitutifs d'un délit et ce, afin d'apporter son concours à la justice dans le cadre de la lutte contre la fraude.

Il est précisé que les informations visées ci-dessus couvertes par le secret professionnel sont communiquées aux autorités judiciaires et policières dans le cadre étroit d'une enquête, elle-même couverte par le secret visé à l'article 11 du Code de procédure pénale.

L'Entité Publique autorise expressément la Caisse d'Epargne à communiquer son nom, son adresse, ainsi que son numéro de téléphone aux distributeurs qui auraient diffusé des produits dangereux et qui se trouveraient dans l'impossibilité de la joindre, si ces derniers confirment que ces informations sont nécessaires à la sauvegarde des intérêts vitaux de l'Entité Publique.

L'Entité Publique autorise expressément et dès à présent la Caisse d'Epargne à communiquer et partager les données la concernant ainsi que leurs mises à jour :

- à BPCE S.A. agissant en qualité d'organe central du Groupe BPCE pour l'exercice des compétences prévues par le Code monétaire et financier afin que celui-ci puisse satisfaire aux différentes missions qui lui sont dévolues, au bénéfice de la Banque et du Groupe, notamment en matière de déclarations prudentielles auprès de toute autorité de régulation

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

compétente ;

- à toute entité du Groupe BPCE en vue de la présentation à l'Entité Publique des produits ou services gérés par ces entités ;

- aux entités du Groupe BPCE avec lesquelles l'Entité Publique est ou entre en relation contractuelle aux fins d'actualisation des données collectées par ces entités, y compris des informations relatives à son statut fiscal ;

- aux entités du Groupe BPCE en cas de mise en commun de moyens techniques, notamment informatiques ainsi que de gestion de gouvernance des données, pour le compte de la Caisse d'Epargne. A cet effet, les informations personnelles concernant l'Entité Publique couvertes par le secret bancaire pourront être pseudonymisées à des fins de recherches et de création de modèle statistique ;

- aux partenaires de la Caisse d'Epargne, pour permettre à l'Entité Publique de bénéficier des avantages du partenariat auquel elle adhère, le cas échéant, et ce dans le cadre exclusif des accords de partenariat ;

- aux sous-traitants et prestataires pour les seuls besoins des prestations à réaliser pour la Caisse d'Epargne et notamment la fourniture des produits bancaires et financiers ou la réalisation d'enquêtes ou de statistiques.

L'Entité Publique autorise expressément la Caisse d'Epargne à transmettre aux entités du Groupe BPCE auprès desquelles elle a souscrit des produits ou services les informations actualisées sur sa situation patrimoniale et financière, le fonctionnement de son Compte technique ainsi que la note qui lui est attribuée pour l'application de la réglementation bancaire, afin de permettre l'étude de son dossier, l'utilisation des produits ou services souscrits, ou de leur recouvrement.

De plus, l'Entité Publique informe le Porteur de la Carte qu'elle dispose d'un accès de plein droit aux opérations réalisées par Carte.

ARTICLE 25. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

25.1. Catégories de données personnelles traitées, finalités et bases légales de traitement

Dans le cadre de la signature et de l'exécution du présent Contrat, l'Emetteur, agissant en tant que responsable de traitement, recueille et traite des données à caractère personnel concernant le Responsable de Programme qui s'engage par les présentes à s'assurer que chacun des Porteurs désignés auprès de la Caisse d'Epargne soit informé de l'utilisation de ces données personnelles en communiquant auprès de chacun d'eux le Guide utilisateur Carte Achat Public indiquant les éléments appropriés.

Les catégories de données personnelles traitées sont :

- Pour le Responsable de Programme :
  - Noms et prénoms dans le cadre du suivi de l'exécution du présent Contrat
  - Tout document officiel d'identité nécessaire au respect des obligations d'identification, de vérification de l'identité et la connaissance de la clientèle telles que prévues par le code monétaire et financier.
  - La transmission d'un relevé d'opérations mensuel par voie dématérialisée (faisant figurer également le nom et le prénom du Porteur) conformément au décret n°2023-209 du 27 mars 2023.

- Pour les Porteurs (par le biais du Responsable de Programme) :
  - L'adresse postale professionnelle du Porteur dans le cadre de l'envoi du Code confidentiel de la Carte par courrier
  - Le numéro de téléphone personnel dans le cas où le Porteur n'est pas équipé d'un téléphone professionnel dans le cadre du recours à un dispositif d'authentification forte pour les achats à distance.
  - L'adresse e-mail du Porteur dans le cadre du recours au dispositif d'authentification forte.
  - Un document officiel d'identité dans le cadre des obligations d'identification, vérification de l'identité et connaissance de la clientèle incombant à l'Emetteur.

Toutes les données mentionnées ci-dessus sont obligatoires pour la réception de la carte ou pour la mise en place du dispositif d'authentification forte dans le cadre des achats à distance. Dans le cas où le Porteur refuse de communiquer soit

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

le numéro de téléphone personnel, soit son adresse e-mail, l'Emetteur sera dans l'impossibilité de mettre en place la fonctionnalité « achats à distance » de la carte.

- Les informations figurant sur la Carte et celles générées à partir de celles-ci
- Les identifiants et mots de passe communiqués au Responsable de Programme dans le cadre de l'accès et l'utilisation du Site d'administration des Cartes Achats Public.

Certaines informations feront l'objet de traitements automatisés ou non pour les finalités suivantes, à savoir, permettre :

• la fabrication de la Carte, la gestion de son fonctionnement et d'assurer la sécurité des opérations de paiement notamment lorsque la Carte fait l'objet d'une opposition (ou d'un blocage après 3 relances faisant suite au montant cumulé des impayés) ou d'une contestation.

Ces traitements sont nécessaires à la bonne exécution du présent Contrat. A défaut le Contrat ne pourra être exécuté (ou en cas d'impayés non régularisés, il sera susceptible de ne plus faire l'objet d'un renouvellement) ;

• la mise à jour automatique des données de la Carte, en cas de renouvellement de celle-ci, lorsqu'elle est enregistrée dans des environnements digitaux marchands à condition que l'environnement digital du e-commerçant permette cet enregistrement.

Ce traitement est effectué en vertu de l'intérêt légitime de l'Emetteur qui est de favoriser une utilisation plus fluide de la Carte ,

• la mise à jour automatique des Tokens liés à la Carte, en cas de renouvellement de celle-ci à condition que l'environnement digital du e-commerçant permette cet enregistrement. Ce traitement est effectué, en vertu de l'intérêt légitime de l'Emetteur qui est de favoriser une utilisation plus fluide de la Carte.

• la prévention et la lutte contre la fraude au paiement par Carte en vertu de l'intérêt légitime de l'Emetteur, et dans le cadre des dispositions du code monétaire et financier relatives à l'authentification forte (et concernant les relations entre prestataire de service de paiement et utilisateur de service de paiement).

• La sécurité, la prévention et le contrôle des impayés (ex : blocage de la carte à l'issue de la troisième relance faisant suite à un paiement non régularisé par l'Entité Publique). Ces traitements sont effectués en vertu de l'intérêt légitime de l'Emetteur ;

• La gestion des éventuels recours en justice en vertu de l'intérêt légitime de l'Emetteur ;

• La réponse aux obligations réglementaires ou légales de l'Emetteur, notamment en matière pénale ou administrative liées à l'utilisation de la Carte ainsi que celles relatives aux obligations d'identification, de vérification de l'identité et la connaissance de la clientèle telles que prévues par le code monétaire et financier.

•L'alimentation, le fonctionnement et la gestion du site web CE net SP avec pour base légale l'exécution du Contrat « CE net SP ».

25.2. Prise de décision automatisée :

Préalablement à l'autorisation d'une opération de paiement à distance, l'Emetteur peut mettre en œuvre une prise de décision automatisée reposant notamment sur l'analyse des données personnelles du Porteur, du contexte de l'opération auquel la Carte est rattachée et du Plafond Global des paiements.

Nécessaire à la bonne exécution du Contrat, la prise de décision automatisée peut entraîner l'autorisation ou le refus de l'opération de paiement. Le Porteur a le droit d'exprimer son point de vue et de contester la décision automatisée visée au présent article en contactant son Responsable de Programme qui doit prendre contact avec l'agence.

25.3. Mise à jour automatique de données Carte et/ou des tokens - droit d'opposition

Sous réserve de la disponibilité du service de mise à jour automatique des données carte et/ou des Tokens, enregistrés chez les e-commerçants, le Porteur de Carte dispose d'un droit d'opposition à cette mise à jour, auprès de sa banque au : 09 69 37 64 15.

25.4. Catégories de destinataires

Ces données sont destinées à la Caisse d'Epargne, responsable de traitement. Elles peuvent toutefois être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales ou réglementaires. Par ailleurs, de convention expresse la Caisse d'Epargne est autorisée à traiter ces données (de manière automatisée ou non) et à les communiquer (ainsi que les informations figurant

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)



sur la Carte, celles relatives aux opérations effectuées au moyen de celle-ci, ainsi que celles figurant sur le site internet « CE net SP ») en vue des mêmes finalités aux établissements dont la liste suit :

- Avec les organismes intervenant dans le cadre de la fabrication et du fonctionnement de la Carte Achat
- Les conseillers clients Caisse d'Epargne dans le cadre de l'activation de l'abonnement « CE net SP » et les filiales du Groupe BPCE en cas de support dans le cadre du fonctionnement du site « CE net SP » si nécessaire.
- Les entités du Groupe BPCE en charge de la gestion des demandes d'opposition (ou de blocage), de contestation
- Notre prestataire en charge du Site d'administration permettant d'activer la Carte, de paramétrer les plafonds, référencer les Accepteurs autorisés, suivre les encours de Cartes et suivre les opérations en temps réel,
- Avec les prestataires pour la gestion des Cartes, avec des entreprises de recouvrement,
- Avec les Accepteurs « CB » et les Accepteurs « VISA », la Banque de France et le GIE « CB »,

25.5. Durée de conservation et informations complémentaires :

Les données personnelles traitées par notre prestataire dans le cadre de l'utilisation du site internet CE net SP sont purgées 365 jours à compter de la non-utilisation. Les autorisations relatives à l'acceptation de la Carte sont conservées 540 jours puis supprimées automatiquement.

Le Responsable de Programme et le Porteur bénéficient d'un droit d'accès à leurs données personnelles.

Dans les conditions prévues par la loi, le Responsable de Programme et le Porteur peuvent également demander une limitation du traitement, la rectification ou l'effacement des données les concernant, ainsi que leur portabilité, ou communiquer des directives sur leur sort en cas de décès.

Lorsque le traitement est fondé sur l'intérêt légitime, le Responsable de Programme et le Porteur peuvent s'opposer à ce traitement à condition de justifier de raisons propres à leurs situations. Ils disposent également du droit de s'opposer au traitement de leurs données à des fins de prospection commerciale.

Ces droits peuvent être exercés à tout moment en contactant le DPO de la Caisses d'Epargne dont les coordonnées peuvent être consultées sur la page internet suivante : https://www.caisse-epargne.fr/votre-banque/reglementation/protection-de-vos-donnees-personnelles/. Il est possible de consulter également plus d'information expliquant pourquoi et comment les données personnelles sont utilisées ou encore combien de temps elles seront conservées.

ARTICLE 26. LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

En application des dispositions légales et règlementaires prévues par le Code Monétaire et Financier (Livre V, Titre VI, Chapitre premier, partie législative et partie règlementaire), la Caisse d'Epargne est tenue, dans le cadre de ses obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, de procéder à l'identification et à la vérification de l'identité des clients et le cas échéant de leurs bénéficiaires effectifs ou de toute personne participant à la relation d'affaires. Un bénéficiaire effectif s'entend de la personne physique, soit qui contrôle, directement ou indirectement une personne morale, soit pour laquelle une transaction est exécutée ou une activité réalisée.

A cette fin de vérification d'identité, l'Entité Publique s'engage à fournir, à première demande, à la Caisse d'Epargne les informations et justificatifs qu'elle demande. A défaut de les fournir ou en cas de fourniture d'informations erronées par l'Entité Publique, la Caisse d'Epargne pourra être conduite, en vertu des dispositions légales et réglementaires précitées, à résilier les conventions conclues avec l'Entité Publique.

La Caisse d'Epargne est également tenue d'appliquer des mesures de vigilance complémentaires à l'égard de ses clients Personnes Politiquement Exposées (P.P.E.) définies aux articles L. 561-10 1° et R. 561-18 du Code Monétaire et Financier, et par les dispositions de l'arrêté ministériel du 17 mars 2023 fixant en application dudit article R. 561-18 la liste des fonctions françaises concernées, ou à l'égard de ses clients personnes morales dont les bénéficiaires effectifs ou tiers participant à la relation d'affaires seraient dans cette situation. A ce titre, la Caisse d'Epargne peut procéder, selon le cas, à un recueil d'informations auprès de l'Entité Publique et/ou auprès de sources externes.

Par ailleurs, l'Entité Publique s'engage à fournir, à première demande, à la Caisse d'Epargne, toute information et justificatif nécessaire, en cas d'opération(s) qui apparaîtrait(ont) à la Caisse d'Epargne comme particulièrement complexe(s) ou d'un montant inhabituellement élevé ou dépourvue(s) de justification économique ou d'objet licite. A défaut de les fournir ou en cas de fourniture d'informations erronées par l'Entité Publique, celle-ci est informée que la Caisse d'Epargne se réserve la possibilité de ne pas exécuter l'opération ou de mettre un terme à l'opération et qu'elle pourra être conduite, en vertu des

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

dispositions légales et réglementaires précitées, à résilier les conventions conclues avec l'Entité Publique.

L'Entité Publique est informée que la Caisse d'Epargne est aussi tenue de déclarer les sommes inscrites dans ses livres et les opérations portant sur des sommes qui pourraient provenir d'une infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un (1) an, ou qui pourraient participer au financement du terrorisme. Ces obligations portent également sur les tentatives d'opérations. Ladite déclaration à la Cellule de Renseignement Financier est réalisée en application des dispositions des articles L. 561-15 et L. 561-18 du Code Monétaire et Financier.

L'Entité Publique est informée que les pouvoirs publics peuvent exiger de la Caisse d'Epargne qu'elle n'exécute pas une opération demandée ou initiée par l'Entité Publique, en application des dispositions de l'article L. 561-24 du Code Monétaire et Financier.

Pour la mise en œuvre de ces obligations et pendant toute la durée du Contrat, l'Entité Publique s'engage envers la Caisse d'Epargne:

- à respecter l'ensemble des obligations légales et règlementaires nationales relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ainsi que les législations étrangères équivalentes, dans la mesure où celles-ci sont applicables ;
- à la tenir informée, sans délai, de toute modification relative aux personnes participant à la relation d'affaires ;
- à lui communiquer, à sa demande et sans délai, toute information, toute pièce ou tout document relatif à sa situation personnelle, professionnelle, patrimoniale ou financière ou aux conditions d'une opération inhabituelle initiée à son profit ou au profit d'un tiers.

La Caisse d'Epargne est tenue de conserver, pendant 5 ans à compter de la résiliation des conventions conclues avec l'Entité Publique, l'ensemble des informations et documents la concernant.

ARTICLE 27. RESPECT DES SANCTIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES

La Caisse d'Epargne est tenue de respecter les lois et réglementations en vigueur dans diverses juridictions, en matière de sanctions économiques, financières ou commerciales, et de respecter toute mesure restrictive liée à un embargo, à un gel des avoirs et des ressources économiques, à des restrictions sur des transactions avec des individus ou entités ou concernant des biens ou des territoires déterminés émises, administrées ou mises en place par le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Union européenne, la France, les États-Unis d'Amérique (et notamment le Bureau de Contrôle des Actifs Etrangers rattaché au Département du Trésor : OFAC et le Département d'État) et par des autorités locales compétentes pour édicter de telles sanctions (ci-après les «Sanctions Internationales»).

Dans le cas où l'Entité Publique, son mandataire éventuel, le bénéficiaire effectif, une contrepartie de l'Entité Publique, ou l'Etat dans lequel ils résident viendraient à faire l'objet de telles sanctions ou mesures restrictives, le compte de l'Entité Publique serait utilisé en violation des Sanctions Internationales, notamment pour recevoir ou transférer, de façon directe ou indirecte, des fonds en provenance ou à destination d'une contrepartie soumise directement ou indirectement aux Sanctions Internationales ou localisée dans un pays sous sanctions, la Caisse d'Epargne pourra être amenée, en conformité avec celles-ci, à suspendre ou rejeter une opération de paiement ou de transfert émise et/ou reçue par l'Entité Publique, qui pourrait être ou qui, selon son analyse, serait susceptible d'être sanctionnée par toute autorité compétente, ou le cas échéant, à bloquer les fonds et les comptes de l'Entité Publique ou à résilier le Contrat.

A ce titre, l'Entité Publique déclare :

- Qu'elle n'est pas une personne qui fait l'objet ou est la cible de Sanctions Internationales, ci-après une « Personne Sanctionnée » ;
- Qu'elle n'est pas une personne située, constituée ou résident d'un pays ou un territoire qui fait, ou dont le gouvernement fait l'objet d'un régime de Sanctions Internationales interdisant ou restreignant les relations avec ledit gouvernement, pays ou territoire ci-après un « Pays Sanctionné » ;
- Qu'elle n'est pas une personne engagée dans une activité avec une Personne Sanctionnée ;
- Qu'elle n'est pas une personne ayant reçu des fonds ou tout autre actif ou envoyé des fonds en provenance ou à destination d'une Personne Sanctionnée ;
- Qu'elle n'est pas une personne engagée dans une activité avec une personne située, constituée ou résident d'un Pays Sanctionné.

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

L'Entité Publique s'engage envers la Caisse d'Epargne, pendant toute la durée du Contrat :

- à informer sans délai la Caisse d'Epargne de tout fait dont elle aura connaissance qui viendrait rendre inexacte l'une ou l'autre des déclarations relatives aux Sanctions Internationales ;

- à ne pas utiliser directement ou indirectement ses fonds et à ne pas prêter, apporter ou rendre autrement disponible ses fonds à toute autre personne pour toute opération qui aurait pour objet ou effet le financement ou la facilitation des activités et des relations d'affaires avec une Personne Sanctionnée ou située, constituée ou résidente dans un Pays Sanctionné ou susceptibles de constituer une violation des Sanctions Internationales ;

- à n'utiliser aucun revenu, fonds ou profit provenant de toute activité ou opération réalisée avec une Personne Sanctionnée ou avec toute personne située, constituée ou résident d'un Pays Sanctionné dans le but de rembourser ou payer les sommes dues à la Caisse d'Epargne au titre du présent Contrat ;

- à la tenir informée sans délai de toute modification survenue au niveau de ses situations professionnelle, patrimoniale, financière ou personnelle ou de celles de sa caution éventuelle, et plus généralement de tout événement susceptible de modifier notoirement la valeur de son patrimoine ou d'aggraver l'importance de son endettement ;

A défaut, la Caisse d'Epargne se réserve la possibilité de ne pas exécuter l'opération ou de mettre un terme à l'opération.

ARTICLE 28. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE

La Caisse d'Epargne est tenue, dans le cadre de ses obligations légales (en particulier issues de la loi n° 2016-691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique) concernant la lutte contre les atteintes à la probité, dont la corruption et le trafic d'influence, de procéder à l'évaluation de l'intégrité de sa clientèle pendant toute la durée de la relation d'affaires, au regard de critères de risques tels que : les bénéficiaires effectifs, les pays de résidence et d'activité, les secteurs d'activité, la réputation et la nature et l'objet de la relation, les autres intervenants (écosystème), l'interaction avec des agents publics ou des Personnes Politiquement Exposées (P.P.E) définies aux articles L. 561-10 1° et R. 561-18 du Code Monétaire et Financier, les aspects financiers en jeu et devises traitées.

L'Entité Publique s'engage en conséquence :

1. à respecter et faire respecter au Responsable de Programme et aux Porteurs, les lois applicables relatives à la prévention, répression de la corruption et du trafic d'influence, de la concussion, de la prise illégale d'intérêt, du détournement de fonds publics et du favoritisme,

2. à fournir sur demande les informations ou documents relatifs à son dispositif anti-corruption ainsi qu'aux conflits d'intérêts potentiels avec la Caisse d'Epargne,

3. à ne pas effectuer ou permettre au Responsable de Programme ou aux Porteurs d'effectuer dans le cadre du recours à la Carte d'Achat Public, et notamment du référencement des Accepteurs, d'opération visant ou liée à la commission d'un fait de corruption ou de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics ou de favoritisme, et, le cas échéant, à justifier sur demande les opérations que la Caisse d'Epargne pourrait estimer atypiques,

4. à ne pas proposer ou offrir de cadeaux, invitations ou autres avantages à un salarié de la Caisse d'Epargne afin d'obtenir un avantage indu relatif service Carte d'Achat Public offert par la Caisse d'Epargne.

ARTICLE 29. DEMARCHAGE

Le Contrat entre en vigueur dès signature par les Parties.

Si l'Entité Publique a été démarchée en vue de sa souscription dans les conditions prévues par les articles L.341-1 et suivants du Code monétaire et financier et même si l'exécution de ce Contrat a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, l'Entité Publique est informée de la possibilité de revenir sur son engagement. Conformément à l'article L.341-16 du Code Monétaire et Financier, ce droit de rétractation peut être exercé dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion du présent Contrat en adressant un courrier recommandé avec avis de réception à la Caisse d'Épargne.

Il est précisé que la réglementation relative au démarchage bancaire et financier ne s'applique pas aux personnes morales dont les données financières ou les effectifs dépassent les seuils suivants (Article D.341-1 du Code Monétaire et Financier) :

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)



- cinq (5) millions d'euros pour le total de bilan ;
- cinq (5) millions d'euros pour le chiffre d'affaires ou à défaut pour le montant des recettes ;
- cinq (5) millions d'euros pour le montant des actifs gérés ;
- cinquante (50) personnes pour les effectifs annuels moyens.

Ces seuils ne sont pas cumulatifs. Ils sont appréciés au vu des derniers comptes consolidés ou à défaut des comptes sociaux, tels que publiés et, le cas échéant, certifiés par les commissaires aux comptes.

ARTICLE 30. RECLAMATIONS

En cas d'insatisfaction ou de désaccord sur les services relevant du présent Contrat, l'Entité Publique ou le Porteur peut obtenir de la Caisse d'Epargne toutes les informations souhaitées, formuler auprès d'elle toute réclamation et/ou saisir par écrit le service en charge des réclamations de la Caisse d'Epargne qui s'efforce de trouver avec lui /elle une solution, y compris si la réponse ou solution qui lui a été apportée par la Caisse d'Epargne ne lui convient pas.

L'Entité Publique ou le Porteur trouvera les coordonnées du service en charge des réclamations dans les brochures tarifaires de la Caisse d'Epargne ainsi que sur son site internet, dans la rubrique « Contact » ou en saisissant « RECLAMATION » dans le moteur de recherche.

La Caisse d'Epargne s'engage à accuser réception de la réclamation de l'Entité Publique ou du Porteur sous dix (10) Jours Ouvrables à compter de sa date d'envoi, sauf si une réponse peut être apportée dans ce délai. Si une analyse plus approfondie de son dossier est nécessaire, la Caisse d'Epargne s'engage à lui apporter une réponse dans un délai qui ne pourra excéder deux (2) mois (à compter de la date d'envoi de sa réclamation). Concernant les réclamations liées aux services de paiement, une réponse sera apportée à l'Entité Publique ou au Porteur dans les quinze (15) Jours Ouvrables suivant la réception de sa réclamation. Cependant, si un délai supplémentaire est nécessaire pour lui répondre, la Caisse d'Epargne lui adressera une réponse d'attente motivant ce délai et précisant la date ultime de sa réponse. En tout état de cause, l'Entité Publique ou le Porteur recevra une réponse définitive au plus tard trente-cinq Jours Ouvrables suivant la réception de sa réclamation.

ARTICLE 31. ELECTION DE DOMICILE - LOI APPLICABLE - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

31.1. Election de domicile

Pour l'exécution du Contrat, les Parties font élection de domicile à l'adresse mentionnée aux Conditions Particulières.

31.2. Loi applicable

Le Contrat est soumis au droit français.

31.3. Attribution de compétence

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution du Contrat, les Parties essaieront de trouver de bonne foi une solution.

A défaut, les Parties porteront le contentieux devant les juridictions compétentes.

31.4. Signature Electronique

Les Parties conviennent expressément que le Contrat peut être signé électroniquement et déclarent accepter le fait d'exprimer et de matérialiser leur consentement par le biais d'un dispositif sécurisé d'authentification proposé par la Caisse d'Epargne et organisé à partir d'une plateforme gérée par un prestataire spécialisé.

La signature électronique ainsi utilisée se substitue à la signature manuscrite conformément à l'article 1366 du Code civil. Les Parties acceptent de ne pas contester le contenu, la fiabilité, l'intégrité ou la valeur probante d'un document et des informations qu'il contient au seul motif que ce document est établi sur un support électronique et non sur un support papier. De convention expresse entre les Parties, les supports électroniques sont réputés, sauf preuve contraire, avoir le même degré de fiabilité et la même valeur juridique que les supports papiers et la signature électronique est réputée avoir la même valeur juridique que la signature manuscrite

Les personnes concernées par nos traitements bénéficient à tout moment pour les données à caractère personnel les concernant et dans les conditions prévues par la loi, d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation, d'effacement, à la portabilité, à communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès, de retrait de leur consentement (si donné) et du droit de former une réclamation auprès de l'autorité compétente. Les modalités d'exercice de ces droits sont détaillées sur notre notice d'information sur la protection des données personnelles consultable ou à tout moment sur notre site internet https://www.caisse-epargne.fr/bretagne-pays-de-loire/protection-donnees-personnelles ou sur simple demande auprès de votre agence/centre d'affaires.
Délégué à la Protection de Données : dpo@cebpl.caisse-epargne.fr

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Bretagne-Pays de Loire - Banque coopérative régie par les articles L 512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1.315.000.000 euros - Siège social 2, place Graslin CS 10305 44003 NANTES Cedex 1 - 392 640 090 R.C.S. Nantes - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 022 827 - Titulaire de la carte professionnelle « Transactions sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » N° CPI 4401 2018 000 033 549 délivrée par la CCI de Nantes-Saint Nazaire, garantie par la CEGC – RCS PARIS 382 506 079 - 59, avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-240 ATTRIBUTION DU FONDS DE CONCOURS 2025 POUR LA COMMUNE DE SIGOURNAIS

Nomenclature des actes : 7.8

Vu l'article L. 5214-16 V du Code général des collectivités territoriales « *Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté de communes et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.* » ;

Vu la norme comptable M57 ;

. . . / . . .

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-477, en date du 4 décembre 2024, instaurant un pacte financier et fiscal pour 2024, 2025 et 2026 entre la Communauté de communes du Pays de Chantonnay et ses Communes membres ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Sigournais n° 36, en date du 26 mai 2025, relative à une demande de fonds de concours à la Communauté de communes du Pays de Chantonnay ;

Vu les crédits inscrits au budget principal 2025 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'attribuer à la commune de Sigournais le fonds de concours 2025 d'un montant de 50 000,00 € pour des travaux sur le pôle éducatif, les vestiaires de football et la voirie, et pour l'achat de matériels ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-241 AIDES AUX ENTREPRISES : MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 2024-365 EN MATIÈRE DE DISPOSITIF D'AIDES AUX ENTREPRISES ET DE SOUTIEN AU MONDE AGRICOLE ET APPROBATION DU NOUVEAU RÈGLEMENT D'AIDE

Nomenclature des actes : 7.4

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment ses articles 107 et 108, prévoyant notamment :

- que « *sauf dérogations prévues par les traités, sont incompatibles avec le marché intérieur, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions* » ;
- une liste d'aides compatibles avec le marché intérieur ;
- les modalités d'examen par la Commission des régimes d'aides existant dans les États membres, ainsi que leur suppression ou modifications, dans un délai qu'elle détermine.

. . . / . . .

Vu le Règlement (UE) n° 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis, modifiant le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013, lui-même modifié par le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 et par le Règlement (UE) n°2023/2391 de la Commission du 4 octobre 2023, portant notamment sur les aides dites « de minimis » prévoyant que :

- le seuil de minimis général (droit commun) passe de 200 000 € à 300 000 € sur une période de trois années glissantes ;
- le seuil de minimis pour l'agriculture passe de 20 000 € à 50 000 € sur trois années glissantes ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République, dite Loi NOTRe, qui prévoit que les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont compétents pour l'octroi et le versement des aides à l'immobilier aux entreprises ;

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment son article L. 1511-3 prévoyant que « *[...] les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sont seuls compétents pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de locations ou d'immeubles. Ces aides revêtent la forme de subventions, de rabais sur le prix de vente, de location ou de location-vente de terrains nus ou aménagés ou de bâtiments neufs ou rénovés, de prêts, d'avances remboursables ou de crédit-bail à des conditions plus favorables que celles du marché.* [...] *Les aides accordées sur le fondement du présent article ont pour objet la création ou l'extension d'activités économiques* » ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay approuvés par arrêté préfectoral n° 2025-DCL-BICB-138 en date du 10 mars 2025, et notamment l'article 4.1.2 portant sur les actions de Développement économique ;

Vu la délibération n° 2024-365 du 25 septembre 2024 approuvant le règlement en matière de dispositif d'aides aux entreprises et de soutien au monde agricole ;

Vu le Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) des Pays de la Loire 2022-2028, et notamment le point portant sur « *le soutien régional aux projets d'immobilier d'entreprises structurant* » (page 73) qui mentionne explicitement : « *l'article L 1511 – 3 du CGCT dispose que les aides à l'immobilier d'entreprise relèvent de la compétence exclusive du bloc communal/intercommunal. Le bloc local apparaît le plus à même d'accompagner le parcours résidentiel des entreprises, tout en assurant la meilleure intégration dans le contexte du territoire. Il lui revient, de par la loi, de définir les aides ou les régimes d'aides et de décider de l'octroi de ces aides sur son territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles. La Région s'inscrit dans cette répartition des compétences et entend intervenir sur ce champ en complément et par voie conventionnelle avec l'EPCI à fiscalité propre compétent lorsque les outils locaux ne suffiront pas à réaliser un projet* », rendant compatibles les aides communautaires avec ledit SRDEII ;

. . . / . . .

Considérant les récents échanges entre la Préfecture et la Communauté de communes du Pays de Chantonnay sur le volet juridique des aides aux entreprises, et la nécessité de faire évoluer le règlement communautaire des aides aux entreprises pour être en conformité avec la réglementation nationale ;

Considérant que ces aides ne doivent en aucun cas provoquer une distorsion de concurrence entre les entreprises y compris les exploitations agricoles et qu'elles s'inscrivent dans le cadre du règlement des minimis et portent uniquement sur des investissements immobiliers ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'abroger, à compter du caractère exécutoire de la présente délibération, la délibération n° 2024-365 du 25 septembre 2024 approuvant la modification du dispositif d'aides aux entreprises et de soutien au monde agricole, et de limiter son application à toutes demandes reçues par la Communauté de communes du Pays de Chantonnay jusqu'à la veille du caractère exécutoire de la présente délibération ;
- d'approuver, à compter du caractère exécutoire de la présente délibération, la modification du dispositif d'aides économiques aux entreprises et au monde agricole, tel que présentée dans le règlement joint en annexe, pour toutes demandes reçues par la Communauté de communes du Pays de Chantonnay ;
- de déléguer à Madame la Présidente toutes décisions d'attribution ou de refus des aides, dans le respect du règlement approuvé par le Conseil communautaire ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

RÈGLEMENT DES AIDES ÉCONOMIQUES AUX ENTREPRISES COMMERCIALES, ARTISANALES, INDUSTRIELLES ET AGRICOLES

PRÉAMBULE

La Communauté de communes du Pays de Chantonnay, compétente en matière d'aides économiques à l'immobilier selon l'article L. 1511-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales en vigueur (CGCT), et dans le respect des directives européennes (articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne - TFUE) et de la Dotation des Jeunes Agriculteurs (DJA), souhaite notamment :

- Accompagner le développement économique de son territoire ;
- Inciter le monde économique à la prise en compte de la dimension environnementale de leur projet, pour notamment réduire le risque d'inondation et de contamination des nappes et cours d'eaux, pour résister aux épisodes climatiques (chaleur), etc. ;
- Répondre au constat local mettant en avant que de nombreux agriculteurs se rapprochent de l'âge légal de départ à la retraite (365 chefs d'exploitations agricoles dont 28 % ont plus de 55 ans – données 2021 de la Chambre d'Agriculture de Vendée) et ainsi attirer de jeunes agriculteurs, de manière à conserver des productions diversifiées et de maintenir l'emploi.

Pour ce faire, la Communauté de communes du Pays de Chantonnay a décidé de mettre en œuvre 8 soutiens financiers à destination des entreprises commerciales, artisanales, industrielles et agricoles.

Le présent règlement détaille ces soutiens, notamment en matière de bénéficiaires, de conditions d'éligibilité, de montant, etc.

1. AIDES AUX ENTREPRISES COMMERCIALES / ARTISANALES SITUÉES EN PRIORITÉ EN CŒUR DE BOURG

1.1 – OBJET

1.1.1 – Aide aux loyers

L'aide concerne uniquement les nouvelles installations ou reprises d'entreprises commerciales et/ou artisanales dans les Communes.

Concernant exclusivement la ville de Chantonnay, l'aide est réservée aux commerçants et/ou artisans situés dans le périmètre du centre-ville défini par cette dernière.

1.1.2 – Aide à l'immobilier d'entreprises

L'aide concerne les dépenses relatives à la rénovation du local commercial et/ou artisanal, sa modernisation, sa mise aux normes et les travaux sur sa façade.

Ne sont pas éligibles :

- Les acquisitions foncières et immobilières ;
- L'auto-prestation (main d'œuvre et matériaux y compris ceux achetés à l'extérieur de l'entreprise) ;
- Les investissements réalisés dans un local pour une mise en location.

1.2 - CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

1.2.1 – Bénéficiaires

Les entreprises éligibles sont les entreprises commerciales et artisanales, justifiant d'une immatriculation au Répertoire des Métiers ou au Registre du Commerce et des Sociétés, ayant leur siège social, un établissement ou un projet d'établissement sur l'une des Communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay.

L'entreprise doit réaliser un chiffre d'affaires inférieur à 1 million d'euros et avoir un effectif inférieur à 10 salariés.

Sont également éligibles les SCI (Société Civile Immobilière) à condition que l'entreprise ou l'entrepreneur bénéficiaire du local soit associé majoritaire de la SCI et que le local soit affecté à la réalisation des activités de l'entreprise.

1.2.2 – Conditions générales

Ces conditions sont détaillées ci-après à l'article 4.

1.2.3 – Conditions particulières

Les entreprises doivent disposer d'un point de vente ou d'un lieu d'accueil de la clientèle, être situés sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, et avoir une surface principale de vente inférieure à 400 m².

Exclusivement pour l'aide aux loyers
L'aide ne peut être demandée que dans les 6 mois suivant la création ou reprise de l'entreprise, et ne peut s'appliquer que sur les 3 premiers loyers mensuels.

1.3 – MONTANT

Concernant l'aide aux loyers
L'aide prend la forme d'une subvention de 60 % du montant du loyer HT. Le montant maximum de l'aide versée est de 1 000 €.

Concernant l'aide à l'immobilier d'entreprises
L'aide est proposée sous la forme d'une subvention de 30 % des dépenses éligibles HT. Le montant maximal de l'aide est de 10 000 €. Un plancher d'investissement est fixé à 5 000 € HT pour solliciter cette aide.

2. AIDES POUR LES ENTREPRISES COMMERCIALES / ARTISANALES / INDUSTRIELLES SITUÉES DANS LES ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES COMMUNAUTAIRES

2.1 – OBJET

2.1.1 – Aide pour la récupération des eaux de pluie

Cette aide concerne tous les systèmes (cuve enterrée, citerne, etc.) de récupération d'eau de pluie installés pour répondre aux besoins en eau de l'entreprise (lavage véhicule, sanitaires…).

2.1.2 – Aide pour la création de places de stationnement perméables végétalisées

Cette aide concerne la réalisation de parkings perméables et durables, réalisés à base de solutions végétales (enrobé drainant ou similaire exclu).

2.1.3 – Aide pour la mise en œuvre des préconisations paysagères de l'architecte conseil du CAUE

Dans la continuité du rendez-vous avec l'architecte conseil du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de Vendée, une aide est proposée pour accompagner la mise en place des préconisations d'aménagements paysagers pour les implantations ou développement.

2.2 – CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

2.2.1 – Bénéficiaires

Les bénéficiaires sont les entreprises commerciales, artisanales et/ou industrielles, justifiant d'une immatriculation au Répertoire des Métiers ou au Registre du Commerce et des Sociétés, et répondant à la définition de la Petite et Moyenne Entreprises au sens communautaire : Entreprise employant moins de 250 salariés, réalisant soit un chiffre d'affaires annuel inférieur à 50 millions d'euros, soit un total de bilan inférieur à 43 millions d'euros, et ayant leur siège social, un établissement ou un projet d'établissement sur l'une des Communes de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay.

Sont également éligibles les SCI (Société Civile Immobilière) à condition que l'entreprise ou l'entrepreneur bénéficiaire du local soit associé majoritaire de la SCI et que le local soit affecté à la réalisation des activités de l'entreprise.

Sont exclues, les loueurs de fonds, les professions libérales réglementées et les exploitations agricoles.

2.2.2 – Conditions générales

Ces conditions sont détaillées ci-après à l'article 4.

2.2.3 – Conditions particulières

Néant

2.3 – MONTANT

Concernant l'aide pour la récupération des eaux de pluie
Le taux d'aide est de 20 % des dépenses éligibles HT avec un plafond d'aide maximal établi à 1 000 €.

Concernant l'aide pour la création de places de stationnement perméables végétalisées
L'aide est de 250 € par place réalisée avec un plafond d'aide maximal établi à 5 000 € (soit 20 places).

Concernant l'aide pour la mise en œuvre des préconisations paysagères de l'architecte conseil du CAUE
Le taux d'aide est de 20 % des dépenses éligibles HT avec un plafond d'aide maximal établi à 5 000 €.

3. AIDES AUX ENTREPRISES AGRICOLES

3.1 – OBJET

3.1.1 - Aide aux équipements de défense contre l'incendie

Cette aide concerne les investissements immobiliers engagés dans des équipements de défense contre l'incendie (réserve d'eau).

3.1.2 - Aide à l'aménagement d'un point de vente à la ferme

Cette aide est relative à la mise en œuvre de process permettant la vente directe des produits issus de l'exploitation.

3.1.3 – Aide à la réalisation d'échanges parcellaires

Cette aide concerne les exploitations agricoles qui s'engagent dans une démarche collective d'échanges parcellaires.

3.2 – CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ

3.2.1 – Bénéficiaires

Agriculteurs installés sous forme individuelle ou sociétaire sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay.

3.2.2 – Conditions générales

Ces conditions sont détaillées ci-après à l'article 4.

3.2.3 – Conditions particulières

Exclusivement à l'aide aux équipements de protection contre l'incendie
Les dépenses prises en charge doivent concerner les travaux d'investissement immobilier relatifs à l'aménagement de protection contre l'incendie (terrassement, VRD, dalle béton, grillage, etc.), la fourniture d'équipements considérés comme de l'immobilier au sens du Code civil (cuve/bâche, etc.) et résulter soit de l'intervention d'un professionnel (fourniture et main d'œuvre prises en compte), soit de l'auto-construction (main d'œuvre non prise en compte pour l'attribution de l'aide).

Les dépenses correspondantes à d'autres affectations (pollution, bassin d'orage…) ne sont pas éligibles.

Les ouvrages réalisés devront être conformes aux prescriptions du SDIS et faire l'objet d'un certificat de conformité.

Exclusivement à l'aide à l'aménagement d'un point de vente à la ferme
Les dépenses prises en charge doivent correspondre à des investissements immobiliers, réalisés par un professionnel, pour la vente de produits issus de l'exploitation agricole.

Les ouvrages réalisés devront être conformes aux règles d'hygiène et de sécurité, notamment en matière d'assainissement des eaux usées.

Exclusivement aux aides aux équipements de protection contre l'incendie et à l'aménagement d'un point de vente à la ferme
Conformément à la règlementation, les jeunes agriculteurs y sont éligibles dès lors que leurs investissements ne sont pas inscrits dans leur plan d'investissement pour la Dotation Jeune Agriculteur (DJA).

Exclusivement à l'aide pour le regroupement parcellaire
Dans le cadre de la démarche collective menée en partenariat entre la Chambre d'Agriculture et la Communauté de communes, les exploitants doivent obligatoirement formaliser l'échange, par un document écrit (convention de jouissance, nouveau bail, acte notarié, etc.).
Pour les exploitants ne formalisant pas l'échange par un acte notarié, ces derniers doivent s'engager sur une durée à minima de deux années de maintien de l'échange.
Concernant les haies bocagères, pour des raisons justifiées liées à l'exploitation, toute suppression devra être compensée en double par des plantations sur le parcellaire de l'agriculteur en privilégiant des essences locales, sauf contraintes techniques justifiées par la Chambre d'Agriculture et par l'exploitant. Dans ce cas, le principe est de replanté à minima les haies détruites (principe de 1 pour 1).

3.3 – MONTANT

Concernant l'aide aux équipements de protection contre l'incendie
Le taux d'aide est de 30 % des dépenses éligibles HT avec un plafond d'aide maximal établi à 1 500 €.

Concernant l'aide à l'aménagement d'un point de vente à la ferme
Le taux d'aide est de 30 % des dépenses éligibles HT avec un plafond d'aide maximal établi à 1 500 €.

Concernant l'aide pour le regroupement parcellaire

- **une subvention de 50 % du montant du droit d'entrée**, plafonnée à 600 € par exploitation. C'est un droit fixe à s'acquitter auprès de la Chambre d'agriculture lorsqu'une exploitation agricole rejoint ce projet collectif.

- **une aide forfaitaire variable**, exclusivement en complément du montant du droit d'entrée précité, selon les échanges réalisés par les exploitations agricoles sur la base des tarifs dégressifs établis selon les tranches de surfaces échangées suivantes :
  - pour les 10 premiers hectares : 100 € / ha échangé,
  - entre 11 et 20 ha : 80 € / ha échangé,
  - pour la surface au-delà de 20 ha : pas de soutien.

4. CONDITIONS GÉNÉRALES, MODALITÉS DE DÉPÔT DES DEMANDES ET MODALITÉS DE VERSEMENT

4.1 – CONDITIONS GÉNÉRALES

Les demandes d'aides devront obligatoirement être déposées auprès de la Communauté de communes avant l'engagement des dépenses.

L'entreprise ne peut déposer qu'une demande de même nature d'aide par année (hors aide pour le regroupement parcellaire).

L'entreprise doit être à jour de ses cotisations sociales et fiscales.

Les aides ne peuvent être attribuées que dans la limite des crédits inscrits au budget intercommunal.

Les aides à l'investissement pour les bénéficiaires du présent règlement ne sont pas conditionnées à l'obtention d'un prêt bancaire.

La subvention est cumulable avec d'autres aides financières existantes sous réserve du respect des règles nationales ou européennes en la matière (« de minimis », etc…). Ces aides pourront venir en co-financement de dossiers LEADER.

Pour les entreprises non assujetties à la TVA, les montants retenus pour le calcul des dépenses éligibles seront en TTC.

Toute annulation de l'aide fera l'objet d'un remboursement par le bénéficiaire des sommes qui lui auraient été versées.

La demande est instruite par le service économique et validée par la Présidente de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, après avis de la Commission Développement Économique et Emploi.

4.2 – MODALITÉS DE DÉPÔT

Le formulaire de demande est à télécharger sur le site internet de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay.

Toute demande est à adresser par courrier postal ou électronique au service économique de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay.

Toute demande doit être accompagnée des documents suivants :
- ✓ Le formulaire de demande d'aide ;
- ✓ Une attestation d'aide de minimis ;
- ✓ Un extrait d'immatriculation de moins de 3 mois ;
- ✓ Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) ;
- ✓ Les deux derniers comptes de résultats.

Par ailleurs, les demandes doivent être accompagnées :
- ✓ Pour l'aide au loyer, d'une copie du contrat de location (bail, convention, etc.) ;
- ✓ Pour l'aide à l'immobilier d'entreprises, à la récupération d'eau de pluie, à la mise en œuvre des préconisations paysagères de l'architecte-conseil du CAUE, à l'investissement pour la défense contre l'incendie et à l'aménagement d'un point de vente à la ferme, d'une copie des devis établis au nom de l'entreprise/exploitant ;
- ✓ Pour l'aide à la création de places de stationnement perméables et végétalisées, un plan présentant le projet de création de places avec leur quantité.

4.3 – MODALITÉS DE VERSEMENT

La demande fera l'objet d'un versement effectué en une seule fois par virement du Trésor Public sur le compte du bénéficiaire, après présentation puis vérification par la Communauté de communes du Pays de Chantonnay :

Toute demande doit être accompagnée des documents suivants :
- ✓ Des factures certifiées acquittées au nom de l'entreprise ;

Par ailleurs les demandes doivent être accompagnées :
- ✓ Pour l'aide à la défense incendie, d'un certificat de conformité ;
- ✓ Pour les aides à la création de places de stationnement perméables végétalisées, à la mise en œuvre des préconisations paysagères de l'architecte conseil du CAUE, à la défense incendie et à l'aménagement d'un point de vente à la ferme, d'une photographie de l'ouvrage/point de vente réalisé ;
- ✓ Pour l'aide pour le regroupement parcellaire, concernant la subvention de 50 % du montant du droit d'entrée, une facture acquittée de la Chambre d'Agriculture faisant apparaitre le bénéficiaire et pour la part variable, un bilan des surfaces échangées avec les justificatifs associés (convention de jouissance, bail, actes notariés…).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-242 ATTRIBUTION D'UNE AIDE ÉCONOMIQUE À LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE « LÉGUMES SECS BIO DE VENDÉE » (LSBV)

Nomenclature des actes : 7.4

Vu le Règlement (UE) n° 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis, modifiant le règlement n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013, lui-même modifié par le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 et par le Règlement (UE) n°2023/2391 de la Commission du 4 octobre 2023, portant notamment sur les aides dites « de minimis », établies dorénavant à un plafond de 300 000 €, quelles que soient les catégories ou taille d'entreprise, sur une période de 3 années glissantes et de 50 000 € concernant les entreprises agricoles ;

. . . / . . .

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment son article L. 1511-3 prévoyant que « *[...] les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sont seuls compétents pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de locations ou d'immeubles. Ces aides revêtent la forme de subventions, de rabais sur le prix de vente, de location ou de location-vente de terrains nus ou aménagés ou de bâtiments neufs ou rénovés, de prêts, d'avances remboursables ou de crédit-bail à des conditions plus favorables que celles du marché.* [...] *Les aides accordées sur le fondement du présent article ont pour objet la création ou l'extension d'activités économiques* » ;

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 qui stipule que « toute autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil défini par décret, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie » ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 qui précise que l'obligation de conclure cette convention s'applique aux subventions dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 euros ;

Vu les statuts modifiés de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay approuvés par arrêté préfectoral n° 2025-DCL-BIBC-138, en date du 10 mars 2025, et notamment l'article 4.1.2 portant sur les actions de Développement économique et l'article 4.2.1 portant sur la protection et la mise en valeur de l'environnement ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021-452, en date du 29 septembre 2021, approuvant le projet de Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), qui prévoit notamment la mise en place d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT) (action 3.2) afin de valoriser une dynamique dite « de la fourche à la fourchette » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2022-387, en date du 28 septembre 2022, approuvant le plan d'action du Projet Alimentaire Territorial (PAT) ;

Considérant le courrier en date du 22 mai 2025 transmis par la Société par Actions Simplifiée (SAS) « Légumes Secs Bio de Vendée », dans lequel cette dernière sollicite auprès de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay un soutien financier en matière d'investissement immobilier pour la réhabilitation d'un ancien bâtiment industriel situé sur le territoire communautaire, en vue d'en faire un site de stockage et de transformation de produits alimentaires provenant de sa production agricole ;

Considérant que le projet de la SAS précitée, dont le siège social est situé sur le territoire communautaire, participe à la résilience économique et écologique du Pays de Chantonnay en contribuant à l'intérêt général, et est structurant et innovant aux motifs qu'il :

- concerne un regroupement collectif de plusieurs exploitants agricoles ;
- favorise l'augmentation de la production de légumineuses biologiques cultivées sur le territoire du Bocage Vendéen et à proximité, valorisant ainsi la production locale, et facilitant ainsi pour le collectif :
    - la maîtrise de la commercialisation de leurs produits de récolte, en diminuant les intermédiaires ;
    - l'adaptation au changement climatique, la culture des légumineuses :
        - ne nécessitant aucun engrais azotés et que très peu d'eau pour se développer ;
        - présentant des caractéristiques de résistante aux sécheresses et aux autres catastrophes climatiques ;
- améliore l'accès géographique à une offre de proximité et de qualité par la pluralité de ces modes de commercialisation, et permet ainsi de rapprocher les consommateurs des agriculteurs (magasins alimentaires de proximité, restauration hors domicile, dont la restauration collective - cantines scolaires, Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgés Dépendantes, etc.) ;
- contribue à l'atteinte des objectifs :
    - liés à la Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat 2025-2030 de diversification des productions et des régimes alimentaires ;
    - fixés aux secteurs :
        - de la restauration collective par la loi EGALIM (2018) et la Loi Climat et Résilience (2021) en matière de diversification des sources de protéines ;
        - agricole en matière de réduction des émissions de protoxyde d'azote et d'ammoniac par la loi Climat et Résilience (2021), en particulier liées aux usages d'engrais azotés minéraux, notamment par le développement des cultures de légumineuses ;
    - nationaux, régionaux et locaux, notamment traduits dans le PCAET susvisé, et particulièrement les actions :
        - 2.2 sur la sensibilisation et l'information des agriculteurs pour mieux maîtriser les questions environnementales ;
        - 3.2 sur la mise en place d'un projet alimentaire territorial ;
        - 3.3 sur le renforcement de la séquestration carbone, de développement des pratiques agroécologiques, notamment de l'agriculture biologique dans le cadre de la planification écologique ;
- évite l'apparition d'une friche industrielle ;
- nécessite des investissements conséquents, avec un montant estimé de 1 449 807 € HT de dépenses et de 679 667 € de recettes, ainsi que le recours à un emprunt ;
- rayonne régionalement et présente une maturité en matière de complémentarité des débouchés ;

. . . / . . .

Considérant la compatibilité d'une aide communautaire auprès de la SAS « LSVB » au regard du Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) des Pays de la Loire 2022-2028, et notamment en ce qui concerne « le soutien régional aux projets d'immobilier d'entreprises structurant » (page 73) ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à la majorité (2 votes CONTRE, Messieurs Cyrille GUIBERT et Éric PELTANCHE, favorables pour une aide à 40 000 €) :

- d'attribuer une aide financière d'un montant de 30 000 euros à la SAS « Légumes Secs bio de Vendée », représentée par Messieurs Simon BERLAND, Sébastien SCHWAB, et Madame Pauline PAVAGEAU, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de la Roche-sur-Yon sous le numéro 878 138 726 00012, et qui a une activité en matière de « traitement primaire des récoltes (0163Z) » à Chantonnay ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer toute convention d'attribution de l'aide économique avec la SAS susmentionnée ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-243 ADOPTION DU CONTRAT OPÉRATIONNEL DE MOBILITÉ (COM) DU BASSIN CENTRE VENDÉE

Nomenclature des actes : 8.7

Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, dite LOM ;

Vu le Code des transports, et notamment ses articles L. 1211-1 et suivants, L. 1215-1 et L. 1215-2, L. 1231-1 et suivants, définissant notamment que « *la région est chargée d'organiser, en qualité de chef de file, les modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité* [...] ; *que ces actions s'exercent à l'échelle de bassins de mobilité que la région définit et délimite, en concertation avec les autorités organisatrices de la mobilité* [...] ; et que « *pour la mise en œuvre de son rôle de chef de file, la région conclut, à l'échelle de chaque bassin de mobilité, un contrat opérationnel de mobilité avec les autorités organisatrices de la mobilité, les syndicats mixtes de transport, les départements et les gestionnaires de gares de voyageurs ou de pôles d'échanges multimodaux concernés.* » ;

. . . / . . .

Vu la délibération M2-A4-359 du Conseil régional des 16 et 17 décembre 2020 approuvant la carte des bassins de mobilité ;

Vu la délibération M2-A4-359 du Conseil régional du 31 mars 2021 approuvant la Stratégie Régionale des Mobilités ;

Vu la délibération M2-A5 du Conseil régional du 17 décembre 2021 approuvant le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Pays de la Loire ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, modifiés par arrêté n° 2025-DCL-BICB-138 en date du 10 mars 2025, et notamment l'article 4.2.6 portant sur l'organisation de la mobilité ;

Considérant que la Région Pays de la Loire doit conclure, à l'échelle de chaque bassin de mobilité, un contrat opérationnel de Mobilité (COM) pour une durée de 3 ans ;

Considérant le projet de COM soumis à validation après 2 ans et demi de travaux communs entre les douze partenaires du Bassin de mobilité Centre Vendée, qui repose sur 7 chantiers prioritaires, indiqués comme suit :

- Covoiturage du quotidien ;
- Intermodalités ;
- Réseaux de transports collectifs ;
- Services, communication et accompagnement au changement ;
- Partage, mutualisation des données et suivi du COM ;
- Mobilités solidaires et accessibilité ;
- Vélo du quotidien.

et qui se décline en 16 fiches actions dont l'animation est partagée entre les acteurs ;

Considérant que cinq actions ont été jugées emblématiques et prioritaires par les élus, à savoir :

- Faire évoluer l'offre interurbaine de lignes régulières ;
- Améliorer l'attractivité de l'offre ferroviaire ;
- Déployer progressivement l'offre socle du Transport à la Demande (TAD) sur le bassin ;
- Renforcer la communication sur la mobilité et la notoriété des offres sur le bassin ;
- Expérimenter le conseil en mobilité employeurs de manière collective ;

Considérant que, bien que s'inscrivant dans cette intention de collaboration entre collectivités dans un climat de confiance réciproque, le Pays de Chantonnay portait toutefois deux exigences préalables à la validation de ce COM, celles-ci concernant :

- la régénération de la ligne TER14 afin d'assurer le maintien de la circulation des trains en direction de La Roche-sur-Yon ou de Bressuire, cette ligne étant structurante puisque traversant le bassin de mobilité et son maintien est d'importance majeure pour le territoire desservi ;
- le déploiement d'une offre de Transport à la Demande (TAD) sur le territoire, prévu initialement en janvier 2025, et supprimé sans concertation par la Région ;

. . . / . . .

Considérant que la Région Pays de la Loire a érigé, dans son action FA05 mentionnée au COM, sa réaffirmation et sa détermination à assurer le maintien de la ligne TER14 et assure travailler en ce sens pour obtenir la collaboration de la Région Nouvelle-Aquitaine, SNCF Réseaux et de l'État ;

Considérant que le COM précise, dans son action FA06, la nécessité de redéfinir une offre de TAD sur le bassin de mobilité afin de couvrir l'ensemble des territoires éligibles ligériens d'une offre régionale à coût constant ;

Considérant ces évolutions et engagements comme allant dans le bon sens pour le développement d'une offre de mobilité durable et un partenariat constructif sur le territoire du Pays de Chantonnay ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver, tel que joint en annexe, le Contrat Opérationnel de Mobilité (COM) du Bassin Centre Vendée ;
- de souligner que la Communauté de communes, au titre de ce COM :
    - souhaiterait disposer du déploiement de la nouvelle offre socle régionale de transport à la demande, en tant que territoire pilote, et de manière co-construite avec la Communauté de communes ;
    - reste déterminée et attache une importance à la régénération et le maintien de la ligne TER14 ;
- d'autoriser Madame la Présidente à signer ledit COM et à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

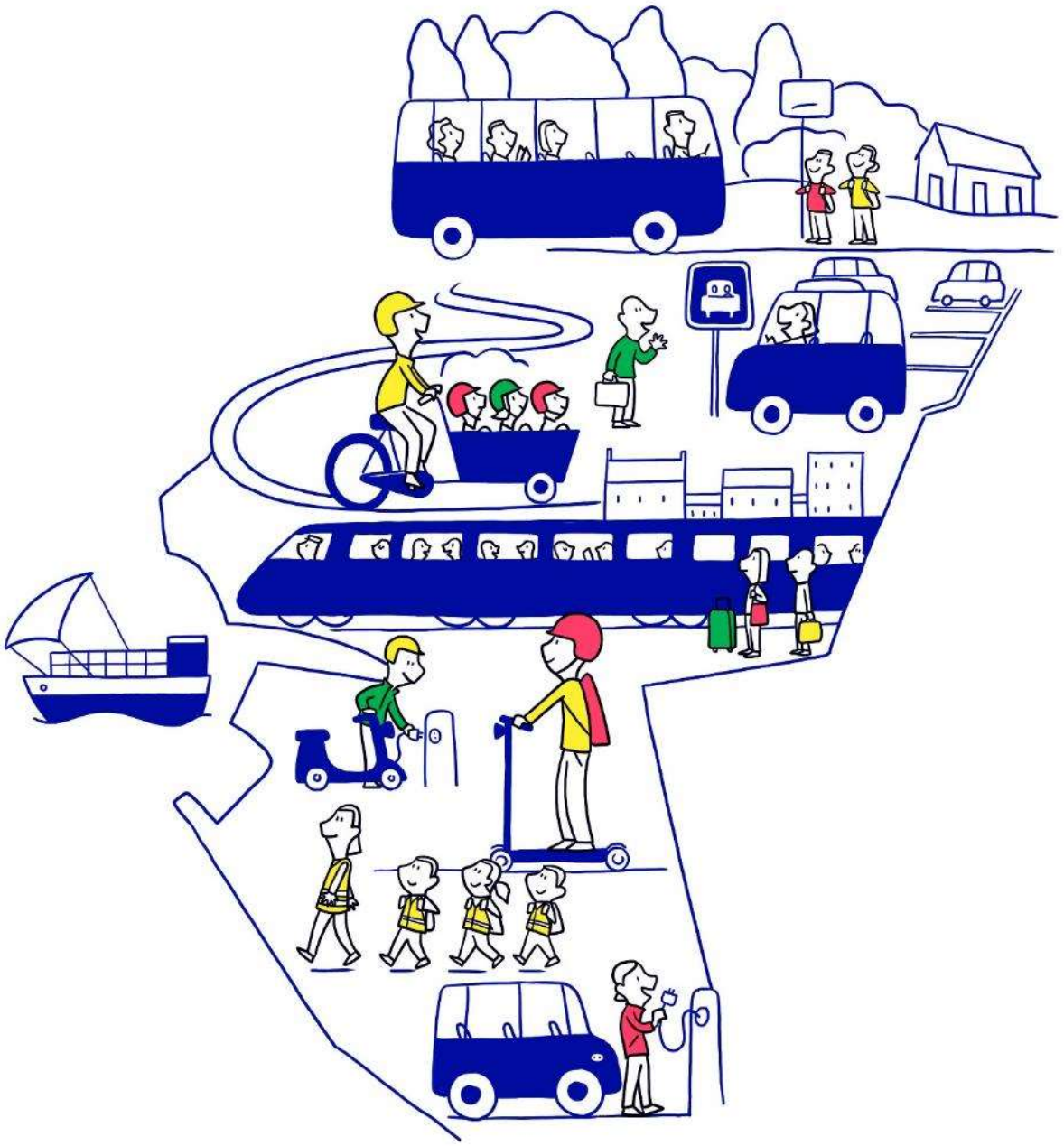
Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE



BASSIN CENTRE VENDEE

2025-2030

REGION PAYS DE LA LOIRE

DEPARTEMENT DE LA VENDEE

SYDEV

TERRES DE MONTAIGU AGGLOMERATION

COMMUNAUTE DE COMMUNES VIE ET BOULOGNE

LA ROCHE-SUR-YON AGGLOMERATION

PAYS DES ACHARDS

VENDEE GRAND LITTORAL

LES SABLES D'OLONNE AGGLOMERATION

PAYS DE CHANTONNAY

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SAINT FULGENT LES ESSARTS

SNCF GARES & CONNEXIONS

BASSIN DE MOBILITE CENTRE VENDEE
CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE
SOMMAIRE

SOMMAIRE 3

1. LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI D'ORIENTATION DES MOBILITES EN PAYS DE LA LOIRE 6

1.1. UNE DEMARCHE DE COOPERATION ENTRE COLLECTIVITES 6
1.2. L'ORIENTATION REGIONALE DE LA DEMARCHE 8
1.3. LA CONSTRUCTION DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 9

2. LES CARACTERISTIQUES DU BASSIN CENTRE VENDEE 11

2.1. FICHE D'IDENTITE DU BASSIN 11
2.1.1. Indicateurs socio-économiques 12
2.1.2. Exercice de la compétence mobilité 12
2.1.3. Flux pendulaires 12
2.1.4. Répartition modale 13
2.2. SERVICES DE MOBILITE EXISTANTS 14
2.2.1. Offre urbaine de transport collectif 14
2.2.2. Offre interurbaine de transport collectif 15
2.2.3. Services de mobilité actives, partagées et solidaires 17
2.3. INFRASTRUCTURES SUR LE BASSIN 21
2.4. COOPERATIONS TARIFAIRES 21
2.5. INFORMATION MULTIMODALE ET SITUATIONS DEGRADEES 21

3. FEUILLE DE ROUTE DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 22

3.1. ORIENTATIONS PRIORITAIRES DE TRAVAIL 22
3.1.1. Covoiturage du quotidien 22
3.1.2. Intermodalités 22
3.1.3. Réseaux de transports collectifs (TC) 22
3.1.4. Services, communication et accompagnement au changement 23
3.1.5. Partage, mutualisation des données et suivi du COM 23
3.1.6. Mobilités solidaires et accessibilité 23
3.1.7. Vélo du quotidien 24
3.2. FICHES ACTIONS EMBLEMATIQUES 24
3.3. COOPERATIONS INTERBASSINS 24
3.4. MATRICE DE RESPONSABILITES 25

4. SUIVI ET EVALUATION DU CONTRAT OPERATIONNEL DE MOBILITE 27

4.1. DUREE 27
4.2. MODALITES DE PILOTAGE 27
4.2.1. Comité de pilotage 27
4.2.2. Comité technique 27
4.3. MODALITES D'EVALUATION 28
4.4. MODALITES DE REVISION 28

5. ANNEXES 28

ANNEXES 30

5.1. CARTOGRAPHIES DES DYNAMIQUES 30
5.2. FICHES ACTIONS 35

GLOSSAIRE 53

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4221-1 et suivants,
Vu le code des transports et notamment l'article L1215-1 et suivants,
Vu la délibération du Conseil régional des 16 et 17 décembre 2020 approuvant la carte des bassins de mobilité,
Vu la délibération du Conseil régional du 31 mars 2021 approuvant la Stratégie Régionale des Mobilités,
Vu la délibération du Conseil régional du 17 décembre 2021 approuvant le SRADDET Pays de la Loire,
Vu la délibération de la session du Conseil Régional du 16 octobre 2025 approuvant le présent contrat opérationnel de mobilité,

Entre les soussignés :

*La **Région des Pays de La Loire**, dont le siège social est 1 rue de la Loire – 44200 Nantes, représentée par Mme Christelle MORANCAIS, Présidente,*
*ci-après dénommée « **la Région** »,*

*Le **Département de la Vendée**, dont le siège social est 40 rue du Maréchal Foch – 85000 LA ROCHE SUR YON, représenté par M. Alain LEBOEUF, Président,*
*ci-après dénommé « **le Département** »,*

***La Communauté d'Agglomération Terres de Montaigu,** dont le siège social est* au *35 avenue Villebois Mareuil, 85600 MONTAIGU-VENDÉE, représentée par Antoine CHÉREAU, Président,*

***La Roche-sur-Yon Agglomération,** dont le siège social est Place du Théâtre - 85021 - LA ROCHE-SUR-YON, représentée par Luc BOUARD, Président,*

***La Communauté de Communes Vie et Boulogne,** dont le siège social est Z.A. de, La Gendronnière, 24 Rue des Landes, 85170 LE POIRÉ-SUR-VIE, représentée par Guy PLISSONNEAU, Président,*

***La Communauté de communes du Pays de Chantonnay,** dont le siège social est 65, avenue du Général-de-Gaulle - 85111 CHANTONNAY**,** représentée par Isabelle MOINET, Présidente,*

***La Communauté de communes du Pays de Saint Fulgent – Les Essarts,** dont le siège social est 2 rue Jules Vernes - 85250 SAINT FULGENT, représentée par Jacky DALLET, Président,*

***La Communauté de communes du Pays des Achards,** dont le siège social est Z.A. Sud-est, 2 rue Michel Breton - 85150 LES ACHARDS, représenté par Patrice PAGEAUD, Président,*

***La Communauté de Communes Vendée Grand Littoral**, dont le siège social est 5 rue de l'Hôtel de ville - 85440 TALMONT-SAINT-HILAIRE, représentée par Maxence DE RUGY, Président,*

***Les Sables d'Olonne Agglomération,** dont le siège social est 21 Place du Poilu de France - 85100 LES SABLES D'OLONNE, représentée par Yannick MOREAU, Président,*

Ci-après dénommés « les EPCI »,

*Le **Syndicat Départemental d'Énergie et d'équipement de Vendée. (SYDEV),** dont le siège social 3 rue du Maréchal Juin, 85000 LA ROCHE-SUR-YON, représenté par Laurent FAVREAU, Président,*
*Ci-après dénommé « **le SYDEV** »,*

SNCF Gares et connexions, *dont le siège social est 27 bd de Stalingrad – 44000 NANTES, représentée par Gaëlle LE ROUX, Directrice Régionale,*

Il a été convenu ce qui suit :

Les différentes parties s'engagent à :

- **mettre en œuvre le contrat opérationnel de mobilité (COM) sur la période 2025-2030 afin de créer et organiser des conditions favorables au développement des mobilités,**
- **prendre part à la mise en œuvre des actions, dans les rôles définis par le contrat, et associer les partenaires et acteurs compétents,**
- **collaborer dans une logique d'amélioration continue et d'expérimentation, au service des usagers,**
- **contribuer à l'évaluation des actions inscrites au contrat opérationnel de mobilité et au partage des données,**
- **communiquer et rendre compte de l'avancement des actions en mentionnant la contribution de l'ensemble des parties prenantes.**

1. La mise en œuvre de la Loi d'Orientation des Mobilités en Pays de la Loire

1.1. Une démarche de coopération entre collectivités

Dès 2019, en tant que chef de file des mobilités, la Région a souhaité engager le dialogue avec toutes les collectivités pour considérer les évolutions engendrées par la Loi d'orientation des mobilités (LOM). Les Présidents et les Vice-Présidents des intercommunalités et des Départements, les représentants des associations des Maires de France, des communes rurales et d'Intercommunalités de France ont été réunis dans chaque Département. L'objet de ces rencontres était de partager les réflexions et attentes des collectivités sur la prise de compétence mobilité et de construire collectivement les bases d'une nouvelle coopération.

A l'automne 2020, la **concertation** a été reconduite avec toutes les intercommunalités et a permis de dessiner les contours des bassins de mobilité, dont la cartographie a été adoptée en Conseil Régional de décembre 2020. Les bassins de mobilité ont été définis à partir des flux de déplacements domicile-travail, domicile-étude, au sein desquels des convergences d'intérêt se manifestent. La carte des bassins de mobilité est inscrite dans la Stratégie Régionale des mobilités adoptée en juillet 2021, elle-même centrée sur les besoins des Ligériens, et dont la finalité est de faciliter leurs déplacements, leur proposer des modes de transport plus sobres, plus respectueux de l'environnement, au meilleur coût.

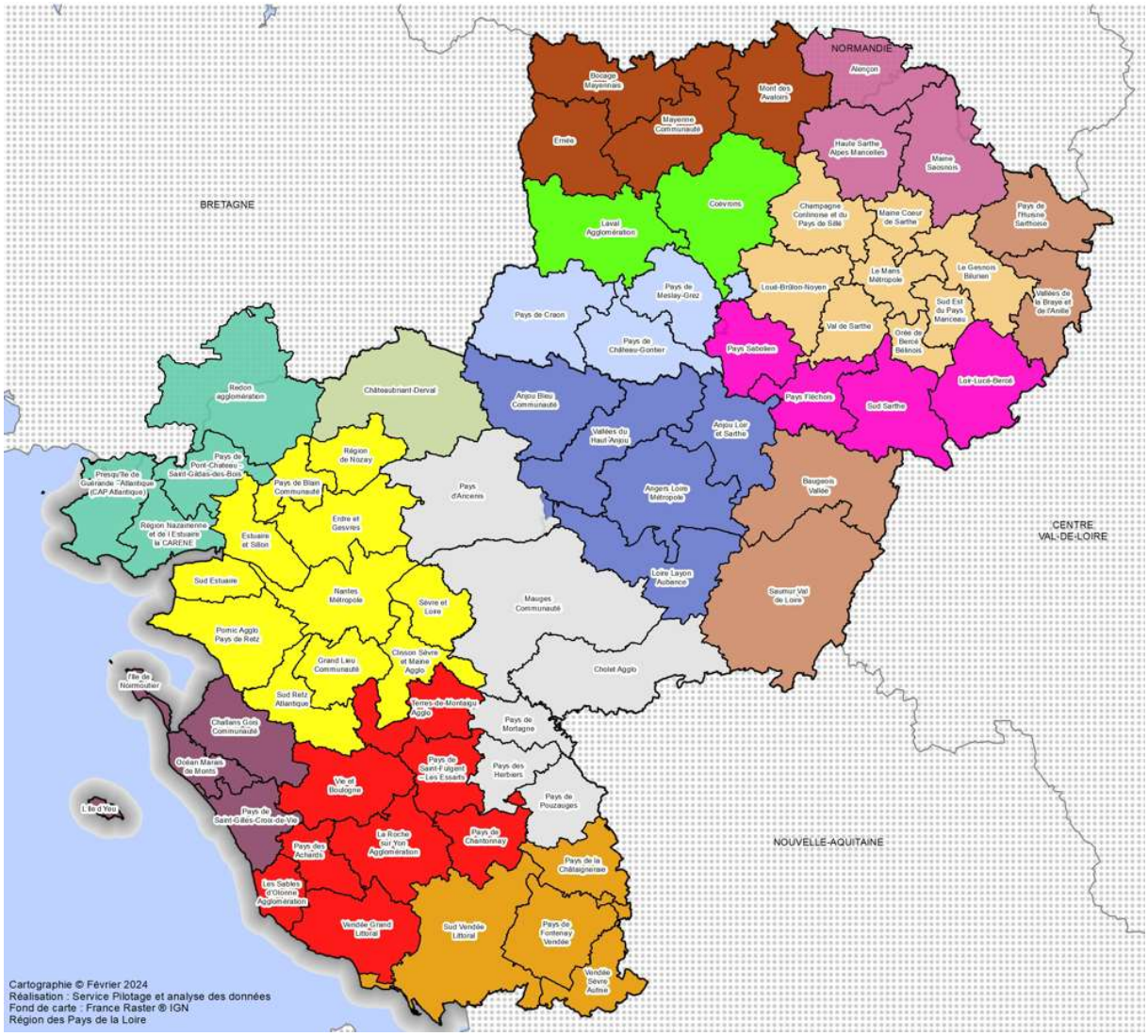


Figure 1 : Présentation des 16 bassins de mobilité Régionaux

En 2021, 54 communautés de communes ligériennes sur 56 ont choisi de devenir Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM), c'est-à-dire compétentes pour le développement de nouveaux services de mobilité. Dès lors, la Région peut compter sur des territoires moteurs pour la mise en œuvre des services dont les Ligériens ont besoin, des territoires volontaires pour conduire des expérimentations.

Dans le cadre renouvelé de la LOM, une **nouvelle articulation des compétences se dessine** :

- En tant que chef de file des mobilités et autorité organisatrice de la mobilité Régionale, la **Région** est compétente pour organiser des services réguliers de transport public d'intérêt Régional, le transport à la demande, des services relatifs aux mobilités actives, partagées ou solidaires, et pour contribuer au développement de tels services. Elle est aussi AOM de substitution dans les 2 communautés de communes qui n'ont pas pris la compétence mobilité (Maine Saosnois ; Pays de Saint-Fulgent-les-Essarts) ;
- Tout comme la Région, les **EPCI** sont compétents pour organiser des services réguliers de transport public, de transport à la demande, pour organiser des services relatifs aux mobilités actives, partagées ou solidaires, à condition toutefois que ces services soient inclus dans leur ressort territorial.

- Du fait de leurs compétences en matière de voirie départementale, d'accompagnement social et de développement des solidarités, les **Départements** conservent un rôle essentiel pour le développement des mobilités durables, solidaires et inclusives sur leur territoire.
- Les **Syndicats d'Energie** sont compétents en matière d'infrastructures d'avitaillement électrique, gaz et hydrogène (hors Départements de la Sarthe, Nantes Métropole, villes de Saint-Nazaire et de La Baule)
- **SNCF Gares & Connexions**, gestionnaire des gares ferroviaires, est compétent en matière d'exploitation, de projets d'investissement et de valorisation des bâtiments voyageurs dont elle est propriétaire

La LOM et la loi 3DS permettent aussi d'envisager assez largement la mise en place de conventions de délégation de compétence quand cela s'avère pertinent. Les modalités financières de ces conventions de délégation de compétence seront librement négociées entre les parties prenantes.

Ainsi, chaque acteur du contrat peut jouer un rôle défini dans le cadre des actions mises en place par le COM :

- **Animateur** : entité qui a la responsabilité de faire vivre l'action, d'assurer sa cohérence d'ensemble, de relancer les partenaires si nécessaire. Ce rôle n'implique pas nécessairement la maîtrise d'ouvrage ni même la participation financière
- **Porteur :** entité qui assure le pilotage opérationnel du projet, de son calendrier et du budget consacré à ce projet (sous réserve du vote des crédits par les assemblées délibérantes)
- **Partenaire :** collectivité/ agence d'urbanisme / EPCI intéressé au projet, parce qu'on attend d'elle / de lui une action / contribution
- **Financeur** : entité qui prend en charge tout ou partie du coût de l'action

Ces rôles sont déclinés pour chaque action afin d'en préciser la mise en œuvre.

1.2. L'orientation Régionale de la démarche

Dans un contexte de fortes tensions qui affectent l'ensemble du secteur des transports (pénurie de conducteurs, crise sanitaire, augmentation du prix des carburants), il est essentiel de proposer aux citoyens des services de mobilités qui répondent à la diversité des usages.

Les signataires du COM posent comme seule boussole **l'efficacité des politiques publiques**. La répartition des compétences entre Région, Département et Intercommunalités doit permettre de proposer des offres et services de transport adaptés aux différents besoins. La convergence entre les démarches de planification régionale, départementale, locale est recherchée et s'exprime dans les actions retenues dans le contrat opérationnel de mobilité.

La Région a adopté en 2021 la stratégie régionale des mobilités (2021-2030) posant une vision ambitieuse pour le développement des transports publics, des infrastructures et des services de mobilité en Pays de la Loire :

- Un développement au bénéfice de chaque territoire, qu'il soit urbain, périurbain ou rural,
- Une offre de transports et de mobilités de qualité qui contribue à un développement plus durable, sobre et décarboné des activités.
- Une offre de transports et de mobilités qui apporte un meilleur service, au meilleur coût et au plus grand nombre de ses habitants.

L'amélioration attendue des services de mobilités en Pays de la Loire ne peut être le fruit que d'un travail collectif. La Région s'y emploie en fédérant les acteurs et en veillant à prendre en compte les besoins de tous les publics, en particulier les jeunes, les personnes en situation de précarité ou en situation de handicap.

La Région intervient en soutien des projets des territoires, que ce soit dans le cadre de sa politique contractuelle territoriale ou dans les politiques sectorielles comme la mobilité. La Région a la volonté d'accompagner les territoires ayant pris la compétence « mobilité » de manière volontaire. Les règlements d'intervention de la Région offrent un cadre pour accompagner les projets intermodaux et notamment d'aménagements des abords de gares et de points d'arrêts routiers, la réalisation des infrastructures cyclables, les mises en accessibilité PMR, l'animation de communautés de covoitureurs ou de création de lignes de covoiturage… Sous réserve des possibilités juridiques et de ses capacités financières, la Région s'attachera, en complément, à soutenir les expérimentations mises en œuvre par les EPCI.

Au travers de multiples partenariats instaurés, la Région collabore avec les EPCI, en particulier ceux qui disposent de réseaux de transports collectifs urbains, autour des thématiques suivantes : tarification ; distribution ; information multimodale ; interconnexions… dans l'objectif de faciliter les parcours usagers.

1.3. La construction du Contrat Opérationnel de Mobilité

La première conférence ligérienne des AOM (en novembre 2021) a marqué le lancement du processus d'élaboration des Contrats Opérationnels de Mobilité à l'échelle régionale.

Sur le bassin Centre Vendée, des échanges techniques ont été engagés à partir de février 2022 entre les huit EPCI, le Département de la Vendée, le SyDEV (Syndicat d'Energie de la Vendée) et la Région des Pays de la Loire. Ces rencontres techniques ont permis de consolider l'analyse (diagnostic, offres de mobilité) sur le bassin et de dégager des orientations prioritaires de travail. Les démarches de planification territoriale des mobilités menées par la plupart des intercommunalités du bassin ont servi de guide à l'identification des enjeux du Contrat Opérationnel de Mobilité.

En juin 2022, un premier comité de pilotage a permis de valider politiquement ces orientations prioritaires de travail. Les partenaires du COM se sont ensuite réunis en comité technique au second semestre 2022 pour poursuivre la réflexion sur chacune des orientations, dégager des pistes d'actions potentielles et affiner le contenu des fiches actions constituant la dorsale du COM. Des réunions territorialisées ont permis d'affiner les projets d'actions et les modalités possibles de mise en œuvre.

Le comité de pilotage réuni le 29 janvier 2024 a validé le contenu du COM et son déroulé prévisionnel sur les 5 années (2025 à 2030). Après un dernier comité de pilotage le 24 avril 2025 pour arbitrage des derniers éléments, le contrat opérationnel de mobilité a été soumis pour validation aux assemblées délibérantes.

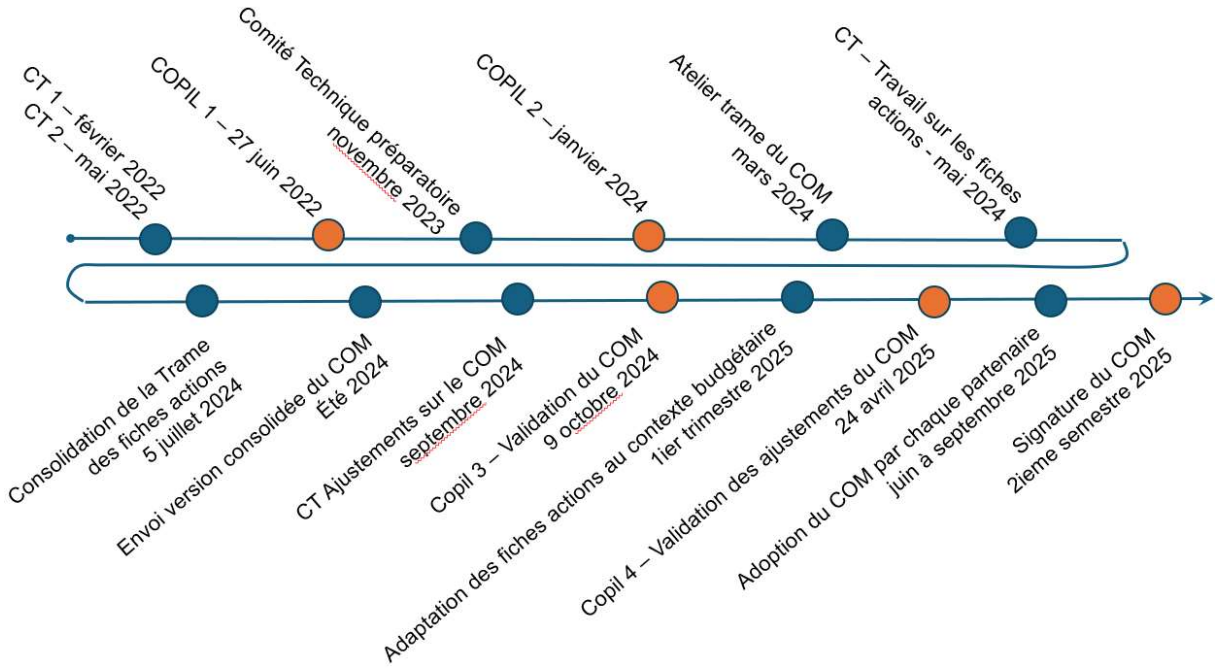


Figure 2. Frise synthétique de l'élaboration du COM du Bassin Centre Vendée

2. Les caractéristiques du bassin Centre Vendée

2.1. Fiche d'identité du bassin

Fort de 362 000 habitants, le bassin Centre Vendée est constitué de huit EPCI : trois Communautés d'Agglomération, pour lesquelles la compétence mobilité est obligatoire, et cinq Communautés de Communes, devenues autorités organisatrices de la mobilité depuis 2021, sauf Saint Fulgent-Les Essarts qui n'a pas pris la compétence. Le bassin Centre Vendée compte 94 communes dans son périmètre, dont 8 communes nouvelles.



Figure 3 : Schéma de situation des 8 EPCI du Bassin Centre Vendée

2.1.1. Indicateurs socio-économiques

Indicateurs	Valeur
Population (en 2024)	361 938 habitants
Part relative de la population Régionale	9,39 %
Part relative de la population départementale	51,61%
Densité moyenne de population du bassin Centre Vendée	124 habitants/ km²
Densité moyenne en Vendée (en 2021)	104 habitants/km²
Densité moyenne en Pays de la Loire (en 2021)	120 habitants/km²
Nombre d'actifs sur le bassin	149 000
Taux d'équipement des ménages en voiture	93,3%

2.1.2. Exercice de la compétence mobilité

Les EPCI suivants se sont dotés d'une planification territoriale des mobilités. Ces démarches fixent les orientations d'actions de chaque EPCI à horizon de 5 à 10 ans.

- **Les Sables d'Olonne Agglomération** : Plan Global de Déplacements adopté le 30 novembre 2012 et Plan de Mobilité Simplifié pour 2025 (en cours d'élaboration),
- **La Roche-sur-Yon Agglomération** : Plan Global de Déplacements 2015-2024
- **Communauté de Communes du Pays de Chantonnay** : Plan de Mobilité Simplifié voté en septembre 2023
- **Communauté de Communes Vendée Grand Littoral** : Plan de Mobilité Simplifié voté en septembre 2023,

Ces éléments de planification et d'ingénierie témoignent de la montée en compétence des EPCI.

2.1.3. Flux pendulaires

2.1.3.1. Analyse des flux pendulaires

L'analyse des déplacements domicile-travail (INSEE 2020) démontre que la plupart des flux pendulaires sont concentrés à l'intérieur du bassin Centre Vendée (70%). Le bassin Centre Vendée attire néanmoins chaque jour 26 000 actifs qui viennent de bassins extérieurs, notamment de Nantes Métropole pour 10% d'entre eux. Par ailleurs, 27 000 actifs quittent chaque jour le bassin Centre Vendée pour aller travailler dans des EPCI extérieurs.

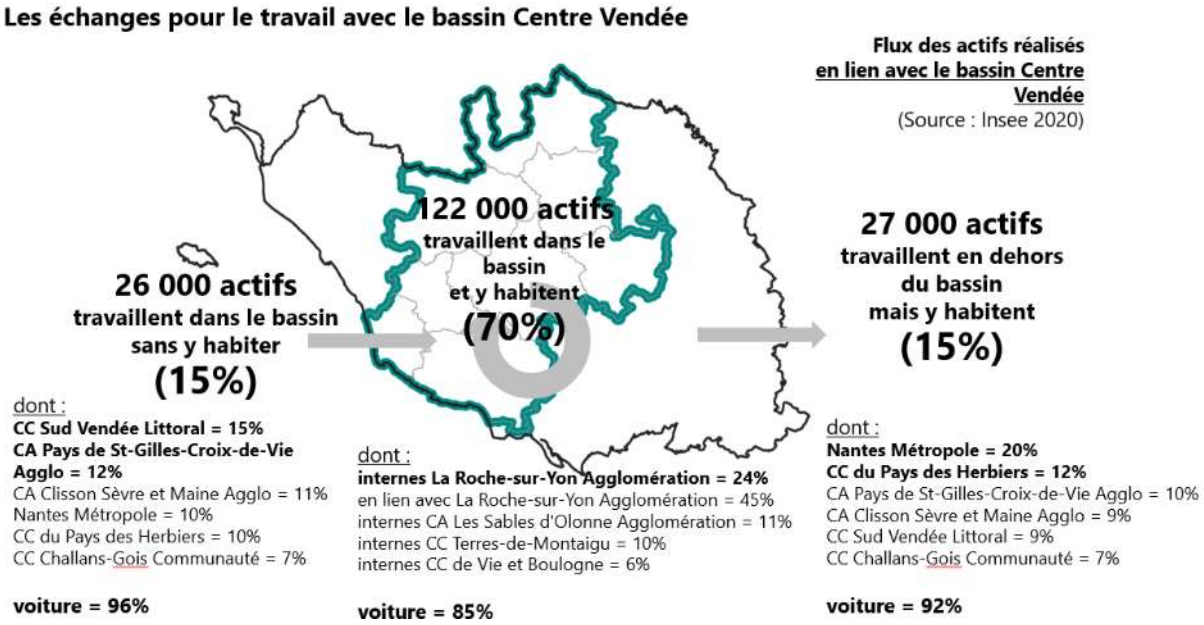


Figure 4 : Flux des actifs réalisés en lien avec le bassin (réalisation AURAN, source INSEE 2020)

Les déplacements de proximité représentent un enjeu important sur le bassin. Plus de la moitié des déplacements domicile travail du bassin sont internes à chaque EPCI ; pour l'agglomération de la Roche-sur-Yon, ce sont jusqu'à 73% des trajets qui sont internes à l'EPCI. Plus d'un tiers des actifs (37%) travaillent même dans leur commune de résidence.

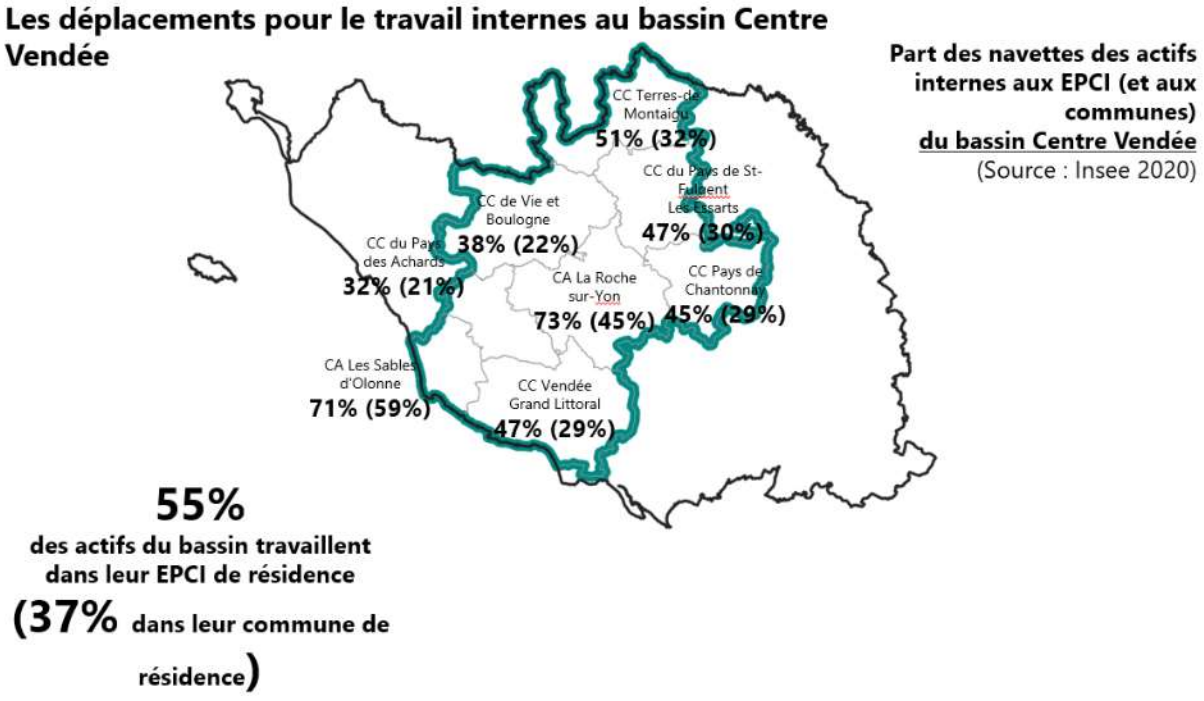


Figure 5 : Part des navettes des actifs internes aux EPCI (et aux communes) (réalisation AURAN, source INSEE 2020)

2.1.4. Répartition modale

L'usage de la voiture particulière reste le mode principal de déplacement sur le bassin et au sein de chaque EPCI le composant. Les données INSEE de 2020, qui portaient uniquement sur les

déplacements domicile – travail, témoignaient d'un recours important à la voiture, notamment sur le territoire des communautés de communes.

Echelle de territoire	Part modale (INSEE 2020)					
	Aucun	Marche	Vélo	Deux-roues motorisés	Voiture particulière	Transports collectifs
Région Pays de la Loire	5%	5%	3%	2%	**79%**	7%
Département de la Vendée	5%	4%	2%	2%	**86%**	1%
Bassin Centre Vendée	4%	4%	2%	2%	**87%**	2%
CA La Roche-sur-Yon Agglomération	3%	6%	3%	1%	**84%**	4%
CA Les Sables d'Olonne Agglomération	4%	4%	4%	2%	**84%**	2%
CC de Vie et Boulogne	4%	2%	1%	2%	**90%**	1%
CC du Pays de Saint-Fulgent - Les Essarts	5%	3%	1%	2%	**88%**	1%
CC du Pays des Achards	4%	2%	1%	1%	**91%**	1%
CC Pays de Chantonnay	4%	3%	1%	2%	**89%**	1%
CA Terres-de-Montaigu	4%	3%	2%	2%	**87%**	3%
CC Vendée Grand Littoral	6%	4%	1%	1%	**87%**	1%

2.2. Services de mobilité existants

2.2.1. Offres urbaines de transports collectifs

Sur le bassin Centre Vendée, un réseau de plusieurs transports collectifs urbains sont en place sur :

- **La Roche Agglomération** : le réseau Impuls'yon est composé de 16 lignes de bus qui desservent les différents quartiers de La Roche-sur-Yon ainsi que les communes de l'agglomération du lundi au samedi. L'offre de transport s'étoffe afin de s'adapter aux besoins de tous les profils d'usagers. Une offre sur mesure qui répond aux grands objectifs de mobilité fixés par l'Agglomération, accompagnée par son délégataire de transport urbain Impulsyon :
    - 100 % du territoire desservi avec un arrêt pérenne créé sur la commune du Tablier et plus de départs et d'arrivées au départ ou vers les communes de l'agglomération (autre que La Roche-sur-Yon) ;
    - Des lignes de bus plus directes et plus efficaces (moins de correspondances) ;
    - Une desserte améliorée entre les quartiers de La Roche-sur-Yon (sans passage par la place Napoléon) ;
    - Plus de lisibilité dans les grilles horaires ;
    - Des nouveaux services (soirée, trajets domicile-lieux d'étude pour les étudiants, desserte des zones d'activités et d'emplois).
- **Les Sables d'Olonne Agglomération** : le réseau Oléane Mobilités est composé de 8 lignes permanentes, 9 lignes scolaires, 4 liaisons maritimes, et d'une ligne estivale desservant les campings. Pour répondre aux enjeux touristiques et de saturation du réseau viaire sur les périodes de fortes affluences, 3 navettes gratuites d'hyper-centre, Marinettes et Tramouette, fonctionnent avec un niveau de service qui s'adapte selon la période. Un Transport Sur

Réservation et des vélos en location longue durée viennent compléter l'offre de transport du territoire.

- **Vie & Boulogne** va expérimenter la mise en place de deux lignes de transport collectif pour relier trois communes : Aizenay, Le Poiré-sur-Vie et Bellevigny, pendant 1 an à compter de septembre 2025.

2.2.2. Offre interurbaine de transport collectif

ALEOP est la marque régionale des services de transport collectif comprenant :

- Les transports ferroviaires Régionaux (TER) : le bassin est desservi par 4 lignes TER desservant un réseau en étoile à 4 branches dont le point central est la gare de La Roche-sur-Yon (lignes 6/8/9/14/. Le bassin comprend 12 gares.
- Les lignes régulières de transport routier : au total, sur le bassin Centre Vendée, on compte 14 lignes dont une ligne autocar express Régionale « la Vendexpress », entre Challans et la Roche-sur-Yon.
- le bassin Centre Vendée est complété par une ligne ferroviaire Intercités reliant Nantes à Bordeaux (hors ressort régional).

Il s'agit des lignes :

Nantes – Cholet

Nantes – La Roche-sur-Yon - Les Sables-d'Olonne

Nantes – Luçon – La Rochelle

Les Sables-d'Olonne - La Roche-sur-Yon - Bressuire – Saumur

15 La Roche-sur-Yon – Luçon – Fontenay le Comte

370 Les Herbiers - Nantes

380 Rocheservière - Nantes

509 La Roche-sur-Yon – Grosbreuil – Les Sables d'Olonne

510 Cholet – Les Essarts – La Roche-sur-Yon

520 La Roche-sur-Yon – Sainte Hermine - Fontenay le Comte

540 La Roche-sur-Yon – Luçon - La Rochelle

550 Les Sables d'Olonne- La Tranche-sur-Mer - Luçon

555 La Roche-sur-Yon – Moutiers-Les-Mauxfaits – L'Aiguillon-sur-mer

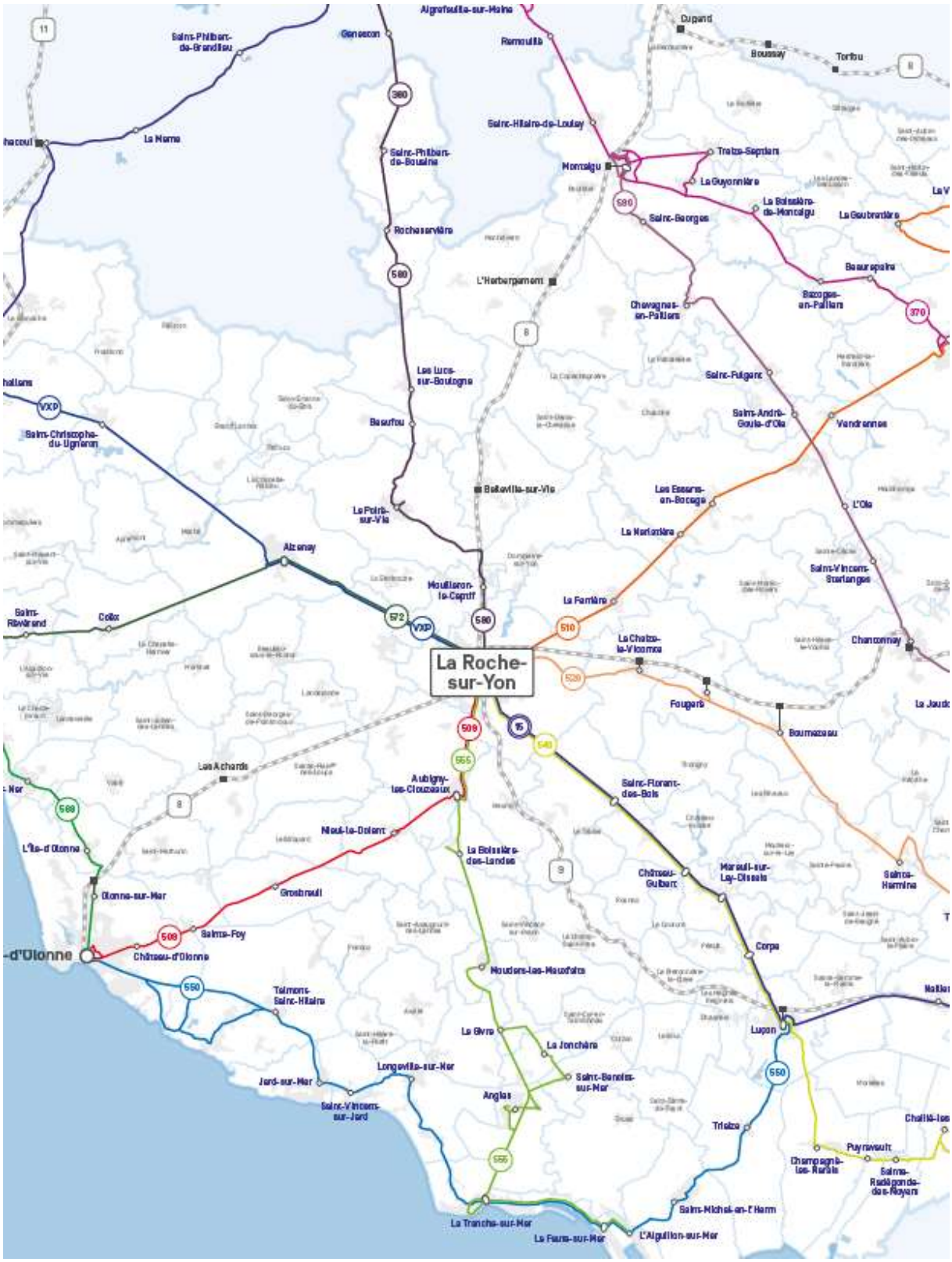
568 La Barre-de-Monts – Saint Gilles-croix-de-Vie – Les Sables d'Olonne

572 La Roche-sur-Yon – Saint Gilles-croix-de-Vie – Saint Jean de Monts

580 La Roche-sur-Yon – Les Lucs-sur-Boulogne – St Philibert de Bouaine

590 Chantonnay – Montaigu-Vendée (sur réservation entre Chantonnay et la Châtaigneraie)

Vxp Vendexpress : Challans – La Roche-sur-Yon


La Roche-sur-Yon
Aigrefeuille-sur-Maine
Cugand
Boussay
Torfou
Clisson
Saint-Philbert-de-Grandlieu
Geneston
Remouillé
Saint-Hilaire-de-Loulay
Tréize-Septiers
Montaigu
La Guyonnière
La Boissière-de-Montaigu
La Gaubretière
Saint-Georges
Rocheservière
L'Herbergement
Beaurepaire
Bazoges-en-Pareds
Chavagnes-en-Paillers
Les Lucs-sur-Boulogne
Saint-Fulgent
Saint-André-Goule-d'Oie
Vendrennes
Saint-Christophe-du-Ligneron
Beaurepaire
Belleville-sur-Vie
Les Essarts-en-Bocage
L'Oie
Le Poiré-sur-Vie
La Merlatière
Saint-Vincent-Sterlanges
Aizenay
Moutiers-les-Mauxfaits
Saint-Révérend
Coex
La Ferrière
Chantonnay
La Chaize-le-Vicomte
Fougeré
Bournezeau
Les Achards
Aubigny-les-Clouzeaux
Saint-Florent-des-Bois
Nieul-le-Dolent
La Bretonnière-la-Claye
L'Île-d'Olonne
Olonne-sur-Mer
Grosbreuil
Château-d'Olonne
Saint-Foy
Talmont-Saint-Hilaire
Les Sables-d'Olonne
Château-Guibert
Maillezais
Saint-Hermine
Corpe
Moutiers-les-Mauxfaits
Luçon
La Barre-de-Monts
La Jonchère
Longeville-sur-Mer
Saint-Benoît-sur-Mer
Jard-sur-Mer
Angles
Saint-Vincent-sur-Jard
Triaize
Champagné-les-Marais
Puyravault
Saint-Michel-en-l'Herm
La Tranche-sur-Mer
L'Aiguillon-sur-Mer
La Faute-sur-Mer

Les services ALEOP desservent 134 points d'arrêts sur le bassin Centre Vendée.

- Les services de transport scolaire

Le transport quotidien des élèves est assuré par la Région, à l'exception des transports internes aux agglomérations de la Roche-sur-Yon, Terres de Montaigu et les Sables d'Olonne Agglomération.

2.2.3. Services de mobilité actives, partagées et solidaires

Au-delà de l'offre de transport collectif, qu'il s'agisse de lignes régulières ou de transport à la demande, il est important de citer l'ensemble des services de mobilités et initiatives mis en place par les collectivités et qui permettent d'offrir des alternatives à l'autosolisme :

- les services de vélopartage, les stationnements sécurisés cyclables, les incitations à l'acquisition de vélos…
- les initiatives en matière de mobilités partagées : partenariat avec un opérateur de covoiturage pour la mise en place d'animations et le développement de communautés de covoitureurs, mise en place d'incitations financières au covoiturage, création de stations d'autopartage…
- les nombreuses initiatives en matière de transport solidaire.

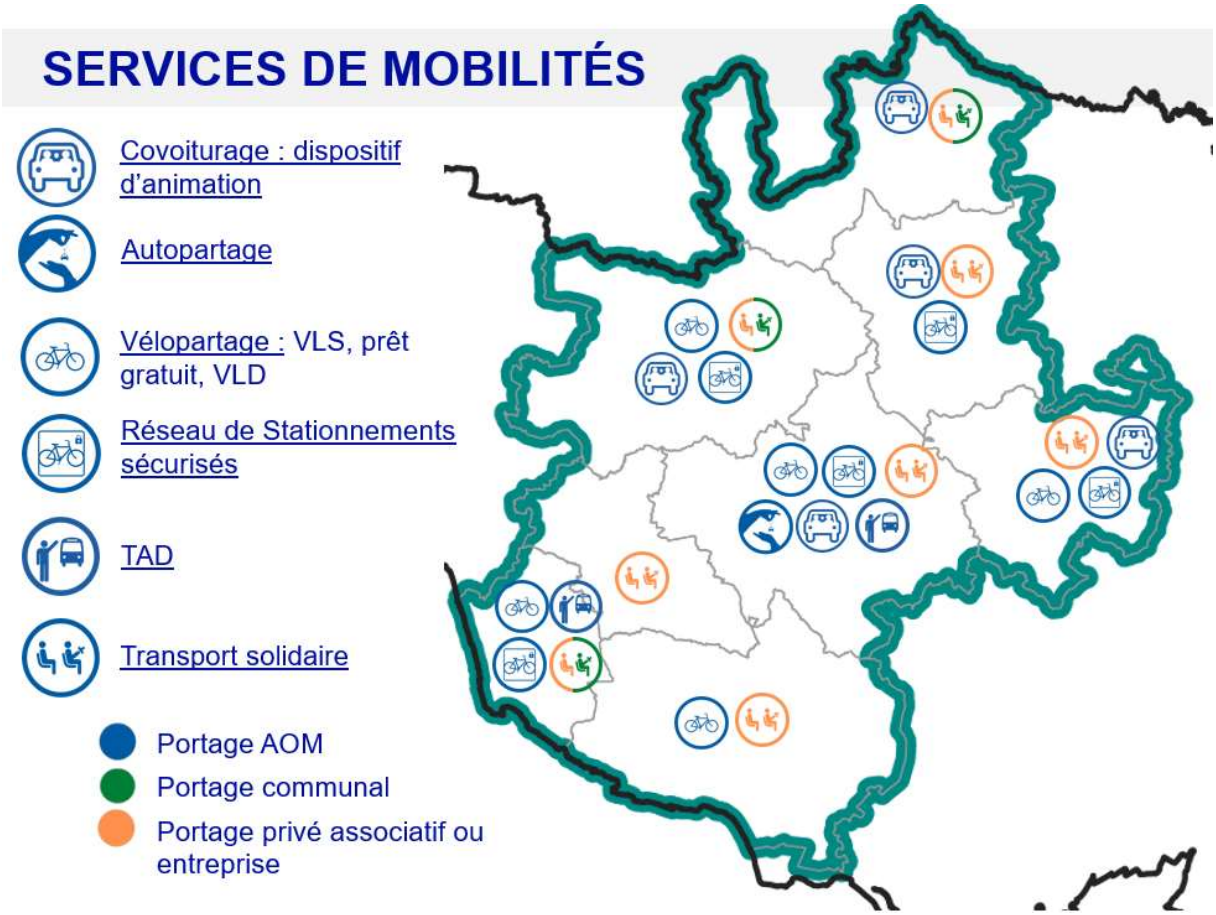


Figure 7 : Services de mobilité présents sur le territoire des EPCI du bassin Centre Vendée

2.2.3.1. Mobilités partagées

La Région a mis en œuvre et financé son système d'incitation « covoiturage Pays de la Loire » entre janvier 2021 et décembre 2024. Ce dispositif fonctionnait sur l'ensemble du bassin Centre Vendée en

multi opérateurs. En 4 ans, cet amorçage a vu le nombre de trajets de covoiturage incités multiplié par 12.

En complément, certains EPCI ont noué un partenariat avec une plateforme de covoiturage afin de favoriser le développement du covoiturage sur leur territoire. Des animations et actions de sensibilisation sont réalisées auprès des entreprises. Des campagnes d'incitation additionnelles sont parfois activées par ces AOM.

Collectivité	Partenariat avec :	Contrat jusqu'à :
Vie et Boulogne	Karos	Juin 2025
Pays de Chantonnay	Karos	Décembre 2025
Pays de Saint Fulgent – Les Essarts	Karos	Mars 2025
Terres de Montaigu	Karos	Juillet 2025
La Roche Agglomération	Blablacar Daily	Décembre 2033

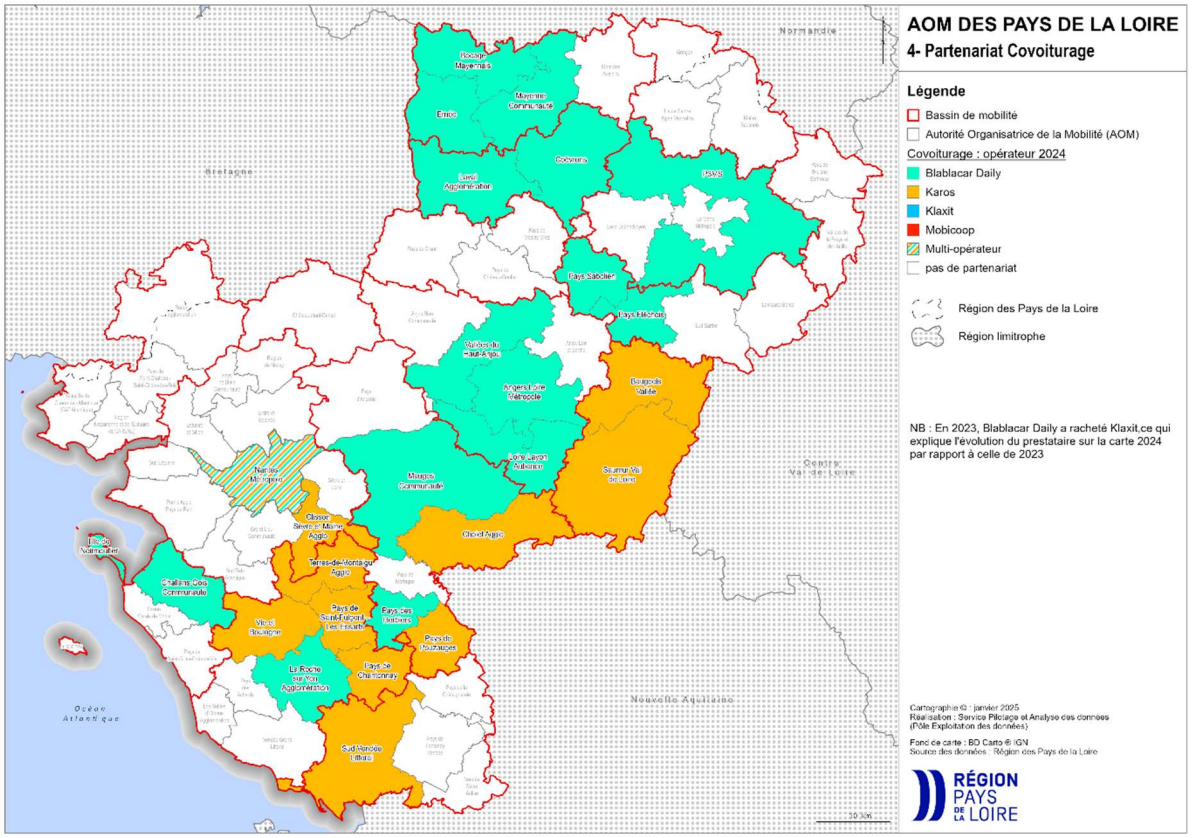


Figure 8 : Dynamique de partenariat avec des plateformes de covoiturage au niveau des EPCI ligériens

Un réseau de 126 aires de covoiturage sont labellisées par le Département de la Vendée.

Une expérimentation d'offre d'autopartage s'est achevée en 2024 sur le territoire de la Roche-sur-Yon Agglomération, sur la commune du Tablier. Le véhicule électrique était mis à disposition par le délégataire du service Impuls'Yon et le SyDEV a implanté la borne de recharge. Un plan de déploiement de 5 véhicules en autopartage est en cours de construction pour une opérationnalité en septembre 2025 sur le territoire de l'agglomération.

2.2.3.2. *Mobilités actives*

Concernant les mobilités cyclables, la dynamique est importante puisque la plupart des EPCI du bassin sont en phase de mise en œuvre de leur schéma directeur vélo intercommunal.

La majorité des EPCI du bassin ont mis en place des services de vélopartage public. Aujourd'hui plus de 710 vélos, vélos à assistance électrique et vélos spéciaux sont proposés dans des systèmes de vélopartage public sur le bassin (libre-service et location longue durée).

Nombre de services de vélo partage et lien avec les Schéma Directeurs Cyclables/Schémas des Mobilités Actives (SDMA) :

EPCI	Date approbation Schéma Directeur Cyclable/Modes Actifs	Nombre et type de vélos en location courte durée	Nombre et type de vélos en location longue durée
La Roche Agglomération	2017	100	330
Pays de Chantonnay	Mars 2024	0	10 VAE
Les Sables d'Olonne Agglomération	Décembre 2019	Service de Vélos en Libre-Service « Petites Reines » : 150 VAE - 16 stations	« Les Vélos d'Oléane » : 40 VAE
Vie et Boulogne	Juillet 2021	30 vélos (dont 4 vélos cargo) Prêt gratuit 4 semaines max. par an.	0
Pays des Achards	2020		
Pays de Saint Fulgent – Les Essarts	Mai 2024	En réflexion (2025-2026)	En réflexion (2025-2026)
Terres de Montaigu	2022	Pas de service	Pas de service
Vendée Grand Littoral	Mars 2019	40 VAE en Longue durée	En service depuis le 18 mars 2025

2.2.3.3. *Mobilités solidaires*

La part de ménages en précarité énergétique sur mobilité quotidienne atteint 16,22% des ménages sur le bassin Centre Vendée (données 2018).

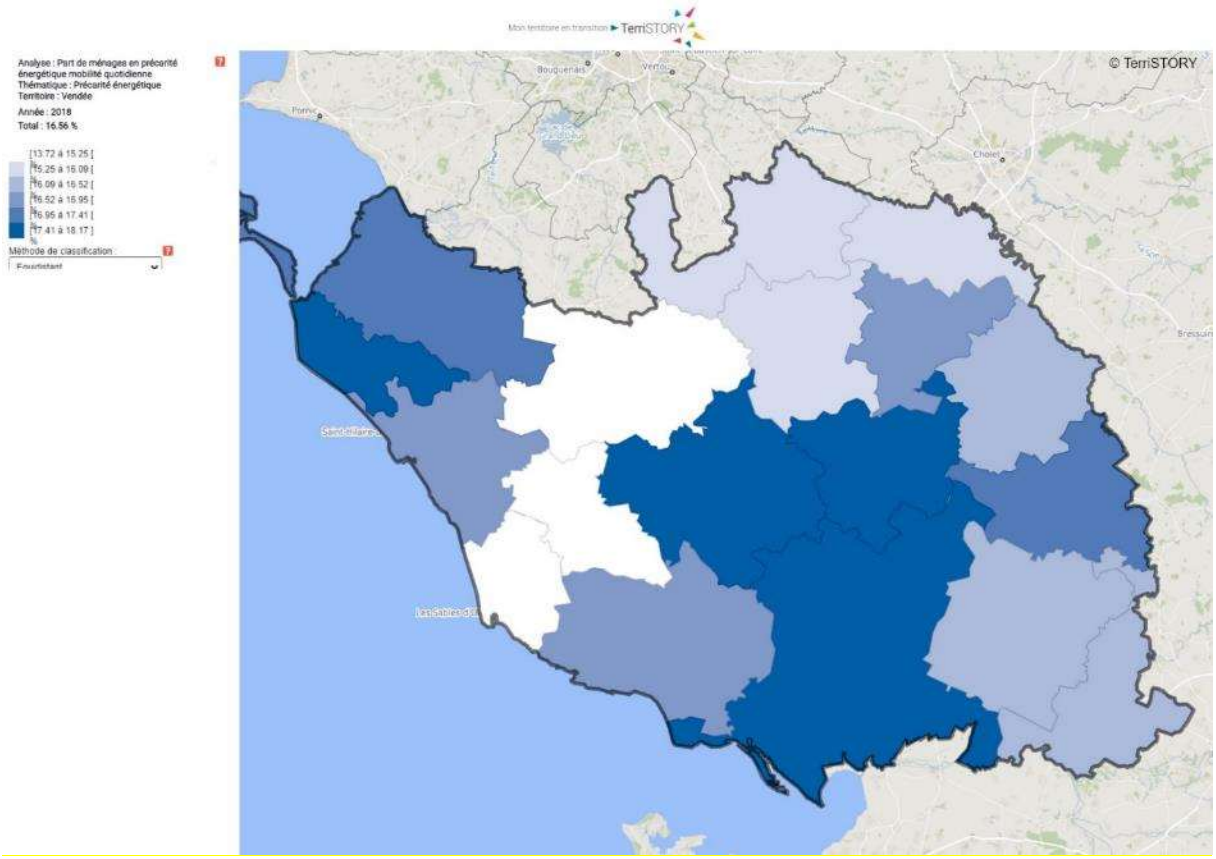


Figure 9 : Carte de la part des ménages en précarité énergétique pour les mobilités quotidiennes en Vendée, extrait de Terristory

https://teo-paysdelaloire.terristory.fr/?zone=bassin_de_mobilite&maille=bassin_de_mobilite&zone_id=20004&analysis=2858&theme=Pr%C3%A9carit%C3%A9%20%C3%A9nerg%C3%A9tique&nom_territoire=Centre%20Vend%C3%A9e

Aussi, plusieurs actions de mobilités solidaires sont mises en place, souvent portées par des associations, missions locales ou par des CCAS : transport solidaire, location et réparation solidaire de véhicules, covoiturage solidaire, diagnostics de mobilité, aides personnalisées à la mobilité ou encore des formations pédagogiques comme apprendre à se repérer en ville… Les plateformes départementales exercent, sur ce sujet, un rôle essentiel et structurant.

La Plateforme de mobilité MOVEA, portée par le département de la Vendée, cofinancée par la Région, accompagne et oriente les publics inscrits dans un parcours d'insertion professionnelle vers l'autonomie dans leurs déplacements. Le renforcement de la plateforme au 1er mai 2024 permet à présent de mailler l'ensemble du territoire. La plateforme pilote et gère une enveloppe d'aides financières à la mobilité (bons de carburants, aide à la réparation du véhicule...).

Enfin certains réseaux de transports collectifs proposent des tarifications solidaires.

- **Les Sables d'Olonne agglomération :** Oléane Mobilités propose des tarifs solidaires (-50% par rapport au tarif de base) pour les bénéficiaires de la Complémentaire Santé Solidaire sur les

abonnements et le Pass Modulo 10 voyages, ainsi que pour le 3ème enfant sur les abonnements « Jeune et Scolaire ».

- **La Roche-sur-Yon Agglomération** : Avec la tarification solidaire proposée par le réseau Impuls'Yon, certaines catégories de voyageurs peuvent trouver un titre de transport adapté à leurs besoins et à leurs situations sociales.

2.3. Infrastructures sur le bassin

Le bassin Centre Vendée compte les principales infrastructures suivantes :

- 134 points d'arrêt Aléop, dont l'un est aménagé comme PEM routier : la gare routière ferroviaire de la Roche-sur-Yon
- 12 gares dont 2 aménagées comme PEM (La Roche-sur-Yon, et Terres de Montaigu. Un projet en cours sur les Sables d'Olonne Agglomération)
- 126 aires de covoiturage référencées sur le site du Département de la Vendée
- Parking relais P+ R :
    - **Les Sables d'Olonne Agglomération** : Parkings de la Sablière et du Port de plaisance et le futur parking relais de la Vannerie (2026)
    - **La Roche-sur-Yon Agglomération :** les Flâneries et Sully où l'on retrouve stationnement covoiturage/ station Vélo en libre services (3 emplacements) et Trottinette en libre-service (5 emplacements) à proximité d'arrêts de bus

2.4. Coopérations tarifaires

Il existe aujourd'hui une coopération entre les EPCI et la Région Pays de la Loire sur les abonnements combinés avec Aléop en TER.

Ainsi, La Roche agglomération applique une réduction commerciale sur ses abonnements Impuls'Yon pour les abonnés Aléop.

L'Agglomération des Sables d'Olonne et Oléane Mobilités ont renouvelé leur convention « Tutti » avec la région le 25 mai 2023 (durée 5 ans) pour appliquer une réduction de 33% sur la partie urbaine du titre combiné TER + BUS.

Par ailleurs, la Région travaille sur une harmonisation tarifaire régionale sur les lignes régulières Aléop. Un lien avec les ECPI du territoire est envisagé pour faciliter la continuité du trajet sur un réseau urbain.

2.5. Information multimodale et situations dégradées

En 2004, la Région a initié une démarche pour mettre en place un site d'information multimodale en partenariat avec plusieurs collectivités et organismes de la région. Le Système d'Information Multimodale (SIM) Destineo a ouvert en septembre 2006 et rassemble aujourd'hui 12 partenaires au sein d'une convention multi partenariale pluriannuelle.

Ce service disponible sur Internet, applications mobiles et via des modules réutilisables et des webservices, vise à faciliter la préparation et l'aide au déplacement en cours de trajet des voyageurs dans le périmètre de la région des Pays de la Loire.

Il tend ainsi à renforcer la connaissance des offres de mobilités durables pour en développer l'usage. Les modes suivants sont intégrés au service : TER, car, bus urbains, vélo, covoiturage, bateau. Il est alimenté par les bases de données et informations transmises par les partenaires et leurs opérateurs.

Sur la base des remontées des Systèmes d'Aide à l'Exploitation et à l'Information Voyageurs (SAEIV) de chaque partenaire, Destinéo centralise et consolide une information trafic à destination des usagers

favorisant la connaissance des situations dégradées. L'usager peut également s'abonner pour recevoir des alertes propres à sa ou ses lignes habituelles de transport.

3. Feuille de route du Contrat Opérationnel de Mobilité

3.1. Orientations prioritaires de travail

Les signataires retiennent les sept chantiers suivants :

3.1.1. Covoiturage du quotidien

L'usage de la voiture reste très prégnant dans les territoires ligériens. Construire, à partir de ce mode, de nouvelles habitudes de déplacement basées sur le partage est un objectif fondamental.

Le covoiturage s'est considérablement développé sur le Bassin Centre Vendée mais son potentiel de progression reste très important compte tenu à la fois du volume de places vides disponibles dans les véhicules en circulation et de la dispersion de l'habitat dans les secteurs ruraux. Il s'agit de mettre en cohérence les politiques des acteurs publics favorisant le développement du covoiturage et d'avancer dans une gouvernance à l'échelle du bassin de mobilité. Les différents aspects du covoiturage (infrastructures / services / animation territoriale) doivent être envisagés.

Afin de développer l'usage du covoiturage, les signataires s'engagent sur les actions suivantes :

FA 1 – Développer un système covoiturage sur le bassin
FA 2 – Etudier la faisabilité de lignes de covoiturage spontané

3.1.2. Intermodalités

Les pôles d'échanges multimodaux sont des espaces de report modal et de correspondance des usagers des transports publics. Leur configuration, leur accessibilité et leur niveau d'équipement sont des facteurs clé pour la montée en charge des réseaux de transport public et pour la fluidité des déplacements en transport collectif. En premier lieu, les pôles d'échange multimodaux stratégiques sont construits autour d'une gare ferroviaire desservie par le réseau national. En second lieu, les PEM structurants sont construits autour d'une gare ferroviaire ou routière en lien avec plusieurs lignes structurantes interurbaines et/ou urbaines. Pour ne pas se borner à ces appellations, les EPCI du bassin ont pris le parti de favoriser l'intermodalité dès lors que le lieu s'y prête, un PEM sans lignes structurantes, dont le rayonnement est assez local.

Dans le but de favoriser l'intermodalité, les acteurs du contrat s'engagent à :

FA 3 - Développer les « Aires de Mobilité » (Vélo, TC, Covoiturage)

3.1.3. Réseaux de transports collectifs (TC)

Aujourd'hui, la part des transports collectifs dans les déplacements internes à la Région est de 8,4% en Pays de la Loire. L'ambition de la Région est de contribuer au doublement (16,8%) de la part modale des transports collectifs (urbains, interurbains, Régionaux) d'ici 2050.

Afin de rendre plus attractifs les transports collectifs, les signataires décident de mener quatre actions :

FA 4 – Faire évoluer l'offre interurbaine de lignes régulières
FA 5– Améliorer l'attractivité de l'offre ferroviaire
FA 6 – Déployer progressivement l'offre socle TAD sur le bassin
FA 7 – Faciliter le parcours usagers entre les réseaux urbains et interurbains par une coopération entre les territoires

3.1.4. Services, communication et accompagnement au changement

Le développement des mobilités durables requiert à la fois un travail sur l'offre de services de transport et de mobilités déployés sur le territoire mais aussi un travail essentiel sur la demande de transport via l'accompagnement au changement de pratiques.

Améliorer la notoriété des services de mobilités existants auprès du grand public et des structures génératrices de déplacements et accompagner au changement de pratiques de déplacements en s'appuyant sur des actions d'animation sont au cœur de ce chantier.

Les signataires s'engagent à travailler ce chantier en distinguant trois fiches :

FA 8 – Renforcer la communication mobilité et la notoriété des offres sur le bassin
FA 9 –Expérimenter des « maisons de la mobilité » sur le bassin
FA 10 –Expérimenter le conseil en mobilité employeurs de manière collective

3.1.5. Partage, mutualisation des données et suivi du COM

En tant qu'AOM, les collectivités se mettent en mesure de produire, mettre à jour et partager les données suivantes :

- Les horaires des lignes régulières et lignes scolaires : données théoriques, temps réel et info trafic dans des formats normalisés (format GTFS, GTFS-RT, NETEX, SIRI)
- Les lieux de mobilité (point de location vélo / scooter / P+R / covoiturage…)
- Les offres de mobilité solidaires
- Les aménagements cyclables (a minima autour des Points d'Arrêts ou des gares)

Les gestionnaires de voirie doivent quant à eux se mettre en mesure de partager les éléments concernant l'accessibilité de la voirie dans les 200m autour des points d'arrêt (PMR).

La Région collecte et agrège les offres de mobilité sur toute la Région et les collectivités disposent des services développés par la Région pour alimenter les médias des EPCI (site internet ; affichage sur écran).

Afin de suivre l'avancement des actions du COM et les études sur la mobilité, les signataires proposent de mettre en place les actions suivantes :

FA 11 –Partager et confronter les études mobilités
FA 12 – Suivre et évaluer le contrat opérationnel de mobilité

3.1.6. Mobilités solidaires et accessibilité

7 millions de Français font face à des difficultés en termes de mobilité (source : Laboratoire de la Mobilité Inclusive). Une inégalité d'accès qui touche un large spectre de citoyens, les plus fragiles au premier plan, et qui impacte le développement économique et social des territoires. La mobilité solidaire permet de lutter contre l'exclusion liée à l'absence de mobilité et créer du lien social.

Les AOM sont tenues d'agir, aux côtés des acteurs sociaux (Département, service public de l'insertion et de l'emploi…), en faveur des personnes vulnérables qui rencontrent des difficultés à se déplacer, en particulier pour l'accès ou le retour à l'emploi.

De plus, l'accessibilité universelle est à la fois un droit et la condition d'une société inclusive. Afin de favoriser l'autonomie à l'utilisation des transports en commun, le COM fixe un objectif d'améliorer l'accessibilité du réseau de transport Régional.

Dans le but de développer l'accessibilité PMR du réseau Aléop et agir en faveur des mobilités solidaires, les acteurs du contrat s'engagent à :

FA 13 – Rendre accessibles les points d'arrêts routiers du bassin
FA 14 – Construire un Plan d'Action Commun en faveur de la Mobilité Solidaire prévu par l'article 18 – L.1215-3 du code des transports

3.1.7. Vélo du quotidien

Ce chantier vise à développer le vélo à l'échelle du bassin, à favoriser son usage en intermodalité avec les transports collectifs et le covoiturage, et à faire du vélo un véritable mode de déplacement du quotidien en s'appuyant sur les services vélos et la culture vélo au plus près des habitants du territoire.

Afin de faciliter cette proximité et l'usage du vélo dans les déplacements du quotidien, le COM liste des actions :

FA 15 – Développer l'écosystème vélo sur le bassin
FA 16 –Renforcer l'usage du vélo vers les pôles générateurs de déplacements

3.2. Fiches actions emblématiques

Les partenaires du Bassin Centre Vendée se sont mis d'accord pour mettre en lumière plusieurs actions **emblématiques** du Contrat Opérationnel de Mobilité 2025-2030 :

FA 4 – Faire évoluer l'offre interurbaine de lignes régulières
FA 5 – Améliorer l'attractivité de l'offre ferroviaire
FA 6 – Déployer progressivement l'offre socle TAD sur le bassin
FA 8 – Renforcer la communication mobilité et la notoriété des offres sur le bassin
FA 10 –Expérimenter le conseil en mobilité employeurs de manière collective

3.3. Coopérations interbassins

Comme précisé dans le paragraphe 2.1.3 (Flux pendulaires), le Bassin Centre Vendée est en interaction forte avec les bassins voisins. De ce fait, la mise en œuvre opérationnelle de plusieurs actions inscrites au Contrat Opérationnel de Mobilité sera examinée dans une logique interbassins afin de garder une cohérence d'ensemble en matière de mobilité.

Les principales interactions pour les territoires du bassin Centre Vendée se situent avec :

- La partie sud du bassin Centre Loire Atlantique,
- La partie sud et est du bassin Vendée Littoral.
- La partie nord du bassin Sud Est Vendée.
- La partie ouest du bassin Ancenis Mauges Bocage Vendéen,

3.4. Matrice de responsabilités

La matrice des responsabilités affecte un rôle à tous les acteurs du contrat de l'**Animateur (A)** au **Porteur (Po)** en passant par les **Partenaire (Pa)** et le **Financeur (F)**. En fonction de la répartition des compétences propre à chaque EPCI, le rôle affecté à un EPCI dans la présente matrice peut, dans les faits, être exercé par une ou plusieurs communes membres.

	Région	Département	EPCI	Sydev	SNCF Gares et Connexions
A// Chantier Covoiturage du quotidien					
FA 1 – Développer un système covoiturage sur le bassin	A – Pa	Pa	A – Po – F	Pa	Pa
FA 2 – Etudier la faisabilité de lignes de covoiturage spontané	Pa	Pa	A – Po – F	Pa	
B// Chantier Intermodalité					
FA 3 – Développer les Aires de Mobilité (Vélo, TC, Covoiturage)	A – Pa – F	Pa	A – Po – F		Pa
C// Chantier Réseaux de transports collectifs					
FA 4 – Faire évoluer l'offre interurbaine de lignes régulières	A – Po – F	Pa	Pa – F		
FA 5 – Améliorer l'attractivité de l'offre ferroviaire	A – Po – F	Pa	Pa – F		Pa
FA 6 – Déployer progressivement l'offre socle TAD sur le bassin	A – Po – F		Pa - F		
FA 7 – Faciliter le parcours usagers entre les réseaux urbains et interurbains par une coopération entre les territoires	A – Po – F		A – Po – F		Pa
D// Chantier services, communication et accompagnement au changement					
FA 8 – Renforcer la communication mobilité et la notoriété des offres sur le bassin	A – Po – F	Pa	A – Po – Pa – F		
FA 9 – Expérimenter des maisons de la mobilité sur le bassin	Pa – F		A – Po – F		Pa
FA 10 – Expérimenter le conseil en mobilité employeurs de manière collective	Pa	Pa	Po – F	A – Po	
E// Chantier partage, mutualisation des données et suivi du COM					
FA 11 – Partager et confronter les études mobilités	A – Po – F	Pa	Po – F	Po	
FA 12 - Suivre et évaluer le contrat opérationnel de mobilité	A – Po – F	Pa	Pa	Pa	Pa
F// Chantier Mobilités solidaires					
FA 13 – Rendre accessibles les points d'arrêts routiers du bassin	A – F	Pa	Po – Pa – F		
FA 14 – Elaborer un PAMS	A – Po	A – Po – F	Pa		

G// Chantier Vélo du quotidien					
FA 15 –Développer l'écosystème vélo sur le bassin	**Pa - Po – F**	**Pa – F**	**A – Po – F**		
FA 16 –Renforcer l'usage du vélo vers les pôles générateurs de déplacements	**Po – Pa – F**	**Po – F**	**A – Po – F**		**Pa**

Chaque territoire reste maître de développer et de financer chaque action ou d'adhérer à la dimension collective de celle-ci. La participation de l'EPCI à chaque action repose donc sur le volontariat. Les engagements financiers s'établiront dans le cadre de conventions particulières.

4. Suivi et évaluation du contrat opérationnel de mobilité

4.1. Durée

Le contrat opérationnel est conclu **pour une durée de 5 ans** à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

4.2. Modalités de pilotage

4.2.1. Comité de pilotage

Le pilotage du contrat de mobilité est animé par la Région. Il est composé des représentants politiques des signataires, assistés des techniciens.

Il exerce les missions suivantes :

- Prendre connaissance du bilan annuel de l'avancement des actions prévues dans le COM ;
- Examiner l'atteinte des objectifs de ces actions, contribuer à l'évaluation des actions ;
- Arbitrer les points qui le nécessitent et fixer les orientations pour l'année qui vient ;
- Le cas échéant, décider de nouvelles actions à ajouter au COM.

Le comité de pilotage se réunit tous les ans.

Des points d'avancement sur les contrats opérationnels de mobilité pourront être proposés en Comité des partenaires, à l'échelle régionale comme à l'échelle locale.

4.2.2. Comité technique

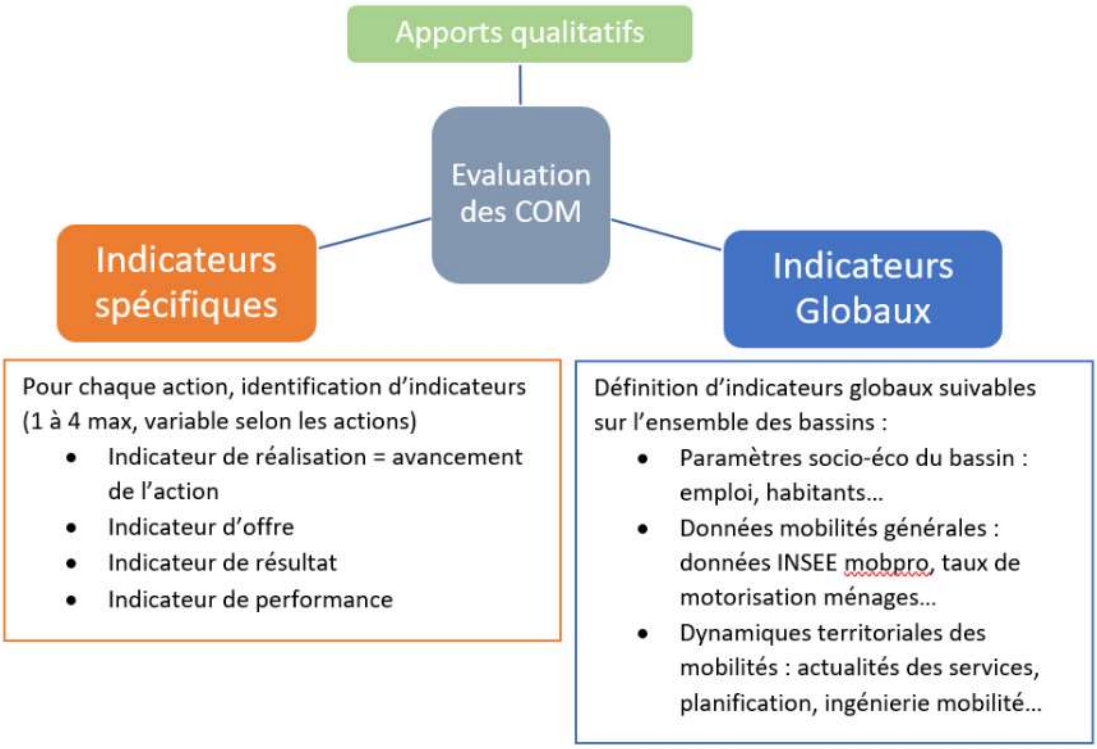
Le pilotage technique du contrat de mobilité est animé par la Région. Il est composé de représentants techniques des signataires. Il exerce les missions suivantes :

- Faire un bilan régulier de l'avancement des actions prévues dans le COM ;
- Examiner l'atteinte des objectifs de ces actions, contribuer à l'évaluation des actions ;
- Faire toutes propositions au comité de pilotage concernant les actions en cours et d'éventuelles nouvelles actions.

Le comité technique pourra intégrer les apports de partenaires tels les agences d'urbanisme ou les syndicats d'énergie. Le comité technique se réunira selon les besoins avec a minima une réunion annuelle.

4.3. Modalités d'évaluation

Il est prévu une évaluation du COM à mi-parcours (2027/2028) ainsi qu'en fin de démarche (2030). Cette évaluation s'appuiera sur trois composantes complémentaires :



Une méthode robuste et homogène de tableau de bord mobilité sur chacun des bassins sera construite par la Région en coopération avec les agences d'urbanisme du territoire (AURA, AURAN, ADDRN).

4.4. Modalités de révision

Comme le stipule l'article L1215-2 du code des transports, le contrat opérationnel de mobilité pourra être révisé au vu notamment de son évaluation à mi-parcours.

Ainsi, les parties se rapprocheront le cas échéant afin de conclure un avenant au présent contrat opérationnel de mobilités.

5. Annexes

Les annexes font partie intégrante du contrat opérationnel de mobilité.

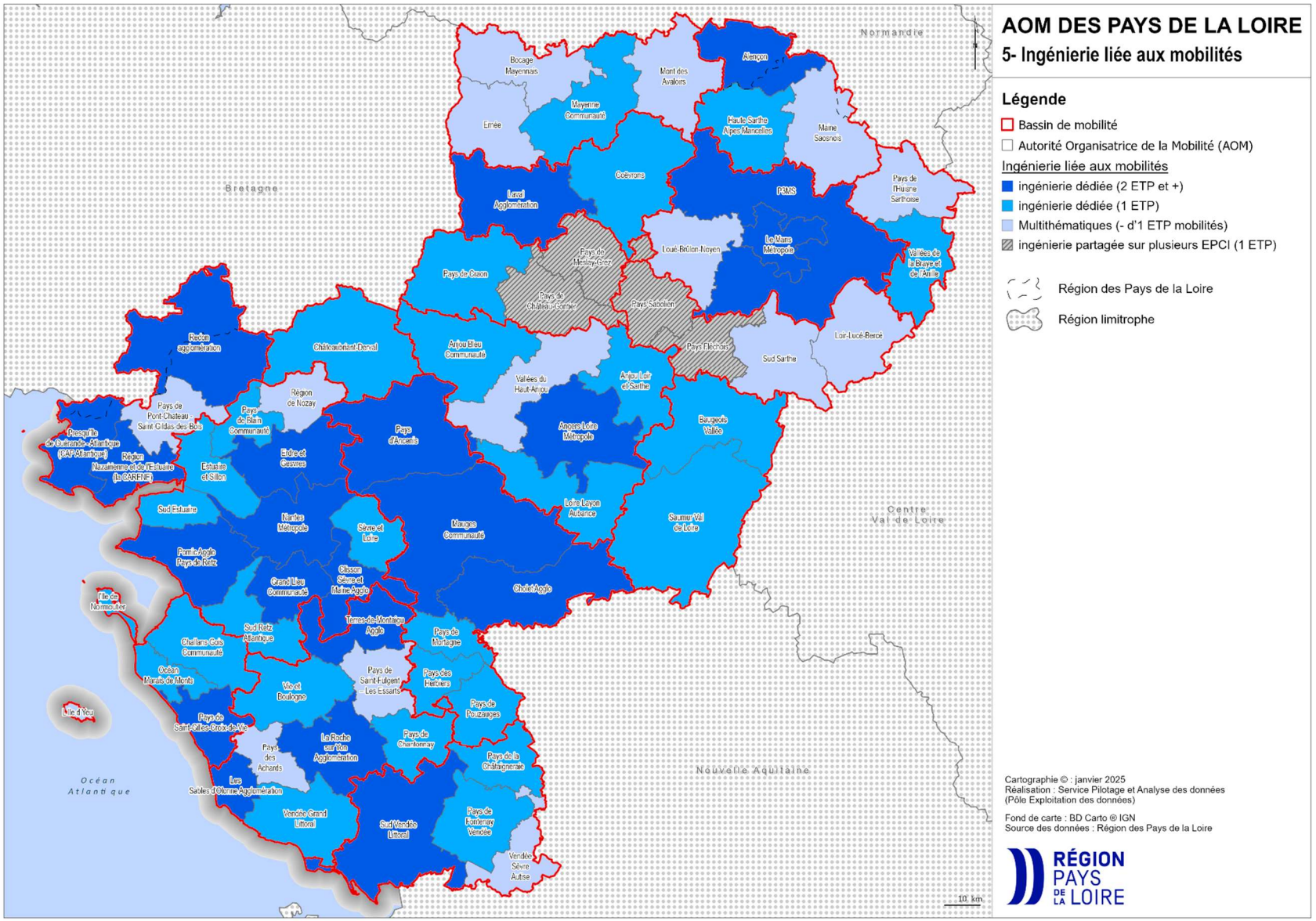
VISAS		
REGION PAYS DE LA LOIRE	DEPARTEMENT DE LA VENDEE	SYDEV
TERRES DE MONTAIGU AGGLOMERATION	COMMUNAUTE DE COMMUNES VIE ET BOULOGNE	LA ROCHE-SUR-YON AGGLOMERATION
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DES ACHARDS	COMMUNAUTE DE COMMUNES VENDEE GRAND LITTORAL	LES SABLES D'OLONNE AGGLOMERATION
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SAINT FULGENT – LES ESSARTS	SNCF GARES & CONNEXIONS

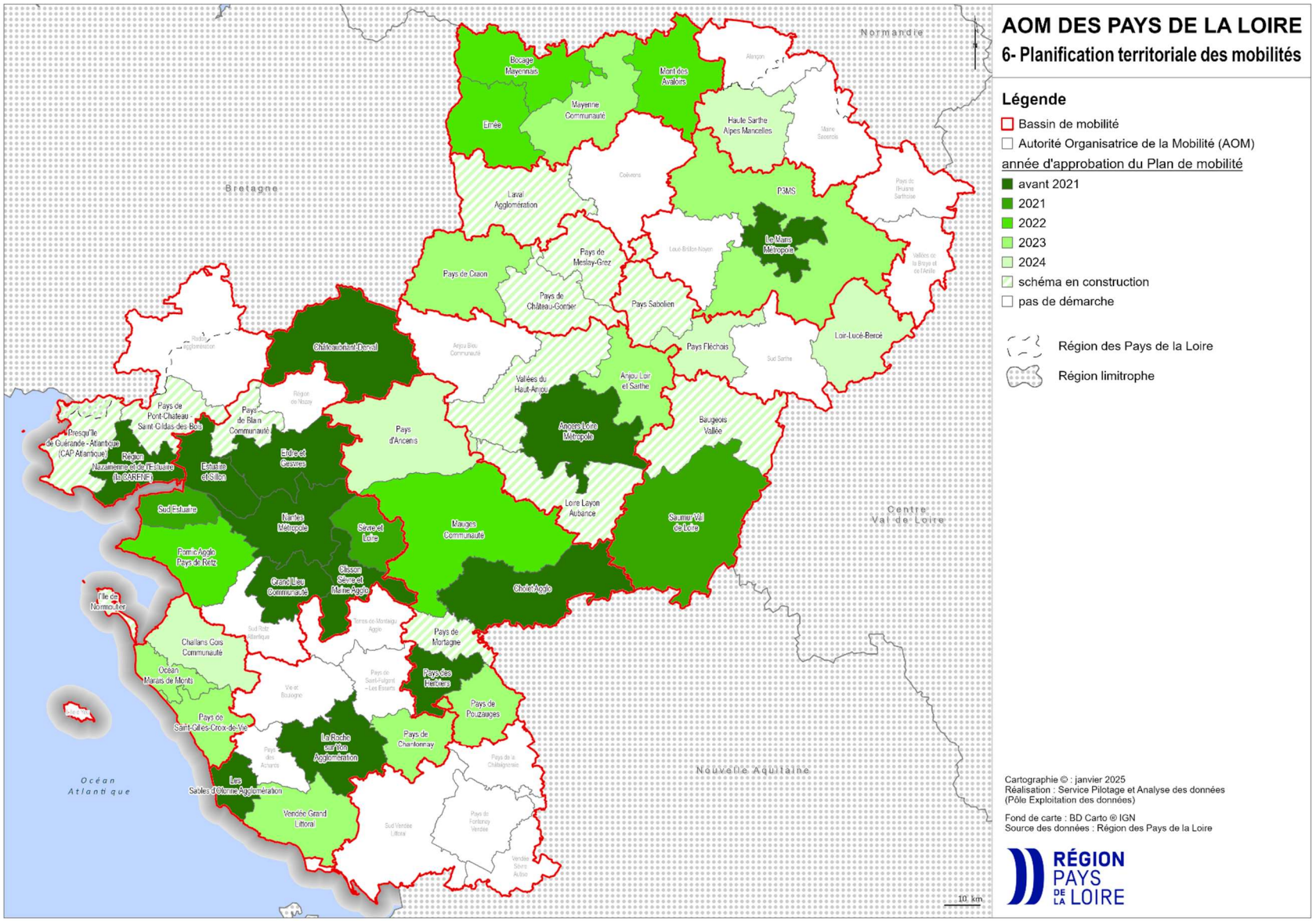
Annexes

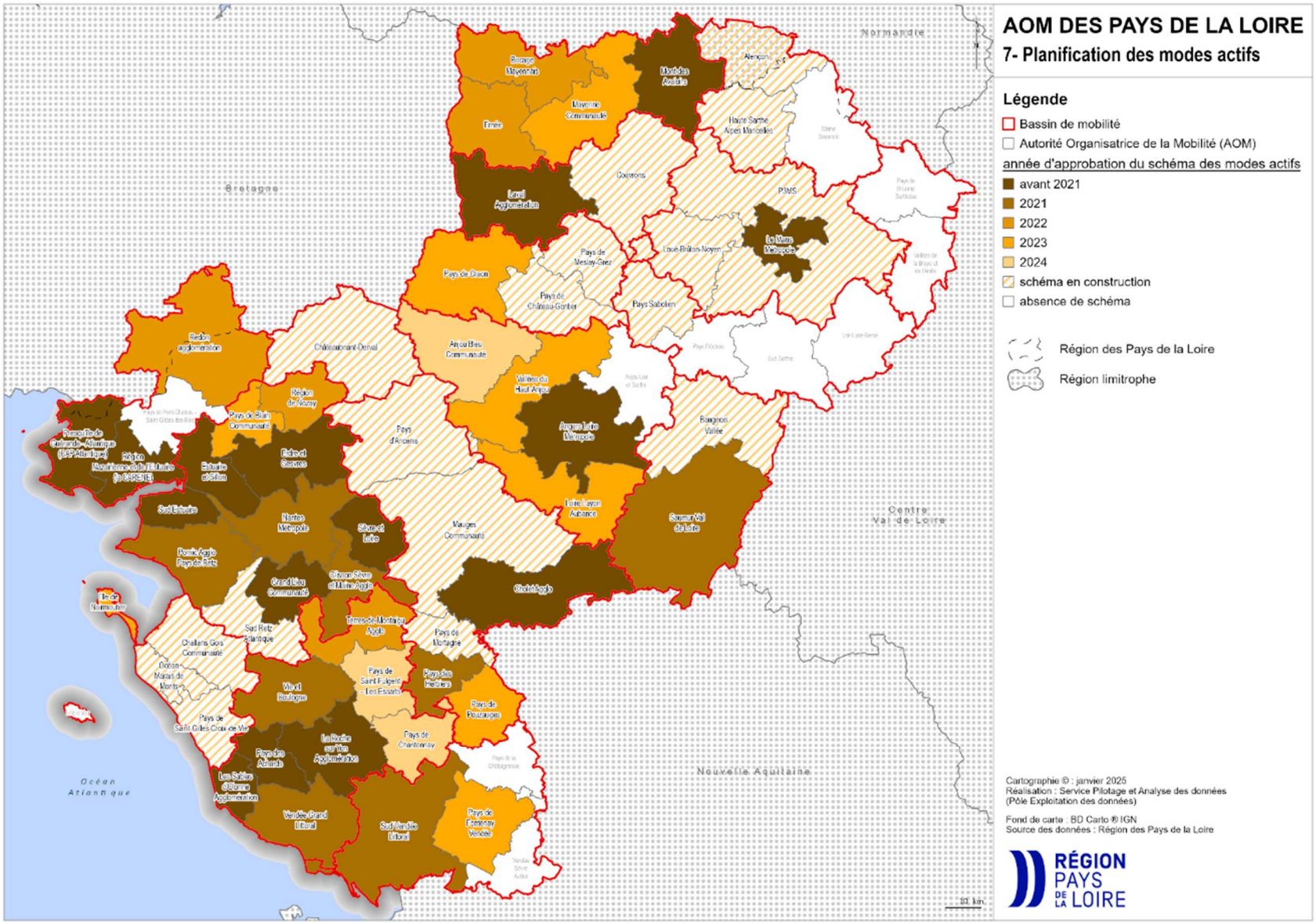
5.1. CARTOGRAPHIES DES DYNAMIQUES

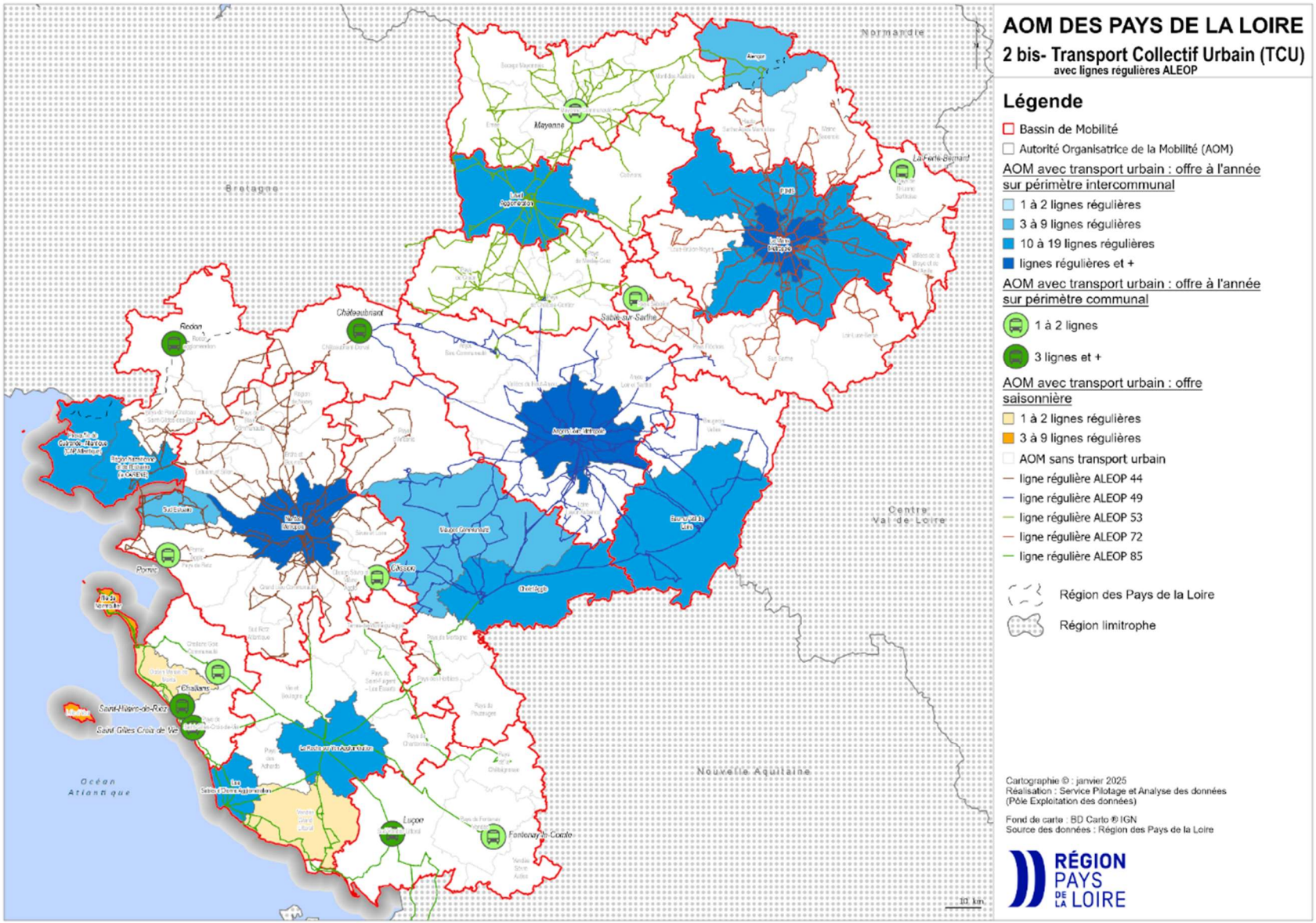
Cartes de situation des dynamiques intercommunales en matière de :

- Ingénierie mobilité au sein des collectivités
- Planification territoriale des mobilités (règlementaires et volontaires),
- Planification des mobilités actives,
- Réseaux de transports collectifs urbains.


AOM DES PAYS DE LA LOIRE
5- Ingénierie liée aux mobilités
Légende
Bassin de mobilité
Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM)
Ingénierie liée aux mobilités
ingénierie dédiée (2 ETP et +)
ingénierie dédiée (1 ETP)
Multithématiques (- d'1 ETP mobilités)
ingénierie partagée sur plusieurs EPCI (1 ETP)
Région des Pays de la Loire
Région limitrophe
Cartographie © : janvier 2025
Réalisation : Service Pilotage et Analyse des données
(Pôle Exploitation des données)
Fond de carte : BD Carto ® IGN
Source des données : Région des Pays de la Loire
RÉGION PAYS DE LA LOIRE
Normandie
Bretagne
Centre Val de Loire
Nouvelle Aquitaine
Océan Atlantique
Bocage Mayennais
Mont des Avaloirs
Alençon
Mayenne Communauté
Haute Sarthe Alpes Mancelles
Maine Saosnois
Ernée
Coëvrons
Pays de l'Huisne Sarthoise
Laval Agglomération
PMMS
Le Mans Métropole
Vallées de la Braye et de l'Anille
Loué-Brûlon-Noyen
Pays de Meslay-Grez
Pays de Craon
Pays de Château-Gontier
Pays Sabolien
Loir-Lucé-Bercé
Pays Fléchois
Sud Sarthe
Redon agglomération
Châteaubriant-Derval
Anjou Bleu Communauté
Vallées du Haut-Anjou
Anjou Loir et Sarthe
Région de Nozay
Pays de Pont-Château Saint-Gildas-des-Bois
Pays de Blain Communauté
Pays d'Ancenis
Angers Loire Métropole
Baugeois Vallée
Presqu'île de Guérande - Atlantique (CAPA Atlantique)
Région Nazairienne et de l'Estuaire (la CARENE)
Estuaire et Sillon
Erdre et Gesvres
Loire Layon Aubance
Saumur Val de Loire
Sud Estuaire
Nantes Métropole
Sèvre et Loire
Mauges Communauté
Pornic Agglo Pays de Retz
Clisson Sèvre et Maine Agglo
Grand Lieu Communauté
Cholet Agglo
Ile de Noirmoutier
Terres de Montaigu Agglo
Pays de Montaigu
Sud Retz Atlantique
Challans Gois Communauté
Pays de Saint-Fulgent - Les Essarts
Pays des Herbiers
Océan Marais de Monts
Vie et Boulogne
Pays de Pouzauges
Ile d'Yeu
Pays de Chantonnay
La Roche sur Yon Agglomération
Pays de la Châtaigneraie
Pays de Saint-Gilles Croix-de-Vie
Pays des Achards
Les Sables d'Olonne Agglomération
Vendée Grand Littoral
Sud Vendée Littoral
Pays de Fontenay Vendée
Vendée Sèvre Autise
10 km


AOM DES PAYS DE LA LOIRE
6- Planification territoriale des mobilités
Légende
Bassin de mobilité
Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM)
année d'approbation du Plan de mobilité
avant 2021
2021
2022
2023
2024
schéma en construction
pas de démarche
Région des Pays de la Loire
Région limitrophe
Cartographie © : janvier 2025
Réalisation : Service Pilotage et Analyse des données
(Pôle Exploitation des données)
Fond de carte : BD Carto ® IGN
Source des données : Région des Pays de la Loire
RÉGION PAYS DE LA LOIRE
Normandre
Bretagne
Centre Val de Loire
Nouvelle Aquitaine
Océan Atlantique
Bocage Mayennais
Mont des Avaloirs
Mayenne Communauté
Ernée
Haute Sarthe Alpes Mancelles
Laval Agglomération
P3MS
Le Mans Métropole
Pays de Craon
Pays de Meslay-Grez
Pays de Château-Gontier
Pays Sabolien
Loir-Lucé-Bercé
Pays Fléchois
Châteaubriant-Derval
Vallées du Haut-Anjou
Anjou Loir et Sarthe
Pays de Pont-Château - Saint-Gildas-des-Bois
Pays de Blain Communauté
Presqu'île de Guérande - Atlantique (CAP Atlantique)
Région Nazairienne et de l'Estuaire (la CARENE)
Estuaire et Sillon
Erdre et Gesvres
Pays d'Ancenis
Angers Loire Métropole
Baugeois Vallée
Sud Estuaire
Nantes Métropole
Sèvre et Loire
Mauges Communauté
Loire Layon Aubance
Saumur Val de Loire
Pornic Agglo Pays de Retz
Clisson Sèvre et Maine Agglo
Grand Lieu Communauté
Cholet Agglo
Île de Noirmoutier
Challans Gois Communauté
Pays de Mortagne
Ocean Marais de Monts
Pays des Herbiers
Pays de Pouzauges
Pays de Saint-Gilles-Croix-de-Vie
Pays de Chantonnay
La Roche sur Yon Agglomération
Les Sables d'Olonne Agglomération
Vendée Grand Littoral
10 km


AOM DES PAYS DE LA LOIRE
7- Planification des modes actifs
Légende
Bassin de mobilité
Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM)
année d'approbation du schéma des modes actifs
avant 2021
2021
2022
2023
2024
schéma en construction
absence de schéma
Région des Pays de la Loire
Région limitrophe
Cartographie © : janvier 2025
Réalisation : Service Pilotage et Analyse des données
(Pôle Exploitation des données)
Fond de carte : BD Carto ® IGN
Source des données : Région des Pays de la Loire
RÉGION PAYS DE LA LOIRE
Bretagne
Normandie
Centre Val de Loire
Nouvelle Aquitaine
Océan Atlantique
Mayenne Communauté
Laval Agglomération
Le Mans Métropole
Pays de Craon
Pays de Château-Gontier
Pays Sabolien
Loué-Brûlon-Noyen
PSMS
Haute Sarthe Alpes Mancelles
Coëvrons
Pays de Mesley-Grez
Castelorien
Anjou Bleu Communauté
Vallées du Haut Anjou
Segréen
Pays d'Ancenis
Mauges Communauté
Loire Layon Aubance
Saumurois
Saumur Val de Loire
Choletais
Nantes Métropole
Sèvre et Loire
Clisson Sèvre et Maine Agglo
Grand Lieu Communauté
Pornic Agglo Pays de Retz
Estuaire et Sillon
Erdre et Gesvres
Pays de Blain Communauté
Région de Nozay
Redon agglomération
Châteaubriant-Derval
Nazairien
Presqu'île de Guérande - Atlantique
Sud Estuaire
Sud Retz Atlantique
Challans Gois Communauté
Océan - Marais de Monts
Pays de Saint Gilles Croix de Vie
Yon et Vie
Pays des Achards
Les Sables d'Olonne Agglomération
Vendée Grand Littoral
Sud Vendée Littoral
Pays de Pouzauges
Pays de Chantonnay
Pays de Fontenay Vendée
Terres de Montaigu Agglo
Pays de Montaigu
Pays de Mortagne
Pays des Herbiers
Pays de Saint Fulgent - Les Essarts
10 km


AOM DES PAYS DE LA LOIRE
2 bis- Transport Collectif Urbain (TCU)
avec lignes régulières ALEOP
Légende
Bassin de Mobilité
Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM)
AOM avec transport urbain : offre à l'année sur périmètre intercommunal
1 à 2 lignes régulières
3 à 9 lignes régulières
10 à 19 lignes régulières
lignes régulières et +
AOM avec transport urbain : offre à l'année sur périmètre communal
1 à 2 lignes
3 lignes et +
AOM avec transport urbain : offre saisonnière
1 à 2 lignes régulières
3 à 9 lignes régulières
AOM sans transport urbain
ligne régulière ALEOP 44
ligne régulière ALEOP 49
ligne régulière ALEOP 53
ligne régulière ALEOP 72
ligne régulière ALEOP 85
Région des Pays de la Loire
Région limitrophe
Cartographie © : janvier 2025
Réalisation : Service Pilotage et Analyse des données
(Pôle Exploitation des données)
Fond de carte : BD Carto ® IGN
Source des données : Région des Pays de la Loire
RÉGION PAYS DE LA LOIRE
Normandie
Bretagne
Centre Val de Loire
Nouvelle Aquitaine
Océan Atlantique
Mayenne
Laval Agglomération
Le Mans Métropole
La Ferté-Bernard
Sablé-sur-Sarthe
Château-Gontier
Châteaubriant
Redon
Angers Loire Métropole
Nantes Métropole
Pornic
Clisson
Vallée de la Loire
Vallée de la Sarthe
Vallée du Loir
Chemillé
Challans
Saint-Hilaire-de-Riez
Saint Gilles Croix de Vie
Les Sables d'Olonne Agglomération
Luçon
Fontenay-le-Comte
10 km

5.2. FICHES ACTIONS

A// Chantier covoiturage du quotidien

FA 1 – Développer un système covoiturage sur le bassin

FA 2 – Etudier la faisabilité de lignes de covoiturage spontané

B// Chantier intermodalités

FA 3 - Développer les « Aires de Mobilité » (Vélo, TC, Covoiturage)

C// Chantier réseaux de transports collectifs

FA 4 – Faire évoluer l'offre interurbaine de lignes régulières

FA 5– Améliorer l'attractivité de l'offre ferroviaire

FA 6 – Redéfinir l'offre TAD sur le bassin

FA 7 – Faciliter le parcours usagers entre les réseaux urbains et interurbains par une coopération entre les territoires

D// Chantier services, communication & accompagnement au changement

FA 8 – Renforcer la communication mobilité et la notoriété des offres sur le bassin

FA 9 –Expérimenter des « maisons de la mobilité » sur le bassin

FA 10 –Expérimenter le conseil en mobilité employeurs de manière collective

E// Chantier partage, mutualisation des données et suivi du COM

FA 11 –Partager et confronter les études mobilités

FA 12 –Suivre et évaluer le Contrat Opérationnel de Mobilité

F// Chantier mobilités solidaires et accessibilité

FA 13 – Rendre accessible les points d'arrêts routiers du bassin

FA 14 –Construire un Plan d'Actions commun en faveur des Mobilités Solidaires

G// Chantier vélo du quotidien

FA 15 –Développer l'écosystème vélo sur le bassin

FA 16 –Renforcer l'usage du vélo vers les pôles générateurs de déplacements

Chantier A - Covoiturage du quotidien	FA.01.

Développer un système covoiturage sur le bassin

OBJECTIFS	❖ ***Développer le covoiturage du quotidien avec des outils et des services communs*** ❖ ***Animer et faire la promotion du système*** ❖ ***Parler aux Entreprises, en tant qu'employeurs et générateurs de déplacements*** ❖ ***Prendre en compte le volet Infrastructures favorables au covoiturage***
CONTENU	**VOLET COMMUNICATION :** • Bilan croisé des démarches d'animation : Aller plus loin collectivement par retour d'expérience, mutualisation d'actions : Cette action peut ensuite se raccrocher à une animation portée par un groupement d'EPCI : soit par la mutualisation du contrat avec un opérateur de covoiturage soit une animation par des agents, ETP mutualisé pour animer le lien avec les zones économiques (car usage multi opérateurs sur les territoires). Le service de Développement Economique peut accompagner les entreprises sur le covoiturage. **VOLET INFRASTRUCTURES = Améliorer les Aires :** • Enquêtes usages : Diagnostic sur l'utilisation des aires de covoiturage : taux de fréquentation, enquête usagers (EPCI selon moyens) • Renforcer le réseau des aires de covoiturage : Mieux communiquer sur l'existant, identifier les aires actuelles en situation de congestion ; recenser les aires informelles : mettre en adéquation avec la politique locale de stationnement et les à identifier avec de la signalétique si cela est pertinent • Questionner les équipements à adosser à certaines aires : stationnements sécurisés vélos, éclairage, abris voyageurs
CIBLES	Entreprises, salariés
ECHELLE	Bassin de mobilité
ECHEANCE	A partir de 2025
TYPE D'ACTION	Etudes et services de mobilité Communication, animation
ELEMENTS BUDGETAIRES	Groupement de commande en étude ? ETP mutualisé pour communiquer sur les services auprès des entreprises
INDICATEURS DE SUIVI	Suivi observatoire national covoiturage

Animateurs	Porteurs	Partenaires	Financeurs
Région	EPCI	Région	EPCI
EPCI	Gestionnaires de voirie	Opérateurs de covoiturage	Gestionnaire de voirie
		SNCF Gares et Connexions	
		Département	
		Sydev (si borne de recharge Véhicule Electrique)	

Chantier A - Covoiturage du quotidien	FA.02.

Etudier la faisabilité de lignes de covoiturage spontané

OBJECTIFS	❖ ***Lancer une étude conjointe à plusieurs EPCI pour imaginer le potentiel de lignes à partir de la définition d'origines/destinations*** ❖ ***Identifier des axes/flux qui pourraient se prêter à l'expérimentation de lignes de covoiturage et apporter un complément au réseau Aléop***
CONTENU	Etude sur plusieurs EPCI intéressés par la démarche (travail préalable avec plans de mobilité, croisé avec données covoiturage intermédié) : spatialisation 2023 des trajets incités (Cerema) Etude de faisabilité/ Diagnostic : Analyse des flux pendulaires sur le bassin pour compléter l'offre de TC Diagnostic à mener sur les lignes potentielles : Talmont <> Les Sables <> La Roche-sur-Yon La Roche-sur-Yon <> La Boissière des Landes <> Moutiers Montaigu <> Saint-Fulgent <> Chantonnay Cholet <> Les Herbiers <> La Roche. Attention aux axes qui sont desservis par des lignes régulières (590 et 510). Préférer renforcer l'offre de TC pour répondre aux besoins pendulaires Etudier également l'autostop organisé (moins coûteux à mettre en œuvre)
CIBLES	Habitants, salariés
ECHELLE	EPCI/ Inter-EPCI intéressés par la démarche
ECHEANCE	Observation du REX de Sud Vendée Littoral puis étude possible à partir de 2027
TYPE D'ACTION	Etudes et services de mobilité
ELEMENTS BUDGETAIRES	Groupement de commande en étude ? Convention pour le portage et le financement de l'étude Exemple en 49 : ETUDE : 17 000 € pour une ligne INVESTISSEMENT : Estimation de 7,5K€ à 15 K€ par points d'arrêts (fonction typologie de lignes) FONCTIONNEMENT en année 1 (exploitation / animation / incitation) : 1 ligne Haut Niveau de Service (80/80/100K€) / 1 ligne intermédiaire (50/50/50K€)
INDICATEURS DE SUIVI	- Nombre de lignes potentielles - Nombre de points d'arrêts à créer

Animateur	Porteur	Partenaires	Financeur
EPCI	EPCI	Région	EPCI (Fonds vert)
		Sydev	
		Département	

Chantier B - Intermodalité	FA.03

Développer les « Aires de mobilité » (TC, Vélo, Covoiturage, marche)

OBJECTIFS	❖ ***Développer les pratiques intermodales entre transports collectifs / covoiturage / vélo / marche / voiture, au-delà de la notion de Pôle d'Echange Multimodal*** ❖ ***Travailler sur les entrées de villes, spécifiquement les aires de covoiturages en développant des offres de mobilités additionnelles : abris, éclairage sur ces aires***
CONTENU	**Amélioration des infrastructures :** • Recenser les sites qui peuvent s'y prêter sur chaque EPCI : au moins 2 points de convergence (arrêt de transport collectif, aire de covoiturage, stationnement sécurisé+ un bouquet de services) • Améliorer l'accessibilité « mobilité actives » (marche à pied et vélo) aux points d'arrêts et aires de covoiturages, • Développer les stationnements sécurisés vélo : Faire connaître le dispositif Règlement d'intervention régional de stationnement sécurisé vélo : https://www.paysdelaloire.fr/les-aides/stationnement-velo-securise-au-niveau-des-points-darrets-routiers-structurants-du-reseau-aleop • Valoriser les abris sécurisés en gare prévus en 2024/25 par SNCF Gare & Connexions : toutes les gares du bassin ont été équipées • Possibilité à étudier, proposée par SNCF Gare et Connexion : Modèle de parking réservé covoiturage avec double badgeage d'abonnés Aléop. Mais son développement à un coût (à réfléchir sur l'ensemble des bassins pour faciliter le parcours usagers et optimiser le déploiement de la solution) (Belleville, la Mothe-Achard, Les Sables d'Olonne peuvent s'étudier) • Valoriser les Points d'Arrêts en les rendant accessibles **Promotion des aires de mobilité :** • Travailler collectivement sur le mode opératoire de valorisation des aires de mobilité auprès du grand public
CIBLES	Habitants, salariés, scolaires
ECHELLE	Bassin Centre Vendée
ECHEANCE	2026
TYPE D'ACTION	Etudes + Investissements
ELEMENTS BUDGETAIRES	Propre à chaque EPCI
INDICATEURS DE SUIVI	- Nombre d'aménagements réalisés sur les territoires

Animateurs	Porteur	Partenaires	Financeurs
EPCI	EPCI	Région	Région (RI Stationnement sécurisé vélo, accessibilité PAR)
Région		SNCF Gares & connexions	EPCI (Alveole + / Avelo 3)
		Associations PF	
		Département (si aires de covoiturage à vocation multimodale)	

Chantier C - Réseaux de transports collectifs	FA.04

Faire évoluer l'offre interurbaine de lignes régulières

OBJECTIFS	❖ ***Toucher davantage d'usagers*** ❖ ***Faciliter la perméabilité entre les titres de transport Urbain / Interurbain*** ❖ ***Retravailler l'offre interurbaine (pour la DSP qui suivra celle en cours 2022-2029) en commençant par des ajustements en fonction des fréquentations/demandes*** ❖ ***Poursuivre le verdissement la flotte Aléop***
CONTENU	Travail à mener sur **l'attractivité** : réduction des temps de parcours / amélioration de l'offre : • Créer un groupe de travail entre EPCI du bassin et le service Aléop pour travailler collectivement sur l'offre et les besoins : ➢ Partager les données Aléop (fréquentations, indicateurs…) ➢ Optimiser les arrêts de lignes Aléop au regard des bassins de vie, d'emploi, de l'évolution des ZAE : fluidité et sécurité des arrêts (équipements, accessibilité, lisibilité) ➢ Coordonner les horaires et harmoniser les noms des arrêts communs aux lignes Aléop et réseaux Urbains, ➢ Améliorer la lisibilité des offres tarifaires (chantier en cours sur harmonisation tarifaire en 2026/27) ➢ Développer le cadencement notamment en adéquation avec les horaires de travail (exemples à travailler, en fonction de la disponibilité du matériel et des moyens humains). ➢ Remettre à plat l'ensemble des Kilomètres des DSP, étude avant relance des marchés en 2027 • Etudier/expérimenter une ligne express en car entre Les Sables <>La Roche sur Yon: souhait du modèle Vendexpress avec lien sur les réseaux urbains Impuls'yon /Oléane, améliorer la liaison Les Sables<>Talmont • Valoriser l'évolution de la motorisation des véhicules Aléop (Cars en GNV sur les lignes régulières)
CIBLES	Usagers actuels et potentiels des réseaux de TC, salariés, habitants
ECHELLE	Bassin Centre Vendée et territoires voisins
ECHEANCE	Groupe de travail dès 2025
TYPE D'ACTION	Etudes, Concertation, Arbitrages et services
ELEMENTS BUDGETAIRES	Temps humain + Coûts de fonctionnement dépendant des solutions retenues
INDICATEURS DE SUIVI	- Fréquentation des services TC, nombre de services par jour - Evolutions projetées et mises en œuvre au cours du COM - Offres de TC proposées sur le territoire

Animateur	Porteurs	Partenaires	Financeurs
Région	Région	EPCI	Région
		Délégataires transports collectifs	EPCI (promotion/mise en accessibilité des arrêts si ligne express)
		Département (abribus)	

Chantier C - Réseaux de transports collectifs	FA.05

Améliorer l'attractivité de l'offre ferroviaire

OBJECTIFS	❖ ***Toucher davantage d'usagers pour les trajets pendulaires*** ❖ ***Pérenniser les services TER / Améliorer le cadencement*** ❖ ***Mettre en avant l'évolution positive de l'usage de l'offre ferroviaire : Inciter les usagers à délaisser leur auto au profit du train***
CONTENU	**Valorisation de l'évolution de l'offre et amélioration du cadencement** : • Desserte systématique de la gare d'Olonne sur mer en décembre 26 : La desserte passera de 13 arrêts actuellement à 27 (du lundi au jeudi) ou 29 (le vendredi). Le week-end, Olonne passera de 6/9 (samedi / dimanche) à 16 arrêts. Néanmoins, des contraintes de croisement et des règles d'exploitation en gare de Nantes ne permettront pas d'atteindre l'objectif de la SRM (15 allers retours par jour soit 30 dessertes). • Augmentation d'offre sur la mission Nantes – La Rochelle. Une première hausse des services est programmée pour décembre 2026 et une seconde en décembre 2029. • Rénovation de la ligne TER 14 : Bien que le calendrier de réhabilitation ne soit pas arrêté, notamment du fait des interactions avec les Régions voisines, la Région Pays de la Loire est déterminée pour assurer son maintien et travaillera en ce sens pour obtenir la collaboration de la Région Nouvelle-Aquitaine, SNCF Réseaux et de l'Etat. Cette ligne est structurante, puisque traversant le bassin de mobilité, et son maintien est d'importance majeure pour le territoire desservi. • Améliorer l'accès à la connaissance de l'offre existante : Opération promotionnelle à monter collectivement pour inciter à prendre le TER : Tester pour adhérer / Valoriser les Cartes avantages pour contrer le frein tarifaire • Besoin d'améliorer l'accessibilité du stationnement des gares « secondaires » : Ex des Achards : Amélioration des parkings, accès PMR, mise en œuvre d'une zone d'attente voyageurs proche des quais, valorisation des espaces par plantations espaces verts et photovoltaïque • Service d'accompagnement « assiste en gare » : pour rejoindre son train, assuré par Gare & Connexions sur les Sables, Montaigu, Clisson et la Roche
CIBLES	Usagers actuels et potentiels des réseaux de TC, salariés, habitants
ECHELLE	Bassin Centre Vendée
ECHEANCE	A partir de fin 2026
TYPE D'ACTION	Etudes, travaux, services et communication
ELEMENTS BUDGETAIRES	Temps d'ETP + Coûts de fonctionnement dépendant des solutions retenues Investissements pour travaux de réhabilitation de voies
INDICATEURS DE SUIVI	- Evolutions projetées et mises en œuvre au cours du COM - Nombre de services par jour - Fréquentation des services TC (nb montées/jour = nb voyages/jour)

Animateur	Porteur	Partenaires	Financeurs
Région	Région	EPCI	Région
		Département	EPCI
		SNCF G&C	

Chantier C - Réseaux de transports collectifs	FA.06.

Redéfinir l'offre de TAD sur le bassin

OBJECTIFS	❖ ***Déployer, développer et animer une offre de Transport à la Demande au plus proche des besoins des habitants du territoire pour favoriser l'accès aux services du quotidien.*** ❖ ***Couvrir l'ensemble des territoires éligibles ligériens d'une offre régionale de TAD à coût constant*** ❖ ***Rendre accessibles les parties des territoires qui ne sont desservis ni par le train ni par une ligne régulière.*** ❖ ***En faire une offre de transport collectif en rabattement sur le réseau Aléop***
CONTENU	Travailler sur une nouvelle offre en concertation avec les AOM : enveloppe affectée ; calibrage de l'offre Laisser la possibilité aux EPCI AOM d'enrichir l'offre pour des trajets de proximité en heures creuses (par exemple : 9h/17h) avec un cofinancement des EPCI AOM Mettre en commun les outils de gestion (logiciel, centrale d'appel, dispositif de tarification) par la Région
CIBLES	Tous publics
ECHELLE	Communautés de communes
ECHEANCE	Définition du nouveau service de TAD régional en 2025 2026 : travail avec les EPCI sur la possibilité de participer à l'offre de TAD Déploiement progressif à compter de 2026 sur les territoires non pourvus
TYPE D'ACTION	Etude et service
ELEMENTS BUDGETAIRES	Enveloppes financières régionales définies par communauté de communes
INDICATEURS DE SUIVI	• Nombre de courses réalisées / km parcourus, par personne et par commune • Carte des origines/destinations du service TAD • Nombre de personnes inscrites au service de TAD • Nombre de courses réalisés Taux de groupage des courses

Animateur	Porteurs	Partenaires	Financeurs
Région	Région	Communauté de communes	Région
	Communautés de communes	Associations de transport solidaire	Communautés de communes

Chantier C - Réseaux de transports collectifs	FA.07.

Faciliter le parcours usagers entre les réseaux urbains et interurbains par une coopération entre les territoires

OBJECTIFS	❖ ***Améliorer la coopération entre acteurs pour rendre plus simple et lisible l'accès aux réseaux de transports collectifs urbains et interurbains*** ❖ ***Faciliter le parcours usagers sans coutures réseaux*** ❖ ***Apporter du lien entre les réseaux pour simplifier la lecture pour l'usager*** ❖ ***Travailler sur les titres de transport et la Perméabilité des réseaux***
CONTENU	Le parcours usager se décomposant de la manière suivante, il s'agit d'identifier et mettre en oeuvre les leviers disponibles pour faciliter son parcours (informations croisées ; outils interopérables ; outils communs) : - Amont : information sur l'offre (Destineo), connaissance de la gamme tarifaire, canaux de communication et vecteurs facilitant l'obtention de ces informations ; accessibilité et ergonomie des panneaux et sites internet - Acte d'achat : circuits physiques et digitaux ; supports de titres - Pendant le voyage : validation ; information temps réel ; perturbation - Après voyage : service après vente, reclamations, retours usagers. Précisions à apporter sur les évolutions structurelles à venir : harmonisation tarifaire routière ; stratégie de distribution. Quel impact sur interopérabilité ? Définir des pistes d'actions à court terme : partage et rapprochement des seuils / catégories de gammes tarifaires par exemple... Harmonisation tarifaire régionale (zonal intégré) avril 2026 Problématique de cabotage à prendre en compte Interaction physique (PEM / P+R) Accès réseau usager (titres de transport / tarification) Information partagée par les différents gestionnaires, au-delà de leur propre réseau Faciliter les extensions de lignes urbaines aux territoires, quand cela est pertinent et possible
CIBLES	Usagers actuels et potentiels des réseaux TC
ECHELLE	Bassin Centre Vendée
ECHEANCE	A long terme
TYPE D'ACTION	Fonctionnement
ELEMENTS FINANCIERS	Temps humain : Information sur la gamme, relais médias digitaux des territoires A préciser selon les leviers identifiés
INDICATEURS DE SUIVI	- *Calendrier d'interopérabilité et d'évolution des dispositifs Destinéo, systèmes billettique, points de distribution* - *Mise en œuvre des leviers identifiés*

Animateurs	Porteurs	Partenaires	Financeurs
Région	Région	SNCF Gares et connexions	Région
EPCI	EPCI	Délégataires	EPCI

Chantier D - Services, communication et accompagnement au changement	FA.08

Renforcer la communication Mobilité et la notoriété des offres sur le bassin

OBJECTIFS	❖ ***Développer la notoriété des services, faciliter le parcours usager, en travaillant la communication collective des offres de mobilité sur le bassin*** ❖ ***Rendre les offres accessibles à tous les usagers*** ❖ ***Massifier l'information, faciliter et favoriser la veille sur les offres des partenaires (offres voisines)*** ❖ ***Informer sur la tarification et la prise en charge à 50% d'un abonnement par l'employeur***
CONTENU	**Animation territoriale : Créer un groupe de travail dédié pour partager les informations mobilité** • Créer des campagnes collectives de communication pour un public ciblé • S'engager collectivement dans des évènements tels que le « défi Mobilité en Pays de la Loire » pour mobiliser les employeurs et établissements d'enseignement de leur territoire respectif (voire d'autres : Semaine de la mobilité, Actions sécurité routière…) • Challenger les services internes à partir de 2026 puis organiser un temps de remise de prix à l'échelle du COM • Démarche d'aller vers (publics les plus éloignés), nécessité d'accompagner certains publics pour rassurer (associations à faire émerger) **Améliorer les vecteurs de communication :** • Outil informatique, Destineo et rencontres (Besoin de proximité : Accompagnement humain nécessaire pour diffuser les offres auprès de la population) • Définir un niveau d'Information socle devant être disponible aux habitants du bassin. Relais par les médias des collectivités (web, support physique, affiches, QR code pour faciliter l'accès aux informations sur les lignes et les horaires) et mise à jour régulière à prévoir et à intégrer dans le Plan de communication des EPCI
CIBLES	Tous publics
ECHELLE	Bassin de mobilité
ECHEANCE	À partir de 2026
TYPE D'ACTION	Communication, animation
ELEMENTS FINANCIERS	Financement du défi Mobilité par la Région. Mobilisation de temps humain pour mettre en service le niveau d'information socle sur les différents médias. Autres volets à déterminer
INDICATEURS DE SUIVI	- *% des collectivités relayant l'information socle sur ses médias* - *Nombre d'EPCI partenaires du Défi Mobilité en Pays de la Loire ; nombre de structures et personnes participantes*

Animateurs	Porteurs	Partenaires	Financeurs
Région	EPCI	France mobilités / EPCI (valorisation REX)	Région
EPCI	Région	Département	EPCI
		CCAS / France Services	
		Alisée / Elise / Associations	

Chantier D - Services, communication et accompagnement au changement	FA.09.

Expérimenter des « Maisons de la mobilité » sur le bassin

OBJECTIFS	❖ ***Développement des lieux de conseils pour une mobilité durable : points d'information et de vente,*** ❖ ***Accueil de 1er niveau et orientation vers les acteurs de la mobilité solidaire pour un accompagnement spécialisé le cas échéant***
CONTENU, ACTIONS A MENER	***Lieu physique, au service de la FA 8 pour renforcer la communication*** • Identifier les structures existantes susceptibles d'apporter information, conseil et accompagnement en matière de mobilité : Maisons France Services, EPCI / Mairies/ Poste, Maisons départementales des Solidarités, Tiers lieux, Offices de Tourisme, Point Mobilité Mobile / Bâtiment gare... • Former les acteurs en lien avec le public : Office de Tourisme / secrétaire de mairie / Maison France Services …sur l'offre de mobilité existante • Proposer des services mobilité : location de vélos, point de vente (en collaboration avec les gestionnaires de transports) • Faire apparaitre les offres de mobilité accessibles aux PMR sur le territoire (Donner les informations sur les accessibilités sur les réseaux), documents faciles à lire, à comprendre, site internet accessible aussi • Développer le « Aller vers » pour les personnes âgées ou empêchées L'espace mobilité peut également prendre une forme itinérante et se déplacer vers le public
CIBLES	Tous publics
ECHELLE	Bassin de mobilité
ECHEANCE	Expérimentation de Chantonnay à partir de 2026
TYPE D'ACTION	Investissement sur un bâtiment, un véhicule itinérant Fonctionnement : Animation
ELEMENTS BUDGETAIRES	Variables selon le projet
INDICATEURS DE SUIVI	- Mise en œuvre de l'action - Nb points d'accès / Amplitude horaire sur une semaine (guichet) - Fréquentation (nb visiteurs) / Nb de titres délivrés

Animateur	Porteur	Partenaires	Financeurs
EPCI	EPCI	SNCF Gares et connexions (peut avoir des locaux disponibles)	EPCI
		Région	Région (+ RI Bâtiment voyageur)
		France Services	
		Délégataires	
		Etat	

Expérimenter le conseil en mobilité employeurs de manière collective

OBJECTIFS	❖ ***Apporter une information claire aux salariés pour se déplacer vers leur lieu de travail*** ❖ ***Identifier des référents dans les Entreprises/ Clubs d'entreprises à l'échelle d'une ZA pour Coopérer avec un réseau d'employeurs*** ❖ ***Faire preuve d'exemplarité en collectivité (démarche de déplacements responsables, favoriser les modes de déplacements partagés et durables, FMD)***
CONTENU	**Volet aménagement des ZAE** et implantation / Aménagement des parkings des entreprises. => accompagner / sensibiliser les entreprises, les aménageurs pour avoir une réflexion sur le partage des parkings, sur le développement des places dédiées aux salariés venant en covoiturage **Animations** à mener en binôme avec le service Développement Economique Coopérer avec le réseau d'employeurs et l'informer sur : • Le Plan de mobilité employeurs (Le Vendée Energie Tour permet de relayer des infos mobilité auprès des employeurs • Le Forfait Mobilité Durable • La promotion du covoiturage • L'existence d'infrastructures (places de parking en P+R pour les covoitureurs, Projet sur LRSYA) • La possibilité d'envisager un « forum » à destination des entreprises, à l'échelle du bassin • L'édition d'un « Guide des mobilités » à destination des entreprises ou à minima des supports de communication sur les offres et les dispositifs existants Créer un **groupe de travail pour favoriser du retour d'expérience** des territoires qui expérimentent dès 2025 Le **Comité des partenaires** peut permettre de sonder l'intérêt de mettre en place un plan de zone auprès du secteur économique
CIBLES	Entreprises, salariés
ECHELLE	Bassin de mobilité
ECHEANCE	A partir de 2025 pour les études avec mise en œuvre en 2026/27
TYPE D'ACTION	Animation
ELEMENTS BUDGETAIRES	Temps humain pour fédérer les entreprises ETP(s) mutualisés entre les EPCI porteurs, animé par le Sydev
INDICATEURS DE SUIVI	- Nombre de journées réalisées, - Taux de participation - Retours enquêtes de satisfaction

Animateur	Porteurs	Partenaires	Financeurs
Sydev	Sydev	Région	EPCI
	EPCI	Club d'entreprises, CCI	Entreprises
		Association Elise	
		Département (MOVEA)	

Chantier E - partage, mutualisation des données et suivi du COM	FA.11.

Partager et confronter les études mobilités

OBJECTIFS	❖ ***Entraide entre les EPCI et partage des études*** ❖ ***Valorisation du retour d'expérience de chacun pour enrichir ses propres pratiques et déployer de nouvelles solutions de mobilité***
CONTENU	Créer un **collectif de chargés de mission mobilités en Vendée** et organiser des rencontres. Le Sydev peut être porteur/facilitateur. Ces rencontres permettront de valoriser les retours d'expériences portés par les territoires, d'avoir une veille collective, partager les opportunités de financement Quatre volets : - Echanges et consolidation de données, notamment les données issues des études Plan de Mobilité Simplifié, PLUi - Suivi des indicateurs globaux mobilités de type part modale INSEE, - Suivi des indicateurs des actions propres au COM du Bassin de Mobilité. - Consolidation des apports qualitatifs : plateformes de mobilité insertion, maison de la mobilité, Résultats de l'enquête ménages portée par le Département : logique de partage de l'information, pour capitaliser Un outil d'échange peut être la création d'un portail entre référents mobilités des EPCI (Type expertises et territoires ou groupe TEAMS…)
CIBLES	Collectivités
ECHELLE	Bassin de mobilité (voire échelle Département pour une étude portée par le Sydev)
ECHEANCE	2025
TYPE D'ACTION	Communication, partage d'expériences
ELEMENTS BUDGETAIRES	Coût en temps humain
INDICATEURS DE SUIVI	- Déclinaison de projets dans de nouveaux territoires suite aux retours d'expériences positifs

Animateurs	Porteurs	Partenaires	Financeurs
Région	Région	Département	EPCI
	Sydev	Agence d'Urbanisme	Région
	EPCI	Cerema	

Chantier E - partage, mutualisation des données et suivi du COM	FA.12.

Suivre et évaluer le contrat opérationnel de mobilité

OBJECTIFS	❖ ***Suivre l'évolution des mobilités à l'échelle du bassin.*** ❖ ***Evaluer la mise en œuvre des actions du Contrat Opérationnel de Mobilité.***
CONTENU	À l'échelle du bassin, il s'agit de suivre la mise en œuvre des actions du COM et d'évaluer les impacts sur la mobilité. Deux pas de temps sont définis : 2,5 ans après la signature et à la fin du COM. L'évaluation s'appuiera sur l'architecture suivante et le suivi : - d'indicateurs globaux sur le bassin • Paramètres socio-éco du bassin : emploi, habitants… • Données mobilités générales : données INSEE mobpro, taux de motorisation ménages… • Dynamiques territoriales des mobilités : actualités, planification, ingénierie - d'indicateurs spécifiques propres à chaque fiche actions. Typologie d'indicateurs suivables : réalisation / offre / résultats / performance. Cette évaluation ne constituera pas une évaluation des mobilités propres à chaque EPCI mais à une échelle de bassin.
CIBLES	Collectivités, institutionnels
ECHELLE	Bassin de mobilité
ECHEANCE	Evaluation à mi-parcours :2027-28 Evaluation du COM : 2030
TYPE D'ACTION	Suivi et évaluation
ELEMENTS BUDGETAIRES	Temps humain Région/Agence d'urbanisme (AURAN). Temps humain partenaires.
INDICATEURS DE SUIVI	- Fourniture d'une évaluation à mi-parcours et à la fin du COM

Animateur	**Porteur**	**Partenaires**	**Financeur**
Région	Région	EPCI	Région
		Département,	
		SNCF Gares et connexions	
		Sydev	
		Agence d'Urbanisme	

Chantier F - Mobilités solidaires et accessibilité	FA.13

Rendre accessibles les points d'arrêts routiers

OBJECTIFS	❖ ***Mettre en accessibilité les points d'arrêts routiers desservis par le réseau Régional de transport, en donnant une priorité aux points d'arrêts prioritaires***
CONTENU	Les points d'arrêts routiers prioritaires du réseau Aléop sont les points définis comme tel dans le Schéma Directeur d'Accessibilité Programmé (SDAP) validé par arrêté préfectoral en date du 17 juin 2016. La loi impose la mise en accessibilité PMR de ces arrêts pour avril 2025. La Région souhaite que l'ensemble du réseau Aléop soit le plus accessible possible. Elle a signé en ce sens une charte en avril 2021 avec une dizaine d'associations représentantes du monde du handicap et des personnes âgées. Elle finance pour cela la mise en accessibilité de tout arrêt routier existant desservant le réseau Aélop, prioritaire ou non. Plusieurs points d'arrêt routiers prioritaires sur le territoire des communautés de communes ne sont pas accessibles *(voir tableau page suivante).* Les communes sont invitées à réaliser les travaux nécessaires en tant que gestionnaire de voirie, dès que possible. Certains PAR prioritaires historiquement affichés comme accessibles dans le SDAP ne le sont que partiellement sur le terrain ; en particulier, la hauteur des quais doit être d'environ 18/20cm. Les travaux de mise en accessibilités (mise à niveau des quais) sur ces PAR prioritaires partiellement accessibles seront bien pris en charge à hauteur de 70% par la Région. La mise en accessibilité des points d'arrêts non prioritaires est aussi fortement incitée.
CIBLES	Tous les usagers du réseau Aléop, et particulièrement les Personnes à Mobilité Réduite (PMR – personnes âgées, personne en situation de handicap, personne en béquille, etc.)
ECHELLE	CC Saint Fulgent les Essarts, Vie & Boulogne, Pays de Chantonnay, Vendée Grand Littoral, La Roche-sur-Yon Agglomération, Terres de Montaigu
ECHEANCE	Avril 2025
TYPE D'ACTION	Investissement
ELEMENTS BUDGETAIRES	Coût moyen d'un aménagement de PAR mis en accessibilité : 12 900€ Financement Régional : - Point d'arrêt prioritaire : 70% du montant HT des travaux, hors mobilier et chemins d'accès au point d'arrêt, plafonné à 9 000€ de subvention - Point d'arrêt non prioritaire : 35% du montant HT des travaux, plafonné à 4 500€ de subvention
INDICATEURS DE SUIVI	- Nombre de PAR prioritaires mis en accessibilité sur le bassin - Taux de mise en accessibilité des PAR prioritaires sur le bassin

Animateur	Porteurs	Partenaires	Financeurs
Région	Communes/EPCI	Département	Région
	Gestionnaires de voiries concernés	EPCI	Communes
		Associations accessibilité	

ANNEXE A LA FICHE-ACTION N°04. Liste des points d'arrêt prioritaires à rendre accessibles

EPCI	Commune	Nom de l'arrêt	Commentaires
Communauté de communes de Vie et Boulogne	Aizenay	Place office de tourisme	En cours (Mairie Aizenay)
Communauté de communes du Pays de Chantonnay	Bournezeau	Avenue du moulin	Projet à lancer
Communauté de communes du Pays de Chantonnay	Chantonnay	Gare SNCF	Travaux quasi neufs mais avec hauteur de quai insuffisante (16cm).
Communauté de communes du Pays de Saint-Fulgent – Les Essarts	Essarts en bocage	Place de l'ouche (les essarts)	Projet à lancer
		Place de la mairie (l'oie)	Projet à lancer
		Rue nationale (Ste Florence)	Projet à lancer
	St Fulgent	Avenue de Bretagne	Projet à lancer
Communauté de communes Vendée Grand Littoral	Jard sur mer	Rue Georges Clémenceau	Projet à vérifier
La Roche sur Yon Agglomération	La Ferrière	Place du marché	Projet à confirmer
Terres-de-Montaigu	Montaigu Vendée	rue du lac (la guyonnière)	Arrêt peu utilisé - travaux possibles sur un autre arrêt de la commune avec subventions à 70% possible
		Gare SNCF (Montaigu)	Projet PEM
	Rocheservière	Rue de Bretagne	Projet à confirmer
	Treize Septiers	Place de l'Eglise	Travaux en cours. À confirmer
	St Philbert de Bouaine	Place Verdon	Travaux terminés ? À confirmer

Elaborer un Plan d'Action Commun pour la Mobilité Solidaire (PAMS)

OBJECTIFS	❖ ***Favoriser la mobilité des publics les plus fragiles,*** ❖ ***Inciter les acteurs de la sphère sociale, de l'emploi, de l'insertion et les AOM à se concerter pour assurer une cohérence d'ensemble des dispositifs engagés par chacun, clarifier la gouvernance et simplifier le parcours usagers.*** ❖ ***Mieux articuler les actions et assembler les forces pour proposer un parcours d'accompagnement efficace en particulier en matière d'accès à l'emploi.*** ❖ ***Disposer d'informations sur les acteurs de la mobilité solidaire sur le territoire et leurs champs d'action***
CONTENU, ACTIONS A MENER	Etablir un Plan d'Action commun Mobilité Solidaire à l'échelle du bassin Centre Vendée avec les parties prenantes associées du secteur des mobilités solidaires et des organismes du service public de l'insertion et de l'emploi. Travailler sur la lutte contre l'isolement et l'accès aux services pour tous. <u>Méthode de travail proposée :</u> Identifier les parties prenantes et clarifier la gouvernance. Recenser les acteurs de la mobilité solidaire : associations, prescripteurs (France Travail, maisons de l'emploi, missions locales...) Recenser les initiatives (possibilité de s'appuyer sur le travail de référencement effectué par le Département via sa plateforme de mobilité MOVEA) Appui sur la démarche qui est en cours par le CEREMA auprès du Commissaire à la lutte contre la pauvreté Etablir un plan d'actions collectif Valider et mettre en œuvre
CIBLES	Tous publics
ECHELLE	Bassin de mobilité
ECHEANCE	2028
TYPE D'ACTION	Démarche stratégique avec plan d'actions
ELEMENTS BUDGETAIRES	Mobilisation en temps humain nécessaire à la construction du PAMS
INDICATEURS DE SUIVI	- Établissement du PAMS

Animateurs	Porteurs	Partenaires	Financeurs
Région	Département	EPCI / communes	Département
Département	Région	CLEFOP	
	Etat	Service public de l'emploi, Etat	
		UDCCAS, Fédération des centres sociaux, caisses institutionnelles …	

Chantier G - Vélo du quotidien	FA.15

Développer l'écosystème vélo sur le bassin

OBJECTIFS	❖ ***Développer les Services Vélos*** ❖ ***Développer l'écosystème vélo et faire émerger de nouveaux acteurs*** ❖ ***Initier des actions et animations concourant à faire du vélo un moyen de transport du quotidien avec les associations locales.***
CONTENU	Le développement de **services «vélo»** peut recouvrir des aspects divers : - Primes à l'acquisition de vélos / VAE (neuf, occasion et kit d'électrification) - Mise en place de services de location de vélo : vélos en libre service, location longue durée - Service de prêt gratuit, notamment à destination des entreprises - Accroissement de ces services lorsqu'ils sont déjà en place - Réalisation de stationnements sécurisés dans des lieux stratégiques et en priorité dans les pôles générateurs de déplacement - Location de vélo en courte durée au niveau de certaines gares Le recensement des **acteurs locaux** existants : entreprises, associations, services des EPCI, Références sur des vélos adaptés. Renforcement de **l'animation vélo** : ⇨ Faire éclore des associations vélo locales (lien avec l'AAP du CD85, Lien associations / fédération) ⇨ Lien à effectuer avec le Collectif Vélo Pays-de-la-Loire - Ateliers «savoir rouler à vélo» en ville avec théorie et pratique/ Education routière - Ateliers de «remise en selle» pour les actifs et les seniors - Ateliers réparation et entretien vélo - **Communication** autour des règles de sécurité et du savoir cohabiter : vélo/piéton /Voiture - **Valoriser les évènements de type « mai à vélo, défi mobilité, animation locale… »**
CIBLES	Tout public
ECHELLE	Bassin Centre Vendée
ECHEANCE	Mise en place et massification progressives pendant les 5 années
TYPE D'ACTION	Fonctionnement (services), Investissement (stationnements sécurisés), Animation
ELEMENTS BUDGETAIRES	Selon chaque porteur
INDICATEURS DE SUIVI	- Mise en œuvre de l'action - Offres mises en place ou étendues : parc vélo en partage, … - Nombre de bénéficiaires des services vélo sur le territoire

Animateur	Porteurs	Partenaires	Financeurs
EPCI	EPCI	Région	EPCI
	Région	Département	Région
		Communes	Département
		Collectif Vélo PdL / Associations	Programmes CEE

Chantier G - Vélo du quotidien	FA.16.

Renforcer l'usage du vélo vers les pôles générateurs de déplacements

OBJECTIFS	❖ ***Création de liaisons cyclables Domicile /Travail sécurisées*** ❖ ***Accompagner au changement, créer de nouvelles habitudes***
CONTENU, ACTIONS A MENER	**Sur le volet infrastructures et aménagements:** • Identifier les sites (gares, arrêts TC, aires de covoiturage) à fort potentiel de rabattement cyclable, croiser avec les projets d'aménagement des schémas directeurs vélos communaux et intercommunaux. • Réaliser et soutenir les aménagements en tenant compte des connexions vers les pôles et de l'accessibilité de ces pôles, y compris en Zones Economiques • Sécuriser les déplacements et le stationnement • Réaliser des plans de déplacements inter-entreprises par zone • Travailler sur la signalétique, les itinéraires • Plan Vélo CD85: Itinéraires cyclables entre plusieurs EPCI à etudier • Valoriser des solutions déjà expérimentées par d'autres EPCI (à coût maîtrisé) et proposer des expérimentations en zones d'activités **Dans les transports, en multimodalité:** • Poursuivre sur les solutions d'emports de vélo (ex : emport par rack vélos à l'arrière des cars Aleop) **Volet services:** • Tester le prêt/location de vélo pliant dans les offres de vélopartage • Prêt vélo cargo gratuit 1 mois, pour essai avant achat **Volet entreprises / établissements scolaires:** • Sensibiliser les entreprises sur l'écosystème vélo: stationnement vélo, vestiaire/douche pour les vélotaffeurs, remise en selle, Forfait Mobilité Durable, Défi Mobilité en Pays de la Loire • Animation /sensibilisation auprès des scolaires en faveur du vélo (+infra) ->expérimentation sur 2 lycées de la Roche-sur-Yon (élaboration Plan de Déplacements Etablissements Scolaires)
CIBLES	Entreprises, scolaires,
ECHELLE	Bassin de mobilité
ECHEANCE	Dès 2025
TYPE D'ACTION	Investissement, communication
ELEMENTS BUDGETAIRES	Financements possibles : Région (RI Accès Réseau) / Fonds Mobilité Active CC de l'Etat / Département / Programme CEE Alvéole
INDICATEURS DE SUIVI	- Avancement de l'action (linéaire d'itinéraire supplémentaire) - Nombre de sites traités : stationnement / rabattement - Part modale Vélo en pré-acheminement / taux d'utilisation des stationnements sécurisés vélo - dispositifs de comptage à installer lors de la création des itinéraires pour mesurer la fréquentation

Animateur	Porteurs	Partenaires	Financeurs
EPCI	EPCI	Région	Département
	Département	SNCF Gares et connexions	Région
	Région (Lycées)	Communes	EPCI (CEE)

GLOSSAIRE

AAP : Appel A Projets

AOM / AOMR : Autorité Organisatrice des Mobilités / Autorité Organisatrice des Mobilités Régionale

Fiches ou Programmes CEE : Certificat d'Economie d'Energie

COM : Contrat Opérationnel de Mobilité

DSP : Délégation de Service Public

EMC² : Enquête Mobilité Certifiée Cerema

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale

FMA : Fond Mobilités Actives (Etat)

FUB : Fédération des Usagers de la Bicyclette

Loi 3DS : Loi relative à la Différenciation, Décentralisation, Déconcentration et Simplification

Loi LOM : Loi d'Orientation des Mobilités

P+R : Parking Relais

PAMS : Programme d'Actions Commun Mobilité Solidaire

PA : Point(s) d'Arrêt

PAR : Points d'Arrêts Routiers Prioritaires (au titre de l'accessibilité)

PDU : Plan de Déplacements Urbains

PdM : Plan de Mobilité

PdMS : Plan de Mobilité Simplifié

PEM : Pôle d'Echanges Multimodal

PMR : Personne à Mobilité Réduite

SAEIV : Système d'Aide à l'Exploitation et à l'Information Voyageur

SDAP : Schéma Directeur d'Accessibilité Programmé

SEM : Service Express Métropolitain

SIM : Système d'Information Multimodale

SRADDET : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires

SRAV : Savoir Rouler A Vélo

TAD : Transport A la Demande

TC : Transport Collectif

TER : Train Express Régional

VL : Véhicule Léger

VRTC : Voirie Réservée aux Transports Collectifs

VR2+ : Voirie Réservée aux véhicules avec deux personnes et plus (covoiturage)

ZFE-m : Zone Faible Emission de Mobilité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-244 DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT À LA COMMUNAUTÉ DE SANTÉ MENTALE DE VENDÉE

Nomenclature des actes : 5.3

Vu l'article L. 2121-33 du Code général des collectivités territoriales (transposable aux EPCI par application de l'article L. 5211-1 du même Code), prévoyant que « *le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs* » ;

Vu l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales (transposable aux EPCI par application de l'article L. 5211-1 du même Code) prévoyant que « *Il est voté au scrutin secret [...] lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation* » et que « *Le conseil [...] peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin* » ;

. . . / . . .

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, modifiés par arrêté n° 2024-DCL-BICB-770 en date du 12 août 2024, et notamment l'article 4.2.5 portant sur les actions sociales d'intérêt communautaire ;

Considérant la sollicitation de la coordinatrice du Projet Territorial de Santé Mentale et l'intérêt local d'y répondre favorablement ;

Considérant la candidature de Madame Louisette BILLAUDEAU, en tant que représentant, à ladite Communauté ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 11 juin 2025 ;

Considérant la faculté pour le Conseil communautaire de ne pas procéder au vote à bulletin secret ;

Considérant les résultats du scrutin :

Représentant SCRUTIN		Résultat du scrutin
Nom et prénom du candidat	Louisette BILLAUDEAU	Votants : 28 Présents : 28 Pouvoirs : 1 Absents : Pour : 29 Contre : 0 Blanc : 0 Abstention : 0

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- de représenter la Communauté de communes du Pays de Chantonnay au sein de l'organe décisionnel du Projet Territorial de Santé Mentale en siégeant à la Communauté de Santé Mentale de Vendée ;
- de ne pas procéder au scrutin secret pour la désignation du nouveau représentant de ladite Communauté ;
- de désigner Madame Louisette BILLAUDEAU, en tant que représentant, à ladite Communauté ;
- de transmettre la candidature et le nom du représentant désigné à la coordinatrice du Projet Territorial de Santé Mentale ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

. . . / . . .

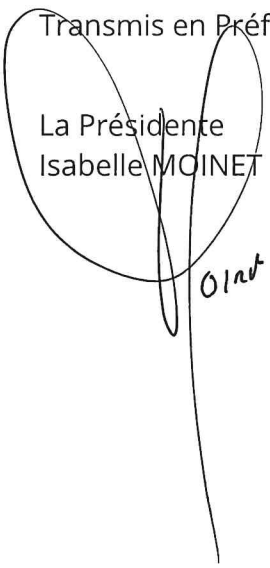
Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD







CONVENTION CONSTITUTIVE
DE LA COMMUNAUTE PSYCHIATRIQUE DE TERRITOIRE POUR LA VENDEE
dénommée
COMMUNAUTE DE SANTE MENTALE DE VENDEE

Table des matières

Préambule

Article 1. Création d'une communauté psychiatrique de territoire

Article 2. Objet de la Communauté de Santé Mentale de Vendée

Article 3. Composition de la Communauté de Santé Mentale de Vendée
3.1 les membres assurant une mission de service public hospitalier
3.2 les membres associés
3.3 les membres de la communauté de santé mentale de Vendée

Article 4. Modalités de gouvernance
4.1 Assemblée générale de la communauté
- 4.1.2 composition
- 4.1.2 attributions
- 4.1.3 fonctionnement

4.2 Bureau de la communauté
- 4.2.1 composition
- 4.2.2 attributions
- 4.2.3 fonctionnement

4.3 La Présidence et vice-présidence de la communauté
- 4.3.1 attributions
- 4.3.2 désignations

Article 5. Objectifs poursuivis par la Communauté de Santé Mentale de Vendée
5.1 décliner le projet territorial de santé mentale
5.2 veiller à la mise en œuvre du PTSM, du CTSM et son évaluation
5.3 participer à la mise en œuvre d'actions incluant certaines problématiques spécifiques

Article 6. Modalités opérationnelles de mise en œuvre des objectifs visés à l'article 5

Article 7. Droits et obligations

Article 8. Modalités de suivi et d'évaluation de ces objectifs

Article 9. Modalités d'adhésion, de retrait et d'exclusion de membres

Article 10. Décisions et avis

Article 11. Règlement intérieur

Article 12. Identification des ressources de la communauté de Santé Mentale de Vendée

Article 13. Durée de la convention et reconduction

Préambule

Le Projet territorial de santé mentale est un outil de déclinaison de la politique de santé mentale, élaboré à l'initiative des acteurs locaux avec l'objectif principal d'améliorer l'accès des personnes concernées à des parcours de santé et de vie de qualité, sécurisés et sans rupture.

La Vendée a été l'un des premiers départements à s'être engagé dans le processus d'élaboration d'un projet territorial de santé mentale et à obtenir la validation de son PTSM en décembre 2018. Une dynamique collective, avec une vingtaine de partenaires signataires du contrat territorial de santé mentale, s'est inscrite dans le temps tout au long de la mise en œuvre du premier PTSM. Elle est aujourd'hui le socle d'un travail dans la confiance avec une coopération et co-construction qui pourra encore être renforcée.

Au-delà du PTSM, le territoire est riche de nombreuses initiatives et acteurs mobilisés qui concourent à une prise en compte partagée des enjeux de santé mentale. C'est particulièrement le cas en proximité avec des volets santé mentale dans les nombreux contrats locaux de santé ou plans locaux unique santé social ainsi que par la mobilisation des communautés professionnelles territoriales de santé.

La structuration de la gouvernance du PTSM témoigne aujourd'hui d'une volonté partagée d'inscrire au cœur du prochain PTSM des actions encore plus ambitieuses, engageantes et transformatrices pour le système de santé et les milieux de vie, au bénéfice des usagers et citoyens.

Ceci est d'autant plus important dans un contexte où la santé mentale est un enjeu majeur de santé publique et un défi pour le système de santé qui fait face à des difficultés.

Une attention sera portée à la prise en compte des différentes dimensions de la santé mentale, à ses déterminants pluriels ainsi qu'aux différents publics dont la santé mentale peut être fragilisée, selon les âges de la vie et les difficultés rencontrées.

Favoriser le rétablissement personnel et l'inclusion sociale, soutenir la réhabilitation psychosociale ou l'éducation thérapeutique seront parmi les pratiques promues par le PTSM. Ces approches comme l'appui sur la pair-aidance participent à reconnaître l'usager comme acteur de sa santé et détenteur de savoirs expérientiels, atouts qui seront précieux dans la mise en œuvre du PTSM.

Avec de nombreux acteurs mobilisés pour améliorer les parcours de soin, de santé et de vie, l'importance de rendre lisibles et bien articuler les espaces de coordination et au-delà combler les interstices est partagée. Des outils numériques devraient pouvoir faciliter les coopérations. Ils ne remplaceront pas les rencontres physiques, l'organisation de rendez-vous, journées d'étude qui pourront continuer à fédérer et outiller les nombreux professionnels et bénévoles mobilisés.

Enfin, renforcer la visibilité de l'avancée des travaux du PTSM et des actions concourant à améliorer la santé mentale en Vendée auprès de l'ensemble des acteurs et du grand public, tout au long de l'année, pour soutenir l'engagement collectif et déstigmatiser la santé mentale est une ambition importante à faire vivre pour le PTSM 2 à venir.

Vu le code de santé publique, et notamment ses articles L. 3221-2, L. 6132-1 et R. 6132-3 ;

Vu la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé et notamment son article 69 ;

Vu le décret n°2016-1445 du 26 octobre 2016 relatif aux communautés psychiatriques de territoire ;

Vu Projet Régional de Santé 2023-2028 arrêté le 26 octobre 2023

Vu l'arrêté n° ARS-PDL/DG/2018048 du 3 décembre 2018 portant adoption du Projet Territorial de Santé Mentale de Vendée

Vu les délibérations des conseils de surveillance des établissements de service public hospitalier et de leurs instances représentatives, annexées à la présente convention constitutive ;

Vu les délibérations des instances des « membres dits associés », annexées à la présente constitution de la Communauté de Santé Mentale de Vendée ;

Les établissements et structures parties à la communauté psychiatrique de territoire de Vendée conviennent les dispositions suivantes.

Considérant que la réglementation impose que la CPT soit créée sur initiative d'établissements assurant un service public hospitalier, la Communauté de Santé Mentale de Vendée a fait le choix d'associer tous les partenaires du territoire agissant dans le domaine de la santé mentale et dès l'élaboration de la présente convention constitutive.

Article 1. Création d'une communauté psychiatrique de territoire

Il est constitué une communauté psychiatrique de territoire dénommée « **Communauté de Santé Mentale de Vendée**» associant l'EPSM de Vendée Georges Mazurelle et le Centre Hospitalier Loire Vendée Océan, établissements de service public hospitalier autorisés en psychiatrie**,** et l'ensemble des établissements et partenaires volontaires, dits membres associés.

L'ensemble des membres signataires participe aux différents travaux de la Communauté de Santé Mentale de Vendée et à ses instances.

Tous les membres sont sur un pied d'égalité quant aux propositions de collaboration et d'action.

Elle est domiciliée à l'EPSM Georges Mazurelle, rue Georges Mazurelle 85000 La Roche sur Yon, en sa qualité d'établissement pivot pour la santé mentale sur le département.

Article 2. Objet de la Communauté de Santé Mentale de Vendée

La Communauté de Santé Mentale de Vendée est l'instance de **gouvernance du projet territorial de santé mentale de la Vendée.**

Elle coordonne en particulier les actions conduites dans le cadre du projet territorial de santé mentale de Vendée et déclinées dans le contrat territorial de santé mentale.

C'est une organisation territoriale non dotée de la personnalité morale, constituant un espace d'échange, de réflexions partagées, de concertation et **d'arbitrage des priorités**. Elle permet des rencontres de toutes les structures intervenant dans le secteur de la santé mentale engagées au niveau départemental.

Conformément à l'article D. 6136-1 du code de la santé publique, la Communauté de Santé Mentale de Vendée a pour objet de fédérer les acteurs de la psychiatrie et de la santé mentale, qui la composent, pour offrir aux patients des parcours de prévention, de soins, de réhabilitation et de réinsertion sociale gradués et coordonnés au niveau du territoire.

Elle contribue à la définition, la révision, la mise en œuvre et l'évaluation du projet territorial de santé mentale en cohérence avec le Projet Régional de Santé et en coordination avec le Conseil Territorial de Santé de Vendée et sa Commission Spécialisée en Santé Mentale, ainsi qu'avec le Groupement Hospitalier de Territoire de Vendée, dans le respect des compétences propres à chaque structure.

Elle soutient la déclinaison des actions du PTSM par les différents membres investis.

La Communauté de Santé Mentale de Vendée contribue à la mise en œuvre et l'évaluation du contrat territorial en santé mentale par les établissements et structures signataires.

La convention constitutive de la CPT est préparée par l'ensemble des membres engagés et mobilisés.

Tous les membres participent à la définition, à la déclinaison et à l'évaluation des actions du projet territorial de santé mentale et du contrat territorial de santé mentale de Vendée.

La Communauté de Santé Mentale de Vendée peut coopérer avec des établissements et structures n'appartenant pas géographiquement au territoire de santé mentale mais identifiés par le projet territorial de santé mentale pour leur rôle de recours, selon les modalités précisées par son règlement intérieur.

Article 3. Composition de la Communauté de Santé Mentale de Vendée

3.1 Les membres assurant une mission de service public hospitalier en santé mentale

L'EPSM de Vendée Georges Mazurelle et le Centre Hospitalier Loire Vendée Océan (CHLVO), en tant qu'établissements assurant la mission de service public hospitalier autorisés pour des activités en psychiatrie, prennent l'initiative de la constitution d'une Communauté de Santé Mentale de Vendée.

La Communauté de Santé Mentale de Vendée couvre l'ensemble des secteurs de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent et des secteurs de psychiatrie adulte du territoire de la Vendée.

3.2 les membres associés

Les signataires du contrat territorial de santé mentale autres que les membres assurant une mission de service public hospitalier en santé mentale, dits « membres associés » ont vocation à être membres de la Communauté de Santé Mentale de Vendée. Ils doivent en faire la démarche volontaire.

Peuvent être également membres associés et possiblement, futurs signataires du contrat territorial de santé mentale : les représentants des patients, des familles, des citoyens, les professionnels de santé libéraux regroupés au sein des communautés professionnelles territoriales de santé, les établissements de santé publics et privés, les établissements et les services sociaux et médico-sociaux, les dispositifs de coordination, les associations œuvrant à la prévention et/ou promotion de la santé mentale, les collectivités territoriales, les services de l'Etat et les organismes d'assurance maladie.

Article 4. Modalités de gouvernance

La gouvernance de la Communauté de Santé Mentale de Vendée est fondée sur un principe d'égalité entre ses membres sans différenciation de statut quant aux propositions de collaboration et d'action.

4.1 Assemblée générale de la communauté

4.1.1 composition

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres signataires, répartis en 4 collèges :

Collège 1 : Acteurs du Social et du Médico-Social (publics et privés)

Collège 2 : Acteurs du Sanitaire (Etablissements et Libéraux)

Collège 3 : Citoyens (Associations représentant les citoyens, usagers, patients et familles engagées dans le parcours des personnes en santé mentale)

Collège 4 : **Collectivités, EPCI et Institutions** (Collectivités territoriales et Institutions engagées dans le parcours des personnes en santé mentale ou encore représentants des dispositifs territoriaux).

Les membres de la communauté de santé mentale en tant que personnes morales sont représentées par une personne physique désignée. Des personnes physiques librement adhérentes peuvent participer au sein du collège citoyen.

4.1.2 attributions

A l'exception de l'adhésion autre que de droit, du règlement intérieur, des avenants à la convention constitutive et de la résiliation de la convention constitutive qui donne lieu à l'approbation de ses membres, l'assemblée générale, espace de dialogue et de concertation émet des vœux ou avis à caractère consultatif, lesquels ne sont pas opposables à ces membres.

Les avis ou vœux de l'assemblée générale portent sur :
- le plan d'action annuel
- le rapport annuel d'activité
- le projet territorial de santé mentale de Vendée et ses modifications
- le contrat territorial de santé mentale
- la communication
- le changement de site/établissement hébergeur de la communauté

4.1.3 Fonctionnement

Peut être invitée à l'assemblée générale toute personne physique ou morale, membre ou non de la communauté de santé mentale mais dont la participation est utile à la mise en œuvre de l'objet de la communauté de santé mentale.

Elle se réunit au siège de la communauté de santé mentale ou tout autre lieu fixé par le Président, ou en son absence par les Vice-Présidents, sur sa convocation aussi souvent que l'intérêt de la communauté l'exige et au moins une fois

par an. Elle est également réunie si la moitié au moins de ses membres de droit et associés en fait la demande sur un ordre du jour déterminé.

4.1.4 Représentation

Chacun des membres est représenté au sein de son collège respectif par un titulaire et un suppléant.
Les règles de fonctionnement sont pour le surplus précisées dans le règlement intérieur.

4.2 Bureau de la communauté

4.2.1 composition

Le bureau de la communauté est composé uniquement de personnes morales représentantes de chacun des collèges.
Les collèges 1, 3 et 4 sont représentés chacun par deux membres titulaires et deux suppléants.
Le collège sanitaire est représenté par trois titulaires dont les deux établissements assurant une mission de service public hospitalier de santé mentale, à l'initiative de la création de la communauté de santé mentale de Vendée, et un suppléant.

4.2.2 attributions

Le bureau gère les affaires courantes de la communauté et statue en premier et dernier ressort.
Il est un espace d'arbitrage des priorités proposées ensuite aux avis ou vœux de l'assemblée générale.
Les a

4.2.3 fonctionnement

Le bureau de la Communauté de Santé Mentale se réunit au minimum trois fois par an. Il peut inviter toute personne ou structure dont il estime qu'elle peut utilement concourir à ses travaux.

Les règles de fonctionnement sont pour le surplus précisées dans le règlement intérieur.

4.3 La Présidence et Vice-Présidence de la communauté

4.3.1 attributions

Le Président de la Communauté de santé mentale de Vendée assure la représentation de la communauté. Il a la charge du secrétariat de la communauté et à ce titre prépare, organise, convoque les réunions de l'assemblée générale de la communauté et du bureau, réceptionne la correspondance dont il assure le traitement.
Le poste de coordinateur.trice du PTSM de Vendée est porté par l'établissement assurant une mission de service public hospitalier autorisé en psychiatrie dont le Président est le représentant.
Le Président est assisté dans l'exercice de ses fonctions par la Vice-Présidence.

4.3.2 Désignations

Il est désigné par le bureau parmi les représentants titulaires des établissements autorisés en psychiatrie qui y siègent.
Les vice-Présidents sont désignés par le bureau pour l'un parmi les deux représentants du collège des établissements sociaux et médico-sociaux siégeant au bureau et pour l'autre parmi les deux représentants du collège des citoyens

Article 5. Objectifs poursuivis par la Communauté de Santé Mentale de Vendée

La Communauté de Santé Mentale de Vendée contribue à l'organisation de l'offre et des parcours de psychiatrie et de santé mentale conformément au projet territorial de santé mentale, en fonction des priorités nationales et du projet régional de santé.

Elle contribue au diagnostic partagé précédent les travaux d'élaboration renouvelant le PTSM.

La communauté de santé mentale a pour objectifs de :

- Décliner le projet territorial de santé mentale selon le cadre règlementaire en vigueur (soit au 1er juin 2024, six priorités fixées par le décret n° 2017-1200 du 27 juillet 2017),
- Veiller à sa mise en œuvre, ainsi que celle des actions prévues au contrat territorial de santé mentale,
- Participer à la mise en œuvre d'actions incluant certaines problématiques spécifiques.

La communauté de santé mentale assure notamment les missions suivantes :

5.1 Décliner le projet territorial de santé mentale selon les six priorités fixées par le décret n° 2017-1200 du 27 juillet 2017

- Le repérage précoce des troubles psychiques, l'accès au diagnostic, aux soins et aux accompagnements conformément aux données actualisées de la science et aux bonnes pratiques professionnelles ;
- Le parcours de santé et de vie de qualité et sans rupture, notamment pour les personnes présentant des troubles psychiques graves et s'inscrivant dans la durée, en situation ou à risque de handicap psychique, en vue de leur rétablissement et de leur insertion sociale ;
- L'accès des personnes présentant des troubles psychiques à des soins somatiques adaptés à leurs besoins ;
- La prévention et la prise en charge des situations de crise et d'urgence ;
- Le respect et la promotion des droits des personnes présentant des troubles psychiques, le renforcement de leur pouvoir de décider et d'agir et de la lutte contre la stigmatisation des troubles psychiques ;
- L'action sur les déterminants sociaux, environnementaux et territoriaux de la santé mentale.

5.2 Veiller à la mise en œuvre du Projet Territorial de Santé Mentale, s'assurer à la mise en œuvre des actions prévues au contrat et à leur évaluation.

- En lien avec le Projet médico-soignant partagé du Groupement Hospitalier Territorial de Vendée,
- En partenariat avec les acteurs œuvrant dans le champ de la santé mentale du territoire : collectivités territoriales, collectivités engagées dans les contrats locaux de santé ou conseils locaux de santé mentale, organisations coordonnées de professionnels de santé
- En lien avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) des Pays de la Loire.

5.3 Participer à la mise en œuvre d'actions incluant certaines problématiques spécifiques

Au-delà des priorités déjà définies par le décret n°2017-1200 du 27 juillet 2017, une attention particulière sera portée aux parcours de populations avec des besoins spécifiques (parcours de migration, main de justice, âges de transition…) et aux spécificités des différents bassins de vie du département de la Vendée.

Une attention sera aussi portée à la mobilisation de pratiques reconnues, prometteuses ou innovantes par notamment la coopération avec des réseaux de recherche en santé mentale.

La prise en compte des questions éthiques sera favorisée, en transversalité du PTSM ou par des actions spécifiques pour soutenir les acteurs face aux questionnements rencontrés dans les pratiques quotidiennes.

Une veille sera partagée concernant des problématiques émergentes en santé mentale qui nécessiteraient une prise en compte dans le PTSM avec une déclinaison d'actions dans le CTSM.

Article 6. Modalités opérationnelles de mise en œuvre des objectifs visés à l'article 5

A l'appui d'un diagnostic territorial partagé, et en concertation avec des acteurs des différents champs, des groupes de travail permettront d'élaborer la feuille de route du PTSM 2, sous couvert du coordinateur-trice du Projet Territorial de santé mentale.

Des acteurs du territoire et autres acteurs ressource intervenant dans le champ de la santé mentale, au-delà de la communauté de santé mentale, pourront également contribuer aux travaux d'élaboration et de mise en œuvre du PTSM.

Le coordonnateur du PTSM s'assure de l'association de l'ensemble des acteurs dans l'impulsion de dynamiques de projets infra-territoriaux.

Les modalités opérationnelles de mise en œuvre des objectifs tels que visés dans l'article D. 6136-4 du code de la santé publique, sont précisées lors de la première Assemblée Générale de la Communauté de Santé Mentale de Vendée et retranscrites dans le Règlement intérieur de ladite Communauté de Santé Mentale.

Article 7. Droits et obligations

Les signataires de la présente convention constitutive et à quelque titre que ça soit, membres de droit, associés, partenaires, s'engagent à respecter les dispositions ainsi que celles de son règlement intérieur pris pour son application.

Chaque membre/partenaire s'engage également à :

- Participer activement à la vie de la communauté et en particulier aux travaux qu'elle met en place
- Communiquer aux autres membres/partenaires toutes les informations qu'il détient nécessaires et utiles à la réalisation de l'objet de la communauté

Article 8. Modalités de suivi et d'évaluation de ces objectifs

La Communauté de Santé Mentale de Vendée établit un rapport annuel d'activité et d'orientation, préparé par les membres du Bureau et en lien avec le coordonnateur du PTSM, qui intègre l'évaluation sur la base des indicateurs du plan d'action.

Le dit rapport est soumis pour approbation à l'ensemble des membres réunis en Assemblée Générale. Il est transmis au Directeur Général de l'ARS des Pays de Loire.

Article 9. Modalités d'adhésion, de retrait et exclusion de membres

Toute demande d'adhésion est soumise aux membres du bureau de la Communauté de Santé Mentale de Vendée puis officialisés en assemblée générale.

La qualité de membre est conditionnée selon les dispositions de l'article 3 *supra*.

La qualité de membre se perd par retrait manifestement exprimé à la fin de chaque année civile, moyennant un préavis de 6 mois.

Les précisions concernant les modalités d'adhésion, de retrait et exclusion sont apportées dans le règlement intérieur.

Article 10. Décisions et avis

L'assemblée générale de la Communauté de Santé Mentale peut émettre des recommandations sur les questions relevant de sa compétence.

Article 11. Règlement intérieur

Un règlement intérieur précisant les modalités de fonctionnement de la Communauté de Santé Mentale préparé par le Bureau, sera soumis au vote de l'Assemblée Générale de la Communauté de Santé Mentale de Vendée.

Celle-ci pourra l'adopter à la majorité qualifiée des membres présents ou représentés – chaque membre présent ne pourra pas disposer de plus de 2 pouvoirs.

Si l'Assemblée Générale n'adopte pas la version proposée par le bureau, un nouveau projet sera présenté par le Bureau en Assemblée Générale, dans les deux mois qui suivent le rejet.

Article 12. Identification des ressources de la communauté de Santé Mentale de Vendée

Les membres peuvent décider de consacrer des ressources au projet de la Communauté de Santé Mentale de Vendée à travers le financement d'actions, la mise à disposition de ressources humaines ou l'octroi d'aides techniques.

L'identification de ces ressources, et notamment l'organisation du secrétariat sera précisée dans le règlement intérieur.

Le coordonnateur du PTSM est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de la communauté de santé mentale de Vendée. Il participe aux réunions et aux travaux de ladite communauté.

Article 13. Durée de la convention et reconduction

La présente convention constitutive entrera en vigueur après la signature des membres engagés et suite à l'approbation expresse du Directeur Général de l'ARS.

Elle prendra effet pour une durée de 5 ans à compter de cette date et se renouvellera ensuite de manière expresse par période de 5 ans.

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant adopté dans les mêmes formes que la présente convention constitutive.

Fait à La Roche sur Yon, le 2 avril 2025

COLLEGE 1

Pierre BLANCHARD, Président - ADAPEI ARIA

Pierre VESCO, Directeur - ADDICTION FRANCE 85

COLLEGE 1

ALEFPA

David POTIER, Directeur - AREAMS

COLLEGE 1

Géraldine ROY, Directrice - EHPAD MONTFORT - EHPAD ST ALEXANDRE - FOYER LES HAUTS DE SEVRE

COLLEGE 1

Claire VALLEE, Directrice - EPSMS PAYS DE CHALLANS

Nicolas SAILLOUR, Directeur - FÉDÉRATION ADMR VENDEE

COLLEGE 1

Stéphanie DANIEAU, Directrice de territoire Vendée - FONDATION OVE

Peggy GUILMINEAU, Directrice – MDA 85

COLLEGE 1

Magali CHIFFOLEAU, Directrice - OPPELIA

Frédéric RABAUD, Directeur - UDAF VENDEE

COLLEGE 1

UGECAM BRETAGNE

Olivier GARREAU, Directeur de pôle - VISTA
Représenté par Vincent EUDELINE, Chef de service

COLLEGE 2

Olivier SERVAIRE-LORENZET, Directeur - CENTRE HOSPITALIER DEPARTEMENTAL

Olivier SERVAIRE-LORENZET, Directeur - CENTRE HOSPITALIER LOIRE VENDÉE OCÉAN

COLLEGE 2

Romain BOSSIS, Président - CPTS CENTRE VENDÉE

Paul BEGAUD, Président - CPTS HAUT BOCAGE
Représenté par

COLLEGE 2

Dr Hélène BELLANGER-URBANCZYK, Présidente - CTPS LITTORAL VENDÉEN

Dr Cyrille VARTANIAN, Président - CTPS LOIRE VENDÉE OCÉAN

COLLEGE 2

Dr Jérôme BARRAUD, Président - CPTS NORD VENDEE

Baptiste MARTINEAU, Président - CPTS PLAINE ET MARAIS

COLLEGE 2

Dr Jacques LEGROUX, Président - CPTS SUD VENDÉE
Représenté par

Véronique BOURCY, Directrice - DAPS 85

COLLEGE 2

Philippe PARET, Directeur - EPSM GEORGES MAZURELLE

Jamy PACAUD, Directeur - PROMOTION SANTÉ PAYS DE LA LOIRE

COLLEGE 3

Philippe GAUBERT - ASSOCIATION ANOREXIE-BOULIMIE 85-44

Paul TEXIER, représentant du Conseil - APF FRANCE HANDICAP

COLLEGE 3

Aurore SAVIN, Directrice - ASSOCIATION ESMERALDA

Jean-Pierre PEAUD, Président - COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE SPORT ADAPTÉ

GEM L'HIRONDELLE FONTENAY - LUCON

COLLEGE 3

Marie-Thèse FRONTEAU, Présidente - GEM LE HAVRE DE VIE - CHALLANS

Géraldine FROTIN – Ambassadrice - PAGO

Pauline CHEMLA, Déléguée Départementale de la Vendée - UNAFAM

COLLEGE 4

CHALLANS GOIS COMMUNAUTÉ

Céline DELOMME, Adjointe au maire de Brétignolles sur mer, membre du CIAS et Contrat Local Santé, CIAS PAYS DE ST GILLES

COLLEGE 4

Christophe HOGARD, Président - CIAS PAYS DES HERBIERS

Claude DURAND, Vice-président en charge de la santé, des affaires sociales et du grand-âge
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION TERRE DE MONTAIGU

COLLEGE 4

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE FONTENAY VENDÉE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ÎLE DE NOIRMOUTIER

COLLEGE 4

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES OCÉAN MARAIS DE MONTS

Valérie CHARBONNEAU, 3ème vice-présidente en charge du pôle « Service à la personne » COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE LA CHATAIGNERAIE

COLLEGE 4

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE MORTAGNE SUR SEVRE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE POUZAUGES

COLLEGE 4

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VENDÉE GRAND LITTORAL

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VENDÉE SEVRE AUTISE

COLLEGE 4

COMMUNE DE L'ÎLE D'YEU

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA VENDÉE

COLLEGE 4

Maximilien STOYANOV, Sous-Directeur des Professionnels de santé - CPAM VENDÉE

Khaddouj MOUGLI, Directrice - DIRECTION TERRITORIALE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

COLLEGE 4

Elisabeth FARINA BERLIOZ, Directrice académique –
DIRECTION DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Yannick MOREAU, Président - LES SABLES D'OLONNES AGGLOMÉRATION

COLLEGE 4

Dominique BONNIN, Maire - VILLE DE LUCON
Représenté par

Hervé DOMAS, Directeur - MSA LOIRE ATLANTIQUE-VENDÉE

Luc BOUARD, Maire - VILLE DE LA ROCHE SUR YON
Représenté par

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-245 MATÉRIELS D'ESPACES VERTS – CESSION DES BROYEURS AUX COMMUNES DE BOURNEZEAU ET CHANTONNAY

Nomenclature des actes : 7.1

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 3211-14, prévoyant que « *Les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics cèdent leurs immeubles ou leurs droits réels immobiliers, dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales* » ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2122-22 limitant à 4 600 € la possibilité de délégation au Président de la Communauté de communes de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers, par renvoi de l'article L. 5211-2 du même Code ;

. . . / . . .

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, modifiés par arrêté préfectoral n° 2025-DCL-BICB-138 en date du 10 mars 2025, et notamment l'article 6 portant sur la gestion de certains équipements à une ou plusieurs Communes membres, par le biais de convention ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2020-161, en date du 24 juin 2020, attribuant délégation à la Présidente, et notamment le point 9, pour décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2015-211, en date du 23 septembre 2015, relative à l'achat d'un broyeur de végétaux ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2018-428, en date du 28 novembre 2018, relative à la convention de mise à disposition du broyeur de végétaux XYLOCHIP 100M de marque RABAUD acheté par le Syndicat de Collecte des Ordures Ménagères (SCOM) Est-Vendéen, au bénéfice des Communes membres du territoire, et la signature de ladite convention le 12 décembre 2018 entre le SCOM et la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, prévoyant notamment au bout d'un délai de deux ans le rachat dudit broyeur par la Communauté de communes ;

Considérant le rachat dudit broyeur par la Communauté de communes dans le délai précité ;

Considérant les deux conventions conclues avec chacune des dix Communes membres pour les broyeurs 100 M et 150 M, signées respectivement comme suit :

Commune	Broyeur 150 M	Broyeur 100 M
Bournezeau	25/01/2016	08/02/2019
Chantonnay	07/01/2016	24/01/2019
Rochetrejoux	12/01/2016	08/04/2019
Sainte-Cécile	27/04/2017	18/02/2019
Saint-Germain-de-Prinçay	18/01/2016	15/01/2019
Saint-Hilaire-le-Vouhis	26/12/2015	02/01/2019
Saint-Martin-des-Noyers	04/02/2021	04/02/2021
Saint-Prouant	01/02/2016	06/02/2019
Saint-Vincent-Sterlanges	22/01/2016	07/03/2019
Sigournais	02/02/2016	18/02/2019

Considérant que les objectifs premiers de la mutualisation des matériels d'espaces verts ne sont pas atteints au regard de leur nombre d'heures d'utilisation et des Communes utilisatrices des matériels, et que par conséquent la Communauté de communes n'a pas d'intérêt à conserver ces équipements ;

. . . / . . .

Considérant les estimations de valeur faites par l'entreprise RABAUD, en charge de l'entretien de ces équipements, au tarif de :

- 5 000 € pour le Broyeur 100 M ;
- 7 500 € pour le Broyeur 150 M ;

Considérant les avis favorables :

- de la Commission « Bâtiments – Voirie – Espaces verts » en date du 30 novembre 2023 ;
- du Bureau communautaire en date des 18 décembre 2024, 14 mai et 11 juin 2025 ;

Considérant que la valeur des biens dépasse le montant maximal de 4 600 € ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver la vente en l'état du broyeur 100 M auprès de la commune de Chantonnay au prix de 5 000 € ;
- d'approuver la vente en l'état du broyeur 150 M auprès de la commune de Bournezeau au prix de 7 500 € ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tout contrat de vente desdits broyeurs ainsi que tous les actes y afférents.

Étant précisé que l'inventaire physique et comptable sera mis à jour dès la vente réalisée.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Publié le 07/07/2025

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-246 APPROBATION DES AVENANTS N° 1 AUX LOTS N° 1 ET 18 DES MARCHÉS DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE L'EHPAD LES ÉRABLES À SAINT-PROUANT

Nomenclature des actes : 1.7

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5211-9 indiquant que la Présidente « *prépare et exécute les délibérations de l'organe délibérant* » ;

Vu le Code de la commande publique, et notamment son article R. 2194-8 prévoyant que « *Le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et [...] à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions prévues à l'article R. 2194-7 sont remplies* » ;

. . . / . . .

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2023-365, en date du 27 septembre 2023, et celle du Conseil d'administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) du Pays de Chantonnay n° 2023-64, en date du 4 octobre 2023, confiant à la Communauté de communes du Pays de Chantonnay (CCPC) une mission de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réhabilitation de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Les Érables ;

Vu le contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage signé entre la CCPC et le CIAS le 17 octobre 2023 ;

Vu la décision de la Présidente de la CCPC n° 2024-259, en date du 12 juin 2024, relative à l'attribution des marchés de travaux pour la réhabilitation partielle et l'extension de l'EHPAD Les Érables, précisant que :

- Le lot n° 1 « Terrassements – VRD – Aménagements extérieurs » a été attribué à la SARL ALAIN TP, pour un montant total de 184 509,70 € HT, soit 221 411,64 € TTC ;
- Le lot n° 18 « Plomberie – Chauffage - Ventilation » a été attribué à la SAI OUVRARD pour un montant total de 580 189,01 € HT, soit 662 167,28 € TTC ;

Vu le courrier en date du 20 juin 2025, par lequel Mme Louisette BILLAUDEAU, Vice-Présidente du CIAS du Pays de Chantonnay, donne son accord pour autoriser la Présidente de la Communauté de communes à signer les avenants au titre du contrat de mandat ;

Considérant que des travaux supplémentaires, non prévus initialement, se sont révélés nécessaires en cours de chantier, impactant plusieurs lots et justifiant la passation d'avenants afin d'assurer la bonne exécution de l'opération de réhabilitation partielle et d'extension de l'EHPAD Les Érables ;

Considérant que, pour le lot n°1 « Terrassements – VRD – Aménagements extérieurs », la réalisation d'un rallongement du réseau d'eaux usées pour le branchement de la chaufferie, ainsi que la fourniture et la mise en œuvre de deux chambres pour le dévoiement du réseau ENEDIS, justifient un avenant en plus-value ;

Considérant que, pour le lot n°18 « Plomberie – Chauffage – Ventilation », deux ajustements techniques sont devenus nécessaires en cours de chantier, à savoir le remplacement de la chaudière bois 70 kW par un modèle 90 kW afin d'optimiser la durée de fonctionnement et la durabilité de l'installation, ainsi que le remplacement du système solaire de production d'eau chaude sanitaire initialement prévu, devenu indisponible, par un modèle équivalent de marque « Sunoptimo », entraînant une plus-value justifiée au marché initial ;

Considérant qu'il convient d'approuver la poursuite du projet en confiant notamment à Madame la Présidente les autorisations nécessaires à sa mise en œuvre ;

. . . / . . .

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver les avenants n° 1 aux marchés de travaux relatifs à l'opération de « Réhabilitation partielle et d'extension de l'EHPAD Les Érables » pour des ajustements techniques devenus nécessaires et pour des prestations supplémentaires, avec les lots :
    - n° 1 « Terrassements – VRD – Aménagements extérieurs » : + 4 591,00 € HT, portant le montant du marché à 189 100,70 € HT et représentant une augmentation de 2,49 % ;
    - n° 18 « Plomberie – Chauffage – Ventilation » : + 7 456,58 € HT, portant le montant du marché à 587 645,59 € HT et représentant une augmentation de 1,29 % ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer lesdits avenants ainsi que tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX N° 2024-14-1
TRAVAUX DE RÉHABILITATION PARTIELLE ET EXTENSION DE L'EHPAD LES ÉRABLES AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

LOT N° 01 – TERRASSEMENTS – VRD – AMÉNAGEMENT EXTÉRIEURS

AVENANT N° 1 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES

ARTICLE 1 : MAÎTRE DE L'OUVRAGE

Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays de Chantonnay (CIAS)
65 avenue du Général de Gaulle BP 98
85111 CHANTONNAY CÉDEX
Siret : 268 504 461 00073

ARTICLE 2 : MANDATAIRE POUR LE NOM ET LE COMPTE DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE

Communauté de communes du Pays de Chantonnay
65 avenue du Général de Gaulle BP 98
85111 CHANTONNAY CÉDEX
Tél. : 02 51 94 40 23 ; courriel : contact@cc-paysdechantonnay.fr
Siret : 248 500 340 00141

ARTICLE 3 : TITULAIRE DU LOT N° 01 – TERRASSEMENTS – VRD – AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS

SARL ALAIN TP
ZA – Rue du Sureau
85110 SAINT-PROUANT
Tél. : 02 51 66 46 12 ; courriel : secretariat@alaintp.fr
Siret : 408 476 968 00016

ARTICLE 4 : MODALITÉS DU MARCHÉ PUBLIC

Date de notification du marché public : 14 juin 2024.

Durée prévisionnelle des travaux : La date prévisible de commencement des travaux est fixée à septembre 2024 sous réserve de l'obtention de financements et de l'obtention des autorisations administratives. Le délai d'exécution des travaux (conformément à la définition mentionnée au CCAP) est de 34 mois (y compris période de préparation de 2 mois, période de travaux, congés, intempéries, OPR et réception).

Le coût total de l'opération : 3 874 186,91 € HT.

Le montant initial notifié pour le lot n° 01 : **184 509,70 € HT**, soit 221 411,64 € TTC.

Récapitulatif des Ordres de Services :

- OS n° 1 : Démarrage de la période de préparation à compter du 18 juin 2024 ;
- OS n° 2 : Démarrage des travaux à compter du 16 septembre 2024, le délai global d'exécution est fixé à 34 mois.

ARTICLE 5 : BASE LÉGALE DU PRÉSENT AVENANT

Le présent avenant est établi au titre de l'article **R. 2194-8** du Code de la commande publique (CCP), stipulant que : « *le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens [...] et à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux* ».

En effet, le montant de la modification reste inférieur à 15 % du montant initial du lot n° 01. Le présent avenant, d'un montant de 4 591,00 € HT, représente une augmentation de **2,49 %**, bien en deçà du seuil prévu par la réglementation.

ARTICLE 6 : OBJET DE L'AVENANT N° 1 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES

Le présent avenant vise à intégrer au marché initial des travaux supplémentaires devenus nécessaires en cours de chantier.

Il s'agit de :

- La réalisation d'un rallongement du réseau d'eaux usées (EU) pour permettre le branchement de la chaufferie ;
- La fourniture et la mise en œuvre de deux chambres pour le dévoiement du réseau pour le compte d'ENEDIS.

Ces modifications entraînent une **plus-value de 4 591,00 € HT**, soit 5 509,20 € TTC sur le montant initial du lot n° 01.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES

Les autres clauses du marché restent inchangées.

ARTICLE 8 : INCIDENCE FINANCIÈRE

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

☐ NON ☒ OUI

Montant de la plus-value :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 4 591,00 €
- Montant TTC : 5 509,20 €
- % d'écart introduit par l'avenant n° 1 : + 2,49 %

Nouveau montant du marché public en prenant en compte la plus-value :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 189 100,70 €
- Montant TTC : 226 920,84 €

ARTICLE 9 : SIGNATURE DU TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Mr ALAIN Alexandre, Gérant	À St Prouant Le 27/06/2025	TRAVAUX PUBLICS - V.R.D. ALAIN TP SARL Zone Artisanale 85110 SAINT PROUANT Sir B 408 476 968 00016 Tél 02 51 66 46 12 Fax 02 51 66 49 66 - SAINT-PROUANT

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

ARTICLE 10 : SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE

À Chantonnay,

La Présidente,
Isabelle MOINET

MARCHÉ PUBLIC N° 2024-14-8
TRAVAUX DE RÉHABILITATION PARTIELLE ET EXTENSION DE L'EHPAD LES ÉRABLES AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

LOT N° 18 – PLOMBERIE – CHAUFFAGE - VENTILATION

AVENANT N° 1 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES

ARTICLE 1 : MAÎTRE DE L'OUVRAGE

Centre Intercommunal d'Action Sociale du Pays de Chantonnay (CIAS)
65 avenue du Général de Gaulle BP 98
85111 CHANTONNAY CÉDEX
Siret : 268 504 461 00073

ARTICLE 2 : MANDATAIRE POUR LE NOM ET LE COMPTE DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE

Communauté de communes du Pays de Chantonnay
65 avenue du Général de Gaulle BP 98
85111 CHANTONNAY CÉDEX
Tél. : 02 51 94 40 23 ; courriel : contact@cc-paysdechantonnay.fr
Siret : 248 500 340 00141

ARTICLE 3 : TITULAIRE DU LOT N° 18 – PLOMBERIE – CHAUFFAGE – VENTILATION

OUVRARD SAI
1 Rue Floriane
Parc EKHO 2
85500 LES HERBIERS
Tél. : 02 51 92 06 34 ; courriel : batiment@ouvrard-batiment.com
Siret : 314 870 387 00045

ARTICLE 4 : MODALITÉS DU MARCHÉ PUBLIC

Date de notification du marché public : 14 juin 2024.

Durée prévisionnelle des travaux : La date prévisible de commencement des travaux est fixée à septembre 2024 sous réserve de l'obtention de financements et de l'obtention des autorisations administratives. Le délai d'exécution des travaux (conformément à la définition mentionnée au CCAP) est de 34 mois (y compris période de préparation de 2 mois, période de travaux, congés, intempéries, OPR et réception).

Le coût total de l'opération : 3 874 186,91 € HT.

Le montant initial notifié pour le lot n° 18 : **580 189,01 € HT**, soit 662 167,28 € TTC.

Récapitulatif des Ordres de Services :

- OS n° 1 : Démarrage de la période de préparation à compter du 18 juin 2024 ;
- OS n° 2 : Démarrage des travaux à compter du 16 septembre 2024, le délai global d'exécution est fixé à 34 mois.

ARTICLE 5 : BASE LÉGALE DU PRÉSENT AVENANT

Le présent avenant est établi au titre de l'article **R. 2194-8** du Code de la commande publique (CCP), stipulant que : « *le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens [...] et à 15 % du montant du marché initial pour les marchés de travaux* ».

En effet, le montant de la modification reste inférieur à 15 % du montant initial du lot n° 18. Le présent avenant, d'un montant total de 7 456,58 € HT, représente une augmentation de **1,29 %**, bien en deçà du seuil prévu par la réglementation.

ARTICLE 6 : OBJET DE L'AVENANT N° 1 – TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES

Le présent avenant vise à intégrer au marché initial deux ajustements techniques devenus nécessaires :

- **Remplacement de la chaudière bois 70 kW par une 90 kW** : cette évolution permet de :
  - réduire le temps de fonctionnement en équivalent pleine charge de l'équipement (estimé à 2 310 heures/an contre 2 970 heures/an en version 70 kW) ;
  - de réduire la sollicitation de la chaudière bois et de favoriser sa pérennité dans le temps (moins d'usure matérielle) ;
  - d'assurer une meilleure longévité et fiabilité de l'installation, conformément aux recommandations techniques récentes ;
  - de maintenir un niveau de performance thermique quasi équivalent, avec un écart de rendement de seulement 1 %.

- **Remplacement du système de production d'Eau Chaude Sanitaire solaire auto-vidangeable** : le fabricant initialement prescrit n'assure plus la vente et le suivi de ce type d'installation (arrêt de la marque « Syrius » survenu après le lancement du DCE).
  En conséquence, un système solaire équivalent, de marque « Sunoptimo », est proposé par le titulaire en charge du lot, avec des caractéristiques techniques similaires et permettant d'obtenir une couverture des besoins équivalente au système prescrit au DCE.
  Cependant, les coûts de fournitures sont plus élevés, du fait de la conjoncture inflationniste.

Ces modifications entraînent une **plus-value de 7 456,58 € HT**, soit 8 947,90 € TTC sur le montant initial du lot n° 18 et sont réparties comme suit :

- **Chaudière bois 90 kW** : pour un montant de 2 390,59 € HT, soit 2 868,71 € TTC ;
- **Solaire thermique « Sunoptimo »** : pour un montant de 5 065,99 € HT, soit 6 079,19 € TTC.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS DIVERSES

Les autres clauses du marché restent inchangées.

ARTICLE 8 : INCIDENCE FINANCIÈRE

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

☐ NON ☒ OUI

Montant de la plus-value :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 7 456,58 €
- Montant TTC : 8 947,90 €
- % d'écart introduit par l'avenant n° 1 : + 1,29 %

Nouveau montant du marché public en prenant en compte la plus-value :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 587 645,59 €
- Montant TTC : 671 115,18 €

ARTICLE 9 : SIGNATURE DU TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
PASCREAU Etienne Président	À Les Herbiers Le 27/06/25	OUVRARD 1 Rue Floriane - Parc Ekho 2 85500 LES HERBIERS Tél. 02 51 92 06 34 www.ouvrard-batiment.com

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

ARTICLE 10 : SIGNATURE DU MANDATAIRE DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE

À Chantonnay,

La Présidente,
Isabelle MOINET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-247 APPROBATION DE L'AVENANT N° 2 À LA CONVENTION TRIPARTITE DE MAÎTRISE FONCIÈRE AVEC LA COMMUNE DE BOURNEZEAU ET L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LA VENDÉE

Nomenclature des actes : 2.3

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, modifiés par arrêté préfectoral n° 2025-DCL-BICB-138 en date du 10 mars 2025, et notamment l'article 4.1.1 portant sur la compétence en matière d'aménagement de l'espace et de plan local d'urbanisme ;

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 213-3 et R. 213-1 à R. 213-3 relatifs à la délégation du droit de préemption urbain ;

. . . / . . .

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2018-36, en date du 24 janvier 2018, validant la convention tripartite opérationnelle de maîtrise foncière avec l'Établissement Public Foncier (EPF) de la Vendée et la commune de Bournezeau, en vue de réaliser des projets de logements en cœur de bourg ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays de Chantonnay, approuvé par délibération du Conseil communautaire n° 2019-444 en date du 11 décembre 2019, et modifié, en dernier lieu, par délibération du Conseil communautaire n° 2024-484 en date du 4 décembre 2024 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2019-445, en date du 11 décembre 2019, instituant le droit de préemption urbain sur les zones U, AU et 2AU et délégant ce même droit de préemption aux communes, notamment Bournezeau, à l'exception des zones à vocation économiques délimitées (zonage Uxa, 1 AUxa, Uxd, 2Aux) ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021-564, en date du 8 décembre 2021, validant l'avenant n°1 à la convention de maîtrise foncière avec l'EPF de la Vendée et la commune de Bournezeau ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'EPF de la Vendée n° 2025-52, en date du 5 juin 2025, approuvant l'avenant n° 2 à ladite convention ;

Considérant l'intérêt pour la commune de Bournezeau et la Communauté de communes du Pays de Chantonnay de maîtriser le foncier pour la réalisation d'un programme de 52 logements sur les secteurs précités faisant l'objet d'Opérations d'Aménagement Programmées dans le Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver, tel que joint en annexe, l'avenant n° 2 à la convention d'étude avec l'Établissement Public Foncier de la Vendée et la commune de Bournezeau, relative aux actions foncières en vue de réaliser un projet de 52 logements, pour les secteurs de la CAVAC et du Chemin de la Motte ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer ledit avenant, ainsi que tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE MAITRISE FONCIERE ENTRE L'EPF DE LA VENDEE, LA COMMUNE DE BOURNEZEAU ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Entre

La communauté de communes du Pays de Chantonnay, représentée par sa Présidente, Madame Isabelle MOINET, dûment habilitée à signer le présent avenant par délibération du Conseil Communautaire en date du XXX,

Désignée ci-après « la communauté de communes »,

Et

La commune de Bournezeau, représentée par son Maire, Madame Louisette BILLAUDEAU, dûment habilitée à signer le présent avenant par délibération du Conseil municipal en date du XXX,

Désignée ci-après « la commune »

Et

L'Etablissement Public Foncier de la Vendée, établissement public à caractère industriel et commercial, sis 123, boulevard Louis Blanc à La Roche-sur-Yon, représenté par son Directeur Général, Monsieur Thomas WELSCH, nommé par arrêté ministériel en date du 6 avril 2022 et dûment habilité à signer le présent avenant par délégation du Conseil d'administration n°XX en date du XX,

Désigné ci-après « EPF de la Vendée »

D'autre part,

PROJET

Conformément à l'article 23.2 de la convention signée entre les parties le 20 février 2018, la convention nécessite d'être précisée sur un article, venant préciser le montant de Minoration foncière EPF alloué au projet. Il est ainsi convenu ce qui suit :

Article 1 - Modification d'un article

L'article 19.4 - « Fonds destiné aux travaux de requalification des friches » est remplacé par l'article suivant :

Article 19.4 - Fonds destiné aux travaux de requalification des friches

Secteur Chemin de la Motte

Ce dispositif permet de prendre en charge financièrement jusqu'à 80% des coûts des études et des travaux de requalification et de dépollution menés par l'EPF, sur des sites en friche dont il assure le portage dans la limite de 20 000 € HT / logement.

Au terme de la convention, l'EPF rétrocèdera le foncier à la collectivité au prix de revient du foncier duquel auront été déduits les coûts des études et des travaux de requalification plafonnés à 80% du montant HT et dans la limite de 20 000€ HT / logement.

Compte tenu des actions déjà engagées en matière de démolition-dépollution, le coût maximum des études et travaux de requalification du site est estimé à 30 000 euros H.T.

Compte tenu que l'opération immobilière retenue, le montant maximum pris en charge par l'EPF de la Vendée au titre du fonds « Friche » sera de 24 000 euros HT.
Le montant définitif de la subvention sera calculé lors de la cession des terrains sur la base de l'autorisation d'urbanisme obtenue.

Article 2 - Ajout d'un article

L'article 19.5 - « Minoration foncière » est ajouté :

Article 19.5 - Minoration foncière

Secteur CAVAC

Dans le cadre d'opérations de renouvellement urbain (démolition/reconstruction ou en réhabilitation lourde sur le bâti existant), qui font l'objet d'une convention opérationnelle avec l'EPF - opération de logements ou mixte (logements, commerces et services) - l'EPF de la Vendée peut être amené à prendre en charge une partie du prix de revient du foncier acquis qui sera rétrocédé à la collectivité ou à un opérateur du choix de la collectivité de façon à minorer le coût du poste foncier et permettre ainsi la réalisation de l'opération.

L'opération est déficitaire, avec un poste foncier sur le secteur est estimé à 233 500 euros H.T.

Ainsi, le montant maximum pris en charge par l'EPF de la Vendée au titre de la minoration foncière sera de 70 000 euros HT. Ce montant accordé pourra être ajusté sur la base du programme définitif de l'opération, au vu des autorisations d'urbanisme délivrées.

PROJET

Fait à La Roche-sur-Yon,
en un exemplaire numérique

L'Etablissement Public Foncier de la Vendée Le Directeur général, Thomas WELSCH	La commune de Bournezeau Le Maire, Louisette BILLAUDEAU
La communauté de communes du Pays de Chantonnay La Présidente, Isabelle MOINET	

PROJET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-248 FILIÈRE BOIS – CONVENTION MULTI PARTENARIALE D'APPROVISIONNEMENT EN PLAQUETTES BOCAGÈRES DE LA CHAUFFERIE DE L'EHPAD LES ÉRABLES À SAINT-PROUANT

Nomenclature des actes : 8.8

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2121-29 prévoyant que « *le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune* », applicable aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale, par renvoi de l'article L. 5211-1 du même code ;

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, modifiés par arrêté préfectoral n° 2025-DCL-BICB-138 en date du 10 mars 2025, et notamment les articles 4.2.1 portant sur la protection et la mise en valeur de l'environnement ;

. . . / . . .

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021-452 en date du 29 septembre 2021, approuvant le Plan Climat Air Énergie Territorial, en ce qu'il prévoit en plusieurs de ses axes :

- la rénovation énergétique des bâtiments publics ;
- la sensibilisation du monde agricole à la maîtrise des questions environnementales ;
- le développement des énergies renouvelables, la préservation de la ressource en eau ;
- le renforcement de la séquestration carbone ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021-346, en date du 23 juin 2021, approuvant le projet de réhabilitation de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Les Érables à Saint-Prouant ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2023-364, en date du 27 septembre 2023, prenant acte de la mise à disposition au Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) du Pays de Chantonnay des équipements d'hébergement des personnes âgées (biens meubles et immeubles) des sites « Les Humeaux » à Bournezeau, « Les Érables » à Saint Prouant ainsi que « Les Grands-parents » à Sainte Cécile suite au transfert de la compétence à compter du 1er novembre 2023 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2023-397, en date du 25 octobre 2023, approuvant l'avant-projet définitif de la rénovation-extension de l'EHPAD Les Érables à Saint-Prouant ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-124, en date du 27 mars 2024, approuvant la participation financière aux travaux d'implantation d'une chaufferie biomasse ;

Considérant le contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réhabilitation de l'EHPAD « Les Érables » signé entre le CIAS et la Communauté de communes, le 17 octobre 2023 ;

Considérant que la chaufferie biomasse de l'EHPAD les Érables contribuera à l'émergence de la filière bois bocage locale ;

Considérant l'émergence du collectif « Bois énergie locale » regroupant la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, les partenaires techniques (Chambre d'agriculture, CPIE Sèvre et Bocage, UD CUMA) et des agriculteurs locaux ;

Considérant qu'une convention de partenariat permet de s'assurer et rassurer l'ensemble des parties prenantes sur des engagements réciproques équitables et partagés ;

Considérant les avis favorables :

- du collectif « Bois Énergie Locale » en date du 23 juin 2025 ;
- du Bureau communautaire en date du 25 juin 2025 ;

. . . / . . .

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

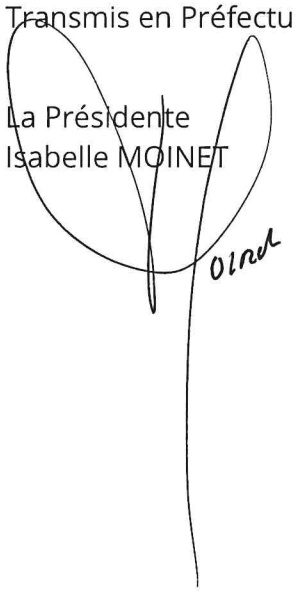
- d'approuver, telle que jointe en annexe, la convention de partenariat entre les différents acteurs, Communauté de communes du Pays de Chantonnay, CIAS du Pays de Chantonnay, fournisseur et apporteurs, pour l'approvisionnement en plaquettes bocagères de l'EHPAD « Les Érables » situé à Saint-Prouant ;
- d'autoriser Madame la Présidente, ou le premier Vice-Président, à finaliser, prendre et signer ladite convention ainsi que tous les actes y afférents.

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET



Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD



CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'APPROVISIONNEMENT EN PLAQUETTES BOCAGÈRES DE L'EHPAD « LES ÉRABLES » SITUÉ À SAINT-PROUANT

ENTRE

Le CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CIAS), pour son Établissement d'Hébergement pour Personnes Adultes Dépendantes (EHPAD) multisites et notamment l'EHPAD « Les Érables » situé à Saint-Prouant, dont le siège social est sis 65 avenue du Général de Gaulle 85110 Chantonnay, SIRET 268 504 461 00073, représenté par Madame Isabelle MOINET en sa qualité de Présidente, ci-après dénommé l'ACHETEUR,

ET

Le GAEC LES DÉCIDEURS, dont le siège social est situé 12 Les Fournils 85110 Saint-Germain-de-Prinçay, SIRET 388 671 265 00014, représenté par … en sa qualité de ……, ci-après dénommé le FOURNISSEUR,

ET

……, dont le siège social est situé ……, SIRET ……, représenté par ….. en sa qualité de ……, ci-après dénommé les APPORTEURS,

ET

……, dont le siège social est situé ……, SIRET ……, représenté par ….. en sa qualité de ……, ci-après dénommé également les APPORTEURS,

ET

……, dont le siège social est situé ……, SIRET ……, représenté par ….. en sa qualité de ……, ci-après aussi dénommé les APPORTEURS,

ET

La Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dont le siège social est situé 65 avenue du Général de Gaulle 85110 Chantonnay, SIRET 248 500 340 00141, représentée par …… en sa qualité de ……, ci-après dénommé la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES,

Ci-après dénommés conjointement les PARTIES,

Il est convenu ce qui suit :

PROJET

SOMMAIRE :

PRÉAMBULE 3
ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION 4
ARTICLE 2. ENGAGEMENTS DES FOURNISSEURS ET APPORTEURS DE PLAQUETTES BOCAGÈRES 4
2.1. Nature et origine géographique du bois, chantier d'exploitation et exigences de qualité et suivi 4
2.2. Caractéristiques techniques du combustible biomasse 5
2.3. Quantités et modalités de livraison 5
2.3.1. Quantité de bois vert déchiqueté 5
2.3.2. Quantité de plaquettes de bois bocager sèches criblées 6
2.3.3. Volume du silo et conditions de déchargement 7
2.3.4. Garantie d'approvisionnement 7
ARTICLE 3. ENGAGEMENTS DE L'ACHETEUR 7
3.1. Planification de la production et calendrier prévisionnel des livraisons 7
3.2. Commandes et réception des plaquettes bois 8
3.3. Arrêts non programmés 9
3.4. Cas de reprise des cendres par le FOURNISSEUR 9
ARTICLE 4. ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY 9
4.1. Intermédiation entre l'ACHETEUR, le FOURNISSEUR et les APPORTEURS 9
4.2. Soutien à l'accompagnement vers une gestion durable du bocage 10
ARTICLE 5. PRIX ET PAIEMENT 10
5.1. Prix de vente 10
5.2. Paiement 11
5.2.1. Entre les APPORTEURS et le FOURNISSEUR 11
5.2.2. Entre le FOURNISSEUR et l'ACHETEUR 11
ARTICLE 6. CONTRÔLE DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ DU BOIS DÉCHIQUETÉ 12
ARTICLE 7. RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES 12
ARTICLE 8. DURÉE ET RECONDUCTION 13
ARTICLE 9. MODIFICATION ET RÉSILIATION 13
ARTICLE 10. LITIGE 13

PROJET

PRÉAMBULE

Dans le cadre de son Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) et plusieurs de ses axes, la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES s'est engagée à développer les énergies renouvelables, notamment par l'installation d'équipements adaptés dans les bâtiments publics et par l'impulsion de filières locales, afin de tendre vers l'autonomie énergétique du territoire.

En particulier, la filière bois-énergie locale, en réactivant la fonction productive de la haie dans le cadre d'une économie respectueuse de l'environnement et du travail des agriculteurs, constitue pour la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES une solution pragmatique pour :

- garantir une maîtrise des approvisionnements,
- maintenir la valeur ajoutée sur le territoire,
- valoriser les nombreux services écosystémiques rendus par les haies,
- et agir pour la préservation du bocage à long terme.

Aussi, dans le cadre de la rénovation de l'EHPAD « Les Érables » engagée par le CIAS, la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES a désiré profiter de cette opportunité de travaux sur le bâtiment pour impulser la dynamique précitée, en incitant la mise en place d'une chaufferie bois alimentée par des plaquettes bocagères. Pour ce faire, elle a fait le choix de financer intégralement la fourniture et l'installation de cette chaufferie, ainsi que tout surcoût financier en matière d'apports et de consommation de plaquettes bocagères, comparé au coût du gaz.

Par conséquent, l'EHPAD « Les Érables » sera le premier établissement public situé sur le Pays de Chantonnay à être équipé d'une chaufferie bois à plaquettes bocagères, dont le projet est accompagné par le SYDEV et soutenu par l'ADEME.

La mise en service de la chaufferie bois de cet EHPAD est prévu à l'automne 2025, soit au début de la saison de chauffe, comprise théoriquement du 1er octobre au 30 mai suivant. Des tests sur cette chaufferie pourront être programmés les mois précédents.

Dans ce contexte, et afin d'approvisionner cette future chaufferie bois en plaquettes bocagères durables issues du territoire, un travail collectif mobilisant une dizaine d'agriculteurs locaux, d'élus communautaires et de partenaires agricoles, initié à partir de 2023, a permis l'organisation d'une filière en circuits courts, sous la forme du « collectif Bois Energie du Pays de Chantonnay », dont la présente convention vient clarifier les engagements réciproques.

Pour faciliter la mise en œuvre de cette convention, chacune des PARTIES s'engagera à désigner un référent.

PROJET

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention vise à définir les conditions techniques, administratives et financières de l'approvisionnement, en plaquettes de bois bocager sèches criblées dit aussi combustible biomasse, de la chaufferie bois de l'EHPAD « Les Érables » par le FOURNISSEUR, ce dernier s'appuyant sur des APPORTEURS du collectif précité, le fournissant en bois vert déchiqueté.

ARTICLE 2. ENGAGEMENTS DES FOURNISSEURS ET APPORTEURS DE PLAQUETTES BOCAGÈRES

2.1. Nature et origine géographique du bois, chantier d'exploitation et exigences de qualité et suivi

2.1.1. Nature et origine géographique du bois transformé en plaquettes

Le bois vert faisant l'objet d'une transformation en plaquettes sera issu de haies, bosquets et arbres d'alignement provenant du bocage, correspondant au référentiel de l'ADEME « 1B-PFA ». Le mix bocager sera composé de feuillus.

Le FOURNISSEUR et les APPORTEURS s'engagent mutuellement à fournir l'ACHETEUR exclusivement avec du bois transformé en plaquettes provenant de linéaires identifiés dans le cadre d'un plan de gestion des haies. Ces plans, éventuellement soutenus par la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES, seront initiés ou réalisés à l'échelle de leur exploitation et d'aucun autre gisement.

Ces linéaires sont situés dans un périmètre de 20 km maximum autour de la plateforme de stockage gérée par le FOURNISSEUR, mentionnée ci-après à l'article 2.3.1 (zonage cartographique en annexe 1).

2.1.2. Chantiers d'exploitation

Les APPORTEURS sont tenus d'organiser les chantiers d'exploitation jusqu'à la livraison à cette plateforme de stockage. Aussi, l'exploitation des linéaires de haies et des arbres sélectionnés répondra à un mode de gestion raisonnée, au regard :

- des préconisations inscrites au plan de gestion durable des haies (PGDH) ou plan de gestion durable partagé (PGDHP) de l'exploitation (quantité annuelle pouvant être récoltée, degré de priorisation des travaux, conduite des haies, etc.) ;
- des conseils apportés par les techniciens bocage-agroforesterie lors d'une visite préalable à l'exploitation des haies ou de suivi annuel, afin de garantir des prélèvements sélectifs et maîtrisés ;
- de l'absence de coupe à blanc de tous les arbres de haut jet d'un linéaire, sauf cas exceptionnel constaté (maladie ou aléas climatique, etc.).

PROJET

2.1.3. Exigences de qualité, de transformation et de traçabilité

Le combustible biomasse ne devra compter aucun corps étranger (pierres, métaux, verre, plastique, sable, etc.).

En outre, et dans la mesure du possible, les APPORTEURS devront privilégier les essences de bois possédant le meilleur pouvoir calorifique.

Les APPORTEURS de bois vert devront également respecter :

- un délai maximum de 6 mois entre l'abattage et la livraison de bois vert déchiqueté à la plateforme de stockage ;
- un délai minimum de 6 mois entre la livraison sur la plateforme et la première livraison de combustible biomasse au silo de l'ACHETEUR.

Le FOURNISSEUR se charge de sécher et cribler le bois vert déchiqueté des APPORTEURS, afin de le transformer en plaquettes de bois bocager sèches criblées avant toute livraison auprès de l'ACHETEUR.

Le FOURNISSEUR est garant de la traçabilité du combustible biomasse livré à l'ACHETEUR.

2.2. Caractéristiques techniques du combustible biomasse

Le FOURNISSEUR s'engage à proposer des plaquettes de bois bocager sèches criblées d'une qualité conforme aux exigences de l'équipement de la chaufferie de l'EHPAD, à savoir une chaudière « à vis » de marque HARGASSNER ECO-HK et de puissance de 90 kW.

Les caractéristiques attendues de ces plaquettes sont les suivantes :

Catégorie et forme	Granulométrie	Humidité	Contenu énergétique	Taux de fines
Plaquettes fines calibrées C1*	P16-P45 (75% de biomasse entre 3,5 mm et 45 mm)	M15 à M30 15 à 30 %	2,8 à 4,2 MWh/t (moy : 3500 kWh/t)	Inférieur à 8%

** Classification professionnelle des « Combustibles bois énergie » du CIBE, 2019.*

2.3. Quantités et modalités de livraison

2.3.1. Quantité de bois vert déchiqueté

Les APPORTEURS s'engagent à livrer annuellement au FOURNISSEUR, au niveau de la plateforme de stockage située au lieu-dit LE FRASNAY 85110 CHANTONNAY (vue aérienne en annexe n° 2), environ 125 tonnes en bois vert déchiqueté, ce tonnage faisant foi de référence.

PROJET

En l'absence de recul quant à la consommation réelle de la chaufferie bois de l'ACHETEUR, ce tonnage précité est assorti la première année d'une marge de +/- 20 %. Dès lors, et afin de sécuriser le besoin en approvisionnement en plaquettes de bois bocager sèches criblées de cette chaufferie bois lors de sa première année d'exploitation, la quantité de bois vert déchiqueté à fournir est de 150 tonnes.

Aussi, ce tonnage de référence sera affiné à la fin de chaque année d'exploitation de la chaufferie susmentionnée, afin de définir pour l'année N+1 une nouvelle quantité de référence en fonction de la consommation réelle de cette chaufferie et d'un éventuel stock constitué par l'ACHETEUR.

Les APPORTEURS informeront le FOURNISSEUR au moins 48h avant de la livraison des bois vert déchiqueté au niveau de la plateforme de stockage, en accès libre du lundi au vendredi.

2.3.2. Quantité de plaquettes de bois bocager sèches criblées

Le FOURNISSEUR s'engage à fournir annuellement l'ACHETEUR durant sa saison de chauffe et à livrer, au 19 rue du Grand Lay 85110 SAINT-PROUANT (vue aérienne en annexe n° 3), environ 75 tonnes de plaquettes de bois bocager sèches criblées, ce tonnage faisant foi de référence.

En l'absence de recul quant à la consommation réelle de la chaufferie bois de l'ACHETEUR, ce tonnage précité est assorti d'une marge de +/- 20 %. Dès lors, et afin de sécuriser le besoin en approvisionnement en plaquettes de bois bocager sèches criblées de cette chaufferie bois lors de sa première année d'exploitation, la quantité à fournir est de 86 tonnes.

Aussi, et tout comme pour le bois vert déchiqueté, ce tonnage de référence sera affiné à la fin de chaque année d'exploitation de la chaufferie susmentionnée, afin de définir pour l'année N+1 une nouvelle quantité de référence en fonction de la consommation réelle de cette chaufferie et d'un éventuel stock constitué par l'ACHETEUR.

Par ailleurs, le FOURNISSEUR s'engage à livrer les plaquettes de bois bocager sèches criblées selon un planning de livraison transmis par l'ACHETEUR, comme mentionné ci-après dans les obligations de l'ACHETEUR.

Le tonnage livré sera évalué par le système de double pesée (poids chargée – poids à vide) sur un pont-bascule homologué déterminé d'un commun accord , donnant lieu à l'édition des bons de pesées à remettre à l'ACHETEUR.

PROJET

Lors de chaque livraison, le FOURNISSEUR remettra à l'ACHETEUR un bon de livraison, dont un modèle figure en annexe n° 4, qui sera signé par les deux parties, ainsi qu'un duplicata du ticket de pesée (poids en charge).

2.3.3. Volume du silo et conditions de déchargement

La chaufferie est équipée d'un silo de 87 m3, dont 50 m3 utile.
Le déchargement se fera par bennage dans une trémie de déversement. La rampe d'accès à la trémie est dimensionnée pour un tracteur ou un camion-benne (plan de masse en annexe n°3).

2.3.4. Garantie d'approvisionnement

La garantie d'approvisionnement correspond à un engagement du FOURNISSEUR de pouvoir livrer l'ACHETEUR, par période de chauffe, d'un minimum ou maximum de plaquettes de bois bocager sèches criblées. Par conséquent, les APPORTEURS sont également responsables de fournir les quantités en bois vert déchiqueté permettant au FOURNISSEUR de répondre à cet engagement.

Néanmoins, les besoins de référence précités étant à ce stade estimatif pour cause d'absence de recul du fonctionnement de la chaufferie bois de l'ACHETEUR, cette garantie d'approvisionnement n'est pas ici déterminée, mais pourra faire l'objet d'un avenant à la présente convention, approuvé par l'ensemble des PARTIES.

PROJET

ARTICLE 3. ENGAGEMENTS DE L'ACHETEUR

3.1. Planification de la production et calendrier prévisionnel des livraisons

L'ACHETEUR s'engage à s'approvisionner exclusivement auprès du FOURNISSEUR pour couvrir son besoin énergétique en entrée chaufferie bois estimé à 246 MWh/an.

L'ACHETEUR s'engage à informer de la quantité à produire pour la saison de chauffe de l'année N+1 lors de la réunion organisée par la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES, mentionnée à l'article 4.1.

À titre indicatif, il peut être envisagé le calendrier de livraison 2025-2026 suivant :

Période	Consommation estimative (en tonne)
Septembre	2,6
Octobre	4,8
Novembre	9,0
Décembre	12,5
Janvier	12,9
Février	11,4
Mars	10,0
Avril	7,4
Mai	4,6
Total	*75,2*

3.2. Commandes et réception des plaquettes bois

L'ACHETEUR passera commande auprès du FOURNISSEUR par l'envoi d'une demande de devis par courriel qui précisera le tonnage à livrer et la période de livraison souhaitée, au moins 7 jours avant la période de livraison mentionnée. Le retour du devis signé par l'ACHETEUR a valeur de bon de commande.

Afin de limiter les coûts de transport du FOURNISSEUR, l'ACHETEUR s'engage à commander un poids minimum de 6 tonnes, soit environ 25m3, correspondant au volume utile de la benne de livraison.

L'ACHETEUR s'engage à maintenir la zone de livraison accessible et sécurisée sur son site. En cas de danger ou d'impossibilité de livraison, il informera le FOURNISSEUR du report ou de l'annulation dans le meilleur délai, et dans la mesure du possible avec un délai minimum de 72h.

Un agent technique de l'EHPAD « Les Érables » (ou à défaut la direction) sera présent pour réceptionner la commande et contrôler la marchandise livrée. Il procédera à une vérification systématique de l'humidité en plusieurs points, de la granulométrie, du taux de fine et des tickets de pesée.

L'agent pourra refuser une livraison si celle-ci ne présente pas la qualité escomptée mentionnée à l'article 2.2, notamment le taux d'humidité, sans contrepartie, ni pénalité ou indemnisation au profit du FOURNISSEUR.

PROJET

3.3. Arrêts non programmés

L'ACHETEUR s'engage à réaliser les travaux de maintenance prescrits pour le maintien de l'installation en bon état de fonctionnement et éviter autant que possible les dysfonctionnements et arrêts non programmés.

En cas d'incidents et/ou en cas de dépassement du temps prévu pour les arrêts programmés, et entraînant des arrêts ayant pour conséquence une baisse ou un arrêt de fourniture du combustible biomasse, la présente convention sera suspendue le temps de l'arrêt.

L'ACHETEUR s'engage à en informer le FOURNISSEUR au plus tôt afin de permettre d'adapter et de modifier les plans de livraisons initialement prévus.

Dans le cas d'un arrêt prolongé de la chaufferie bois provoquant une baisse de consommation supérieure à 20% du tonnage annuel prévisionnel imputable à l'ACHETEUR, et dans la mesure où la responsabilité du FOURNISSEUR n'est pas mise en cause, une compensation financière des pertes subies sera payée au FOURNISSEUR, à l'exclusion de la première année compte tenu des aléas potentiels de fonctionnement de la chaufferie.

Le montant de cette compensation sera déterminé à la fin de la saison de chauffe, sur la base du bilan de la consommation annuel et des pertes subies par le FOURNISSEUR.

3.4. Cas de reprise des cendres par le FOURNISSEUR

En cas de reprise des cendres par le FOURNISSEUR, l'ACHETEUR s'engage à réaliser une analyse d'un échantillon. Le FOURNISSEUR présentera un bon d'enlèvement énonçant la quantité et les caractéristiques de ces cendres, à signer par un représentant des deux parties.

ARTICLE 4. ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

4.1. Intermédiation entre l'ACHETEUR, le FOURNISSEUR et les APPORTEURS

La COMMUNAUTÉ DE COMMUNES s'engage à réunir en septembre de chaque année, prioritairement la première quinzaine du mois, l'ensemble des PARTIES prenantes de la convention, mais aussi les autres membres du collectif local Bois Energie, ainsi que les représentants des partenaires techniques (CPIE Sèvre et Bocage, Chambre d'agriculture, Union des Cuma).

PROJET

La réunion aura pour objet :

- le bilan de la campagne passée, afin notamment de promouvoir une progression continue (quantité et qualité) ;
- la préparation de la campagne d'approvisionnement de l'année suivante (soit N+1), au regard des besoins de l'ACHETEUR en plaquettes de bois bocager sèches criblées ;
- la répartition des tonnages entre les APPORTEURS volontaires, en prenant en compte la nécessaire rotation de ces APPORTEURS ;
- les éventuelles négociations tarifaires, évoquées ci-après à l'article 5.1.

En amont, la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES aura réalisé un recensement exhaustif du besoin de l'EHPAD pour la campagne à suivre.

4.2. Soutien à l'accompagnement vers une gestion durable du bocage

La COMMUNAUTÉ DE COMMUNES garantit aux APPORTEURS un appui technique intégralement pris en charge par des fonds publics.

Les dispositifs d'aide à la gestion durable du bocage (PGDH, PGDHP et visites-conseils) prévus pour la durée de la convention sont co-financés par la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES (fonds propres) et la DRAAF PAYS DE LA LOIRE (Pacte en faveur de la Haie). Cet accompagnement donne lieu à une convention spécifique entre l'APPORTEUR, la structure facilitatrice (CPIE Sèvre et Bocage ou Chambre d'agriculture) et la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES.

ARTICLE 5. PRIX ET PAIEMENT

5.1. Prix de vente

Le bois vert déchiqueté est vendu au FOURNISSEUR, par les APPORTEURS, à la tonne livrée à la plateforme au prix de 70 € HT.

Les plaquettes de bois bocager sèches criblées sont vendues à l'ACHETEUR, par le FOURNISSEUR, à la tonne livrée au silo au prix de 167 € HT.

Dans le contexte de l'émergence de la filière, il est convenu que les prix fixés pourront faire l'objet d'une nouvelle négociation comme évoqué ci-dessus, lors de la réunion annuelle. Cette négociation sera réalisée sur la base de données objectives de production collectées (décomposition des coûts supportés). Pour autant, les PARTIES conviennent par principe d'éviter, sur toute la durée de la présente convention, toute variation du prix à la hausse afin de stabiliser le lancement de la mise en œuvre de la filière locale créée.

PROJET

5.2. Paiement

5.2.1. Entre les APPORTEURS et le FOURNISSEUR

Il est convenu entre les PARTIES concernées que le FOURNISSEUR effectuera le paiement des quantités de bois vert déchiqueté livrées à la plateforme de stockage aux APPORTEURS à partir du premier paiement versé par l'ACHETEUR au FOURNISSEUR pour la livraison du combustible biomasse.

5.2.2. Entre le FOURNISSEUR et l'ACHETEUR

L'édition de la facture fera à chaque livraison sur la base du bon de livraison accompagné des tickets de pesée (en charge et à vide).

Cette facture comprendra au moins les éléments suivants :

- Numéro du bon de livraison
- Quantité livrée exprimée en tonne, et à titre indicatif le volume correspondant exprimé en m^3 ;
- Date de livraison ;
- Prix unitaire HT/tonne ;
- Prix total HT ;
- Taux de TVA (10%) ;
- Montant TVA ;
- Prix total TTC.

Pour obtenir le paiement de la facture, le FOURNISSEUR la déposera sur la plateforme chorus pro, accessible à l'adresse suivante : https://chorus-pro.gouv.fr.
Le numéro de SIRET, qui identifiera l'EHPAD Les Érables en tant que destinataire de la facture : 268 504 461 00073.

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours, à compter de la réception de la facture par l'ACHETEUR.

5.3. Avance entre le FOURNISSEUR et l'ACHETEUR

Une avance d'un montant maximum de 15 % de l'apport annuel prévu par l'ACHETEUR pourra être demandé par le FOURNISSEUR.

La déduction de cette avance sera appliquée par le FOURNISSEUR en une ou plusieurs fois sur ses factures de livraison pour être achevée avant la fin de l'année civile.

PROJET

ARTICLE 6. CONTRÔLE DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ DU BOIS DÉCHIQUETÉ

La chaufferie bois bénéficie d'un financement du « Fonds Chaleur » alloué par l'ADEME. Conformément aux règles générales d'attribution de l'aide, le FOURNISSEUR et les APPORTEURS assureront à l'ACHETEUR le droit de faire réaliser, par un bureau de contrôle indépendant missionné par l'ADEME, un audit sur site, visant à valider la nature de l'information transmise à l'ACHETEUR (art. 3.1 et 3.2 de la présente convention).

Par ailleurs, la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES, pour le compte de l'ACHETEUR, se réserve la possibilité de vérifier ou faire vérifier leurs conformités aux spécifications d'origine, de qualité et de durabilité du bois énergie fournis.

ARTICLE 7. RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

Les PARTIES s'engagent à souscrire une police d'assurance couvrant leur responsabilité civile pour les dommages liés à l'approvisionnement, au transport ou à l'utilisation du bois.

Le FOURNISSEUR est responsable de la garde de la marchandise jusqu'à son déchargement à l'endroit convenu avec l'ACHETEUR, évoqué dans la présente convention à l'article 2.3.2.

La propriété de la marchandise est ainsi transférée à l'ACHETEUR une fois celle-ci déchargée.

Dans le cadre de l'opération de livraison et déchargement, le FOURNISSEUR est responsable de tous les dommages qu'il peut causer sur tout bien matériel ou toute personne présents sur l'unité foncière du lieu de livraison.

De plus, la responsabilité du FOURNISSEUR sera notamment engagée si le combustible biomasse livré contient une matière ou un corps étranger provoquant un ralentissement, un dysfonctionnement, ou un arrêt de la /ou des installations de l'ACHETEUR.

Dès lors que la cause du dommage est expressément imputée au combustible livré, le FOURNISSEUR prendra à sa charge la réparation du matériel ainsi que tout surcoût lié à l'utilisation du gaz par l'ACHETEUR (qui reste une solution de substitution aux plaquettes bois), sur la base du différentiel suivant : Coût de consommation annuelle de plaquettes de bois bocager sèches criblées selon l'estimation de la présente convention ou définie lors de la réunion évoquée à l'article 4.1 de la présente convention par rapport au coût de consommation en gaz, proratisé au mois.

PROJET

Par ailleurs, le FOURNISSEUR fera son affaire personnelle de tout partage de responsabilité avec les APPORTEURS.

Chacune des PARTIES pourra s'exonérer de sa responsabilité en rapportant la preuve de la survenance des cas d'exonérations suivants :

- survenance d'un événement de force majeure :
    - ne peut pas être prévu (imprévisible) ;
    - ne peut pas être surmonté (irrésistible) ;
    - fait extérieur échappant au contrôle de la personne concernée ;
- faute de l'autre PARTIE.

En particulier, pour tous les événements de cas de force majeure exclusivement en matière d'aléas climatiques, de panne de la chaufferie ou de matériel agricole, les chantiers et les livraisons seront reportés à une date définie collectivement. Les PARTIES s'engagent à se prévenir mutuellement le plus rapidement possible pour indiquer l'importance de la réduction des fournitures de combustible et à mettre en œuvre les moyens pour limiter la suspension de l'exécution de la présente convention au strict minimum.

ARTICLE 8. DURÉE ET RECONDUCTION

La présente convention a une durée de 12 mois à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

Elle pourra être renouvelée deux fois, par reconduction tacite de l'ACHETEUR.

ARTICLE 9. MODIFICATION ET RÉSILIATION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un accord écrit et signé par l'ensemble des PARTIES, prenant la forme d'un avenant.

Ces modifications pourront notamment porter sur le prix, sur l'ajout d'APPORTEURS, etc.

En cas de non-respect des engagements pris, chacune des PARTIES pourra résilier la convention sans indemnité, ni contrepartie, après un préavis de 3 mois, en informant les autres PARTIES par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10. LITIGE

PROJET

En cas de litiges, les PARTIES conviennent de privilégier le dialogue, la conciliation et la recherche de solution amiable. À défaut d'accord, ils s'en remettront au tribunal compétent du ressort du siège de Communauté de communes.

Fait à Chantonnay, le _____, dont un exemplaire est remis à chacune des PARTIES.

Signatures :

Madame Isabelle MOINET Présidente du CIAS du Pays de Chantonnay	…… …… de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay
Monsieur Nicolas SORIN GAEC LES DECIDEURS	…… apporteurs
…… apporteurs	…… apporteurs
…… apporteurs	…… apporteurs

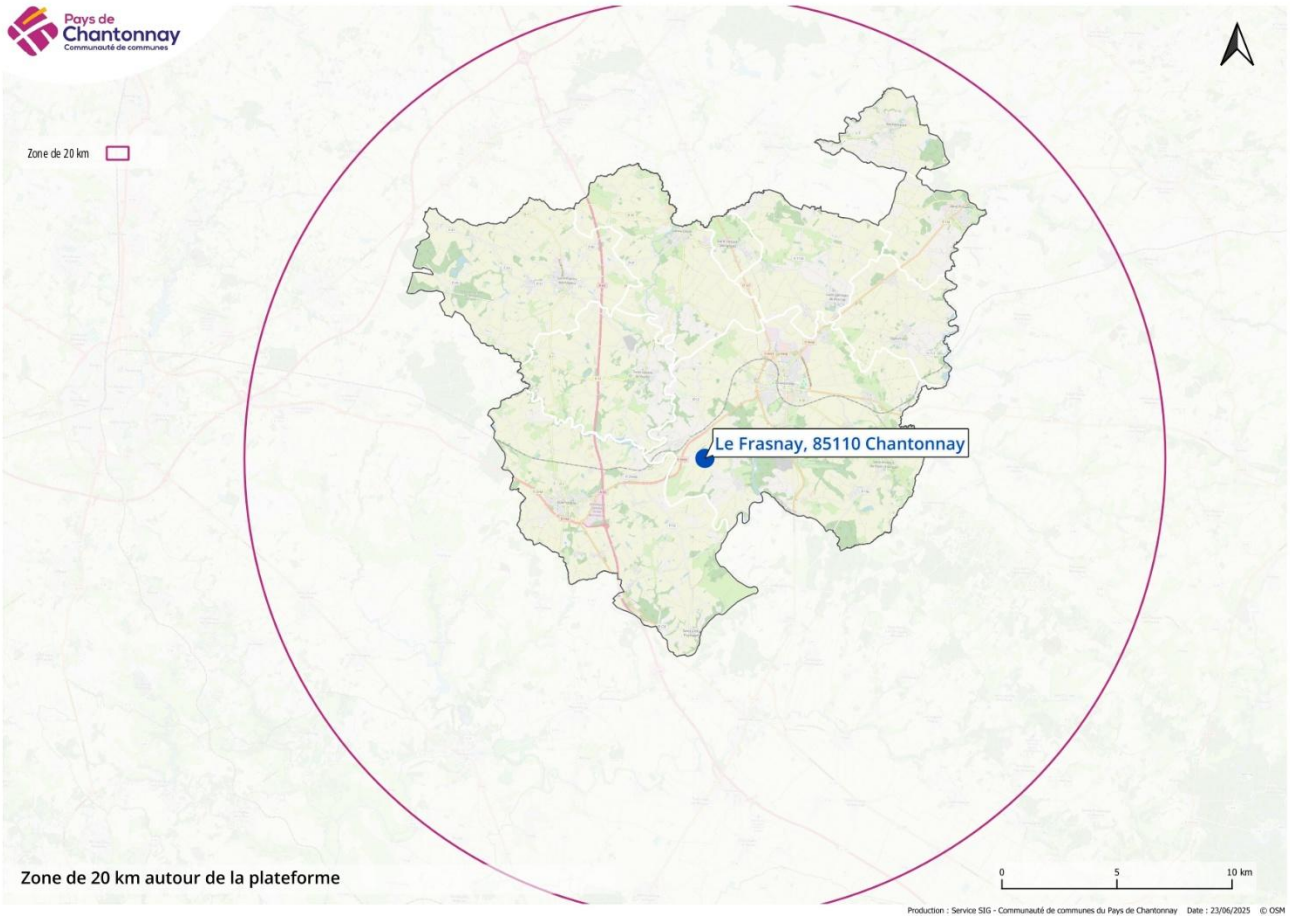
PROJET

Annexes :

- N° 1 : Périmètre d'approvisionnement en plaquettes vertes
- N° 2 : Plan de situation et vues satellites de la plateforme du FOURNISSEUR
- N° 3 : Plan de situation et vues satellites du silo de livraison de l'ACHETEUR
- N° 4 : Modèle de bon de livraison

ANNEXES

Annexe n°1 – Périmètre d'approvisionnement en plaquettes vertes



Zone de 20 km autour de la plateforme

Annexe n°2 - Plan de situation et vues satellites de la plateforme du FOURNISSEUR

Lieu-dit Le Frasnay, 85000 Chantonnay



Annexe n°3 - Plan de situation et vues satellites du local silo de l'ACHETEUR

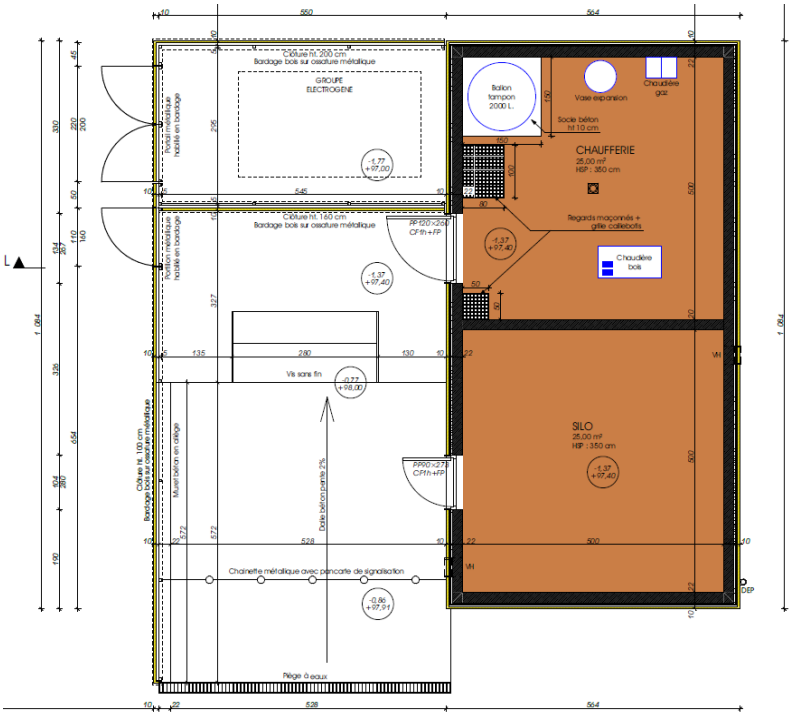
EHPAD « Les Erables », 19 rue du Grand Lay 85110 SAINT-PROUANT



Plan de coupe - Plateforme de déversement



Plan de masse - Chaufferie bois



Annexe n°4 - Modèle de bon de livraison

BON DE LIVRAISON : COMBUSTIBLE BOIS

N° de Bon de Livraison :
N° de Bon de Commande :

Nom Fournisseur *Adresse* *Tel :* *Mail :*

Véhicule de livraison	
Immatriculation véhicule	
Volume benne	

NATURE ET ORIGINE DES PRODUITS

% *Plaquettes bocagères issues de haies, bosquets, arbres d'alignement* % *Autres Plaquettes forestières ou assimilées : préciser la nature*	
% *Taux Label Haie / PEFC du chargement (rayer la mention inutile)*	***Numéro d'agrément Label Haie / PEFC :***
Noms des exploitants apporteurs de biomasse :	
Le fournisseur certifie que les renseignements sont exacts et établis de bonne foi	

CHARGEMENT

Date		Heure		Humidité	%
Commune					

DECHARGEMENT

Date		Site de déchargement	EHPAD « Les Erables », 19 rue du Grand Lay 85110 SAINT-PROUANT
Heure		Poids net du chargement	
Humidité	%	Date et Lieu de Pesée	
N° de livraison (communiqué par le client)			
Heure de livraison		N° Bon Pesée	

Observations particulières et réserves	
Au chargement	Au déchargement

FOURNISSEUR	**ACHETEUR**
Nom	Nom
Date, signature et cachet	Date, signature et cachet

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE CHANTONNAY

Séance du Conseil communautaire : 2 juillet 2025

DÉLIBÉRATION

Le deux juillet deux mille vingt-cinq à dix-huit heures trente minutes, le Conseil de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dûment convoqué par la Présidente en date du vingt-six juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni à la salle de l'Aubépin à Sigournais pour une septième séance en 2025.

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

Nombre de conseillers communautaires en exercice :34
Nombre de conseillers communautaires présents : 28
Nombre de conseillers communautaires votants : 29

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a nommé Monsieur GRIMAUD Jean-Marcel pour remplir les fonctions de secrétaire.

N° 2025-249 PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL – PROLONGATION DE L'AIDE À L'ACQUISITION DE RÉCUPÉRATEURS D'EAU PLUVIALE À DESTINATION DES PARTICULIERS

Nomenclature des actes : 7.10

Vu les statuts de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, modifiés par arrêté préfectoral n° 2025-DCL-BICB-138 en date du 10 mars 2025, et notamment l'article 4.2.1 portant sur la protection et la mise en valeur de l'environnement ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Pays de Chantonnay, approuvé en date du 11 décembre 2019, et modifié, en dernier lieu, le 4 décembre 2024 ;

. . . / . . .

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2021-452, en date du 29 septembre 2021, approuvant le Plan Climat Air Énergie Territorial et son plan d'actions ;

Vu la délibération du Conseil communautaire n° 2024-164, en date du 27 mars 2024, approuvant la mise en place d'une aide aux particuliers pour l'acquisition de récupérateur d'eau pluviale ;

Vu les délibérations des communes de Bournezeau, Chantonnay, Rochetrejoux, Saint-Germain-de-Prinçay, Saint-Hilaire-le-Vouhis, Saint-Martin-des-Noyers, Saint-Prouant, Saint-Vincent-Sterlanges, Sainte-Cécile et Sigournais approuvant leur zonage d'assainissement des eaux pluviales ;

Considérant l'importance de la préservation de la ressource en eau pour le Pays de Chantonnay, au regard de la présence de 3 retenues servant à l'alimentation en eau potable ;

Considérant que cette thématique est reprise dans les documents stratégiques que sont le Plan Local d'Urbanisme intercommunal et le Plan Climat Air Énergie Territorial ;

Considérant l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 25 juin 2025 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide à l'unanimité :

- d'approuver la prolongation du dispositif d'aide à l'acquisition de récupérateurs d'eau de pluie, et son règlement tel qu'annexé, jusqu'au 31 décembre 2026 ;
- d'autoriser Madame la Présidente à prendre et à signer tous les actes y afférents.

Étant précisé que Madame la Présidente a reçu délégation du Conseil communautaire par délibération n° 2020-161, en date du 24 juin 2020, pour prendre toute décision relative à « *l'attribution et au versement des aides aux particuliers liées à l'habitat et à l'environnement, selon les modalités établies par le Conseil communautaire [...]* » (point 33).

Fait et délibéré le jour, mois et an susdits

Transmis en Préfecture le 07/07/2025

Publié le 07/07/2025

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD

RÈGLEMENT

AIDE À L'ACQUISITION DE RÉCUPÉRATEURS D'EAUX PLUVIALES À DESTINATION DES PARTICULIERS

1. OBJECTIF DE L'AIDE

La Communauté de communes du Pays de Chantonnay mène une politique de développement durable qui s'exprime notamment par le Plan Climat Air Énergie Climat (PCAET), adopté par délibération n°2021-452 du 29 septembre 2021. Cette démarche permet d'ancrer concrètement le développement durable au cœur de ses actions et avec son territoire. Pour construire un territoire responsable, lutter et s'adapter au changement climatique, la collectivité souhaite soutenir les initiatives écocitoyennes.

Afin d'associer la population à cet engagement et soutenir les particuliers souhaitant économiser l'eau, il a été décidé de promouvoir l'acquisition de récupérateurs d'eaux pluviales pour un usage extérieur en attribuant une aide financière spécifique.

Le présent règlement a pour but de définir les conditions techniques, administratives et financières de l'aide apportée par la Communauté de communes du Pays de Chantonnay aux particuliers souhaitant installer un récupérateur d'eau sur leur lieu d'habitation.

2. DURÉE DU DISPOSITIF

Sont éligibles aux aides objet du présent règlement les récupérateurs d'eau acquis du 1er janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2026.
Seules seront instruites les demandes reçues au plus tard le 30 novembre 2026, sous réserve de crédits.

3. DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Est éligible au dispositif d'aide, l'acquisition d'équipements de récupérateurs d'eau.
Par équipement de récupération il faut entendre un dispositif composé d'une cuve, d'un robinet et d'un kit de raccordement si ceux-ci sont inclus dans la fourniture pour une réserve enterrée d'une capacité égale ou supérieure à 3 000 litres.
Le coût de l'équipement est basé sur le prix d'achat du récupérateur d'eau pluviale, hors main d'œuvre.
Il doit respecter les dispositions de l'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

4. PÉRIMÈTRE

Le dispositif s'applique sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay, dont les communes sont :

Bournezeau, Chantonnay, Rochetrejoux, Sainte-Cécile, Saint-Germain-de-Prinçay, Saint-Hilaire-le-Vouhis, Saint-Martin-des-Noyers, Saint-Prouant, Saint-Vincent-Sterlanges et Sigournais.

5. BÉNÉFICIAIRES DU PROGRAMME

Peuvent bénéficier de cette aide les particuliers (personnes physiques majeures) propriétaires d'une résidence principale, ayant acquis un équipement de récupération d'eau dans les conditions prévues par le présent règlement, sans conditions de ressources.

6. AIDE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

L'aide de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay s'élève à 50% du montant d'une cuve enterrée, plafonnée à 500€.

7. COMPOSITION DU DOSSIER DE DEMANDE DE L'AIDE

La demande s'effectue via la fiche de demande d'aide, accompagnée des pièces justificatives suivantes :

1. Le formulaire de demande d'aide, complété, daté et signé,
2. La copie de la facture d'achat du récupérateur d'eau de pluie, postérieure au 1er août 2025 et antérieure au 31 septembre 2026
3. Les photos d'installation de l'équipement
4. Pour les propriétaires :
    a. un justificatif de domicile de moins de 3 mois au nom du propriétaire[1]
    b. une copie d'une pièce d'identité
5. Un Relevé d'Identité Bancaire au nom du demandeur.

Les dossiers incomplets ne seront pas instruits.

8. PROCEDURE D'OBTENTION DES AIDES

a) Choisir un équipement dans le commerce.

Pour obtenir l'aide financière, le volume du récupérateur doit répondre aux prescriptions du règlement (article 3).

b) Acquérir l'équipement en demandant au commerçant une facture comportant votre nom, prénom, adresse et le montant TTC de l'équipement acquis ainsi que sa contenance et la date d'achat.

ATTENTION : les tickets de caisse ne sont pas des factures conformes et ils ne seront pas acceptés.

Sur la base du présent règlement, seules les demandes pour des équipements acquis pendant la durée du dispositif (article 2) seront instruites.

[1] Facture d'eau, d'électricité, de téléphone fixe, d'abonnement internet, taxe d'habitation, taxe foncière, attestation d'assurance, …

c) Retirer le dossier de demande à l'accueil de la Communauté de communes (65 avenue du Général de Gaulle 85110 Chantonnay) ou sur le site internet https://www.cc-paysdechantonnay.fr puis complétez-le avec les pièces listées dans l'article 7.

d) Transmettre le dossier au service environnement de la Communauté de communes du Pays de Chantonnay dès que possible et au plus tard le 31 septembre 2026 :

➔ En le déposant ou en l'envoyant par courrier à l'adresse suivante :
Communauté de communes du Pays de Chantonnay,
65 avenue du Général de Gaulle
85110 Chantonnay
➔ Ou par mail à l'adresse suivante contact@cc-paysdechantonnay.fr

e) Après réception du dossier, la Communauté de communes du Pays de Chantonnay instruit le dossier et juge de sa recevabilité dans un délai maximal de 60 jours :
   i. Si le dossier n'est pas complet, les pièces complémentaires seront demandées soit par mail, soit par téléphone.
   ii. Si le dossier est complet, la Communauté de communes envoie un accusé de réception de dossier complet.

f) Après avis favorable de Communauté de communes du Pays de Chantonnay pour validation, le demandeur est informé par courrier de l'attribution de la subvention et de son montant exact.

g) L'aide financière est attribuée dans l'ordre d'arrivée des demandes et dans la limite du budget affectée par la Communauté de communes du Pays de Chantonnay pour la période considérée.

L'aide est reçue par virement bancaire sous 90 jours après instruction de la demande.

9. ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à installer le modèle sur sa résidence principale et le raccorder dans l'année de manière conforme à la règlementation aux eaux pluviales en vigueur.

10. RÈGLES DE CUMULS DES AIDES

Cette aide est versée dans la limite d'une aide par logement.
L'aide s'applique à une cuve enterrée.

11. REMBOURSEMENT DE L'AIDE

Dans le cas où le demandeur ne respecterait pas les engagements du présent règlement, la Communauté de communes se réserve le droit de réclamer par tous moyens de droit le remboursement de l'aide versée.

Pays de Chantonnay
Communauté de communes

Feuillet de clôture de la séance du Conseil communautaire
du 2 juillet 2025 à 18h30
à la salle de l'Aubépin à Sigournais

Présents (P), Absents et excusés (E) :

AUBINEAU Jérôme	E	DEBORDE Jeannick	P	GUINAUDEAU Dany	P	PHELIPEAU Brigitte	P
BILLAUDEAU Louisette	P	DEHAUD Christine	P	LERSTEAU Patricia	E	PICARD Sophie	E
BOISSEAU Didier	P	DREUX Jean-Claude	P	LUMEAU Guy	P	PUAUD Daniel	P
BOISSINOT Christian	E	DROUAULT Christian	E	MADORRA Héléna	P	SIRET Jean-Pierre	P
BONNENFANT Didier	P	GOURAUD Christophe	P	MARTINEAU Valérie	P	SOULARD Yannick	P
BOURDET Joël	E	GOURMAUD Catherine	P	MOINET Isabelle	P	TONARELLI Valérie	P
BOURGEOIS Laurence	E/P	GRANJON Françoise	P	MOREAU Laëtitia	P	ZOUBAIRI Ingrid	P
CHENU Viviane	P	GRIMAUD Jean-Marcel	P	PAILLAT Dominique	P		
CORNIÈRE Jean-Louis	P	GUIBERT Cyrille	P	PELTANCHE Éric	P		

Absente et excusée avec pouvoir :

Mme LERSTEAU Patricia a donné pouvoir à Mme DEHAUD Christine

2025-230	DÉCISIONS PRISES PAR LA PRÉSIDENTE SUITE AUX DÉLÉGATIONS DONNÉES PAR LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE	Le Conseil communautaire prend acte
2025-231	COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU BUREAU COMMUNAUTAIRE	Le Conseil communautaire prend acte
2025-232	PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DU PAYS DE CHANTONNAY - RÉVISION N° 1 - APPROBATION	Approuvée à la majorité (1 abstention : Ch. GOURAUD)
2025-233	STATUTS : APPROBATION DU TOILETTAGE POUR TENIR COMPTE DU PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES	Approuvée à l'unanimité
2025-234	INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE : ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 2024-463 ET APPROBATION DU TOILETTAGE POUR TENIR COMPTE DU PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES	Approuvée à l'unanimité
2025-235	RECOURS À L'APPRENTISSAGE EN SEPTEMBRE 2025 POUR LE SERVICE COMMUNICATION ET NOUVELLES TECHNOLOGIES	Approuvée à l'unanimité
2025-236	RÉGIME DE MAINTIEN DES PRIMES ET INDEMNITÉS DES AGENTS DANS CERTAINES SITUATIONS DE CONGÉS (INDEMNITÉ DE FONCTIONS, DE SUJÉTIONS ET D'EXPERTISE)	Approuvée à l'unanimité
2025-237	DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 AU BUDGET PRINCIPAL 67000 « CCPC »	Approuvée à l'unanimité
2025-238	DÉCISION MODIFICATIVE N° 1 AU BUDGET ANNEXE 67005 « MSP »	Approuvée à l'unanimité
2025-239	MISE EN PLACE DE LA CARTE ACHAT PUBLIC AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES	Approuvée à l'unanimité
2025-240	ATTRIBUTION DU FONDS DE CONCOURS 2025 POUR LA COMMUNE DE SIGOURNAIS	Approuvée à l'unanimité
2025-241	AIDES AUX ENTREPRISES : MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 2024-365 EN MATIÈRE DE DISPOSITIF D'AIDES AUX ENTREPRISES ET DE SOUTIEN AU MONDE AGRICOLE ET APPROBATION DU NOUVEAU RÈGLEMENT D'AIDE	Approuvée à l'unanimité
2025-242	ATTRIBUTION D'UNE AIDE ÉCONOMIQUE À LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE « LÉGUMES SECS BIO DE VENDÉE » (LSBV)	Approuvée à la majorité (2 voix CONTRE : C. GUIBERT et E. PELTANCHE)
2025-243	ADOPTION DU CONTRAT OPÉRATIONNEL DE MOBILITÉ (COM) DU BASSIN CENTRE VENDÉE	Approuvée à l'unanimité
2025-244	DÉSIGNATION D'UN REPRÉSENTANT À LA COMMUNAUTÉ DE SANTÉ MENTALE DE VENDÉE	Approuvée à l'unanimité
2025-245	MATÉRIELS D'ESPACES VERTS – CESSION DES BROYEURS AUX COMMUNES DE BOURNEZEAU ET CHANTONNAY	Approuvée à l'unanimité
2025-246	APPROBATION DES AVENANTS N° 1 AUX LOTS N° 1 ET 18 DES MARCHÉS DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE L'EHPAD LES ÉRABLES À SAINT-PROUANT	Approuvée à l'unanimité
2025-247	APPROBATION DE L'AVENANT N° 2 À LA CONVENTION TRIPARTITE DE MAÎTRISE FONCIÈRE AVEC LA COMMUNE DE BOURNEZEAU ET L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE LA VENDÉE	Approuvée à l'unanimité
2025-248	FILIÈRE BOIS – CONVENTION MULTI PARTENARIALE D'APPROVISIONNEMENT EN PLAQUETTES BOCAGÈRES DE LA CHAUFFERIE DE L'EHPAD LES ÉRABLES À SAINT-PROUANT	Approuvée à l'unanimité
2025-249	PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL – PROLONGATION DE L'AIDE À L'ACQUISITION DE RÉCUPÉRATEURS D'EAU PLUVIALE À DESTINATION DES PARTICULIERS	Approuvée à l'unanimité

La Présidente
Isabelle MOINET

Le Secrétaire de séance
Jean-Marcel GRIMAUD